

**Université Paris-Panthéon-Assas**

Ecole doctorale Georges Vedel

**Thèse de doctorat en science politique**

**La diplomatie publique du Japon  
(2000-présent)**

*L'émergence de nouvelles dynamiques à l'épreuve du conservatisme*



**Auteur : Marylène GERVAIS**

*Sous la direction de :*

M. Jean-Jacques ROCHE, Professeur - Université Paris-Panthéon-Assas

M. Frédéric CHARILLON, Professeur - Université Paris Cité

Membres du jury :

M. Barthélémy COURMONT, Professeur - UCL, rapporteur

Mme Guibourg DELAMOTTE, Professeure - INALCO (CEJ), rapporteure

M. Christian LEQUESNE, Professeur - Sciences Po, président du jury

Mme Maud QUESSARD, Maître de conférences - IRSEM

M. WATANABE Hirotaka, Professeur - Université Teikyo (Tokyo)

*Cette thèse a bénéficié du soutien à la recherche de l'IHEDN en 2018 et 2021.*

## ***Avertissement***

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans cette thèse ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur.

## ***Remerciements***

A l'heure où je suis sur le point de venir à bout de cette aventure qu'est la thèse de doctorat, je me dois d'exprimer ma reconnaissance envers tous ceux qui m'ont soutenue tout au long de ce projet.

Je souhaiterais tout d'abord remercier Jean-Jacques ROCHE et Frédéric CHARILLON, mes deux directeurs, qui m'ont encadré tout au long de cette thèse, et qui m'ont prodigué de précieux conseils. Je tiens à exprimer ma gratitude à Guibourg DELAMOTTE qui a su me donner l'inspiration, et à Nancy SNOW pour nos échanges sur la société japonaise et son rapport au monde.

Je souhaiterais remercier le professeur WATANABE Hirotaka pour m'avoir livré son analyse de l'évolution des pratiques diplomatiques au Japon et en France. Ma gratitude va également à l'équipe des diplomates et des membres officiels de l'Ambassade du Japon qui ont soutenu mon projet, en particulier AKAHORI Masato, HASEGAWA Yutaka, HORIUCHI Toshihiko, MASUDA Korehito, ŌKAWA Kōhei et SHIMIZU Fumio. Je souhaiterais également remercier les adjoints locaux qui m'ont apporté leur soutien, notamment AKIMICHI Kazuko et Nicaise HÉRON.

J'en profite pour remercier les experts en poste au Japon qui m'ont accordé leur temps précieux pour répondre aux entretiens, ainsi que les chercheuses Valérie NIQUET et Céline PAJON.

Enfin, j'adresse toute ma reconnaissance à ma famille, en particulier à mes parents qui m'ont toujours encouragée dans mes choix, ainsi qu'à mes amis pour leur présence à mes côtés. Je remercie enfin Olivier PROU pour avoir partagé avec moi cette aventure qui a pris racine à Kyoto, Iwakura.

## ***Résumé***

Cette thèse vise à combler les lacunes existantes dans la littérature académique sur le sujet de la diplomatie publique. Depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle, la diplomatie publique s'impose aux Etats à travers le monde. Face à cette nouvelle donne, les démocraties doivent être en mesure d'aborder tous les sujets avec les médias, la société civile et le grand public, y compris les plus difficiles. Cette thèse interroge la réponse du Japon, peu habitué à cet exercice. Dans la diplomatie publique japonaise, nous identifions l'existence d'une tension entre la *nécessité* d'adopter un nouveau paradigme et le *conservatisme* des pratiques. Le Japon développe des actions visant à renforcer son *soft power* face à une crise multiforme sur le plan national et un environnement sécuritaire complexe. Il lance l'initiative *Cool Japan* en faveur de la promotion de la culture populaire japonaise, et soutient les valeurs fondamentales et le dialogue afin de contenir la montée en puissance d'une Chine conquérante et révisionniste de l'ordre international libéral. Malgré ces initiatives, le conservatisme demeure présent dans les pratiques. L'archipel semble croire que sa souscription aux règles internationales l'exempte de s'ouvrir au dialogue sur les sujets difficiles. Ce conservatisme crée une ambivalence qui freine l'adhésion aux politiques. Afin de développer son *soft power* au-delà du domaine culturel, le Japon a tout intérêt à développer une approche de la communication moderne qui repose sur des interactions plus ouvertes avec le public et une diversification des réseaux à l'étranger.

*Descripteurs : Japon, relations internationales, politique étrangère, diplomatie, diplomatie publique, soft power, communication internationale.*

## ***Abstract***

This thesis aims to fill the existing gaps in the academic literature on the subject of public diplomacy. Since the beginning of the 21st century, public diplomacy has become a necessity for states throughout the world. Faced with this new situation, democracies must be able to tackle all subjects with the media, civil society, and the general public, including the most difficult ones. This thesis examines Japan's response, as it is unaccustomed to this exercise. In Japanese public diplomacy, we identify the existence of a tension between the need to adopt a new paradigm and the conservatism of practices. Japan is developing actions to strengthen its soft power in the face of a multifaceted domestic crisis and a complex security environment. It has launched the *Cool Japan* initiative to promote Japanese popular culture and supports fundamental values and international dialogue in order to contain the rise of a conquering and revisionist China. Despite these initiatives, conservatism remains present in practice. Japan seems to believe that its subscription to international rules exempts it from opening up to dialogue on difficult issues. This conservatism creates an ambivalence that hinders public support for policies. In order to develop its soft power beyond the cultural sphere, Japan has every interest in developing a modern communications approach based on more open interaction with the public and diversification of overseas networks.

*Key words: Japan, international relations, foreign policy, diplomacy, public diplomacy, soft power, international communication.*

## ***Avant-propos***

La traduction française d'un terme japonais est inscrite entre parenthèses avec la transcription phonétique puis les caractères japonais (kanji et/ou kana) (exemple : *minshutō* 民主党).

Conformément à l'usage en langue japonaise, le nom de famille précède systématiquement le prénom dans les patronymes japonais (exemple : ABE Shinzo).

Les noms de familles sont écrits en petites majuscules (exemple : KISHIDA Fumio)

Voici une liste des principales abréviations. Parmi les acronymes adoptés, certains sont utilisés en langue anglaise et également employés en français :

-CBI : Commission Baleinière Internationale

-CIJ : Cour Internationale de Justice

-FAD : Forces d'Autodéfense (*jieitai* 自衛隊)

-JARPA: Japanese Whale Research Program under Special Permit in the Antarctic (*nan-kyokukai kujirarui hokakukenyū* 南極海鯨類捕獲研究)

-MCJP : Maison de la Culture du Japon à Paris (*nihonbunkakaikan*)

-MEXT : ministère de l'Éducation, de la culture, des sports, de la science et de la technologie (*monbu kagakushō* 文部科学省)

-METI : ministère de l'Économie, du commerce et de l'industrie (*keizai sangyōshō* 経済産業省)

-MOFA : ministère des Affaires étrangères (*gaimushō* 外務省)

-NHK : seule chaîne de diffusion publique au Japon (*nippon hōsō kyōkai* 日本放送協会)

-PDJ : Parti démocrate du Japon (*minshutō* 民主党)

-PLD : Parti Libéral Démocrate (*jiyū minshutō* 自由民主党)

-TPP : Traité de partenariat transpacifique (*Trans-Pacific Partnership*)

## Sommaire

<i>Avertissement</i> .....	2
<i>Remerciements</i> .....	3
<i>Résumé</i> .....	4
<i>Abstract</i> .....	5
<i>Avant-propos</i> .....	6
<i>INTRODUCTION</i> .....	11
<i>I. Le cadre général de la réflexion</i> .....	14
1. La diplomatie publique : l'émergence d'une nouvelle donne mondiale.....	14
2. La diplomatie publique du Japon jusqu'au début XXI <sup>e</sup> siècle.....	17
3. La perception d'une nécessité au début du XXI <sup>e</sup> siècle.....	19
<i>II. Problématique</i> .....	21
1. L'état de la littérature sur la politique étrangère japonaise : une approche conservatrice des pratiques diplomatiques .....	21
2. Problématique : quelle est la réponse des acteurs face à la nouvelle donne mondiale ?.....	30
<i>III. Hypothèse et cadre théorique</i> .....	33
1. Hypothèse : L'émergence de nouvelles dynamiques à l'épreuve du conservatisme .....	33
2. Le cadre théorique : l'analyse des effets de la globalisation sur les pratiques .....	38
2.1. L'analyse des politiques publiques.....	39
2.2 La théorie des relations internationales .....	41
2.3. Les études sur la diplomatie et les travaux récents sur la « nouvelle diplomatie publique ».....	43
<i>III. Etudes de cas et analyse comparative</i> .....	47
1. Les dossier des « femmes de réconfort » avec la Corée du Sud .....	48
2. La question des « enlèvements » d'enfants binationaux après une séparation .....	51
3. Le contentieux sur la chasse à la baleine et aux cétacés .....	53
<i>IV. Méthodologie et structure</i> .....	56
1. Les sources mobilisées.....	56
2. Les difficultés rencontrées .....	60
3. Les raisons personnelles de la thèse .....	61
4. La structure de la thèse.....	64
<i>PARTIE I :</i>	
<i>LA PERCEPTION D'UNE NÉCESSITÉ DANS UN NOUVEAU CONTEXTE STRATÉGIQUE</i>	
.....	67
<i>I. L'émergence d'une nouvelle donne mondiale</i> .....	67
1. La diplomatie publique : origine et développement .....	68
2. Le développement de la diplomatie dans le monde au début du XXI <sup>e</sup> siècle. ....	72
2.1. L'impulsion de la diplomatie américaine après les attentats terroristes du 11 septembre 2001 .....	73
2.2. Le développement de la diplomatie publique au-delà des frontières américaines : l'intérêt en Asie.....	76
3. Les notions similaires ou associées : une clarification sémantique.....	81
3.1. Le concept de soft power .....	82
3.2. L'évolution de la grille de lecture du soft power : le <i>smart power</i> et le <i>sharp power</i> ....	84
3.3. Les notions de diplomatie culturelle et de <i>nation branding</i> .....	86
3.4. Les notions de réputation et d'influence.....	88

<b>II. La multiplication des défis à la puissance japonaise sur les plans interne et externe.....</b>	<b>90</b>
<b>1. Les défis internes : la survenue d'une crise multiforme au terme d'une « décennie perdue ».....</b>	<b>90</b>
1.1. L'enlèvement du pays dans une récession économique et sociale .....	91
1.2. La hausse du mécontentement de la population japonaise vis-à-vis des gouvernants ....	94
1.3. Les contraintes constitutionnelles qui pèsent sur la politique étrangère.....	96
<b>2. Les défis externes : la reconfiguration de la puissance régionale dans un environnement sécuritaire complexe .....</b>	<b>99</b>
2.1. L'ascension de la Chine : un facteur d'inquiétude pour le Japon.....	99
2.2. La péninsule coréenne : la crise nucléaire nord-coréenne et l'émergence de la rivalité avec la Corée du Sud .....	104
2.3. Les Etats-Unis : la crainte d'un désengagement américain en Asie .....	106
<b>III. Le modèle japonais de la diplomatie publique et son évolution au XXI<sup>e</sup> siècle .....</b>	<b>109</b>
<b>1. Le modèle traditionnel de la diplomatie publique japonaise .....</b>	<b>110</b>
1.1. La promotion de la culture et l'aide au développement .....	110
1.2. La stratégie de réhabilitation du statut du Japon sur la scène internationale .....	116
1.3. Un fonctionnement en appui sur une structure décentralisée et une multiplicité d'acteurs .....	121
<b>2. L'évolution du modèle face à la nouvelle donne mondiale.....</b>	<b>126</b>
2.1. Façonner l'image d'un Japon moderne, dynamique et culturellement attractif (« <i>Cool Japan</i> »).....	127
2.2. Développer le récit d'un retour du Japon au centre de l'échiquier mondial (« <i>Japan is back</i> »).....	140
 <b>PARTIE II :</b>	
<b>LE POIDS DU CONSERVATISME, UN FREIN AUX INITIATIVES DU JAPON .....</b>	<b>154</b>
 <b>I. L'émergence de nouvelles pratiques .....</b>	<b>155</b>
<b>1. La fragilisation du compromis conservateur.....</b>	<b>155</b>
1.1. Le rééquilibrage du pouvoir en faveur du milieu politique : le rôle renforcé du Premier ministre et de son Cabinet.....	156
1.2. L'émergence de nouveaux profils au sein de l'élite dirigeante .....	160
1.3. Le poids accru de l'opinion publique et des médias .....	165
<b>2. L'affirmation des premiers ministres dans la fabrique de la politique étrangère : un environnement favorable au développement de la diplomatie publique .....</b>	<b>173</b>
2.1. La marque de KOIZUMI Junichirō : la modernisation de l'image du Japon .....	174
2.2. La marque de ABE Shinzō : l'affirmation des ambitions et le déploiement de nouveaux moyens pour la diplomatie publique .....	177
<b>II. Le poids du conservatisme .....</b>	<b>186</b>
<b>1. La résistance au changement des élites dirigeantes.....</b>	<b>186</b>
1.1. Le conformisme dans l'éducation .....	186
1.2. Le poids de la bureaucratie et les rivalités entre les ministères .....	191
1.3. L'opacité des modes de gouvernance .....	196
<b>2. Le manque d'ouverture internationale du Japon.....</b>	<b>200</b>
2.1. La maîtrise insuffisante de l'anglais .....	201
2.2. La fermeture de « l'écosystème » nippon .....	202
2.3. La tendance au repli des jeunes générations .....	206
<b>3. Les lacunes en communication .....</b>	<b>209</b>
3.1. L'absence de formation en relations publiques .....	209
3.2. La faiblesse des compétences .....	211
<b>III. L'observation empirique à l'Ambassade du Japon en France.....</b>	<b>222</b>
<b>1. L'essor des activités de la diplomatie publique japonaise en France.....</b>	<b>223</b>
<b>2. La modernisation graduelle des pratiques .....</b>	<b>227</b>

<b>IV. Cadre théorique : l'analyse des effets des contraintes extérieures sur l'évolution des pratiques diplomatiques</b> .....	<b>232</b>
1. Les travaux théoriques récents sur la « nouvelle diplomatie publique » .....	232
2. La « nouvelle diplomatie publique » : une vision horizontale et collaborative des relations avec le public .....	232
3. Le modèle japonais : une évolution en clair-obscur .....	236
3.1. Les aspects modernes du modèle .....	236
3.2. Les aspects conservateurs du modèle .....	242

**PARTIE III :**

<b>ETUDES DE CAS</b> .....	<b>247</b>
----------------------------	------------

<b>I. Le dossier des « femmes de réconfort » avec la Corée du Sud</b> .....	<b>247</b>
1. L'émergence d'un contentieux .....	248
2. La cristallisation des tensions (années 2010-présent) .....	253
3. Le « rappel des faits » comme gage de légitimité .....	258
4. Un récit peu convaincant : une approche jugée dogmatique .....	262
5. L'existence de doutes sur la sincérité du Japon .....	268

<b>II. La question des « enlèvements » d'enfants binationaux par un parent japonais</b> .....	<b>276</b>
---	------------

1. Le conservatisme du droit familial .....	278
2. L'émergence d'un contentieux juridique .....	281
3. La hausse des tensions malgré la signature de la Convention de la Haye (2014- présent) .....	284
4. Des gestes modestes face à des situations dramatiques .....	286
5. Une approche jugée conservatrice .....	291

<b>III. Le contentieux sur la chasse japonaise à la baleine et aux cétacés</b> .....	<b>296</b>
--	------------

1. L'émergence d'un contentieux .....	298
2. La cristallisation des tensions : la condamnation du Japon par la Cour de Justice Internationale .....	302
3. Un récit jugé dogmatique .....	307
4. Le blocage des autorités japonaises .....	314

<b>CONCLUSION</b> .....	<b>319</b>
-------------------------	------------

<b>I. L'ambivalence du Japon</b> .....	<b>320</b>
--	------------

1. Les enseignements tirés de nos études de cas .....	320
2. L'esquisse d'une modélisation .....	323
2.1. La promotion des droits des femmes et des personnes LGBTQ+ .....	323
2.2. Le système judiciaire .....	325
2.3. La politique d'ouverture des frontières .....	325
2.4. L'accident nucléaire de Fukushima .....	326
2.5. Les contentieux historiques .....	328
3. La comparaison avec le modèle d'autres pays démocratiques .....	329
2.1. Le Japon et la France .....	330
2.2. Le Japon et l'Allemagne .....	337
2.3. Le Japon et la Corée du Sud .....	341

<b>II. Quelles perspectives pour la diplomatie publique japonaise ?</b> .....	<b>348</b>
---	------------

1. L'approfondissement de la réflexion stratégique .....	349
1.1. La relation à la Chine .....	350
1.2. Le rapport à l'histoire .....	353
1.3. La question du leadership .....	356
2. La diversification des réseaux .....	364
2.1. Le risque de la banalisation du Japon .....	364
2.2. La création d'une dynamique des réseaux .....	369
3. L'ouverture de la société japonaise .....	371

3.1. Le renouvellement des élites dirigeantes .....	371
3.2. La participation active de la société civile.....	374
3.3. L'internationalisation de la société.....	378
<b><i>BIBLIOGRAPHIE</i></b> .....	<b>384</b>
<b><i>I. Ouvrages</i></b> .....	<b>384</b>
<b><i>II. Articles et chapitres d'ouvrages collectifs</i></b> .....	<b>387</b>
<b><i>III. Articles de presse et autres documents</i></b> .....	<b>392</b>
1. Articles de presse .....	392
2. Rapports et thèses .....	395
3. Conférences, discours et communiqués de presse .....	402
4. Sites Internet.....	407
 <i>Liste des entretiens</i> .....	 <b>408</b>

## INTRODUCTION

---

La question de la diplomatie publique suscite un intérêt croissant dans la littérature. Dans le champ des relations internationales, l'étude de la diplomatie publique permet de mettre en évidence les mutations de l'ordre international depuis la fin de la Guerre Froide. L'émergence des acteurs non-étatiques et la révolution numérique ont profondément transformé les pratiques diplomatiques. Les gouvernements ont perdu le monopole de l'information. Les Etats ont dû sortir de leur zone de confort afin de parler d'une voix cohérente aux acteurs influents à l'étranger. Contrairement aux diplomaties traditionnelles, qui s'adressent aux seuls diplomates, la diplomatie publique vise à susciter l'adhésion de l'ensemble des acteurs composant la société, tels que les grandes entreprises, les ONG, les fondations politiques, les syndicats professionnels, les médias, et les simples individus. Au XXI<sup>e</sup> siècle, l'exercice de la diplomatie publique s'est imposé aux Etats à travers le monde. Dans le même temps, la reconfiguration de la puissance mondiale s'est opérée au profit de puissances non occidentales, dont certains Etats autoritaires et révisionnistes de l'ordre international libéral, tels que la Russie et la Chine, mènent d'importantes stratégies de désinformation. Face à cette nouvelle donne, les gouvernements s'adressent à des publics variés afin de projeter des idées, plaider pour des causes ou gérer des crises. Les démocraties doivent être capables de communiquer sur tous les sujets, y compris les plus difficiles, afin de soigner leur réputation. Autrement dit, être au contact de la population et « parler aux gens » est

devenu un nouvel « impératif de légitimité » qui est venu s'ajouter à l'impératif d'efficacité pour les actions<sup>1</sup>.

Dans le cadre d'un projet d'étude sur la diplomatie publique qui recouvre la période des années 2000 à aujourd'hui, le cas du Japon offre une perspective intéressante à plusieurs égards. Tout d'abord, le Japon est une puissance majeure de la région Asie-Pacifique qui est devenue le centre des intérêts économiques et géostratégiques mondiaux. Principal allié des Etats-Unis en Asie, il représente un partenaire fiable pour les Etats occidentaux car il possède un régime démocratique et une société stable et prospère. Resté longtemps discret sur la scène internationale, il conduit désormais une diplomatie active dans un environnement régional complexe, marqué par l'ascension économique et militaire de la Chine, la menace nord-coréenne et la crainte d'un désengagement américain. Puis, le Japon fait partie des pays qui déploient de nombreuses initiatives de diplomatie publique, et ce dès le début du XXIe siècle. Afin de moderniser son image et soigner sa réputation, le gouvernement japonais soutient les industries culturelles et créatives japonaises, telles que les mangas, les animés, le design et la musique J-Pop, avec l'initiative « Cool Japan ». Il encourage la promotion de l'artisanat et du tourisme et déploie une aide au développement qui privilégie la qualité des infrastructures et la connectivité dans l'espace indopacifique. Il assure également une promotion active des valeurs fondamentales (démocratie, État de droit) et de l'ordre international libéral. Enfin, le Japon présente un intérêt en tant que puissance non occidentale. Il possède une approche de la communication qui est distincte de l'Occident, lequel a imposé ses

---

<sup>1</sup> LEQUESNE Christian. *La puissance par l'image : Les Etats et leur diplomatie publique*. Introduction. Paris : Presses de Sciences Po, 2021.

normes à l'échelle globale. Son rapport au monde est caractérisé par une plus faible ouverture à l'international et l'absence de liens solides établis avec des populations à l'étranger, contrairement à la Chine et la Corée qui disposent de diasporas actives. Nous n'avons pas souhaité nous interdire de penser les différences culturelles, d'autant plus qu'elles sont souvent revendiquées par les acteurs eux-mêmes. Si la discrétion et la modestie des diplomates nippons constitue une qualité appréciée au sein des arènes diplomatiques, leur approche des relations avec le public est dépeinte comme conservatrice dans la littérature en comparaison avec leurs homologues occidentaux. Les acteurs feraient preuve d'aptitudes médiocres en anglais, d'une faible ouverture au monde, et d'une difficulté à s'affirmer dans les débats d'idées. Interrogé en 2014 par un journaliste du *New York Times* sur les raisons de l'investissement financier nippon dans les think tanks à Washington, le porte-parole de l'Ambassade du Japon aux Etats-Unis, OTAKA Masato<sup>2</sup>, aurait répondu « *le Japon n'est sans doute pas le sujet le plus intéressant dans le monde* »<sup>3</sup>. Si cette réponse renvoie sans doute à l'expression de la modestie de son auteur, elle interpelle par l'absence de valorisation du pays auprès d'un média particulièrement influent sur la scène internationale.

Dans cette étude, nous nous sommes interrogés sur l'évolution du modèle de la diplomatie publique du Japon et sa capacité à répondre à la nouvelle donne mondiale.

---

<sup>2</sup> Il occupe actuellement les fonctions d'Ambassadeur du Japon en Hongrie (2021-).

<sup>3</sup> LIPTON Eric, WILLIAMS Brooke et CONFESSORE Nicholas. Foreign Powers Buy Influence at Think Tanks. *New York Times*, 6/09/2014. Voir SNOW Nancy, Deconstructing Japan's public relations: where is the public? *The Routledge Handbook of Critical Public Relations* / Ed. par Jackie L'ETANG, David MCKIE, Nancy SNOW and Jordi XIFRA. New York et Londres : Routledge, 2015. OTAKA Masato aurait ajouté : « *Le Japon a connu une baisse de sa croissance économique et je pense que sa présence est moins visible qu'avant* ».

Peu habitués à cet exercice, les acteurs nippons ont dû traiter de sujets politiquement difficiles avec les médias, la société civile, et le grand public, au gré des crises majeures que le pays a traversé sur les deux décennies, que ce soient les contentieux historiques avec la Chine et la Corée, l'accident de Fukushima, l'affaire Carlos GHOSN, le report des JO de Tokyo 2020, et la crise Covid-19. Nous avons souhaité savoir dans quelle mesure l'évolution de l'environnement culturel a conduit les acteurs à adopter des pratiques novatrices ou si le poids du conservatisme a constitué un obstacle au développement de nouvelles initiatives.

## **I. Le cadre général de la réflexion**

### **1. La diplomatie publique : l'émergence d'une nouvelle donne mondiale**

La diplomatie publique est une composante essentielle de la diplomatie moderne. L'expression émerge dans les années 1960 aux Etats-Unis pour désigner les activités que les diplomates ont longtemps appelées « propagande » ou « information ». Pendant la Guerre Froide, la diplomatie publique américaine s'illustre par ses programmes visant à séduire les populations du bloc de l'Est grâce à la promotion des valeurs démocratiques et les attraits de la culture américaine. Puis, au début du XXIe siècle, la diplomatie publique connaît de profondes mutations et s'impose comme une nouvelle donne aux Etats à travers le monde. L'accélération de la globalisation et l'émergence de la révolution numérique, sous l'effet de l'apparition d'Internet et des réseaux sociaux, conduisent à une transformation en profondeur des pratiques. Les gouvernements sont contraints de

quitter le secret des négociations pour s'adresser aux citoyens en intégrant une audience plus large dans leurs sphères d'influence, une audience qui s'élargit à des milliards d'individus, auditeurs, téléspectateurs, puis internautes<sup>4</sup>. La diplomatie publique implique désormais de s'adresser directement à une diversité de publics et d'interagir ouvertement sur des sujets variés. Les Etats cherchent à développer leur attractivité à l'aide de moyens multiples, tels que les échanges intellectuels, l'implantation d'écoles ou de centres culturels, la fourniture de matériel médical et le développement de récits destinés à être relayés par les médias et les réseaux sociaux<sup>5</sup>. Le chercheur britannique Nicholas CULL explique que la diplomatie publique moderne repose sur cinq piliers : l'écoute, le plaidoyer, la diplomatie culturelle, les échanges, et la radiotélédiffusion<sup>6</sup>. D'une logique traditionnelle de type unidirectionnelle et verticale (*top down*), qui consiste à diffuser aux citoyens les informations officielles du gouvernement, elle s'appuie de plus en plus sur une logique de type bidirectionnelle et horizontale qui repose sur l'ouverture au dialogue avec le public, la mise en place de partenariats avec des acteurs tiers, et le développement d'échanges entre acteurs non étatiques<sup>7</sup>.

Au XXI<sup>e</sup> siècle, la multiplication des acteurs et des lieux de débats impose aux Etats de tenter d'être présents partout afin de peser sur les discussions et de modifier les perceptions du public dans un sens favorable à leur vision. Dans les

---

<sup>4</sup> PAHLAVI Pierre. La diplomatie publique. *Traité de Relations Internationales* / Ed. par Thierry BALZACQ, Frédéric RAMEL. Paris : Presses de Sciences Po. Ch.24. 2013, p.553-606.

<sup>5</sup> LEQUESNE Christian. *La puissance par l'image : les Etats et leur diplomatie publique*. Paris: Presses de Sciences Po, 2021.

<sup>6</sup> CULL Nicholas. Public Diplomacy: Taxonomies and Histories. *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*. Public Diplomacy in a Changing World. Vol. 616. Mars 2008, p. 31-54.

<sup>7</sup> Une approche que l'on désigne aussi par « *grassroot diplomacy* ».

démocraties, le débat d'idées est perçu comme un outil visant à atténuer les oppositions du public, rectifier les mauvaises perceptions et prévenir les crises susceptibles de porter atteinte à la réputation du pays. En effet, la promotion de l'*art de vivre* à la française ou des films hollywoodiens ne garantissent pas automatiquement une adhésion aux politiques menées par Paris et Washington car le public n'est pas très politisé. Il s'agit désormais de passer d'une logique de promotion de l'attractivité du pays à une recherche de persuasion et d'acceptation des politiques. Les gouvernements mettent en place des stratégies visant à modifier les comportements sans utiliser l'imposition ou la contrainte comme la propagande. Ces stratégies, que l'on désigne aussi par « communication stratégique », prennent la forme de campagnes de relations publiques sur des thèmes de l'agenda politique (*lobbying*), la création de réseaux (*networking*) et la mise en place de récits destinés aux échanges d'idées avec les citoyens (*storytelling*). Elles reposent sur le pouvoir relationnel et indirect, et s'adressent à des publics divers, tels que les partis politiques, les entreprises, les collectivités territoriales, les syndicats professionnels, et les associations. Si les Etats dotés d'un régime autoritaire refusent le débat d'idées, afin de ne pas se confronter à la critique du public, et privilégient des stratégies de séduction fondées sur des sujets fédérateurs tels que la culture et le sport, ainsi que la propagation de *fake news*, il est attendu des démocraties qu'elles soient prêtes à aborder tous les sujets, y compris les sujets difficiles, tels que la question mémorielle, le nucléaire, la religion, les débats de société, ou les pratiques de chasse traditionnelles. Autrement dit, l'aptitude à la communication est devenue un gage de crédibilité aux yeux du public international.

## 2. La diplomatie publique du Japon jusqu'au début XXIe siècle

Le Japon a une longue tradition de diplomatie publique. Si le terme « diplomatie publique » apparaît dans le discours officiel au début du XXIe siècle<sup>8</sup>, sa pratique est beaucoup plus ancienne<sup>9</sup>. L'approche japonaise renvoie essentiellement à la promotion de la culture et l'aide économique. Dès le XIX<sup>e</sup> siècle, l'engouement pour le « Japonisme », l'influence de la civilisation et de l'art japonais sur les artistes et les écrivains occidentaux, suscite une certaine fascination en Occident. L'archipel déploie des efforts pour présenter les attraits de sa culture auprès des populations à l'étranger. Le gouvernement de Meiji (1868-1912) décide d'allouer 1% de son budget annuel à la participation à l'exposition universelle de Vienne en 1873 et encourage la mise en place de pavillons lors des Expositions Universelles. Puis, en 1921, une division de l'information est créée au sein du ministère des Affaires étrangères, et en 1934, l'année de création du *British Council*, le Japon devient la première et la seule nation non occidentale à établir une organisation moderne dédiée aux échanges culturels internationaux, l'Association pour la Promotion des Echanges internationaux (*kokusai bunka shinko-kai* (KBS) 国際文化振興会). Financée par des subventions de l'Etat et du secteur privé, la KBS assure la promotion du dialogue entre les cultures, la diffusion de publications et

---

<sup>8</sup> Voir *Diplomatic Bluebook 2006*. p. 202.

<sup>9</sup> Pour une présentation de l'histoire de la diplomatie publique japonaise, voir OGAWA Tadashi. Origin and Development of Japan's Public Diplomacy. *Routledge Handbook of Public Diplomacy*/Ed. par Philip M TAYLOR, SNOW Nancy. New York : Routledge, 2009, p. 272-281.

l'envoi de délégations. La création de cette organisation s'explique entre autres par l'isolement diplomatique du Japon et la dégradation de son image internationale après son retrait de la Société des Nations qui avait condamné l'incident de Mukden. La guerre sino-japonaise et la Seconde guerre mondiale conduisent au développement d'une propagande de guerre visant à soutenir l'expansionnisme nippon en Asie et les efforts de l'Armée impériale dans les territoires annexés. Le lendemain de la Seconde Guerre mondiale marque ensuite un tournant décisif. Le Japon, vaincu et affaibli, cherche à gommer son image de pays militariste en véhiculant les principes pacifistes ancrés dans sa Constitution de 1946. Le développement du *soft power* n'est pas une simple option stratégique mais une véritable nécessité au vu de son manque de ressources matérielles et symboliques. Tout comme l'Allemagne, l'archipel développe une stratégie de réhabilitation de son statut mondial en souscrivant aux normes et au droit international, y compris à travers la générosité financière, et le développement des relations culturelles est perçu comme une nécessité pour restaurer son image. La Fondation du Japon (*kokusai kōryū kikin* 国際交流基金), fondée en 1972, devient le principal acteur de la diffusion de la culture japonaise à l'étranger. Le pays veille à véhiculer une image de nation pacifiste, notamment en Asie. Sa politique étrangère privilégie un positionnement discret sur la scène internationale avec une préférence pour les échanges économiques et l'aide au développement afin d'assurer des débouchés aux entreprises japonaises et accompagner la croissance. Le levier de l'aide économique est utilisé pour accroître l'influence du Japon en Asie et restaurer une image ternie par la mémoire de l'expansionnisme nippon. A partir des années 1990, l'archipel

développe une approche coopérative fondée sur la promotion du multilatéralisme et le concept de « sécurité humaine » afin de contribuer à la sécurité et à la paix dans le monde. En définitive, pendant les décennies qui ont suivi la Seconde guerre mondiale, le Japon a souhaité réhabiliter son image sur la scène internationale afin de gommer le souvenir de son passé impérialiste et souscrire aux règles de l'ordre mondial. Dans cet objectif, il est resté discret sur les sujets politiques, par nature complexe et sensibles, de manière à maintenir des relations harmonieuses avec le public.

### **3. La perception d'une nécessité au début du XXIe siècle**

Dès la fin des années 1990, le Japon bénéficie d'un *soft power* remarquable grâce au succès quasi-planétaire des produits culturels japonais, notamment des mangas, des jeux vidéo et des animés. La gastronomie nipponne devient populaire grâce à l'engouement pour les sushis, le thé vert, et autres mets variés, tels que les brochettes *yakitori* et les nouilles *ramen*. Les capitales du monde entier ouvrent des restaurants et des boutiques dédiées aux contenus culturels et à la mode en provenance du Japon. En 1999, le festival *Japan Expo*, consacré à la culture populaire japonaise, ouvre ses portes en France pour satisfaire les nombreux fans de mangas et animés, et les universités connaissent un afflux d'étudiants dans les cursus dédiés à l'apprentissage de la langue et de la culture japonaises. L'exceptionnelle attractivité de la culture populaire japonaise dans le monde se manifeste dans un contexte de fragilisation du Japon par des défis internes et externes. Sur le plan interne, l'archipel subit une crise multiforme, à la fois économique, sociale et politique, qui suit l'éclatement de la

bulle spéculative au début des années 1990. Sur le plan externe, le pays fait face à une reconfiguration de la puissance régionale qui est caractérisée par l'ascension économique et militaire de la Chine, le dynamisme de la Corée du Sud et la crainte d'un désengagement américain en Asie, et d'autre part, une montée de l'insécurité liée à la crise nucléaire et balistique nord-coréenne et aux ambitions territoriales chinoises près des îles Senkaku. Les relations avec les pays voisins connaissent un regain de tensions sur les questions historiques. L'émergence des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) conduit également à une reconfiguration de la puissance sur le plan mondial. Face à ces défis multiples, le Japon perçoit la diplomatie publique comme un outil précieux pour moderniser son image et se positionner favorablement en Asie et ailleurs dans le monde. Le nouveau modèle de la diplomatie publique est perçu comme une *nécessité* pour accroître la visibilité de l'archipel. Dans un monde devenu global et changeant, les dirigeants nippons prennent conscience du besoin d'adopter un nouveau paradigme et de sortir de leur zone de confort pour s'adresser directement aux publics à l'étranger. Dans ce contexte, ils déploient de nouvelles initiatives de diplomatie publique.

Tout d'abord, le Japon développe des actions en faveur de la promotion de la culture populaire japonaise afin de véhiculer l'image d'une nation moderne, culturellement attractive et dynamique. Le choix de la promotion culturelle est porté par la longue expérience du pays en matière de diplomatie culturelle et le succès de la culture populaire japonaise depuis la fin des années 1990. L'élite dirigeante apprend que des observateurs étrangers, tels que l'américain Douglas MCGRAY, considèrent que les produits culturels japonais sont des vecteurs importants de *soft*

*power* qui pourraient conférer au Japon un statut de « superpuissance culturelle ». L'idée est de lutter contre une image qui s'installe progressivement dans les esprits, celle d'un pays vieillissant qui est en proie à une crise économique de grande ampleur. Puis, la reconfiguration régionale et mondiale conduit le Japon à promouvoir davantage les valeurs universelles, que sont la démocratie et l'Etat de droit, et la préservation du système libéral international. Si cet axe s'inscrit dans une certaine continuité avec la politique engagée depuis la fin de la Guerre Froide en faveur de la coopération multilatérale face aux défis mondiaux, il marque un tournant décisif car la promotion active des valeurs universelles est un domaine jusque-là peu investi par le Japon. La modification de l'équilibre des puissances fait comprendre aux dirigeants nippons la *nécessité* de faire valoir le statut de puissance démocratique de leur pays en Asie face aux ambitions d'une Chine autoritaire qui menace de réviser l'ordre international libéral.

## **II. Problématique**

### **1. L'état de la littérature sur la politique étrangère japonaise : une approche conservatrice des pratiques diplomatiques**

Avant de détailler notre approche et de préciser nos questionnements, il convient d'exposer brièvement la manière dont la littérature analyse la politique

étrangère du Japon de la fin de la Seconde guerre mondiale au début des années 2000. Nous souhaiterions présenter cinq caractéristiques qui serviront de socle à notre réflexion : la discrétion sur la scène internationale, le conservatisme des acteurs, la faiblesse des relations publiques, le retard de l'internationalisation, et l'importance de la promotion culturelle.

### *La discrétion sur la scène internationale*

Les travaux s'accordent pour qualifier la politique étrangère japonaise de discrète, voire de passive, dans les décennies qui ont suivi la Seconde guerre mondiale. Les auteurs expliquent cette discrétion par l'héritage d'un statut singulier par le Japon à la fin du conflit qui exerce de fortes contraintes sur sa politique étrangère. En effet, l'article 9 de la constitution japonaise interdit le recours à la force armée et une tutelle des Etats-Unis est mise en place pour assurer la sécurité du pays. La littérature évoque la vision pragmatique de la doctrine YOSHIDA, la ligne politique adoptée dans l'après-guerre, qui consiste à privilégier la reconstruction et l'essor économique du pays<sup>10</sup> ainsi que l'alignement sur la politique étrangère américaine. En accord avec cette ligne politique, le Japon bénéficie d'une reconstruction rapide et d'une croissance économique remarquable qui lui permettent d'accéder en quelques décennies au statut de puissance économique mondiale. Toutefois, sa présence modeste dans les affaires internationales au regard de ce nouveau statut lui

---

<sup>10</sup> La doctrine YOSHIDA est un terme forgé en 1977. Il désigne la stratégie adoptée par le Japon après la défaite de 1945 sous le Premier ministre YOSHIDA Shigeru (1948-1954) pour reconstruire l'économie tout en dépendant largement de l'alliance de sécurité avec les Etats-Unis. Cette doctrine est alors le pilier de la politique étrangère du Japon.

vaut le qualificatif de « géant économique, nain politique ». De nombreux auteurs mettent l'accent sur la déférence de l'archipel envers les Etats-Unis en raison de sa dépendance en matière de sécurité. Si certains osent le qualificatif de « Etat semi-souverain »<sup>11</sup>, la plupart lui préfèrent celui de « Etat réactif » (*reactive state*)<sup>12</sup> pour désigner une tendance des dirigeants à éviter le risque et à réagir uniquement aux pressions extérieures, principalement américaines (*gaiatsu* 外圧). Dans le même temps, les travaux soulignent que la politique étrangère japonaise évolue dans l'après-guerre Froide vers une plus grande affirmation du Japon sur la scène internationale. La première guerre du Golfe de 1991 est présentée comme un tournant décisif. Le Japon subit de sévères critiques de la communauté internationale pour sa « diplomatie du chéquier » et l'absence d'envoi de troupes au sein de l'opération multilatérale. Cet épisode va conduire l'année suivante la Diète japonaise à voter la loi sur les Forces d'autodéfense qui autorise la participation des troupes nippones aux opérations internationales dans le cadre de missions humanitaires, souvent onusiennes. Le vote de cette loi va conduire à une participation renforcée du Japon aux affaires mondiales.

### *Le conservatisme des acteurs*

Les travaux mettent en lumière le conservatisme des acteurs au sein du système politico-administratif nippon. Ils soulignent la quasi-absence d'alternance politique

---

<sup>11</sup> MEARSHEIMER John. *The Tragedy of Great Power Politics*. New York: W.W. Norton & Company, 2001, p.382.

<sup>12</sup> Voir CALDER Kent. Japanese foreign economic policy formation: Explaining the reactive state. *World Politics*. Vol. 40. N°4, Juillet 1988, p.517-541.

pendant des décennies et un pouvoir important des hauts fonctionnaires<sup>13</sup>. La quasi-absence d'alternance politique renvoie au « système de 55 » (*gojūgonen taisei* 55 年体), à savoir la longue domination exercée par le Parti Libéral-Démocrate (PLD) sur la vie politique du pays avec un règne en quasi-monopole de 1955 à nos jours (puisque les Premiers ministres sont issus des rangs de cette formation), et le système de factions qui rythme la vie politique. Le pouvoir important des fonctionnaires est expliqué par une relation étroite avec les milieux économiques du fait de la proximité entre les élites de différents milieux qui a été mise en place à la fin de l'Occupation américaine pour favoriser la reconstruction rapide et l'essor du pays. Les auteurs qualifient le système politico-administratif de « triangle d'airain » ou « *Japan Inc.* » (*Japan Incorporation*) en raison de la forte interpénétration des pouvoirs qui existe entre le monde des affaires, la classe politique issue du PLD et la classe des hauts fonctionnaires<sup>14</sup>. Ils pointent un fonctionnement en vase clos favorisant la culture de l'entre soi, l'homogénéité des acteurs, souvent masculins et âgés et le respect des valeurs traditionnelles (hiérarchie, consensus), ainsi qu'un processus de décision long et complexe avec des changements incrémentaux<sup>15</sup>. Ils précisent que dans ce système, les Premiers ministres ou les ministres des Affaires étrangères ne peuvent guère s'imposer pour faire valoir leur leadership<sup>16</sup>. Malgré des

---

<sup>13</sup> Voir CURTIS Gerald L., *The Japanese Way of Politics*. New York: Columbia University Press, 1988; WOLFEREN Karel Van. *L'énigme de la puissance japonaise, le peuple et la politique dans une nation sans Etat*. Paris : Laffont, 1990.

<sup>14</sup> Voir DUJARRIC Robert, TAKENAKA Ayumi. Le paradoxe japonais : puissance économique mondiale, réclusion sociétale. *Le Japon dans le monde* /Ed. par Guibourg DELAMOTTE. Paris : CNRS Editions, ch.9, 2019, p.57-78.

<sup>15</sup> Voir GRIVAUD Arnaud. *La réorganisation du pouvoir politique au Japon : la haute fonction publique dans le système politique japonais des années 1990 à nos jours*. Thèse : Langues et littérature étrangères, Sciences humaines : Sorbonne Paris Cité, 2016.

<sup>16</sup> Voir CALDER Kent. Japanese foreign economic policy formation: Explaining the reactive state. *World Politics*, Vol. 40, n°4, Juillet 1988, p.517-541.

évolutions notables dans l'après-guerre-Froide, marquées notamment par une série d'importantes réformes administratives à la fin des années 1990 (réformes Hashimoto), les travaux décrivent l'importance des traditions et la pérennité du compromis conservateur d'après-guerre. A ce constat s'ajoute la résurgence du nationalisme nippon dans le contexte de la bataille des récits avec la Chine et la Corée qui se met en place à la fin des années 1990 sur les contentieux historiques. Quoique marginal, les auteurs avancent que le nationalisme nippon a tendance à devenir de plus en plus décomplexé en exerçant une influence sur les cercles du pouvoir, à travers des groupes comme la « *Conférence du Japon* » (*nippon kaigi* 日本会議). Ils soulignent le retour d'un nationalisme sur la question historique avec des dirigeants politiques ou des personnalités populaires qui cessent de faire profil bas. Comparé aux puissances occidentales, la société japonaise est perçue comme plus rigide et contraignante pour l'individu, où l'évolution des mentalités se heurterait au poids des habitudes et au conservatisme des élites dirigeantes, et où la confrontation des idées et les propositions innovantes ne seraient pas bienvenues. Le conservatisme demeure sur les questions de société, telles que l'égalité hommes-femmes ou la reconnaissance de la communauté LGBTQ+. Les acteurs sont réticents à l'adoption de pratiques innovantes et continuent de recourir à des pratiques désuètes, telles que l'utilisation du facsimilé et du sceau pour la signature des documents officiels, malgré l'apparition d'Internet. Les travaux soulignent enfin que le profil des gouvernants peine à se moderniser. L'homogénéisation des profils, associée à une rotation excessive des Premiers ministres pendant des décennies, entretient l'image d'un Japon conservateur et peu dynamique sur la scène internationale.

### *La faiblesse des relations publiques*

La littérature évoque la faiblesse des relations publiques qui est associée à un manque de représentativité des citoyens dans la conduite des affaires politiques. En comparaison avec les démocraties occidentales, la stratégie de communication extérieure garderait une distance avec les affaires politiques. Si le Japon est perçu comme une puissance qui se distingue des régimes autoritaires asiatiques en tant que régime démocratique autorisant la libre expression, il se démarquerait des pays occidentaux par une réticence des dirigeants au dialogue avec la société civile, les médias et le grand public. Les auteurs expliquent que la population japonaise est peu impliquée dans la conduite des affaires politiques et que les contestations de rue sont rares, à l'exception de rares cas de protestations, telles que les vives manifestations étudiantes dans les années 1960 contre la signature du traité de sécurité nippo-américain<sup>17</sup>. Les instances dirigeantes, que ce soit dans le monde politique, le milieu des affaires ou l'administration, apparaissent comme rétives à expliquer au public les politiques du gouvernement. Les relations publiques sont dépeintes comme un secteur peu développé, tant dans le monde académique que dans le monde professionnel, où les acteurs changent régulièrement de fonction au cours de leur carrière et sont généralement formés sur le terrain<sup>18</sup>. En comparaison avec les démocraties occidentales, les auteurs brossent le portrait d'une population

---

<sup>17</sup> VAN WOLFFEREN Karen. *L'énigme de la puissance japonaise, Le peuple et la politique dans une nation sans Etat*. Paris : Laffont, 1990. Dans cet ouvrage, l'auteur avance que la source principale du pouvoir au Japon est la bureaucratie.

<sup>18</sup> Voir DUJARRIC Robert, TAKENAKA Ayumi. Le paradoxe japonais : puissance économique mondiale, réclusion sociale. *Le Japon dans le monde* /Ed. par Guibourg DELAMOTTE. Paris : CNRS Editions, ch.9, 2019, p.57-78.

maintenue à l'écart de la conduite des affaires du pays<sup>19</sup>. Les relations publiques et la communication apparaissent comme un maillon faible du système politico-administratif. Ils décrivent une approche de la communication destinée principalement aux gouvernements, aux organismes officiels et aux grandes entreprises, où le public continue d'être perçu comme un récipiendaire d'informations rigoureusement sélectionnées, et non comme un partenaire de dialogue. Sur le plan international, les acteurs nippons sont présentés comme étant frileux vis-à-vis de la communication avec les populations à l'étranger car ils feraient preuve d'un manque de préparation aux réponses à apporter à la critique et d'une maîtrise insuffisante de la communication sur les sujets politiquement sensibles qui suscitent pourtant un intérêt croissant au sein de l'opinion publique internationale, tels que les contentieux historiques avec les pays voisins, la chasse aux cétaqués, le système carcéral et la peine de mort<sup>20</sup>. L'objectif de toute action serait de satisfaire en priorité les attentes d'une hiérarchie administrative peu investie dans les affaires extérieures qui ne touchent pas immédiatement aux intérêts du Japon<sup>21</sup>. En particulier, les travaux s'intéressent au traitement de la question mémorielle. Les dirigeants ne semblent pas mesurer l'impact de leurs déclarations dans les médias internationaux. A la suite de déclarations controversées de personnalités proches du pouvoir, les autorités ne présentent pas systématiquement de démenti, ce qui entretient au sein du public l'idée d'un manque de sincérité et de transparence du

---

<sup>19</sup> VAN WOLFEREN Karen. Ibid., p. 120. Selon l'auteur, le Japon estime depuis quatre siècles que la loyauté au système socio-politique est une grande vertu, et de ce fait, ce sont les élites qui fabriquent socialement la vérité.

<sup>20</sup> Voir SNOW Nancy. Deconstructing Japan's Public Relations, where is the Public? *The Routledge Handbook of Public Relations* /Ed. par Jackie L'ETANG, David MCKIE, Jordi XIFRA. New York : Routledge, 2015.

<sup>21</sup> NIQUET Valérie. Le Japon : une prise de conscience récente des enjeux informationnels. *Les guerres de l'information à l'ère numérique* / Ed. par Céline MARANGÉ, Maud QUESSARD. Paris : Presses Universitaires de France, 2021, p.299.

Japon. De ce fait, les auteurs s'accordent pour avancer que les lacunes de la communication ont contribué à ternir l'image de l'archipel dans le cadre des tensions historiques avec la Chine et la Corée <sup>22</sup>.

### *Le retard de l'internationalisation*

Les travaux mettent en évidence le retard de l'internationalisation de la société japonaise. Le Japon a été coupé du reste du monde pendant plus de deux siècles à l'époque Edo (1604-1868) et la révolution de Meiji a marqué l'ouverture et la modernisation du pays. Cette longue autarcie, associée à l'insularité, est souvent présentée comme un facteur historique qui explique le retard de l'internationalisation de la société nippone en comparaison avec les autres démocraties libérales. L'apparente homogénéité de la société japonaise, qui a connu peu de vagues migratoires en comparaison avec les pays occidentaux, a contribué à créer le sentiment d'un caractère unique des Japonais, lequel a été abondamment relayé par une littérature japonaise aux accents nationalistes, tels que les ouvrages présentant les « théories sur les Japonais » (*nihonjinron* 日本人論), très populaires dans les décennies qui ont suivi la Seconde guerre mondiale, tendant à souligner la spécificité, voire la supériorité de la culture japonaise sur les autres cultures, qu'elles soient occidentales ou asiatiques. L'idée d'une exception culturelle serait ainsi ancrée dans les mentalités nippones dans un contexte culturel qui favorise le consensus et l'homogénéité du groupe. En dépit de la globalisation, les auteurs

---

<sup>22</sup> SNOW Nancy. *Japan Information War*. CreateSpace Independent Publications, 2016 et SOEYA Yoshihide. *The Evolution of Japan's Public Diplomacy: Haunted by Its Past History. Understanding Public Diplomacy in East Asia: Middle Powers in A Troubled Region* /Ed. par Jan MELISSEN, Yul SOHN. Ch.5. New York : Palgrave MacMillan, 2005, p.79-105.

soulignent que l'enseignement universitaire et le monde professionnel n'encouragent pas l'ouverture au monde extérieur à travers l'apprentissage de l'anglais et l'expatriation. La société japonaise est souvent décrite comme tournée vers l'intérieur avec une valorisation des carrières dans l'archipel et une sous-représentation des Japonais au sein des effectifs des grandes multinationales et des organisations internationales.

### *L'importance de la promotion culturelle*

Les travaux sur la diplomatie publique du Japon s'intéressent principalement à la promotion de la culture et à la présentation du remarquable *soft power* culturel nippon. Les auteurs japonais eux-mêmes, tels que KONDO Seiichi, OGAWA Tadashi ou WATANABE Hiroataka, développent des analyses en appui sur ce prisme culturel. Les Japonais préfèrent l'expression « diplomatie culturelle » (*bunka gaikō* 文化外交) à celle de diplomatie publique (*pabirukku diplomashī* パブリックディプロマシー), l'expression consacrée, qui demeure anglicisée, comme pour marquer une distance avec un concept qui tarde à être adopté par les acteurs. Sur la période qui couvre notre projet de recherche (2000-présent), la littérature sur la diplomatie publique du Japon évoque principalement les efforts déployés en faveur de la promotion de la culture populaire japonaise. Les travaux portent sur les initiatives menées dans le cadre de la campagne de promotion « Cool Japan » (クールジャパン), et le succès du *soft power* culturel nippon à travers l'organisation de manifestations culturelles de grande ampleur, telles que le 150<sup>ème</sup> anniversaire des

relations franco-japonaises et l'événement « *Japonismes 2018 : les âmes en résonance* » (*jyaponizumu2018 : hibikiau tamashi* ジャポニスム2018 : 響きあう魂) en France. Dans une moindre mesure, certains travaux portent sur le soutien du Japon aux valeurs universelles en faveur du maintien de l'ordre international existant. Ces travaux sont plus récents et présentent un intérêt pour notre étude. Ils offrent une analyse de l'approche japonaise auprès d'un public plus varié que celui qui s'intéresse à la seule culture japonaise. Jan MELISSEN, SOEYA Yoshihide, KANEKO Masafumi, KUWAHARA Kyōko, ICHIKAWA Maiko, et Nancy SNOW étudient les efforts déployés par le Japon au sein des enceintes multilatérales en faveur de la promotion des valeurs libérales afin de gagner en visibilité sur la scène internationale. Malgré leur intérêt, ces travaux demeurent toutefois peu nombreux en comparaison avec la littérature sur la diplomatie culturelle.

## **2. Problématique : quelle est la réponse des acteurs face à la nouvelle donne mondiale ?**

A la lecture de la littérature, nous émettons un constat : au début des années 2000, le Japon ne semble pas prêt à adopter la nouvelle donne mondiale en matière de diplomatie publique telle qu'elle s'est imposée aux Etats à travers le monde. Si de nombreux Etats peinent à moderniser leurs pratiques, les acteurs nippons semblent moins bien armés que leurs homologues occidentaux. Tout d'abord, la nouvelle donne implique le développement d'une communication moderne à destination de publics divers et sur tous les sujets, y compris les plus difficiles. Or,

la politique étrangère japonaise est décrite comme discrète avec des pratiques diplomatiques plutôt conservatrices. Peu habitués à s'exprimer sur les sujets politiques, les dirigeants semblent frileux à l'idée de s'ouvrir au dialogue avec le public, notamment sur les sujets difficiles. Puis, la promotion culturelle constitue l'axe privilégié pour développer l'influence du Japon à l'étranger. Or, si l'attractivité de la culture japonaise constitue sans nul doute un outil efficace pour soigner l'image et la réputation internationale du pays, elle ne se transforme pas automatiquement en adhésion politique. Le public qui est séduit par la culture japonaise n'est pas très politisé et le fait d'aimer la culture japonaise ne signifie pas soutenir automatiquement la politique du gouvernement. La stratégie d'influence du Japon s'adresse presque exclusivement à des personnes qui sont séduites par la culture japonaise, ce qui pose la question de la conversion de l'attractivité culturelle en adhésion politique.

Nous avons vu que la littérature conserve un prisme culturel dans l'analyse de la diplomatie publique japonaise. De ce fait, les travaux négligent l'étude de l'approche japonaise des questions sociopolitiques. Afin de combler cette lacune, et considérant que les Etats démocratiques doivent être désormais capables d'aborder tous les sujets, nous avons souhaité nous éloigner de l'angle culturel pour interroger la manière dont les dirigeants s'adressent au public sur les autres sujets de l'agenda politique, notamment les sujets difficiles. Il convient de savoir si des efforts sont déployés pour mettre en place de nouvelles pratiques et faire évoluer les mentalités. Quelles sont les évolutions observables ? Dans quelle mesure l'évolution de l'environnement culturel conduit-il à la mise en place de pratiques novatrices ?

Comment les dirigeants nippons gèrent-ils la question du conservatisme politique et social ? Ont-ils conscience de son existence et souhaitent-ils y remédier ?

Tout d'abord, il nous paraît essentiel de nous interroger sur la présence d'éléments novateurs. Nous souhaiterions savoir en premier lieu si nous pouvons constater une diversification des profils de l'élite dirigeante. En effet, des acteurs homogènes, traditionnellement masculins et âgés, ne véhiculent pas l'image d'un Etat moderne et dynamique sur la scène internationale. Ce phénomène entretient au contraire l'image d'un Etat conservateur avec des dirigeants figés dans leurs habitudes. Nous souhaiterions voir si le Japon accorde une place plus importante aux femmes, aux jeunes générations et aux profils moins conventionnels en termes de personnalité, d'éducation et d'ouverture internationale. Puis, nous nous intéresserons au milieu politico-administratif, au système éducatif et au monde professionnel, afin de savoir si l'esprit critique et les idées innovantes sont mieux tolérées au sein de la société japonaise. Nous verrons si le gouvernement engage des efforts pour encourager l'ouverture au monde en mettant en place des initiatives en matière d'apprentissage des langues, notamment de l'anglais, et de valorisation des échanges internationaux dans les cursus universitaires et les carrières professionnelles. Nous interrogerons la question de l'adaptation au changement en étudiant l'attitude des acteurs face à l'innovation, notamment la digitalisation des pratiques et l'intégration des étrangers dans la société. Enfin, le travail de réflexion sur les éléments novateurs ne pourra s'effectuer sans étudier l'évolution des relations entre la société civile et le gouvernement. Nous verrons si les citoyens nippons expriment davantage leur opposition aux politiques mises en place, et si l'opinion

publique et les médias exercent une influence renforcée dans la fabrique de la politique étrangère, conduisant à une plus grande participation des citoyens dans les actions de la diplomatie publique.

Nous nous interrogerons ensuite sur la persistance d'anciennes logiques. Malgré l'évolution de l'environnement culturel, nous verrons si la résistance des acteurs perdure face à l'adoption des nouveaux codes de la communication. Dans quelle mesure les anciennes logiques caractérisent-elles toujours les pratiques diplomatiques, que ce soient l'homogénéité des acteurs, le poids des habitudes et des traditions, la culture de l'entre soi, la maîtrise insuffisante de la culture du débat, et la faible ouverture au monde ? Nous chercherons à identifier l'existence de freins et d'obstacles à la modernisation. Nous interrogerons la capacité du système politico-administratif à se réformer et la volonté des acteurs de s'ouvrir à l'international pour devenir des « citoyens du monde ». La question de l'internationalisation du Japon, et de sa place sur l'échiquier mondial, nourrira notre réflexion.

### **III. Hypothèse et cadre théorique**

#### **1. Hypothèse : *L'émergence de nouvelles dynamiques à l'épreuve du conservatisme***

Au gré des épreuves que le Japon doit affronter avec des répercussions à l'échelle planétaire, tels que l'accident de Fukushima, les contentieux historiques avec les pays voisins, l'affaire Carlos GHOSN, le report des JO de Tokyo 2020 et la pandémie Covid-19, nous pouvons observer que les dirigeants nippons éprouvent des difficultés à gérer la tension qui existe entre la *nécessité* d'adopter un nouveau paradigme et le *conservatisme* des pratiques. La stratégie de la communication extérieure continue de reposer en grande partie sur des sujets fédérateurs, notamment culturels. En gardant une distance avec les affaires politiques, jugées complexes et difficiles, cette approche peine de plus en plus à répondre aux attentes du public à l'étranger. En outre, lorsque des campagnes de relations publiques sont mise en place pour « rétablir les faits » face à la circulation de fausses informations sur le Japon, la réticence au dialogue nuit à l'efficacité des initiatives.

D'une part, nous pouvons observer l'émergence de nouvelles dynamiques en matière de diplomatie publique. Parmi les éléments novateurs, nous pouvons citer le renforcement du pouvoir du Premier ministre dans la conduite de la politique étrangère à la suite des réformes politico-administratives engagées à la fin des années 1990, l'émergence de nouveaux profils d'acteurs politiques au gré d'un changement des mentalités, et un rôle accru de l'opinion publique et des médias. Le pouvoir renforcé du Premier ministre permet de conférer une plus grande visibilité au Japon sur la scène internationale grâce à une affirmation des positions du pays au sein des enceintes multilatérales et à la mise en œuvre d'une diplomatie active visant à approfondir et à élargir les partenariats à travers le monde. En donnant une forte impulsion à la diplomatie publique, le gouvernement du Premier ministre ABE fait

le pari d'un accroissement de l'influence du Japon avec la promotion de la culture populaire japonaise auprès du grand public et la diffusion des informations sur certains sujets politiquement sensibles (Fukushima, contentieux historiques) auprès d'un public averti. Le gouvernement ABE renforce les moyens dédiés à la diffusion des informations sur le Japon avec la publication et la traduction de documents et de textes officiels, ainsi que la création de plateformes digitales et de comptes sur les réseaux sociaux. Le cabinet du Premier ministre s'assure de la cohérence des politiques grâce à une meilleure coordination entre les ministères. Aux côtés du MOFA, et de son réseau d'ambassades et de consulats à l'étranger, et en appui sur une vision collaborative, il encourage le développement de partenariats avec des acteurs tiers, tels que les centres de recherche et les cercles de réflexion, afin de renforcer les échanges intellectuels et d'accroître la visibilité du Japon auprès des décideurs dans les capitales influentes. Le milieu politique voit en outre apparaître de nouveaux profils, plus jeunes, et parfois formés à l'étranger, qui expriment des idées progressistes sur des sujets d'intérêt de la société japonaise au gré d'un changement des mentalités (écologie, handicap, égalité hommes-femmes, inclusion des LGBTQ+). Ces nouveaux profils se démarquent des hommes politiques traditionnels du PLD, et opèrent de préférence en région, où ils bénéficient d'une plus grande latitude pour leurs actions. L'opinion publique et les médias exercent également une influence renforcée dans la fabrique de la politique étrangère. La population japonaise manifeste enfin plus ouvertement son opposition au gouvernement, y compris à travers les contestations de rue, et les médias abordent davantage les sujets qui inquiètent l'opinion publique, notamment sur les enjeux sécuritaires, tels que le nucléaire suite à l'accident de Fukushima et le projet de

réforme constitutionnelle (article 9), sans oublier les menaces représentées par le programme nucléaire et balistique nord-coréen et les actions agressives de la Chine près des îles Senkaku.

D'autre part, ces pratiques novatrices sont freinées par le conservatisme qui demeure présent dans les pratiques diplomatiques. Malgré les efforts engagés par le gouvernement, le Japon peine à développer une communication moderne à destination du public international. Les acteurs continuent de maintenir une distance avec les affaires politiques, à l'exception de quelques campagnes de relations publiques auprès d'un public averti. Sans vision stratégique globale suffisamment aboutie, l'approche japonaise ne répond pas pleinement aux attentes des médias, de la société civile et du grand public sur un certain nombre de sujets d'actualité. Nous pouvons identifier trois freins à la modernisation des pratiques : la résistance au changement des élites dirigeantes, le manque d'ouverture internationale, et les lacunes en communication. La résistance au changement s'explique par l'homogénéité des profils, qui demeurent masculins et âgés avec un parcours universitaire quasi-identique. En effet, la féminisation et le renouvellement des générations peinent à émerger dans un système qui favorise toujours l'entre soi et le respect des traditions, telles que la hiérarchie, la promotion à l'ancienneté et les longues journées de présence au travail. Si des réformateurs, tels que des gouverneurs imaginatifs, une intelligentsia, de nouveaux entrepreneurs frottés aux réalités internationales ou des syndicats, affichent un profil plus jeune et diversifié en animant les débats de société, ils exercent leur influence principalement en région. En restant à la marge des cercles du pouvoir, ils laissent les défenseurs du statu quo

en position majoritaire. De ce fait, les hommes politiques traditionnels du PLD continuent de dominer le monde politique et l'opposition demeure faible et fracturée, y compris après les trois années au pouvoir du Parti Démocrate du Japon (septembre 2009-décembre 2012). L'exercice du pouvoir par ABE Shinzō est par ailleurs critiqué pour son aspect autoritaire à l'égard des oppositions émises envers le gouvernement, notamment en provenance des médias et de la société civile. Nous pouvons ainsi constater un fossé grandissant entre la perception des réalités par les hommes politiques traditionnels du PLD, qui est teintée de conservatisme, et les attentes plus progressistes en provenance de la population japonaise et des publics à l'étranger. Les dirigeants politiques ne semblent pas saisir la complexité de certaines questions comme le féminisme, l'inclusion des minorités LGBTQ+ et l'ouverture internationale de la société japonaise. La digitalisation des pratiques est également tardive avec la persistance de pratiques désuètes, tels que le sceau traditionnel (*hanko* 判子) et le fax, qui continuent d'être utilisés massivement dans l'administration dans le cadre de procédures de validation longues et complexes (*ringisei* 稟議). Puis, nous pouvons observer un manque d'ouverture internationale. L'élite dirigeante continue d'évoluer au sein d'un « écosystème nippon » qui est tourné vers l'intérieur tout en étant difficile à réformer. Enfin, les lacunes en communication demeurent importantes. Les autorités nippones ont une faible connaissance des enjeux en matière de communication. L'enseignement académique et la formation professionnelle dans le domaine des relations publiques est quasiment absent. L'approche de la communication repose sur une logique de diffusion des informations qui vise l'harmonie avec le public, plutôt que l'ouverture

au débat d'idées, afin de ne pas prendre le risque d'être exposé à la critique. Malgré des évolutions plus récentes, on constate toujours une forte prédilection pour les sujets fédérateurs, tels que la culture et les arts, et une stratégie d'évitement des questions difficiles. Ainsi, l'approche japonaise repose sur l'attractivité de la culture japonaise et une diffusion accrue des informations officielles sur le Japon. L'ouverture au dialogue et au débat d'idées n'est pas jugée utile pour soigner l'image internationale du pays.

## **2. Le cadre théorique : l'analyse des effets de la globalisation sur les pratiques**

Notre sujet s'inscrit dans le champ de l'analyse de la politique étrangère. Il interroge la capacité d'adaptation du système politico-administratif nippon, qui est dépeint dans la littérature comme rigide et plutôt conservateur, à un changement induit par le processus de la globalisation.

Pour nourrir notre réflexion, nous avons tout d'abord consulté les travaux de la science politique. Nous nous sommes intéressés aux théories de la sociologie politique qui portent sur l'analyse des politiques publiques et la théorie des relations internationales. Malgré leur intérêt, nous avons considéré qu'elles présentaient des limites pour étudier la politique étrangère japonaise. Dès lors, nous nous sommes intéressés aux études sur la diplomatie qui nous ont semblé constituer un cadre davantage pertinent pour ce travail de recherche. Nous avons consulté les travaux récents sur la nouvelle diplomatie publique que nous avons retenus comme socle théorique.

## 2.1. L'analyse des politiques publiques

Notre sujet pose tout d'abord une question de politique publique : quelle réponse apportent les dirigeants japonais au nouveau modèle mondial ? Comment appréhendent-ils la question de l'adaptation du système politico-administratif à cette nouvelle donne ? La sociologie politique présente des travaux sur les politiques publiques qui analysent l'influence des institutions sur les acteurs, et réciproquement, l'influence des acteurs à travers leurs croyances et leurs idées sur les institutions et les prises de décisions. Dans un premier temps, nous nous sommes intéressés aux approches néo-institutionnelles qui avancent que les intérêts des acteurs ou les idées importées de l'extérieur ne peuvent pas rendre compte à eux seuls des dynamiques des politiques publiques, car les institutions elles-mêmes exercent une influence déterminante sur les acteurs et les idées. Nous avons estimé que ces approches pouvaient peut-être nous aider à expliquer pourquoi, malgré l'intérêt de certains dirigeants politiques nippons, et l'évolution de l'environnement culturel sous l'effet de la globalisation, nous observons une persistance du conservatisme au sein du système politico-administratif. Bruno PALIER et Xavier SUREL développent une synthèse des diverses approches néo-institutionnelles en appui sur un ensemble de trois variables, qu'ils nomment les « trois I »<sup>23</sup> : les « idées », les « intérêts » et les « institutions ». Leur synthèse s'inspire des travaux de James MARCH et Johan OLSEN, tenants du néo-institutionnalisme dans les années

---

<sup>23</sup> PALIER Bruno, SUREL Yves. Les « trois I » et l'analyse de l'Etat en action. *Revue française de science politique*. vol. 55, no. 1, février 2005, p. 7-32.

1980, qui ont forgé cette déclinaison en trois variables<sup>24</sup>, et plus tard, celle de Peter HALL<sup>25</sup>, qui a cherché à fonder une articulation entre celles-ci. Nous avons notamment porté notre attention sur le concept de « dépendance au sentier » (*path dependence*). Ce concept, développé par Arthur STINCHCOMBE dans les années 1960, puis Douglass NORTH dans les années 1990, et plus récemment par Paul PIERSON, met en lumière le processus d'intégration par les acteurs de règles et de pratiques au sein des institutions qui vont limiter leurs possibilités d'action et conduire à la continuité des politiques, voire à un phénomène d'inertie. En effet, les acteurs considèrent que le changement est plus coûteux que le respect des règles et des normes posées par les choix politiques précédents. Malgré leur intérêt, les recherches néo-institutionnalistes tendent souvent à insister sur les continuités sans parvenir à rendre compte des changements institutionnels. De ce fait, nous nous sommes intéressés dans un deuxième temps aux approches de la sociologie politique qui mettent en lumière, inversement, l'influence des acteurs et des idées sur les systèmes de décisions. Ces approches nous ont paru utiles pour comprendre le rôle des dirigeants nippons dans la fabrique des politiques, notamment en matière de création d'un nouveau référentiel, de manière à adapter le système politico-administratif aux nouvelles exigences en matière de communication. En particulier, l'analyse cognitive des politiques publiques de Pierre MULLER<sup>26</sup> nous a paru pertinente car elle présente les limites de la rationalité des systèmes de décision et souligne l'importance de la perception des acteurs, telles que les croyances et les

---

<sup>24</sup> MARCH James, OLSEN Johan. *Rediscovering Institutions: The Organizational Basis of Politics*. New York : Free Press, 1989.

<sup>25</sup> HALL Peter, TAYLOR Rosemary C.R. La science politique et les trois néo-institutionnalismes. *Revue française de science politique*. Vol.47. N°3-4, juin-août 1997, p.469-496.

<sup>26</sup> MULLER Pierre. L'analyse cognitive des politiques publiques : vers une sociologie politique de l'action publique. *Revue française de science politique*. vol. 50 (2), 2000-04-01, p.189-207.

idées. En effet, MULLER avance que les politiques publiques constituent des espaces au sein desquels les différents acteurs concernés vont produire des « cadres d'interprétation du monde » et exprimer la manière dont ils perçoivent le réel, leur place dans le monde, et l'avenir des sociétés. Dans le cadre de la globalisation, les gouvernements ne sont plus le forum principal de production de sens et d'idées pour l'avenir des sociétés, et les dirigeants doivent faire preuve d'une certaine capacité d'adaptation pour adopter de nouveaux cadres et gérer les conséquences du changement. Ainsi, ils peuvent produire un nouveau référentiel de croyances et d'idées visant à transformer les croyances des acteurs concernés pour les inviter à mettre en place de nouvelles pratiques qu'ils considèrent mieux adaptées à la réalité. Malgré l'intérêt de ces travaux, nous avons estimé qu'ils présentaient un cadre limité pour analyser la politique étrangère du Japon. Il nous a paru préférable de nous orienter vers un cadre théorique portant sur l'analyse de la politique étrangère et la diplomatie.

## **2.2 La théorie des relations internationales**

Nous avons consulté les ouvrages de la théorie des relations internationales. Nous nous sommes intéressés aux travaux qui étudient les jeux d'interdépendance entre les Etats, notamment ceux qui analysent les effets de la globalisation sur la fabrique de la politique étrangère. Les auteurs Robert O. KEOHANE et Joseph NYE mettent en lumière les jeux d'interdépendance entre les Etats dans leur ouvrage

*Power and Interdependence : World Politics in Transition*<sup>27</sup>. Ils observent que l'interdépendance représente davantage qu'une simple interconnexion car elle renvoie à la notion de « coût » et de « contrainte » découlant des interactions entre les Etats. Avec la multiplication et la complexification des flux à l'échelle mondiale, les contraintes venant de l'extérieur exercent un impact sur la politique des Etats et génèrent des « *effets réciproques entre les pays et entre les acteurs de différents pays* »<sup>28</sup>. En particulier, les auteurs opèrent une distinction entre deux concepts, la *sensibilité* et la *vulnérabilité*, pour désigner la capacité des Etats à ajuster leurs politiques pour s'adapter aux contraintes venant de l'extérieur. Le concept de *sensibilité* indique que les Etats font évoluer leurs politiques en prenant en compte les contraintes extérieures. Ainsi, le phénomène de la globalisation requiert une sensibilité des Etats dans les jeux d'interdépendance. Par exemple, en matière économique, ils opèrent des ajustements de leurs taux d'intérêts avec les grandes capitales financières, et en matière de sécurité, ils se préparent aux nouvelles menaces internationales, telles que le terrorisme. La *vulnérabilité* indique que l'ajustement nécessaire des politiques apparaît comme un coût jugé trop élevé par les Etats, ce qui rend l'adaptation difficile. Les dirigeants vont estimer que l'ajustement est trop contraignant et préféreront la continuité au changement des politiques. La distinction opérée par les deux auteurs entre les concepts de *sensibilité* et de *vulnérabilité* nous a paru intéressante pour étudier la manière dont les dirigeants japonais réagissaient au nouveau modèle. Malgré l'intérêt de cette grille

---

<sup>27</sup> KEOHANE Robert O. et NYE Joseph. *Power and Interdependence: World Politics in Transition*. Boston: Little Brown and Company, 3ème édition, 1989.

<sup>28</sup> Ibid, p. 8.

d'analyse, elle nous est toutefois apparue moins pertinente que les études sur la diplomatie.

### **2.3. Les études sur la diplomatie et les travaux récents sur la « nouvelle diplomatie publique »**

Nous avons consulté les études sur la diplomatie. Nous nous sommes intéressés aux travaux qui soulignent le rôle important des diplomates dans la fabrique de la politique étrangère, malgré les changements induits par la globalisation. Pendant longtemps, la littérature sur les relations internationales a négligé l'étude de la diplomatie pour celle de la politique étrangère, alors même que les deux sujets sont complémentaires<sup>29</sup>. La politique étrangère renvoie à l'action des Etats sur la scène internationale et la diplomatie à la manière dont elle est exécutée. Les travaux sur la politique étrangère ont longtemps porté sur les seules structures préexistantes (Etats, acteurs) avant de s'intéresser au rôle des pratiques diplomatiques. Notre intérêt s'est porté sur les travaux de l'école anglaise des études diplomatiques (*diplomatic studies*) qui offrent une analyse de l'évolution des fonctions du diplomate. Les auteurs James DER DERIAN, Vincent POUILLOT, Iver B. NORMAN, Ole Jacob SENDING, Paul SHARP, Paul CONSTANTINOU, Rebecca ALTERNISSEN<sup>30</sup>, mais aussi Christian LEQUESNE<sup>31</sup> en France, avancent que les diplomates

---

<sup>29</sup> BATTISTELLA Dario, CORNUT Jérémie, BARANETS Élie. La diplomatie. *Théories des relations internationales*. Chapitre 12. Paris: Presses de Sciences Po, 2019, p.419.

<sup>30</sup> Voir SENDING Ole Jacob, POUILLOT Vincent, NORMAN Iver B. *Diplomacy: The making of world politics*. Cambridge : Cambridge Univ Press, 2015.

<sup>31</sup> LEQUESNE Christian. Les États et leur outil diplomatique. *Manuel de diplomatie/* Ed. par Thierry BALZACQ, Frédéric CHARILLON, Frédéric RAMEL. Chapitre 8. Presses de Sciences Po, Paris, 2018.

exercent toujours une influence dans la fabrique de la politique étrangère à travers les relations interpersonnelles qu'ils tissent dans l'exercice de leurs fonctions (représentation, négociation et médiation). En effet, les diplomates entretiennent des relations avec des publics variés et fréquentent des lieux divers au sein desquels ils véhiculent des idées, des valeurs et des croyances<sup>32</sup>. Ils dialoguent avec la presse et utilisent les réseaux sociaux. A travers la pratique de la médiation, ils tentent de réduire les séparations (*enstrangement*) entre des mondes différents. Leur rôle est de réguler les oppositions et de concilier les points de vue entre des acteurs, sans pour autant rechercher la réconciliation à tout prix<sup>33</sup>, ce que l'on désigne par « médiation des séparations » (*mediation of enstrangement*). Rebecca ALTER-NISSEN estime que le rôle des diplomates est toujours très important pour façonner le monde<sup>34</sup>, et Christian LEQUESNE observe que les diplomates ne peuvent plus agir en coulisse car leurs actions sont désormais visibles du public, et qu'ils doivent désormais faire face à un « impératif de légitimité »<sup>35</sup>. Ces travaux nous conduisent à nous interroger sur la pratique de la médiation par les acteurs nippons afin de savoir dans quelle mesure elle se démarque ou non de celle des diplomates occidentaux.

Puis, nous avons consulté les travaux récents sur la diplomatie publique et nous avons choisi cette grille d'analyse. Ces travaux étudient l'évolution de la diplomatie publique sous l'effet de la mutation de l'ordre international depuis le début du XXIe

---

<sup>32</sup> Voir CONSTANTINO Costas M., *Between Statecraft and Humanism: Diplomacy and Its Forms of Knowledge*. *International Studies Review*, Vol.15, No.2, Juin 2013, p.141-162.

<sup>33</sup> Voir ADLER-NILSSEN Rebecca, *Relationism: why diplomats find international relations theory very strange*. *Diplomacy: The making of world politics*/ Ed. par SENDING Ole Jacob, POUILLOT Vincent, NORMAN Iver B., Conclusion, Ibid.

<sup>34</sup> Rebecca ADLER-NILSSEN a développé une approche anthropologique du métier de diplomate en appui sur les concepts de « relationnalisme » (*relationalism*) et de « relations humaines diplomatiques » (*diplomatic Folk Relationalism*).

<sup>35</sup> LEQUESNE Christian, Ibid.

siècle. Ils identifient les caractéristiques de la « nouvelle diplomatie publique », ce nouveau modèle qui émerge à la suite des attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis pour répondre aux caractéristiques d'un monde devenu global et pluriel. Ils sont apparus comme étant un socle théorique pertinent pour étudier la capacité d'adaptation de la diplomatie publique japonaise à la nouvelle donne mondiale. L'approche de « la nouvelle diplomatie publique » repose désormais sur une logique horizontale et bidirectionnelle plutôt qu'une logique verticale et unidirectionnelle (*top-down*). Son objectif est de favoriser les interactions avec le public à travers le dialogue, la maîtrise des outils digitaux et le développement des réseaux en appui sur des partenariats avec le secteur privé et la société civile<sup>36</sup>. Ian MELISSEN, Nancy SNOW, Nicholas CULL, R. S. ZAHARNA et Christian LEQUESNE expliquent que ce nouveau modèle impose aux démocraties d'aborder tous les sujets, y compris les plus difficiles, et de développer une approche collaborative avec le public. Les auteurs identifient une montée de la défiance des sociétés vis-à-vis des gouvernements, et de ce fait, ils observent que les acteurs gouvernementaux choisissent de plus en plus se placer dans l'ombre et d'adopter un modèle collaboratif et non plus vertical dans leur approche de la communication. Ils évoquent les difficultés que rencontrent les Etats pour mettre en place une approche moderne. Les acteurs doivent s'adapter à un nouvel environnement caractérisé par des normes globales à la fois technologiques (digitales), culturelles (homogénéisation des codes) et politiques (désoccidentalisation). Les diplomates

---

<sup>36</sup> Voir SNOW Nancy, CULL Nicholas. *The Routledge Handbook of Public Diplomacy*. London: Routledge, 2020; CULL Nicholas. *Public Diplomacy: foundations for global engagement in the digital age*. London : John Wiley & Sons, 2019 ; LEQUESNE Christian. *La puissance par l'image : les Etats et leur diplomatie publique*, Paris : Presses de Sciences Po, 2021 ; MELISSEN Jan, WANG Jian. *Debating Public Diplomacy: Now and Next*, Boston: Brill, 2019; ZAHARNA R.S. *Battles to Bridges: US Strategic Communication and Public Diplomacy After 9/11*. London: Palgrave MacMillan, 2010.

doivent maîtriser ces nouveaux codes dans leur approche de la communication et éviter plusieurs écueils. Nancy SNOW et Nicholas CULL soulignent notamment le risque que représente l'uniformisation dans la diffusion des messages (*one fits all approach*) et l'absence de prise en compte de la diversité des contextes et des publics.

S'agissant de la diplomatie publique japonaise, les travaux de Jan MELISSEN, Nancy SNOW, Robert DUJARRIC, SOEYA Yoshihide, KUWAHARA Kyoko, ou WATANABE Yasushi mettent en évidence l'émergence de nouvelles dynamiques au Japon ainsi que leurs limites. Jan MELISSEN<sup>37</sup> souligne le dynamisme de l'archipel au sein des enceintes multilatérales aux côtés d'autres puissances moyennes asiatiques, telles que la Corée du Sud, l'Inde et l'Indonésie. Il observe que le Japon développe sa diplomatie publique en appui sur une stratégie de différenciation de la Chine et un soutien résolu au système international libéral qui repose sur la promotion du multilatéralisme et des valeurs universelles. Les auteurs expliquent que le renforcement de la diffusion des informations sous le gouvernement ABE conduit à accroître la visibilité du Japon sur la scène internationale. Ils notent que la personnalité affirmée et le dynamisme du Premier ministre, conjuguées à la longévité de son gouvernement, représentent un formidable outil pour la diplomatie publique japonaise. Grâce aux actions et aux moyens qui ont été mis en œuvre, le Japon apparaît comme un Etat qui est davantage dynamique sur la scène internationale. Pour autant, Nancy SNOW<sup>38</sup>, Robert DUJARRIC et TAKENAKA

---

<sup>37</sup> MELISSEN Jan, SOHN Yul. *Understanding Public Diplomacy in East Asia: Middle Powers in A Troubled Region*. New York: Palgrave MacMillan, 2005.

<sup>38</sup> SNOW Nancy. Deconstructing Japan's Public Relations, where is the Public? *The Routledge Handbook of Public Relations* /Ed. par Jackie L'ETANG, David MCKIE, Jordi XIFRA. New York: Routledge. 2015; SNOW Nancy. *Japan Information War*. CreateSpace Independent Publications, 2016.

Ayumi<sup>39</sup> ou ICHIKAWA Maiko<sup>40</sup>, soulignent les difficultés rencontrées par les dirigeants nippons pour s'adapter aux nouvelles exigences de la communication. Ils pointent l'uniformisation des messages et le manque de prise en compte de la diversité des contextes et des publics. En temps de crise, ils mettent en exergue un excès de prudence, voire une pusillanimité, dans la prise en compte de la temporalité de l'urgence<sup>41</sup>. Nancy SNOW évoque les effets négatifs d'une diplomatie publique incarnée seulement par le Premier ministre ABE et les membres de son gouvernement, ce qu'elle nomme « *branding ABE* ». Cette approche véhiculerait l'image d'un Japon réduit au rôle prédominant de son Premier ministre et de ses représentants officiels tout en occultant la diversité de la société japonaise. Les auteurs pointent la maladresse des responsables politiques dans le traitement de certains sujets complexes, telle que la promotion de l'activité des femmes ou la question mémorielle. En définitive, les travaux soulignent les lacunes en communication des acteurs et la faiblesse de leur ouverture au monde.

### III. Etudes de cas et analyse comparative

---

<sup>39</sup> DUJARRIC Robert, TAKENAKA Ayumi. Le paradoxe japonais : puissance économique mondiale, réclusion sociétale. *Le Japon dans le monde* /Ed. par Guibourg DELAMOTTE, Paris : CNRS Editions. Ch.9, 2019, p.57-78.

<sup>40</sup> ICHIKAWA Maiko. *Japan's International Democracy Assistance as Soft power, A Neoclassical Realist Analysis*. New York and London: Routledge, 2017.

<sup>41</sup> Voir CURTIS Gerald L. *The logic of Japanese Politics: Leaders, Institutions and the Limits of Change*. New York: Columbia University Press, 1999; HOYE Timothy. *Japanese Politics Fixed and Floating Worlds*. Upper Saddle River, N.J. : Prentice Hall, 1999.

Nous souhaiterions illustrer notre hypothèse par trois études de cas. Nous avons choisi volontairement des sujets complexes et politiquement sensibles, qui suscitent un vif intérêt au sein de l'opinion publique internationale, afin de mettre en exergue la tension existante au Japon entre la *nécessité* d'adopter un nouveau paradigme et le *conservatisme* des pratiques.

Les trois études de cas sont le dossier des « femmes de réconfort » avec la Corée du Sud, la question des « enlèvements » d'enfants binationaux après une séparation, et le contentieux sur la chasse à la baleine et aux cétacés. Nous verrons que l'approche de la communication choisie par les dirigeants nippons révèle le poids du conservatisme et ses effets négatifs sur l'image et la réputation du pays.

## **1. Les dossier des « femmes de réconfort » avec la Corée du Sud**

Depuis la fin de la Seconde guerre mondiale, les relations nippo-coréennes ne se sont jamais véritablement apaisées et les litiges liés à l'interprétation de l'histoire resurgissent régulièrement entre les deux pays. L'occupation de la péninsule par l'Empire japonais de 1910 à 1945 continue de nourrir le ressentiment de la population sud-coréenne et la normalisation des relations diplomatiques en 1965 n'a pas soldé les disputes malgré une réconciliation politique. Les raisons de ces tensions sont à la fois structurelles – les contentieux non résolus de la colonisation japonaise – et conjoncturelles en lien avec les contingences de la politique intérieure. Les contentieux liés à l'histoire demeurent nombreux, et parmi

eux, le dossier des « femmes de réconfort » », ces prostituées asiatiques enrôlées par l'Armée impériale pendant la Seconde guerre mondiale, est complexe. Au début du XXI<sup>e</sup> siècle, Tokyo rappelle à plusieurs reprises que les demandes de réparations par la Corée ont été soldées lors de la normalisation des relations diplomatiques en 1965 et que des excuses officielles ont été prononcées par l'ancien Premier ministre MURAYAMA Tomiichi en 1995 pour les exactions commises pendant la colonisation. Toutefois, l'expérience douloureuse de l'occupation nipponne constitue un terreau pour une société civile sud-coréenne devenue dynamique avec la démocratisation du pays dans les années 1980 et un développement du nationalisme qui s'est construit en opposition à l'ancien pays colonisateur. Face aux pressions en provenance de la société civile, le gouvernement sud-coréen multiplie les demandes de dédommagements et d'excuses officielles auprès du gouvernement japonais, dont le positionnement est perçu comme peu sincère sur les questions liées à l'héritage de la colonisation. Cette situation est délicate pour le Japon car elle renvoie à l'image du passé impérialiste qu'il s'était évertué à gommer depuis la fin de la Seconde guerre mondiale. En ravivant les tensions liées aux zones sombres de l'histoire coloniale, la Corée du Sud engage des actions susceptibles de porter atteinte à la réputation internationale de l'archipel en jetant le doute sur sa crédibilité et sa responsabilité. Dans les années 2010, les différends nippon-coréens s'intensifient fortement, ce qui conduit à une bataille des récits au niveau mondial. Habituellement discret sur les sujets politiques, le gouvernement japonais met en place des campagnes de relation publique auprès d'un public averti pour « rétablir les faits ». Puis, il multiplie les actions afin d'apaiser les tensions, conduisant à la signature en

2015 d'un accord avec la Corée du Sud afin de mettre un terme au contentieux, ainsi que la création d'une fondation pour les femmes de réconfort.

Nous pouvons observer l'émergence de nouvelles logiques dans le traitement du dossier des femmes de réconfort. Tout d'abord, le Japon adopte une approche plus ferme sur les questions liées à l'histoire. Il gagne en visibilité auprès des populations à l'étranger, alors qu'il avait privilégié pendant des décennies une approche plutôt discrète. Les gouvernements KOIZUMI et ABE prennent des initiatives fortes visant à affirmer davantage les positions du Japon sur la scène internationale. L'opinion publique et les médias japonais manifestent un vif intérêt pour ces questions qui ravivent le patriotisme nippon. Face aux allégations répétées de la Corée du Sud dans le dossier des « femmes de réconfort », ils estiment que le Japon a réglé définitivement les litiges et que le pays doit cesser de présenter des excuses, car cela alimente les demandes toujours plus nombreuses de dédommagement. Face aux actions de lobbying engagées par la Corée du Sud dans les capitales influentes, Tokyo décide de mettre en place des campagnes de relations publiques afin de défendre ses positions auprès des décideurs à l'étranger. A partir des années 2010, un intense lobbying est déployé auprès des milieux politique et académique, notamment à Washington aux Etats-Unis. Le gouvernement japonais développe également une approche collaborative avec les centres de recherche et les cercles de réflexion à l'étranger. Il souhaite présenter au monde le visage d'un Japon qui affirme son respect des règles internationales en réaction aux allégations jugées inexacts de Séoul.

Pour autant, le conservatisme persiste dans l'approche de la communication sur un sujet particulièrement sensible pour l'image internationale du Japon. Les acteurs peinent à s'adapter à la diversité des contextes et des publics. Ils privilégient une diffusion des informations uniformisée et demeurent réticents au dialogue avec les médias et les milieux académiques. Les demandes de rectifications des publications jugées inexactes et les demandes de retrait de statues de femmes de réconfort auprès de localités étrangères sont jugées insistantes et s'avèrent contreproductives. Le renforcement de la visibilité du Japon ne suffit pas à obtenir une adhésion aux politiques. En appui sur des preuves statistiques et des documents, Tokyo semble croire à tort que le rappel de la conformité aux règles internationales constitue une preuve convaincante de sa sincérité. A l'inverse, ses actions sont jugées plutôt dogmatiques, voire autoritaires, et sèment le doute sur ses véritables intentions.

## **2. La question des « enlèvements » d'enfants binationaux après une séparation**

La question des parents étrangers privés de leurs enfants après une séparation constitue un autre dossier épineux de la diplomatie publique japonaise. Si ce contentieux n'occupe pas une place aussi importante que le dossier des « femmes de réconfort » sur l'agenda diplomatique nippon, il fait l'objet d'une large couverture médiatique internationale et suscite une forte émotion au sein de l'opinion publique à l'étranger. De nombreux parents, étrangers comme japonais, se retrouvent privés de leurs enfants après une séparation car la garde partagée n'existe pas légalement au Japon. Le système nippon s'appuie sur des principes hérités de l'ère Meiji (1868-

1912) qui visent à garantir la continuité et le maintien de la famille en cas de séparation lorsqu'un des membres vient à sortir de la famille. En accord avec ce principe, la loi japonaise donne l'autorité parentale exclusive au premier parent à quitter le domicile familial avec des enfants, soit la mère dans la majorité des cas, et ceci sans garantir à l'autre parent un droit de visite. Ainsi, les « enlèvements » parentaux sont courants et tolérés par les autorités locales. Ce fonctionnement de la justice crée des situations dramatiques à l'heure où les mariages internationaux connaissent un essor important. De nombreux parents occidentaux déplorent une situation injuste car ils ne peuvent soudainement plus revoir leurs enfants, ni même avoir de leurs nouvelles, sans s'y être véritablement préparés. Deux visions de l'intérêt de l'enfant opposent les pays occidentaux et le Japon. Les premiers considèrent que le bien-être et l'équilibre de l'enfant passe par la possibilité de voir les deux parents, alors que le Japon estime au contraire que la vie dans un seul foyer constitue une garantie de stabilité. Malgré la signature de la convention de New York sur le droit des enfants à voir les deux parents en 1994, et face au désarroi des parents étrangers, les autorités japonaises n'ont pas déployé d'initiatives, ni développé de récit visant à obtenir une meilleure compréhension de la situation en vigueur dans l'archipel. Au contraire, certains parents sont menacés de représailles pour avoir essayé de voir leurs enfants afin de s'assurer qu'ils sont bien traités au domicile de leur parent japonais. Des faits divers, tels que des arrestations par la police japonaise de pères délaissés, une grève de la faim engagée par un père français désespéré lors des JO de Tokyo 2020, et des cas tragiques de suicides, suscitent une vive émotion au sein de l'opinion publique internationale. Au fil des années, les ministres japonais des Affaires étrangères continuent de nier les accusations en les estimant sans

fondement, et la signature de la convention de La Haye sur les enlèvements internationaux d'enfants en 2014 ne permet pas d'avancées sur le dossier. Cette question suscite depuis des années une mobilisation internationale pour convaincre le Japon de changer. Certains chefs d'Etat, comme le président français Emmanuel Macron, apportent leur soutien aux parents étrangers. Face aux appels, le gouvernement japonais a fini par approuver le 08 mars 2024 un projet de loi visant à introduire le système de la garde partagée après le divorce. Toutefois, la société civile internationale demeure dubitative quant aux réelles avancées que ce projet de loi pourra offrir sur le sujet.

Dans cette étude de cas, nous verrons que les pratiques novatrices ont dû mal à émerger car ce sujet revêt une importance moindre que d'autres dossiers difficiles dans l'agenda diplomatique nippon, tels que la question des « femmes de réconfort ». De ce fait, les responsables politiques préfèrent la continuité des politiques à un ajustement aux contraintes venant de l'extérieur, qui leur semble trop coûteux et contraignant. En outre, ils témoignent peu d'intérêt face aux situations difficiles qui sont vécues par les parents étrangers et ne développent pas de communication spécifique à leur égard. L'inflexibilité de Tokyo et la réticence au dialogue sur ce sujet apparaissent en contraste avec la diplomatie active du Japon sur la scène internationale, notamment au sein du G7, et conduit à une couverture médiatique défavorable au sein des pays occidentaux.

### **3. Le contentieux sur la chasse à la baleine et aux cétacés**

Le contentieux sur la chasse à la baleine et aux cétacés représente un autre sujet particulièrement complexe pour la diplomatie publique japonaise. Ce dossier mobilise fortement les médias et les ONG de préservation de l'environnement, telles que GREENPEACE et SEA SHEPHERD, qui plaident pour un arrêt définitif de la chasse baleinière. Le sujet suscite également de vives émotions au sein du public international, qui affiche de plus en plus ouvertement son attachement aux droits des cétacés et à la préservation des écosystèmes marins. Le Japon fait l'objet de critiques pour deux raisons principales : la chasse dans la zone Antarctique et le caractère scientifique des missions. Au début du XXI<sup>e</sup> siècle, et pendant près de deux décennies, les pêcheurs nippons demeurent les seuls à poursuivre les rorquals jusque dans leur sanctuaire de l'Antarctique malgré la délimitation d'une zone protégée. Le Japon justifie la poursuite de ses activités dans la zone par le caractère scientifique de ses missions, sans pour autant cacher le fait que les baleines chassées sont ensuite vendues pour la consommation de leur chair dans l'archipel pour des raisons culturelles. La communauté internationale estime que le Japon cherche à exploiter une faille du texte du moratoire sur la chasse commerciale de 1986 - qui autorise la chasse à des fins scientifiques - au profit de son industrie baleinière. Face aux critiques, Tokyo met en avant son respect du moratoire et le caractère culturel de la chasse japonaise. En 2010, les tensions s'intensifient au point que l'Australie saisit la Cour internationale de Justice (CIJ) contre le Japon, qui émet en 2014 un jugement établissant le caractère non scientifique du programme nippon. Malgré sa condamnation par la justice internationale, l'archipel n'infléchit pas ses positions. Les autorités japonaises ne cherchent pas non plus à atténuer les différences de points de vue avec la société civile et les médias à travers la construction d'un récit

visant à faire comprendre son positionnement. Au contraire, le Japon décide inopinément de reprendre la chasse baleinière pour des raisons scientifiques en 2016, aussi bien dans le Pacifique que dans l'Antarctique, malgré son engagement à cesser son activité. Cette décision surprend de la part d'un pays qui prône par ailleurs activement le respect du droit international, et conduit à une recrudescence des tensions à la fois sur le plan diplomatique et en mer. Le bateau navire *Ocean Warrior* de l'ONG SEA SHEPHERD multiplie les missions de traques contre les baleiniers japonais, qui sont amplement relayées par les médias internationaux. Au terme d'épisodes de tensions intenses, le Japon annonce en 2018 son retrait de la Commission Baleinière Internationale, et décide, après 33 ans d'interruption, d'autoriser à nouveau la chasse commerciale dans ses eaux territoriales.

Sur ce sujet, nous pouvons observer un blocage des autorités japonaises face à l'ampleur de la mobilisation internationale. Tokyo ne souhaite pas mettre en place un dialogue constructif avec le public et son approche demeure inflexible. Son attitude est perçue par l'opinion publique comme une absence de volonté de conciliation et une indifférence à l'égard du respect des règles internationales. En réalité, elle n'est pas exempte de considérations économiques et politiques sur le plan intérieur, où le débat sur la préservation des traditions japonaises permet de séduire un électorat et des lobbies agricoles puissants sur fonds de relents nationalistes. L'argument consistant à présenter une pratique culturelle ancestrale qui serait mise à mal par une opinion publique internationale méprisante la tradition japonaise obtient un écho certain au sein de la population. Toutefois, la farouche résistance de Tokyo au changement conduit à une dégradation de l'image internationale du Japon. Le poids du conservatisme est manifeste sur ce sujet qui

touche aux traditions culturelles japonaises, puisque ni les grands sommets internationaux, ni l'émergence de doutes sur la viabilité économique de la poursuite de l'activité baleinière, n'ont eu raison de l'inflexibilité de Tokyo.

## **IV. Méthodologie et structure**

### **1. Les sources mobilisées**

Afin de répondre aux interrogations qui font l'objet de ce travail doctoral, nous avons choisi une approche qui repose sur une combinaison de deux outils méthodologiques : les sources écrites et les entretiens semi-directifs.

Tout d'abord, nous analyserons des sources écrites de diverses natures, rédigées en grande partie en langue anglaise, mais également en langues japonaise et française. Dans le cas où des sources en langue japonaise sont disponibles en langue anglaise, nous avons choisi la deuxième option afin de faciliter l'accès aux sources pour le lecteur français. Nous nous appuierons sur des ouvrages de référence de la littérature scientifique dans le domaine de la théorie des relations internationales et des études sur la diplomatie, en particulier les travaux récents sur la diplomatie publique. Ces enseignements seront croisés avec des documents mis à disposition par les sources officielles japonaises (discours, déclarations, documents stratégiques). En tant que salariée de l'Ambassade du Japon en France, l'auteure a

pu avoir accès à des sources de premier plan pour l'étude la diplomatie publique japonaise, tels que les rapports de l'agence de communication qui suit les activités de l'institution, les comptes-rendus de réunions internes, et autres documents de référence. Ce positionnement a également été perçu comme un moyen d'enrichir l'analyse théorique par les éléments empiriques sur les pratiques diplomatiques obtenus au plus près des réalités du terrain. Ce travail de recherche repose également sur l'analyse de la littérature journalistique, des ouvrages de vulgarisation, et des articles de presse, afin de connaître le point de vue de la société civile et du grand public sur l'action des dirigeants politiques nippons. L'analyse des articles de la presse internationale, notamment de la presse française et anglo-saxonne, s'est avérée particulièrement utile pour comprendre la perception des médias en dehors du Japon sur les sujets évoqués dans notre étude.

Puis, nous nous sommes appuyés sur des entretiens semi-directifs afin de récolter des données complémentaires. Nous avons conduit une série d'entretiens à Tokyo, majoritairement en langue japonaise, qui se sont déroulés en présentiel auprès d'une vingtaine de personnes, durant les mois d'août et de septembre 2018. Pour la réalisation des entretiens, le choix des enquêtés a porté sur des personnalités issues de la haute administration (principalement des diplomates), du monde académique, des médias, et de la société civile, qui sont susceptibles d'apporter un éclairage utile. Les entretiens réalisés avec des hauts responsables du ministère des Affaires étrangères et du Cabinet du Premier ministre, ainsi que ceux réalisés avec des représentants d'organismes officiels en charge de la diplomatie publique japonaise (Fondation du Japon, JNTO), nous ont permis de mieux comprendre la

vision des acteurs en charge de la formulation et de la mise en œuvre des politiques. Nous avons choisi d'interroger des haut-fonctionnaires qui occupent à la fois des postes décisionnels (Cabinet du Premier ministre) et des postes plus opérationnels, y compris à un haut niveau de responsabilité (ministère des Affaires étrangères). Quant aux entretiens réalisés auprès des membres du monde politique et des milieux académique et médiatique, ils nous ont permis de connaître l'opinion des autres acteurs sur les actions menées par le gouvernement. Nous avons recueilli le point de vue du maire de la ville d'Ishigaki, une localité située à l'extrémité sud de l'archipel dans la mer de Chine orientale, de personnalités du monde des médias (*Asahi Shimbun*, *Sankei Shimbun-Japan Forward*), de directeurs de centres de recherche et de cercles de réflexion (The Japan Institute of International Affairs, Asia Pacific Initiative, the GENRON NPO, PHP Institute) et de chercheurs japonais et étrangers qui s'intéressent de près à l'évolution de la politique étrangère japonaise (WATANABE Yasushi, SOEYA Yoshihide, Nancy SNOW). Pour mener ces entretiens, nous avons choisi une méthode qualitative qui repose sur des entretiens semi-directifs à réponses libres. L'ouvrage collectif dirigé par Samy Cohen, *L'art d'interviewer les dirigeants*<sup>42</sup>, nous a guidé dans ce choix. Les auteurs indiquent que les entretiens semi-directifs dégagent une fiabilité en tant que source et que cette méthode est cruciale pour accéder aux élites politiques et administratives car elle permet de mieux comprendre les intérêts des acteurs, le fonctionnement des institutions, et le processus de prise de décision. Les conseils prodigués dans cet ouvrage nous ont permis de comprendre les spécificités de la relation avec des

---

<sup>42</sup> COHEN Samy. *L'art d'interviewer des dirigeants*. Paris : Presses Universitaires de France, 1999.

personnalités évoluant au sommet, sans aborder toutefois la question des différences culturelles. En effet, l'entretien d'une personnalité japonaise dans sa langue natale conditionne un certain nombre de comportements qui seront distincts de celle d'un expert européen ou américain, tels que la question de la perte de l'attention du regard ou la manière de s'assurer que l'interlocuteur ne « perde pas la face » par manque de maîtrise du sujet. L'ouvrage *Méthodes de la science politique – De la question de départ à l'analyse des données*<sup>43</sup>, a conforté notre choix pour cette méthode. Les auteurs soulignent l'utilité de l'entretien semi-directif dans le cadre « *(du) travail avec les élites politiques et administratives, pour comprendre les logiques de la prise de décision* »<sup>44</sup>. Ils indiquent que cette méthode permet d'aborder des thématiques à la fois larges et prédéfinies. En effet, elle se situe à mi-chemin entre les entretiens non-directifs, qui sont réalisés sans grille préalable, et les entretiens directifs, qui sont mobilisés quand le chercheur en sait déjà beaucoup sur le sujet et possède une vision claire du type de réponses attendues. Ce type d'entretien laisse également la possibilité de remodeler les questions afin d'approfondir certains points. Sur la base de ces enseignements, nous nous sommes autorisés à poser de nouvelles questions au cours de l'entretien, qui ont porté sur le rôle de la culture dans la diplomatie publique japonaise et son évolution, les effets de l'ascension économique et militaire chinoise sur l'orientations des politiques, et l'identité internationale du Japon, afin de faire émerger de nouvelles pistes de réflexion. Toutes les données ont été enregistrées à l'exception d'un entretien d'un haut responsable à la demande de

---

<sup>43</sup> COMAN Ramona, CRESPIY Amandine, LOUALT Frédéric, MORIN Jean-Frédéric, PILET Jean-Benoît, VAN HAUTE Emilie. Ed. *Méthodes de la science politique : De la question de départ à l'analyse des données*. De Boeck Supérieur, 2022.

<sup>44</sup> Ibid. p.125.

l'enquête. Après avoir recueilli ces données, nous les avons retranscrites par bribes pour compléter les prises de notes effectuées au cours des entretiens. Nous avons ensuite procédé à l'interprétation des résultats afin de vérifier notre hypothèse. A travers l'analyse des retranscriptions, nous avons fait émerger manuellement des pistes analytiques en travaillant sur des récurrences et en croisant les données.

## **2. Les difficultés rencontrées**

Plusieurs difficultés ont été rencontrées dans la réalisation de ce travail de recherche. Tout d'abord, la pandémie COVID-19 a rendu impossible l'accès au territoire japonais pendant près de trois années (2020-2023) en raison de la fermeture des frontières du pays. Le problème de l'accessibilité aux sources au Japon s'est avéré problématique puisque les ouvrages en langue japonaise sont limités en France. De ce fait, les sources en langue japonaise n'ont pas pu être exploitées à la mesure des attentes de l'auteur. La fermeture du Japon au monde, un sujet qui apparaît en filigrane tout au long de cette étude, a été concrètement vécue dans l'élaboration du projet. En France, l'accessibilité aux sources a par ailleurs été restreinte pendant la pandémie. La bibliothèque de Sciences Po Paris, qui dispose du plus grand éventail de documents sur les études diplomatiques, a limité les modalités d'accès, ce qui a constitué une difficulté supplémentaire au vu des contraintes horaires de l'auteur liées à son statut de salarié. En particulier, l'accès aux ressources en ligne pour les lecteurs extérieurs de Sciences Po a été fortement limité, puis supprimé au début de l'année 2022, ce qui a ralenti sensiblement l'avancement du travail de recherche.

Puis, le corps diplomatique à l'Ambassade du Japon en France n'a pas exprimé un grand intérêt à l'égard du projet de recherche, sans manifester pour autant une volonté de décourager les démarches. Si des documents internes ont pu être utiles pour observer l'évolution des pratiques, tels que les comptes-rendus de réunions et les rapports d'activité, le poids des habitudes a pu freiner l'accès à certaines sources à usage restreint, qui n'étaient toutefois pas classées confidentielles. En outre, au vu de l'abondance des données récoltées lors des entretiens, l'auteure a été confrontée à la nécessité de trouver un équilibre dans leur usage qui a posé un enjeu sur l'écriture. Il a fallu veiller à avoir un recul suffisant pour extraire des données pertinentes de plusieurs heures de discussions et à garder une dimension analytique. L'insertion des entretiens dans le corps texte a été effectué sous la forme de citation entre guillemets afin de nourrir directement la logique argumentative. La double appartenance doctorant/employé a présenté également certaines limites lors des entretiens. Ce positionnement a pu susciter une approche prudente de certains répondants dans l'expression de leur opinion de peur d'être jugés a posteriori par les responsables de l'Ambassade. Certains hauts fonctionnaires ont pu aussi percevoir l'entretien avec une doctorante étrangère comme un exercice de diplomatie publique. Enfin, le fait de travailler à l'ambassade du Japon a présenté le risque d'un biais interprétatif, car il peut être difficile de garder une distance critique envers les acteurs étudiés pour lesquels on a de l'intérêt, et avec lesquels on entretient des relations professionnelles depuis plusieurs années.

### **3. Les raisons personnelles de la thèse**

L'origine de ce travail doctoral renvoie à un intérêt marqué de l'auteure pour le Japon comme en témoigne son expérience académique et professionnelle durant les trente dernières années. L'apprentissage de la langue japonaise au lycée conjugué à un séjour de deux mois au Japon à l'âge de 16 ans, et au choix du japonais comme deuxième langue à l'épreuve du baccalauréat, ouvrent la voie à un intérêt marqué pour la société et la vie politique nippone. Après des études en hypokhâgne/khâgne en sciences sociales à Lyon, puis en science politique à Sciences Po Grenoble, qui sont ponctuées de plusieurs stages de quelques mois dans l'archipel, l'auteure effectue un séjour de recherche de trois années au Japon, consacré à l'étude de l'histoire de la pensée politique japonaise à l'université de Kyoto, puis des relations internationales à l'université de Tokyo, qui est complété par un master de politique comparée en Asie à Sciences Po Paris. Par son intérêt pour la science politique, la sociologie, et la politique étrangère en Asie, l'auteure débute sa carrière professionnelle comme chargée de mission au sein du Centre Asie-Europe de Sciences Po Paris, puis comme reporter au bureau de correspondance du quotidien *Yomiuri Shimbun*<sup>45</sup> à Paris, avant d'intégrer le service Communication et Culture de l'ambassade du Japon en France à l'occasion du 150<sup>ème</sup> anniversaire des relations franco-japonaises en 2008. Après avoir occupé les fonctions de chargé des relations presse pendant plusieurs années, l'auteure a eu la charge du suivi de la communication stratégique en lien avec les cercles de réflexion français à partir de 2015. L'idée de la réalisation d'une étude sur la diplomatie publique japonaise est née d'une réflexion qui s'est développée lors des études à Sciences Po Grenoble, et

---

<sup>45</sup> Le *Yomiuri Shimbun* (読売新聞) est le plus grand quotidien du Japon. Il est considéré comme le journal le plus vendu au monde dans sa version papier avec plus de 6 millions d'exemplaires en 2022.

qui a germé au début des années 2010. Durant ses études à Sciences Po Grenoble, l'auteure s'est intéressée à l'analyse comparative entre le Japon et les démocraties occidentales, avec un intérêt marqué pour le statut de seul pays non occidental au sein du G7. Le mémoire de diplôme à Sciences Po Grenoble, sous la direction du professeur Yves SCHEMEIL, traite de « *L'individualisme dans la pensée politique japonaise : MARUYAMA Masao et OSUGI Sakae* ». La réflexion porte sur l'étude de la démocratie par deux auteurs clés de la pensée politique japonaise : l'ère Meiji (OSUGI Sakae) et l'après-guerre (MARUYAMA Masao). Puis, le mémoire de DEA à Sciences Po Paris porte sur le thème « *La politique de la démocratisation et des droits de l'homme du Japon en Birmanie* » sous la direction de Jean-Marie BOUISSOU. Il analyse l'approche des valeurs universelles, en l'occurrence la démocratie et les droits de l'homme, dans la politique étrangère japonaise. Ces deux travaux de recherche ont mis en exergue à la fois l'universalité et la singularité de l'approche japonaise, ainsi que le poids du conservatisme politique et social. Au début des années 2010, le développement des activités de communication à l'Ambassade du Japon, dans un contexte de crises majeures vécues par l'archipel à la suite de l'accident nucléaire de Fukushima en 2011 et l'intensification des tensions historiques avec les pays voisins, a suscité l'intérêt de l'auteure pour la manière dont les acteurs appréhendent la communication sur les sujets difficiles. Les fonctions actuelles ont été définies en ces temps de crise. Cette période a été marquée par une forte impulsion du second gouvernement du Premier ministre ABE Shinzō en faveur de la diplomatie publique. L'auteure a pu étudier l'influence du nouveau modèle de la diplomatie publique sur l'évolution des pratiques japonaises, et la

capacité d'adaptation des acteurs aux nouvelles exigences de la communication dans un monde devenu global et pluriel.

#### **4. La structure de la thèse**

Notre étude se composera de trois parties. Dans une première partie, nous présenterons le cadre général de la réflexion. Nous verrons que le nouveau contexte stratégique dans lequel évolue le Japon au début du XXI<sup>e</sup> siècle conduit les acteurs à percevoir le développement de la diplomatie publique comme une *nécessité*. Nous mettrons en évidence l'influence de deux phénomènes concomitants : l'émergence d'une nouvelle donne en matière de diplomatie publique qui suscite un fort intérêt à travers le monde, et la reconfiguration de la puissance en Asie de l'Est, marquée par l'ascension de la Chine.

Dans une deuxième partie, nous présenterons notre hypothèse et le cadre théorique dans lequel nous souhaiterions inscrire notre travail de recherche. Nous verrons que l'évolution de l'environnement culturel conduit les acteurs nippons à adopter des pratiques novatrices sans toutefois gommer le poids du conservatisme. Nous avancerons que le conservatisme empêche l'adhésion du public aux politiques sur les sujets difficiles. Nous inscrirons notre réflexion dans un cadre théorique qui repose sur les travaux récents sur la « nouvelle diplomatie publique ».

Dans une troisième partie, nous tenterons d'illustrer notre hypothèse avec la présentation des trois études de cas : le dossier des « femmes de réconfort » avec la

Corée du Sud, la question des « enlèvements » d'enfants binationaux après une séparation, et le contentieux sur la chasse à la baleine et aux cétacés.

Enfin, nous terminerons par une conclusion analytique qui sera consacrée aux enseignements que nous aurons tirés de nos études de cas. A partir de ces éléments, nous verrons si nous pourrions infirmer ou confirmer notre hypothèse. Nous tenterons d'esquisser une modélisation et nous présenterons des pistes de réflexion en faveur d'un développement favorable de la diplomatie publique japonaise. Nous présenterons des propositions pour encourager le développement d'une approche moderne qui soit davantage conforme aux attentes du public à l'étranger.



## PARTIE I

### LA PERCEPTION D'UNE NÉCESSITÉ DANS UN NOUVEAU CONTEXTE STRATÉGIQUE

---

Dans cette première partie, nous verrons que le développement de la diplomatie publique japonaise est perçu comme une *nécessité* par les acteurs dans le cadre du nouveau contexte stratégique du début du XXI<sup>e</sup> siècle. Cette situation résulte de deux phénomènes concomitants : l'émergence d'une nouvelle donne mondiale (I) et la multiplication des défis à la puissance japonaise sur les plan interne et externe (II). Dans ce nouvel environnement, la diplomatie publique apparaît comme un outil favorable aux intérêts du Japon et au renforcement de son influence. Elle est perçue comme l'expression du lien entre la diplomatie traditionnelle et les options à long terme du pays.

Dès lors, le Japon met en place des initiatives de diplomatie publique visant à renouveler son image et à renforcer son rôle sur la scène internationale (III). L'approche japonaise repose sur trois axes principaux : (1) la promotion de l'image d'un Japon dynamique et culturellement attractif (« *Cool Japan* »), (2) le récit du retour du Japon au centre de l'échiquier mondial (« *Japan is back* »), et (3) la mise en place de campagnes de relations publiques.

#### **I. L'émergence d'une nouvelle donne mondiale**

Dans ce chapitre, nous présenterons la notion de diplomatie publique, son développement ainsi que les facteurs qui conduisent à l'émergence d'une nouvelle donne à l'échelle mondiale. Puis, nous verrons que les pays asiatiques voisins du Japon, tels que la Chine et la Corée, manifestent un fort intérêt pour la diplomatie publique afin d'accroître leur influence régionale et mondiale.

## **1. La diplomatie publique : origine et développement**

En premier lieu, il convient de présenter la notion de la diplomatie publique en examinant ses origines et son histoire pendant la Guerre Froide, puis son développement à la fin de l'affrontement entre les blocs. Nous verrons que la mutation des relations internationales dans l'après-guerre Froide modifie la perception de la notion de puissance entre les Etats et transforme en profondeur les pratiques diplomatiques.

La « diplomatie publique » n'est pas un objet nouveau car elle préexiste à la formulation du terme qui apparaît dans les années 1960 aux Etats-Unis. Au lendemain de la Première Guerre Mondiale, le président américain Woodrow Wilson forge le concept de « diplomatie ouverte » en réponse aux canaux feutrés de la diplomatie classique qu'il juge secrète et élitiste. Au travers de cette formulation, il soutient l'idée d'une révision des pratiques diplomatiques à travers la mise à disposition d'informations plus transparentes et accessibles au public, notamment lors des négociations en coulisse pour la signature des traités de paix. Dans le premier point de son discours en « 14 points » du 8 janvier 1918 devant le Congrès américain, il présente sa vision de la « diplomatie ouverte », celle d'un système international fondé sur des « *traités de paix ouverts, auquel on a librement abouti, après lesquels il n'y aura ni action ou décision internationale privée d'aucune*

*nature, mais une diplomatie franche et transparente* »<sup>46</sup>. L'idée est reprise par les tenants de l'internationalisme dans l'entre-deux guerres et des activités dans ce domaine se développent pendant la Seconde guerre mondiale avec des créations institutionnelles comme des ministères de l'Information et la nomination de postes d'attachés d'information au sein des ambassades.

L'expression « diplomatie publique » succède à ce concept. Elle émerge dans sa signification contemporaine dans les années 1960 aux Etats-Unis pour désigner une politique extérieure visant à favoriser la compréhension du public sur les idées d'un pays, ses principes, ses institutions, sa culture, ses objectifs ou son orientation politique<sup>47</sup>. Elle est créée en 1965 par Edward GULLION, doyen de la Fletcher School of Law and Diplomacy à l'Université de Tufts. Cet ancien diplomate américain souhaite forger un terme distinct de celui de « propagande » afin de mettre en valeur le caractère non coercitif et interactif d'une pratique autorisant un dialogue libre et ouvert avec le public. Dans le contexte de l'opposition idéologique du début de la Guerre Froide, le terme permet de qualifier à l'aide d'un euphémisme les pratiques américaines liées à la diffusion de l'information. Avec la création du Centre de Diplomatie Publique Edward R. MURROW, un centre de formation fondé en hommage à l'ancien correspondant de guerre et présentateur vedette de la chaîne CBS, devenu directeur de l'United States Information Agency (USIA) et conseiller influent du président John Fitzgerald Kennedy, Edward GULLION souhaite offrir aux diplomates américains une formation qui leur permette de se positionner favorablement dans les débats au sein des enceintes multilatérales de l'organisation des Nations-

---

<sup>46</sup> Ibid.

<sup>47</sup> Voir QUESSARD Maud. *Stratégies d'influence et guerre de l'information : Propagande et diplomatie publique des Etats-Unis depuis la Guerre Froide*. Paris: Presses Universitaires de France, 2020.

Unies. La formation a pour objectif la sensibilisation des acteurs à la prise en compte dans la politique étrangère de l'influence de l'opinion publique, des médias et des interactions avec des individus et des entités privées au-delà les frontières nationales. Une des premières brochures du centre décrit bien cet objectif : « *La diplomatie publique (...) renvoie à l'influence des attitudes du public sur la fabrique de la politique étrangère. Dans les relations internationales, elle renvoie à des aspects qui ne concernent pas la diplomatie traditionnelle : l'attention portée par les gouvernements à l'opinion publique étrangère ; l'interaction entre des entités privées et des intérêts partagés entre deux pays ; l'étude des Affaires étrangères et de ses effets sur la politique ; la communication entre les professionnels, tels que les diplomates et les représentants en poste à l'étranger, et la communication interculturelle* »<sup>48</sup>.

Dans sa définition traditionnelle, la diplomatie publique désigne la diffusion des informations en provenance d'un Etat à destination du public à l'étranger, selon une approche verticale, unilatérale et opaque, de type « *top-down* », dans laquelle l'Etat constitue l'émetteur de l'information et l'initiateur des échanges. Toutefois, elle se distingue de la propagande par son caractère non coercitif autorisant un dialogue ouvert avec le public. Pendant la Guerre Froide, l'expression « diplomatie publique » est associée tout particulièrement aux Etats-Unis et à l'agence « United States Information Agency » (USIA) qui l'utilise pour définir sa mission<sup>49</sup>. Fondée en 1953 par le Président Dwight David EISENHOWER, l'USIA est le principal organe de la diplomatie publique américaine qui est placé sous l'autorité du gouvernement des Etats-Unis. L'agence a pour objectif la promotion

---

<sup>48</sup> CULL Nicholas J. Public Diplomacy before Gullion, The Evolution of a Phrase. *The Routledge Handbook of Public Diplomacy*/ Ed. par Nancy SNOW, Philip M. TAYLOR. 1ère Edition. New York et Londres: Routledge, 2008, p.19-23.

<sup>49</sup> QUESSARD Maud, Ibid.

d'une image positive des Etats-Unis en réaction aux représentations négatives véhiculées par la propagande communiste au sein du bloc de l'Est. Ses missions visent à « *comprendre, informer et influencer les publics à l'étranger dans le but de promouvoir l'intérêt national et approfondir le dialogue des Américains et des institutions des Etats-Unis avec leurs homologues à l'étranger* »<sup>50</sup>. Elles sont organisées autour de deux activités principales : la radiodiffusion et les échanges internationaux dans les domaines de la culture et de l'éducation. La radiodiffusion américaine a pour organe officiel la radio « *Voice of America* », créée à l'origine pour diffuser des informations aux populations étrangères pendant la Seconde guerre mondiale. L'objectif de « *Voice of America* » est de porter un message de soutien de l'Amérique aux valeurs que sont la liberté, la démocratie et la libre expression dans les pays où les médias ne peuvent pas exercer librement leur activité. Les échanges internationaux dans les domaines de la culture et de l'éducation reposent sur un système proposant des programmes de bourses très sélectifs qui sont basés sur le mérite, notamment les bourses Fulbright. Sept ans après la création de l'USIA, la nomination au poste de directeur par le Président John Fitzgerald KENNEDY de Edward MURROW (1961-1964), un journaliste très populaire auprès de la population américaine pendant la Seconde Guerre mondiale, permet d'asseoir la légitimité des missions conduites par l'agence. Un an après la fin du mandat d'Edward MURROW, l'utilisation de l'expression « *diplomatie publique* » donne une nouvelle impulsion aux activités de l'USIA en permettant de remplacer le terme « *propagande* », à connotation négative, par une expression plus dynamique et évolutive. Dès lors, l'agence renforce sa légitimité pour traiter des Affaires étrangères, mais une partie des fonctions dédiées à la culture et aux échanges

---

<sup>50</sup> United States Information Agency. Office of Public Liaison. *USIA: An Overview*, Août 1998. Disponible sur : <https://silo.tips/download/united-states-information-agency> (consulté le 7 janvier 2021).

sont toujours jalousement gardée par le Département d'Etat. Dans les années 1970, le gouvernement américain adopte officiellement le terme « diplomatie publique » pour qualifier les programmes visant à influencer l'opinion publique étrangère et l'USIA finit en 1978 par obtenir l'autorité sur l'ensemble des activités. Dans les années 1980, l'administration Reagan augmente fortement le budget dédié avec la création d'un « Bureau de la diplomatie publique », afin de superviser notamment le soutien américain aux contre-révolutionnaires du Nicaragua. Puis, l'intérêt pour la diplomatie publique s'accroît considérablement dans les années 1990, ce qui conduit à une vulgarisation de l'expression, qui était jusqu'alors limitée au cercle du pouvoir américain, pour se répandre dans les débats au Congrès, les milieux académiques, les médias, les experts des relations publiques, puis les cercles diplomatiques à l'étranger. L'USIA occupe un rôle majeur dans la conduite de la diplomatie publique américaine jusqu'à sa dissolution en 1999, date du transfert de sa division principale en charge des échanges culturels et éducatifs au sein du Département d'Etat<sup>51</sup>. Ce transfert illustre l'importance accrue de la diplomatie publique aux Etats-Unis en rapprochant les activités des instances décisionnelles de la politique étrangère. Du fait de son origine, l'expression « diplomatie publique » désigne principalement la politique des Etats-Unis et des pays occidentaux pendant la Guerre Froide, et la littérature s'intéresse principalement à la rivalité d'influence entre les blocs occidental et soviétique.

## **2. Le développement de la diplomatie dans le monde au début du XXI<sup>e</sup> siècle.**

---

<sup>51</sup> Les services de radiodiffusion ont été affectés à un nouvel organisme, le *Broadcasting Board of Governors*, et les autres services, notamment celui des échanges, ont été placés sous l'autorité du nouveau Secrétaire d'Etat adjoint en charge de la Diplomatie Publique.

À la suite des attentats terroristes du 11 septembre 2001, les Etats-Unis prennent conscience de la dégradation de leur image sur la scène internationale. Le gouvernement américain donne une forte impulsion à la diplomatie publique afin de renouveler l'image de l'Amérique et soigner sa réputation. Les initiatives des Etats-Unis contribuent à développer la diplomatie publique au-delà des frontières américaines, notamment en Asie, sous l'effet de l'accélération de la globalisation et de l'émergence de la révolution digitale. En quelques années, la diplomatie publique s'impose comme une nouvelle donne aux Etats à travers le monde.

### **2.1. L'impulsion de la diplomatie américaine après les attentats terroristes du 11 septembre 2001**

Après les attentats terroristes du 11 septembre 2001 à New York, les Etats-Unis prennent conscience de l'urgence de soigner leur réputation dans le monde arabo-musulman. Les dirigeants américains comprennent que la dégradation de l'image de leur pays dans cette région du monde peut porter atteinte à la sécurité nationale. Dans ce contexte, la diplomatie publique devient une dimension cruciale de la politique étrangère. Les dirigeants américains redéfinissent le rôle de cet outil d'influence, autrefois destiné aux citoyens de l'ancien bloc communiste, afin de servir les nouveaux objectifs stratégiques. Washington met en place une campagne de communication visant à promouvoir les valeurs de l'Amérique, telles que la liberté et la démocratie, auprès des populations du Moyen-Orient. Le président George W. BUSH nomme en octobre 2001 Charlotte BEERS, une personnalité influente du monde de la publicité, au poste de sous-secrétaire d'Etat en charge de la Diplomatie Publique sous l'autorité du Secrétaire d'Etat Colin POWELL. Sans expérience en matière de diplomatie, cette ancienne directrice de prestigieuses agences

publicitaires américaines<sup>52</sup> devient responsable de la nouvelle campagne de communication en faveur de l'Amérique afin de gagner « les cœurs et les esprits » des citoyens du monde arabo-musulman. En révisant les anciennes méthodes, sa mission est d'intégrer les dynamiques de la globalisation et des nouvelles technologies de la communication, tels que les médias et les réseaux sociaux, de manière à créer une nouvelle « image de marque » des Etats-Unis (*nation branding*). La sous-secrétaire d'Etat BEERS consulte des personnalités américaines influentes de confession musulmane et propose à la chaîne Al-Jazeera la diffusion de messages émis par ces personnalités et des représentants du gouvernement en soutien aux objectifs stratégiques du pays. L'illustration la plus marquante de son engagement est le lancement de l'initiative « *Shared Values* », un projet ambitieux financé à hauteur de 15 millions de dollars qui vise à promouvoir à travers des vidéos que les citoyens américains de confession musulmane évoluent dans un environnement sûr qui leur permet de vivre en toute liberté sans subir aucune persécution<sup>53</sup>. Toutefois, cette campagne coûteuse essuie de nombreuses critiques de la part des médias arabes qui refusent de diffuser les vidéos. La méthode n'a pas été jugée efficace pour lutter contre l'antiaméricanisme, du fait notamment de son aspect marketing en appui sur des méthodes de vente utilisées pour la promotion de produits de consommation plutôt que des valeurs d'un pays. L'initiative « *Shared Values* » prend fin moins d'un mois après son lancement, et deux semaines avant l'invasion américaine de l'Irak, avant que Charlotte BEERS ne démissionne en 2003, officiellement pour des raisons de santé. Si la campagne de communication a le mérite d'apporter un nouveau souffle et un budget supplémentaire à la diplomatie publique américaine, le bilan du mandat de Charlotte BEERS est mitigé. Pour

---

<sup>52</sup> Connue pour la mise en place de grandes campagnes publicitaires à succès, Charlotte BEERS a été directrice des agences J. Walter Thomson et Ogilvy & Mather.

<sup>53</sup> Voir [American Muslims Share Their Thoughts \(archive.org\)](http://www.archive.org) (consulté le 06/12/21)

autant, l'administration BUSH continue de considérer la diplomatie publique comme un outil visant à véhiculer de manière unilatérale les idéaux américains auprès des populations à l'étranger. Dans le cadre de la « guerre contre le terrorisme », les médias sont utilisés au service de l'effort de guerre, tels des champs de bataille, comme le démontre la diffusion de la vidéo qui annonce la mort d'Oussama Ben Laden sur les chaînes du monde entier. La guerre en Irak est l'occasion de mettre en place une nouvelle stratégie reposant sur des techniques de communication qui se réfèrent à l'idée de « guerre psychologique » (*psychological warfare*). L'utilisation de ces techniques, qui peuvent s'appuyer sur la formulation de mensonges à des fins de propagande, telles que la justification de l'intervention militaire américaine en Irak par la présence d'armes chimiques, montre ses limites et suscite de nombreuses critiques à travers le monde. En conséquence, le gouvernement américain doit redéfinir une fois de plus l'orientation de sa diplomatie publique<sup>54</sup>. Les dirigeants prennent en considération la nécessité de mettre fin à une approche uniquement verticale des relations avec le public, qui repose sur une diffusion des informations de manière unilatérale et opaque. Ils souhaitent développer une vision plus horizontale et collaborative en appui sur un réseau de partenariats avec des acteurs tiers en provenance du secteur privé et de la société civile.

Suite aux initiatives américaines, la diplomatie publique traditionnelle adopte de nouvelles approches. La première approche est le *nation branding*, une politique qui consiste à améliorer l'image et la réputation globale d'un Etat en créant une « image de marque pays » en appui sur des techniques de marketing. Le *nation branding* vise à instaurer un climat de proximité et de confiance avec le public en mettant en valeur les

---

<sup>54</sup> SCHNEIDER Michael D. U.S. Public Diplomacy Since 9-11: The Challenges of Integration. *International Public Relations and Public Diplomacy*/ Ed. par Guy J. GOLAN, Sung-Un YANG, Dennis F KINSEY. New York: Peter Lang Publishing Corporation, 2015, p.15-37.

attraits culturels et touristiques, le modèle de société ou les performances technologiques. La deuxième approche est la communication stratégique avec le développement de campagnes de relations publiques visant à atteindre des objectifs politiques, tels que l'influence sur l'évolution des agendas globaux (climat, santé, commerce) et la création de normes internationales (cybersécurité, espace). Enfin, la dernière approche est la mise en place d'une communication horizontale et transparente qui encourage un dialogue constructif avec le public, la compréhension mutuelle et la collaboration sur le long terme avec des acteurs tiers<sup>55</sup>. Jan MELISSEN observe que « *la diffusion unilatérale des informations n'est plus crédible* », et avance que « *le dialogue et un modèle de communication bilatéral sont indispensables pour obtenir des résultats efficaces* »<sup>56</sup>. Cette approche intègre un ensemble de pratiques diverses que Nicholas CULL définit comme étant les suivantes : l'écoute, le plaidoyer (ou *lobbying*), la diplomatie culturelle, les échanges, la radiotélédiffusion et la guerre psychologique<sup>57</sup>, et que les observateurs qualifient de « nouvelle diplomatie publique ». Les trois approches de la diplomatie publique peuvent être combinées selon un modèle intégré<sup>58</sup>. Elles permettent aux Etats d'adapter leurs stratégies selon leurs objectifs, notamment en termes de durée (court, moyen ou long terme) et de taille du public (restreint ou large).

## **2.2. Le développement de la diplomatie publique au-delà des frontières américaines : l'intérêt en Asie**

---

<sup>55</sup> CULL Nicholas J. SNOW Nancy. *Routledge Handbook of Public Diplomacy*. New York: Routledge, 2020.

<sup>56</sup> MELISSEN Jan. *The New Public Diplomacy, Soft Power in International Relations*. Basingstoke, UK and New York: Palgrave MacMillan, 2005, p. 3.

<sup>57</sup> CULL Nicholas J. *Public Diplomacy: Lessons from the Past*. Los Angeles: Figueroa Press, 2009.

<sup>58</sup> GOLAN Guy J., YANG Sung-Un, KINSEY Dennis F. *The Integrated Public Diplomacy*. Introduction, Ibid, p.1-15.

À la suite des initiatives américaines, l'intérêt pour la diplomatie publique s'accroît au-delà des frontières des Etats-Unis. On assiste au développement de la diplomatie publique à travers le monde qui s'accompagne d'une évolution des pratiques. En Grande-Bretagne, le gouvernement Blair crée en 2002 un Conseil stratégique de la diplomatie publique (*Public Diplomacy Strategic Board*). Les débats au sein des cercles diplomatiques et académiques internationaux se multiplient à la faveur de la vulgarisation du terme par l'administration BUSH, qui peut apparaître localement sous d'autres expressions comme « diplomatie d'influence » en France ou « diplomatie culturelle » au Japon. L'intérêt croissant de la littérature pour le *soft power* et la diplomatie publique conduit certains auteurs à annoncer l'apparition d'un nouveau champ académique en relations internationales<sup>59</sup>, et de nombreux Etats prennent conscience de cet aspect important du pouvoir. Des pays émergents comme la Chine, la Russie et le Qatar déploient des moyens pour valoriser leur image sur la scène internationale. Séduire l'opinion publique internationale devient un impératif pour de nombreux Etats qui décident de soigner leur image en s'adressant directement au public.

L'essor des économies asiatiques portées par la Chine conduit à une redistribution des cartes de la puissance mondiale qui se traduit par un basculement de l'Occident vers l'Asie et un intérêt croissant des pays asiatiques pour le *soft power*. La diplomatie publique se développe fortement en Chine. Pékin déploie des efforts conséquents pour accompagner l'essor fulgurant de l'économie chinoise et affirmer la puissance de la Chine sur les plans régional et mondial. Le gouvernement chinois accorde une aide substantielle au financement d'infrastructures dans les pays en développement avec le déploiement

---

<sup>59</sup> GREGORY Bruce. Public Diplomacy: Sunrise of an Academic Field. *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science.*, vol. 616, n°1, 2008, p.274-290.

d'initiatives ambitieuses, telles que le projet des Routes de la Soie (*Belt and Road Initiative*, BRI) et la création d'institutions régionales comme la Banque asiatique d'investissement (Asian International Investment Bank, AIIB). Forte de son attractivité économique, la Chine ouvre des Institut Confucius sur les quatre continents afin d'assurer la promotion de la langue et de la civilisation chinoises. Pékin investit également dans la formation de ses acteurs en communication internationale. Alice EKMAN observe que l'adhésion de la Chine à des institutions internationales, telles que l'OMC en 2001, « *nécessite la formation d'experts spécialisés ainsi qu'une amélioration des compétences en communication de ses représentants* », et que ce de fait, les acteurs chinois « *apprennent à défendre leurs positions et leurs arguments avec efficacité en empruntant les codes de communication des diplomaties 'installées'* »<sup>60</sup>. La Chine cherche à maîtriser les outils d'influence afin de développer sa « *puissance douce* » et de bénéficier d'une hausse de son attractivité sur la scène internationale. L'autre grande puissance asiatique, l'Inde, investit dans la diplomatie publique en créant notamment un ministère du yoga pour accompagner le succès grandissant de cette pratique dans le monde. Enfin, Jan MELISSEN et Yul SOHN mettent en exergue dans leur ouvrage *Understanding Public Diplomacy in East Asia : Middle Powers in a Troubled Region*<sup>61</sup> l'intérêt des puissances moyennes asiatiques. Les auteurs estiment que l'étude de la diplomatie publique dans les pays asiatiques permet de saisir les dynamiques à l'œuvre dans la région. Ils observent que les puissances moyennes asiatiques comprennent rapidement l'intérêt de développer des outils de séduction à destination des publics étrangers afin de soutenir leur croissance

---

<sup>60</sup> EKMAN Alice. Le récit centralisé et offensif de la diplomatie publique chinoise. *La puissance par l'image*/ Ed. Christian LEQUESNE, Paris : Presses de Sciences Po, 2021, p. 63-83.

<sup>61</sup> MELISSEN Jan, SOHN Yul. *Understanding Public Diplomacy in East Asia: Middle Powers in a Troubled Region*. New York: Palgrave Macmillan, 2015.

économique et accroître leur rôle sur la scène internationale<sup>62</sup>. Leurs stratégies d'influence reposent sur la promotion de la culture, l'aide au développement et une participation active aux forums multilatéraux. Les puissances moyennes asiatiques exercent une influence dans des domaines techniques autres que celui de la sécurité traditionnelle, tels que l'aide économique, la sécurité humaine, la santé, le nucléaire ou la protection de l'environnement. Elles s'engagent activement dans les forums internationaux selon une division tacite du travail avec les grandes puissances qui leur permet de choisir des domaines qu'elles pourront gérer efficacement sans entrer en compétition avec ces dernières<sup>63</sup>. La hausse de la compétition régionale encourage une plus grande affirmation des puissances moyennes asiatiques au sein des forums multilatéraux avec une volonté de mobiliser davantage le public international<sup>64</sup>, une dynamique qui se renforcera avec la rivalité croissante entre la Chine et les Etats-Unis. L'exercice de la diplomatie publique est perçu comme un outil indispensable pour réduire l'influence des puissances rivales, soutenir ses intérêts stratégiques et servir de levier pour la résolution ou la diminution de tensions en construisant des « diplomaties de niche », telles que la médiation, la résolution pacifique des conflits et la participation aux opérations de maintien de la paix<sup>65</sup>. Le Japon peut être considéré comme une « puissance moyenne affirmée ». S'il est plus généraliste et économiquement plus développé que les autres puissances moyennes, il demeure toutefois moins impliqué dans l'usage de la force lors des conflits internationaux du fait de ses contraintes constitutionnelles, et ceci malgré le développement de sa politique de sécurité, car ses capacités militaires sont moindres et cela lui donne une place particulière. La

---

<sup>62</sup> Ibid.

<sup>63</sup> Ibid.

<sup>64</sup> Ibid.

<sup>65</sup> Ibid.

Corée du Sud est également une puissance moyenne dynamique. Séoul donne une forte impulsion à la promotion des industries culturelles coréennes, telles que la musique populaire (*K-Pop*), le cinéma et les séries télévisées, pour accompagner le développement d'une vague coréenne à travers l'Asie (*hallyu*). La Corée participe activement aux forums multilatéraux tout en augmentant l'aide au développement afin d'obtenir une reconnaissance d'un statut de pays développé sur la scène internationale. La diplomatie publique devient une composante essentielle de la politique étrangère sud-coréenne, au point que le gouvernement fait de l'année 2010 « l'année de la diplomatie publique »<sup>66</sup>. Enfin, d'autres puissances moyennes émergentes, telles que l'Indonésie et le Vietnam, cherchent à jouer un rôle en faveur de la médiation et la promotion du dialogue au sein des forums multilatéraux.

L'évolution de l'intérêt pour la diplomatie publique à travers le monde, en particulier aux Etats-Unis et en Asie, exerce une influence déterminante sur le développement de diplomatie publique japonaise. ISHIGAKI Tomoaki, Directeur de la diplomatie publique au Cabinet du Premier ministre Abe, avance que cette influence s'exerce progressivement « *dès le milieu des années 1990 avec la campagne Cool Britannia mise en place en Grande-Bretagne, puis avec l'ascension de la Chine et le développement de la diplomatie publique chinoise, et enfin l'accent mis par les gouvernement BUSH et OBAMA aux Etats-Unis sur la nécessité de toucher un public plus large à travers d'autres moyens que les traditionnelles conférences de presse* »<sup>67</sup>. Le Japon prend conscience de la possibilité d'activer de nouveaux vecteurs en matière de diplomatie publique. Il souhaite s'appuyer sur une approche plus globale qui inclut à la fois le gouvernement, le secteur privé et la

---

<sup>66</sup> CHOI Kwan-Jin. *The Republic of Korea Public Diplomacy Strategy: History and Current Status*. Los Angeles : Figueroa Press, 2009, p.7.

<sup>67</sup> Entretien réalisé au Cabinet du Premier ministre, Tokyo, le 29/08/2018.

société civile, ce qui conduira dans les années 2000 à la promotion de la culture populaire japonaise par le ministre des Affaires étrangères ASŌ Tarō, puis dans les années 2010 à la mise en place de campagnes de relations publiques pour lutter contre les fausses informations sur le Japon suite à l'accident nucléaire de Fukushima et à l'intensification des contentieux historiques avec la Chine et la Corée. La diplomate KOBAYASHI Maki<sup>68</sup>, directrice du Comité d'organisation des JO de Tokyo 2020, explique que *« les dirigeants politiques nippons finissent par prendre conscience - bien que tardivement en comparaison avec la population japonaise - de la nécessité d'une présence renforcée du Japon dans les débats à l'étranger, que ce soit au sein des conférences ou sur les réseaux sociaux, afin de développer l'influence du pays »*. Elle précise que *« le Japon remarque les efforts conséquents investis par des pays comme la Chine dans la communication internationale en appui sur les médias, les réseaux d'influence et le développement des relations avec le grand public »*<sup>69</sup>. Ai Kōichi, directeur du Japan Institute of International Affairs (JIIA), confirme que *« le développement de la diplomatie publique japonaise découle en premier lieu d'une prise de conscience du retard du Japon dans ce domaine à différentes occasions. Puis, le lancement par la Chine et la Corée de campagnes de communication liées aux contentieux historiques conduit les dirigeants à se rendre compte qu'ils n'ont pas mis en place des politiques efficaces sur ces questions afin de pouvoir réagir efficacement face aux allégations »*<sup>70</sup>.

### **3. Les notions similaires ou associées : une clarification sémantique**

---

<sup>68</sup> KOBAYASHI Maki est devenue porte-parole du ministre des Affaires étrangères KISHIDA.

<sup>69</sup> Entretien réalisé au siège du Comité d'organisation des Jeux Olympiques Tokyo 2020, Tokyo, le 27/08/2018.

<sup>70</sup> Entretien réalisé au siège du JIIA, Tokyo, le 27/08/2018.

Plusieurs notions étroitement liées à la diplomatie publique se distinguent dans leur définition et une clarification sémantique s'avère nécessaire<sup>71</sup>. Nous allons présenter la notion de *soft power*, et l'évolution de sa grille de lecture avec les concepts de *smart power* et de *sharp power*, puis les notions de diplomatie culturelle, *nation branding* et influence.

### 3.1. Le concept de soft power

Comme nous l'avons évoqué précédemment, les usages et les effets de la diplomatie publique se transforment à la fin de l'affrontement entre les blocs en proposant de nouveaux modèles sur la scène internationale. La multiplicité des acteurs et des flux à l'échelle mondiale contraint les Etats à collaborer au-delà des frontières avec des acteurs non étatiques pour répondre aux défis globaux. Ces derniers doivent compter sur l'expertise et les ressources dont disposent les organisations internationales, les ONG, les représentants de la société civile et le secteur privé en matière d'enjeux globaux, tels que l'environnement, la pauvreté et la santé. Avec le développement rapide des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), qui permet le déploiement de l'Internet, et plus tard, l'arrivée des réseaux sociaux, le citoyen devient à la fois émetteur et récepteur des informations. La perméabilité de la frontière entre l'échelle domestique et internationale renforce le rôle de l'opinion publique dans la fabrique de la politique étrangère. L'instantanéité de l'information conduit à une transformation de l'espace médiatique et l'apparition de médias internationaux met un terme au monopole des gouvernements et des instances diplomatiques.

---

<sup>71</sup> Voir MELISSEN Jan. *Wielding Soft Power: The New Public Diplomacy*. La Haye: The Netherlands Institute of International Relations, Clingendael Institute, Mai 2005, p.22.

L'exercice de la diplomatie publique devient un instrument précieux pour développer la puissance douce des Etats, ce que l'on désigne par *soft power*. La diplomatie publique est une action extérieure visant précisément à développer le *soft power* d'un Etat, à savoir l'attractivité de sa culture ou de ses valeurs ou de son modèle de société. Dans l'ouvrage *Bound to Lead, the Changing Nature of American Power*, le théoricien américain Joseph NYE forge le concept de *soft power* en 1990. Il le définit par « *le pouvoir de persuasion d'un Etat qui ne repose ni sur la force, le paiement ou la coercition*<sup>72</sup> ». Le pouvoir de persuasion s'exerce à travers l'image positive qu'un Etat a acquis par le prestige, le degré d'ouverture de sa société, l'attractivité de sa culture et de ses idées, ses performances sportives ou son rayonnement scientifique et technologique. Si la force du discours et de la persuasion préexistent à la formulation du concept de *soft power*, l'avènement d'un monde globalisé contraint les Etats à accroître leur intérêt pour cet outil d'influence car la concurrence internationale s'intensifie avec le développement du commerce et du tourisme à l'échelle planétaire. De ce fait, la mobilisation du *soft power*, en brandissant la « carotte » plutôt que le « bâton », devient moins coûteuse que celle du *hard power*, et vient compléter, à défaut de supplanter, les instruments traditionnels de la puissance que sont l'armée, la taille, la puissance économique ou la population d'un pays<sup>73</sup>. NYE forge ainsi un cadre théorique pour analyser la corrélation entre les notions de *pouvoir* et d'*attraction*, et analyse le basculement de la notion de puissance vers un rôle plus conséquent du *soft power*.

---

<sup>72</sup> NYE Joseph. *Bound to lead, the changing nature of American power*. New York: Basic Books, 1990.

<sup>73</sup> Voir NYE Joseph. *Soft Power: The Means to Success in World Politics*. New York : Public Affairs, 2004. Dans cet ouvrage, l'auteur a complété son analyse du *soft power* en soulignant la complémentarité avec le *hard power* qu'il a formulée avec le concept du *smart power*.

### 3.2. L'évolution de la grille de lecture du *soft power* : le *smart power* et le *sharp power*

La diplomatie publique suscite l'intérêt des puissances non occidentales au début du XXI<sup>e</sup> siècle. Les puissances non occidentales à vocation mondiale, les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), déploient des moyens conséquents afin de renforcer leur influence, et ce phénomène met fin au quasi-monopole des puissances occidentales comme domaine d'étude en prenant en compte d'autres contextes stratégiques<sup>74</sup>. Tel l'ouvrage précité de Jan MELISSEN et Yul SOHN sur la diplomatie publique des pays asiatiques, la littérature s'intéresse désormais aux efforts engagés par les pays non-occidentaux pour l'obtention d'une meilleure représentation sur la scène internationale. Les travaux mettent en lumière les stratégies d'influence des puissances autoritaires ou autocratiques, telles que la Chine et de la Russie, qui encouragent une utilisation dévoyée du *soft power* à travers la diffusion d'informations trompeuses à des fins hostiles, les rumeurs ou « *fake news* », notamment sur Internet et les réseaux sociaux, tout en continuant à utiliser pleinement leur *hard power*. La littérature enrichit ainsi la grille de lecture du *soft power* avec deux nouveaux concepts : le *smart power* et le *sharp power*. Le *smart power* ou « puissance intelligente » est un concept forgé par la diplomate Suzanne Nossel pour définir la complémentarité entre le *soft power* et le *hard power*. L'expression est reprise par les théoriciens des relations internationales et des dirigeants politiques. Lorsque le recours systématique à la force sous l'administration BUSH subit des critiques, la Secrétaire d'État américaine Hillary CLINTON défend l'idée du *smart power* en soulignant l'importance de ne pas renoncer à la puissance diplomatique et militaire. De son côté, Joseph NYE précise que le *soft power* est « une composante du pouvoir et se suffit rarement à lui

---

<sup>74</sup> Voir notamment ZAHARNA R. S. *The Cultural Awakening in Public Diplomacy*. Los Angeles: Figueroa Press, 2012.

seul »<sup>75</sup> et que les stratégies efficaces possèdent « une capacité à combiner le *hard power* et le *soft power* »<sup>76</sup>. La présence d'éléments de *hard power* liés à la puissance économique, tels que la taille ou la population du pays, serait une condition préalable au développement du *soft power* dans un souci de complémentarité en termes de capital d'influence.

Le concept de *sharp power* est formulé en réponse à l'émergence d'offensives d'information en provenance de régimes autoritaires comme la Chine et la Russie. Il désigne l'utilisation dévoyée du *soft power* en s'appuyant sur une manipulation de l'information sous couvert de séduction. L'intérêt pour le concept se développe à la suite de la publication en novembre 2017 d'un rapport rédigé par la fondation américaine *National Endowment for Democracy* (NED). Ce rapport met en lumière la manipulation de l'information sous-jacente aux investissements russes et chinois à l'étranger, lesquels étant pourtant considérés comme constitutifs de la puissance douce<sup>77</sup>. Il observe que les investissements de la Chine pour encourager la promotion culturelle, la multiplication des programmes d'échanges académiques et la mise en place de programmes d'invitation pour la presse visent en réalité à contenir les critiques à l'égard du modèle de développement chinois à l'étranger. Ils véhiculent aussi une certaine vision de la diplomatie de la Chine, celle du consensus de Pékin<sup>78</sup>, qui s'inscrit en faux avec les valeurs libérales défendues par les démocraties pour défendre la non-ingérence dans les Affaires intérieures des Etats, une certaine tolérance pour la corruption et les violations des droits humains, et une préférence pour l'aide structurelle à l'aide civique et sociale. De même, le rapport avance

---

<sup>75</sup> NYE Joseph. *Soft Power: The Means to Success in World Politics*. New York: Public Affairs, 2004, p.32.

<sup>76</sup> NYE Joseph. *Get Smart: Combining Hard and Soft Power*. *Foreign Affairs*. New York: Council on Foreign Relations. Juillet/Août 2009. Vol. 88, N°4, p.160-164.

<sup>77</sup> [2017 Annual Report - NATIONAL ENDOWMENT FOR DEMOCRACY \(ned.org\)](https://www.ned.org/publications/2017-annual-report) (consulté le 09/12/21)

<sup>78</sup> VOIR RAMO, Joshua Cooper. *The Beijing Consensus*. Londres: The Foreign Policy Center, 2004.

que les investissements russes visent plutôt à dégrader l'image des démocraties libérales occidentales en influençant les résultats des élections et des référendums grâce à une maîtrise du cyberspace et le développement de médias globaux, tels que *Russia Today*. Le *sharp power* serait ainsi devenu l'apanage des régimes autoritaires<sup>79</sup>. Il se renforce dans le contexte global de fragilisation des démocraties, qui est marqué par la montée des démocraties dites illibérales<sup>80</sup> et des populismes, et conduit les observateurs à évoquer une « guerre de l'information »<sup>81</sup>. A travers les rivalités d'influence, le développement du *sharp power* représente un défi majeur pour les démocraties libérales. En effet, l'ouverture aux idées qui les caractérise vient les placer en position de faiblesse pour contenir l'influence des *fake news*.

En définitive, le concept du *soft power* fait l'objet de nombreux débats depuis sa formulation. Ces débats conduisent certains observateurs à interroger sa pertinence tout en soulignant les difficultés liées à sa définition et à sa mesure. Il en ressort que l'évaluation de l'efficacité de la diplomatie publique constitue un exercice complexe car le *soft power* peut préexister et se développer indépendamment des initiatives déployées par l'Etat pour en accroître les effets.

### **3.3. Les notions de diplomatie culturelle et de *nation branding***

La diplomatie publique se distingue également des notions de diplomatie culturelle et de *nation branding*. La diplomatie culturelle, le terme utilisé autrefois pour la diplomatie publique, est aujourd'hui une notion similaire qui s'en distingue néanmoins.

---

<sup>79</sup> Voir ZAKARIA Fareed. *The Rise of Illiberal Democracy*. *Foreign Affairs*. Council on Foreign Relations. Vol.76, N°6, Nov-Dec 1997, p.22-43.

<sup>80</sup> Ibid.

<sup>81</sup> Voir CHARILLON Frédéric. *Guerres d'influence, Les Etats à la conquête des esprits*. Odile Jacob, 2022.

Selon l'ambassadeur OGOURA Kazuo, la diplomatie culturelle vise à « *améliorer l'image et le prestige d'un État à travers différents aspects de sa culture comme les arts, l'enseignement des langues et les traditions intellectuelles* »<sup>82</sup>. Tout comme la diplomatie publique, elle s'adresse à un large public comprenant des personnalités et des leaders d'opinion, mais s'en distingue toutefois, car elle porte uniquement sur la culture et n'embrasse pas les autres domaines de la diplomatie. Cela étant dit, les relations culturelles occupent un rôle majeur dans l'exercice de la diplomatie publique, et selon certains auteurs, son rôle serait plus important que le développement de l'image de marque d'un pays ou l'utilisation des techniques traditionnelles de diffusion de l'information<sup>83</sup>. Au Japon, le terme « diplomatie culturelle » tend à être utilisé à la place de celui de diplomatie publique. La notion de *nation branding*, comme nous l'avons évoqué précédemment, renvoie à la mise en œuvre d'une stratégie visant à créer une image de marque-pays à travers la promotion de son identité nationale et en appui sur des techniques utilisées dans les domaines de la publicité et du marketing. On attribue la parentalité du concept à l'auteur britannique Simon Anholt qui le définit comme une « *identité nationale rendue tangible, robuste, communicable et par-dessus tout utile*<sup>84</sup> ». Le phénomène d'homogénéisation induit par la mondialisation fait émerger des dynamiques de concurrence entre les États qui les conduits à mettre en œuvre des mécanismes de différenciation à l'aide de cette stratégie. La notion de *nation branding* peut être élargie aux initiatives déployées dans le cadre de la promotion d'une ville (*city branding*) ou de tout autre lieu (*place branding*). Des observateurs dénoncent son raisonnement économique proche du marketing, qui viserait

---

<sup>82</sup> OGOURA Kazuo. *Japan's cultural diplomacy*. Tokyo : Japan Foundation, 2009, p.45.

<sup>83</sup> MELISSEN Jan. *The New Public Diplomacy: Soft Power in International Relations*. Londres: Palgrave MacMillan, 2005.

<sup>84</sup> ANHOLT Simon. *Competitive Identity: The New Brand Management for Nations, Cities and Regions*. London : Palgrave MacMillan, 2010, p.75.

surtout à accroître les exportations, les investissements et le tourisme, sans assurer une véritable participation de la société civile. Simon Anholt enrichit plus tard sa définition en formulant la notion de *competitive identity*, afin de souligner la nécessaire complémentarité entre, d'une part, la gestion de la marque d'un Etat, et d'autre part, l'exercice de la diplomatie publique en appui sur la participation citoyenne.

### 3.4. Les notions de réputation et d'influence

La diplomatie publique se distingue enfin de la notion de réputation et de celle de l'influence. La bonne réputation d'un Etat renvoie à une image favorable et une attractivité auprès du public grâce au rayonnement de son modèle (et inversement). Un Etat va mettre en œuvre la diplomatie publique afin de consolider sa réputation à travers la mise en scène d'un récit et la construction d'une marque-pays autour de ses attraits, tels que la culture populaire japonaise, l'art de vivre à la française, ou les films hollywoodiens, car une bonne réputation constitue un atout indéniable dans les jeux de rivalité entre les puissances. Toutefois, la quête d'une réputation positive ne suffit pas à faire changer d'avis un public souvent peu politisé ou un acteur tiers. Afin de pouvoir défendre ses intérêts, les Etats doivent également arriver à convaincre, et pour cela, ils doivent mettre en place des stratégies d'influence.

Dans son ouvrage *Guerres d'influence, Les Etats à la conquête des esprits*, Frédéric CHARILLON présente la notion d'influence comme une stratégie globale qui consiste non pas à présenter les seuls attraits d'un Etat, mais à conquérir les esprits. Autrement dit, il s'agit de « *convaincre, séduire, trouver des relais* »<sup>85</sup> afin de « *modifier le rapport de*

---

<sup>85</sup> CHARILLON Frédéric. *Guerres d'influence, Les Etats à la conquête des esprits*. Odile Jacob, 2022, p.10.

*force internationale, en diffusant des modèles de société permettant de contrôler des pays tiers ou d'y prospérer sans entraves* »<sup>86</sup>. Il observe que l'influence s'est imposée dans les affaires mondiales dans un contexte de compétition de puissance et de grande tension liée à la fragilisation de l'ordre multilatéral, l'émergence de nouvelles puissances ambitieuses dotées de régimes autoritaires, telles que la Chine et la Russie, et la dissémination de la puissance entre des acteurs multiples, étatiques ou non, qui peuvent diffuser des normes et des idées grâce aux nouvelles technologies de l'information. L'auteur définit l'influence comme un pouvoir relationnel qui s'exerce par le biais d'acteurs et de façon indirecte, par la persuasion plutôt que la contrainte, selon un processus qui se construit dans la durée et repose sur l'obéissance et le consentement, et non l'imposition, grâce au capital social (réseaux) ou économique (rétribution) de celui qui l'exerce: « *l'influence consiste pour un acteur A à faire faire par un acteur B ce qu'il n'aurait pas fait autrement, et ce, sans recourir à la contrainte* »<sup>87</sup>. Afin de pouvoir défendre ses intérêts, et après les avoir « *identifiés, hiérarchisés et assumés* », l'Etat met en place une stratégie pour approcher des interlocuteurs qu'il aura su convaincre afin de pouvoir engager une action (« *faire* »), susciter l'action d'un partenaire (« *faire faire* ») et empêcher une action (« *empêcher de faire* »). Il peut utiliser des tactiques diverses, telles que le *lobbying*, qui consiste à orienter la décision d'acteurs donnés sur des points précis, le *networking*, qui renvoie à la création d'une dynamique des réseaux afin de pouvoir soutenir une action le moment voulu, et le *storytelling*, qui implique de créer un récit pour soutenir les actions de l'Etat. En définitive, l'influence est d'abord une « *intelligence de la situation* », car elle est la rencontre entre « *des objectifs, des moyens, et une configuration politique* »<sup>88</sup>.

---

<sup>86</sup> Ibid., p.11.

<sup>87</sup> Ibid., p.22.

<sup>88</sup> Ibid., p.42.

## **II. La multiplication des défis à la puissance japonaise sur les plans interne et externe**

Le Japon est en outre exposé à de multiples défis sur les plans interne et externe, qui conduisent ses dirigeants à percevoir le développement de la diplomatie publique comme une *nécessité*. A l'aube du nouveau millénaire, il est la deuxième puissance économique mondiale<sup>89</sup> et possède un *soft power* remarquable grâce à la popularité de la culture populaire japonaise et la fiabilité de son aide au développement. Pour autant, le Japon est fragilisé par une crise multiforme, à la fois économique, sociale et politique, depuis l'éclatement de la bulle spéculative au début des années 1990. Cette crise va conduire les dirigeants politiques à opérer d'importants changements structurels. L'archipel s'inquiète également de la reconfiguration de la puissance en Asie de l'Est, qui est marquée par l'ascension de la Chine et l'émergence de la Corée du Sud. Cette évolution prend place dans un environnement sécuritaire complexe qui croise la montée des ambitions chinoises, la crise nucléaire et balistique nord-coréenne, et la hausse des incertitudes sur l'engagement des Etats-Unis en Asie. Par ailleurs, le pays demeure toujours contraint par des limites constitutionnelles qui l'empêchent de projeter sa force au-delà de ses frontières.

### **1. Les défis internes : la survenue d'une crise multiforme au terme d'une « décennie perdue »**

---

<sup>89</sup> Le Japon figure à partir de 2010 à la troisième place derrière les Etats-Unis et la Chine, puis à partir de 2023 à la quatrième place derrière l'Allemagne.

### 1.1. L'enlissement du pays dans une récession économique et sociale

A la fin des années 1990, le Japon sort d'une longue stagnation économique qui contraste avec la croissance fulgurante des décennies précédentes. Dans les années 1980, les puissances occidentales redoutent que le succès du « modèle japonais » ne conduise à une japonisation du monde sur fonds de fortes frictions commerciales et de critiques virulentes connues sous l'appellation *Japan bashing*<sup>90</sup>. A la fin des années 1990, l'enlissement du Japon dans la crise économique suscite un intérêt moindre des observateurs internationaux au profit de puissances économiques jugées plus dynamiques comme les Etats-Unis et la Chine. De l'essor à la crise, les clichés médiatiques font légion pendant des décennies selon un registre allant du retour du « péril jaune<sup>91</sup> » aux commentaires pessimistes sur un déclin inéluctable et une défaite présumée de la politique économique japonaise. L'accélération de la globalisation amenuise la visibilité de l'archipel au point que le public international, tout du moins en Occident, semble un tant soit peu oublier son statut de deuxième puissance économique mondiale, voire le considérer comme une puissance en déclin dont le rayonnement économique appartient à un passé révolu. A la suite de l'éclatement de la bulle spéculative, les difficultés de la « décennie perdue » (*ushinawareta jūnen* 失われた10年) sont relayées à l'étranger en raison du fort contraste avec les années de faste des années 1980. Au Japon, la population doit revoir ses habitudes consuméristes pour adopter un mode de vie plus économe du fait de la lente dégradation de la situation économique au cours des années 1990 qui réduit considérablement le pouvoir d'achat des ménages. Pour autant, l'économie japonaise ne s'effondre pas car le

---

<sup>90</sup> MORRIS Narelle. *Japan-Bashing: Anti-Japanism since the 1980s*. Londres: Routledge, 2013.

<sup>91</sup> Cette formulation brutale fait florès au tournant des XIXe et XXe siècle. Elle renvoie à un sentiment que nourrit, entre rejet et fascination, le formidable essor économique des nations asiatiques, telles que la Chine et le Japon, et qui est ravivé lors du « miracle japonais » dans les années 1970-1980.

faible taux de croissance, l'endettement des entreprises et la montée du chômage s'accompagnent d'une progression de la puissance grâce à d'autres indicateurs positifs, tels que la détention d'actifs à l'étranger, le solde commercial et l'effort soutenu de la recherche. En définitive, le Japon vit ce que des observateurs ont nommé une « drôle de crise »<sup>92</sup>, qui met en lumière l'existence de problèmes structurels et le changement des règles du jeu économique provoqué par la mondialisation. Les dirigeants décident de mettre en place des réformes visant à soutenir la libéralisation et la flexibilité du marché du travail. Ces réformes encouragent la multiplication des contrats précaires et mettent un terme au compromis social reposant sur la sécurité de l'emploi à vie et la protection sociale des entreprises<sup>93</sup>.

La longue stagnation économique s'accompagne d'une crise sociale de grande envergure. Le pays doit affronter des défis majeurs, tels que le vieillissement accéléré de la population, la chute de la natalité, la hausse du précaire, les inégalités hommes-femmes, l'inclusion des minorités et l'ouverture de la société aux étrangers. Si la plupart de ces défis sont communs à l'ensemble des pays développés, l'archipel fait figure de précurseur face à l'ampleur des crises. Le vieillissement démographique est particulièrement préoccupant car la population japonaise poursuit son inquiétant déclin. L'Institut de la population et de la sécurité sociale évalue à 88 millions le nombre probable de Japonais en 2060<sup>94</sup>, contre 127 millions en 2001<sup>95</sup>. Le taux de natalité est à son niveau le plus bas en 1999

---

<sup>92</sup> DOURILLE-FEER Evelyne. Drôle de crise et esquisse de reprise : 1990-2007. *L'économie du Japon.*, Paris : La Découverte, Collection Repères, 2014, p.50-60.

<sup>93</sup> SALA Adrienne. Puissance et défis économiques du Japon. *Le Japon dans le monde*/ Ed. Guibourg DELAMOTTE. Paris : CNRS Editions, 2019, p.37-55.

<sup>94</sup> Estimation du National Institute of Population and Social Security Research, Population Census of Japan, Population Estimates, Statistics Bureau, Population Projections for Japan : 2011-2060 (Medium Variant). *Population Estimates by the former Statistics Bureau*, Disponible sur : [https://www.ipss.go.jp/pp-zenkoku/e/zenkoku\\_e2017/pp29\\_summary.pdf](https://www.ipss.go.jp/pp-zenkoku/e/zenkoku_e2017/pp29_summary.pdf) (consulté le 08/12/2021)

<sup>95</sup> Estimation annuelle de la population japonaise en 2001. Voir Statistics of Bureau of Japan : <https://www.stat.go.jp/english/data/jinsui/2001np/index.html> (consulté le 09/12/21)

avec 1,3 enfant par femme<sup>96</sup>. La hausse du précarat conduit à isoler une frange grandissante de la société, composée principalement de jeunes et de femmes vivant de contrats courts et faiblement rémunérés, tout comme une partie des retraités qui éprouvent des difficultés à vivre de leur pension de retraite. Dans un pays où les différences entre les classes sociales sont ténues grâce à la présence d'une grande classe moyenne, on assiste à l'émergence de phénomènes singuliers de précarat qui sont relayés par les médias internationaux. On note l'apparition d'une « criminalité grise », à savoir des personnes âgées commettant des menus larcins afin de pouvoir bénéficier de services et de soins basiques dans les établissements pénitentiaires, et d'une précarité étudiante avec la multiplication des séjours nocturnes de jeunes Japonais dans des cafés mangas ouverts 24h/24 (*manga kissa* マンガ喫茶). La structure familiale est impactée avec une hausse des mères célibataires dotées de faibles revenus. Par ailleurs, le Japon se distingue parmi les pays développés par une forte inégalité hommes-femmes, malgré un taux élevé de scolarisation féminine dans l'enseignement supérieur. Dans le classement mondial sur l'inégalité hommes-femmes publié par le *World Economic Forum* de 2006<sup>97</sup>, l'archipel occupe le 83<sup>ème</sup> rang sur 115 pays dans la catégorie « activité économique ». Le modèle de répartition traditionnel des tâches entre les hommes et les femmes demeure conservateur et l'insertion durable des femmes dans le marché du travail est difficile en raison d'une pénurie structurelle de lieux d'accueil pour les enfants et faute d'une évolution forte des mentalités. Une majorité des femmes se retrouve ainsi confrontée au dilemme « travailler ou enfanter ». Le constat est similaire pour l'inclusion des minorités, notamment issues

---

<sup>96</sup> Voir la base de données de la Banque Mondiale : <https://data.worldbank.org/indicator/SP.DYN.TFRT.IN?locations=JP> (consulté le 09/12/2021)

<sup>97</sup> *The Global Gender Gap Report 2006*, fiche pays « Japon », p.81. Disponible sur : [https://www3.weforum.org/docs/WEF\\_GenderGap\\_Report\\_2006.pdf](https://www3.weforum.org/docs/WEF_GenderGap_Report_2006.pdf) (consulté le 09/12/21)

de la communauté LGBTQ+. Parmi les pays développés, le Japon est en retard en matière de reconnaissance des couples homosexuels. Alors même que les pays européens engagent un débat de société depuis le début des années 1990, qui aboutit en France à la création du Pacte Civil de Solidarité en 1999, et aux Pays-Bas à la reconnaissance du mariage Gay en 2001, la situation n'évolue guère dans l'archipel. Enfin, l'ouverture de la société aux étrangers demeure extrêmement difficile, que ce soit au sein des entreprises ou dans les universités, ce qui vient poser un défi majeur dans un monde devenu global et pluriel. Le Japon maintient une des politiques les plus restrictives des pays développés en matière d'immigration, notamment l'accueil des réfugiés, avec des demandes annuelles très faibles : seulement 20 réfugiés ont pu voir leur demande d'asile acceptée sur près de 223 dossiers déposés en l'an 2000<sup>98</sup>. Autrement dit, le Japon doit faire face à de multiples défis sociaux qui renvoient en filigrane à une vision partagée par le public international et une part croissante de la population japonaise, celle d'une société rigide, conservatrice et contraignante pour l'individu.

## **1.2. La hausse du mécontentement de la population japonaise vis-à-vis des gouvernants**

Cette crise multiforme se manifeste naturellement dans le champ politique où l'on assiste à une hausse du mécontentement de la population japonaise à l'égard des gouvernants. On observe un creusement du fossé entre les citoyens et les dirigeants politiques. Une frange grandissante de la société, plus jeune et féminine, touchée par le précaire depuis l'éclatement de la bulle spéculative au début des années 1990, ne se sent pas bien

---

<sup>98</sup> Site du Haut-Commissariat aux réfugiés de l'ONU : <https://www.unhcr.org/41d2c17dc.pdf> (consulté le 09/12/21)

représentée par des élites dirigeantes, principalement composées d'hommes âgés ayant connu la frénésie de la bulle économique. L'absence d'alternance politique depuis des décennies entraîne la reconduite d'un profil similaire de gouvernants, une hausse de l'absentéisme, notamment auprès des jeunes générations, et un risque d'inertie, voire d'atonie politique. Cette situation découle de la longue domination exercée par le Parti Libéral-Démocrate (PLD) sur la vie politique du pays avec un règne en quasi-monopole de 1955 à 2000, puisque les Premiers ministres sont issus des rangs de cette formation. Le système politico-administratif est marqué par une interpénétration des pouvoirs entre trois catégories de l'élite dirigeante : le monde des affaires, la classe politique issue du PLD, et les hauts fonctionnaires. Il se caractérise par une culture de l'entre soi, une homogénéité des acteurs en matière d'âge et de sexe, et un manque de transparence dans le processus décisionnel. Pendant l'essor du Japon, l'interpénétration des pouvoirs était tacitement acceptée par la population afin de préserver les intérêts économiques et la croissance de l'archipel. Toutefois, la survenue de la crise fait émerger des critiques sur son efficacité et son opacité sur fonds de scandales politico-administratifs récurrents<sup>99</sup>. La décision du Premier ministre HASHIMOTO Ryūtarō (1996-1998) de nommer à la tête de l'Agence de Management et de Coordination KOKO Sato, qui a été sévèrement condamné en 1986 pour corruption dans l'affaire Lockheed, en est l'illustration emblématique. Cette affaire suscite de vives protestations de la part de la population. Les médias sortent de leur discrétion traditionnelle pour remettre en cause le système politico-administratif qui commence à présenter des failles face aux exigences d'adaptabilité et de flexibilité d'un

---

<sup>99</sup> Pour une analyse des spécificités du système politico-administratif du Japon et des réformes de la fin des années 1990, voir GRIVAUD Arnaud. *La réorganisation du pouvoir politique au Japon : la haute fonction publique dans le système politique japonais des années 1990 à nos jours*. Thèse : Langues et littérature étrangères, Sciences humaines : Sorbonne Paris Cité, 2016.

monde devenu moderne. Le gouvernement décide d'opérer des changements structurels internes afin de relancer l'économie et de rendre plus efficace et transparente l'action publique. En septembre 1997, le Premier ministre HASHIMOTO Ryūtarō prononce un discours devant la Diète, dans lequel il présente un programme de réformes politico-administratives en six points portant sur le système financier, la structure de l'économie, le régime de sécurité sociale, la fiscalité et l'éducation. Ses premières paroles sont pour s'excuser d'avoir nommé KOKO Sato et reconnaître avoir négligé les attentes de l'opinion publique en faveur d'une meilleure prise en compte des principes éthiques dans les pratiques politiques<sup>100</sup>. Faisant le constat que l'action de l'administration montre de « *sérieuses limites* », il affirme que « *sans la réforme de l'administration, je ne pense pas que nous puissions gagner la confiance du pays* »<sup>101</sup>. Au vu des contraintes structurelles de l'économie, il estime que le Japon doit accélérer la mise en place de mesures de dérégulation avec un allègement des procédures administratives afin de favoriser l'émergence de nouvelles industries et technologies. De ce fait, les réformes politico-administratives sont présentées comme une réponse à la crise. Elles reflètent la volonté des dirigeants de mieux prendre en compte l'opinion publique et les médias dans la fabrique des politiques.

### **1.3. Les contraintes constitutionnelles qui pèsent sur la politique étrangère**

---

<sup>100</sup> Introduction du discours du Premier ministre HASHIMOTO Ryūtarō devant la 141<sup>ème</sup> session de la Diète. Disponible sur : <https://japan.kantei.go.jp/971006-141diet.html> (consulté le 13 décembre 2021)

<sup>101</sup> Conclusion du discours du Premier ministre HASHIMOTO Ryūtarō devant la 141<sup>ème</sup> session de la Diète. Disponible sur : <https://japan.kantei.go.jp/971006-141diet.html> (consulté le 13 décembre 2021)

Le Japon demeure particulièrement contraint dans ses choix de politique étrangère. Il dispose de peu de ressources en *hard power* en raison de ses limites institutionnelles et symboliques<sup>102</sup>. En effet, l'article 9 de sa Constitution lui interdit tout recours à la guerre ou participation à un conflit<sup>103</sup> – selon une interprétation qui va beaucoup évoluer mais subsistera dans sa philosophie. L'archipel ne peut pas recourir à des comportements offensifs. Toutefois, le pays dispose du droit d'avoir des troupes exclusivement pour sa défense, les Forces d'Autodéfenses (FAD) (*jieitai* 自衛隊). Dans l'après-guerre, la politique étrangère a reposé sur les principes de la Doctrine Yoshida qui soutient le pacifisme, la reconstruction, le développement économique et la promotion du statu quo dans les relations internationales en s'appuyant sur le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats, une tutelle des Etats-Unis en matière de sécurité et le suivisme de la politique étrangère américaine. Dans ce contexte, l'aide au développement s'est imposé rapidement comme principal outil d'influence<sup>104</sup>. Après la Guerre Froide, la communauté internationale incite le Japon à prendre davantage ses responsabilités dans les affaires mondiales. Alors qu'il est devenu le premier bailleur mondial d'aide au développement en 1989, devançant les Etats-Unis qui occupaient jusqu'alors cette place<sup>105</sup>, l'archipel essuie de nombreuses critiques pour sa « diplomatie du chéquier », à savoir l'utilisation de l'aide économique et de l'investissement pour s'attirer des faveurs diplomatiques. La condamnation de l'absence de troupes japonaises dans l'opération internationale lors de

---

<sup>102</sup> Sauf si on considère, comme Joseph NYE l'économie comme une partie de ses atouts.

<sup>103</sup> La Constitution du Japon a été promulguée le 03 novembre 1946. Le texte est disponible en anglais sur le site de la Diète japonaise : <https://www.sangiin.go.jp/eng/law/tcoj/index.htm> (consulté le 09/12/21)

<sup>104</sup> Voir le dossier « Development Cooperation of Japan » sur le site du MOFA : <https://www.mofa.go.jp/mofaj/gaiko/oda/files/100161805.pdf> (consulté le 09/12/21)

<sup>105</sup> Le Japon est le premier contributeur de l'aide publique au développement de 1989 à 2000. Voir le site du JICA (Japan International Coopération Agency) : [https://www.jica.go.jp/french/publications/annual/2016/c8h0vm0000beb6qc-att/2016\\_07.pdf](https://www.jica.go.jp/french/publications/annual/2016/c8h0vm0000beb6qc-att/2016_07.pdf) (consulté le 09/12/21)

la première guerre du Golfe en 1991 constitue un tournant décisif qui va conduire le Japon à reconsidérer son positionnement sur la scène internationale<sup>106</sup>. Cet épisode fait l'effet d'un choc pour les dirigeants qui prennent conscience de la nécessité pour l'archipel de faire un retour progressif en tant qu'acteur dans la géopolitique internationale<sup>107</sup>. Tout comme c'est le cas pour l'Allemagne, les forces armées japonaises commencent à intervenir dans des actions multinationales. En 1992, la Diète promulgue une loi autorisant les Forces d'Autodéfense à s'engager dans des opérations de maintien de la paix de l'ONU pour apporter une aide humanitaire. Le Japon multiplie les missions en Asie et ailleurs dans le monde en faveur de la promotion de la sécurité humaine, la démocratie et la protection de l'environnement. Le concept de « sécurité humaine » constitue le socle de l'engagement nippon et un des rares cas dans lequel le Japon est porteur de normes<sup>108</sup>. L'archipel étend la notion de sécurité traditionnelle (sécurité et sûreté « physique » des personnes) pour y inclure le développement humain et l'environnement<sup>109</sup>. En décembre 1999, le Premier ministre Keizo OBUCHI présente le concept de sécurité humaine dans son discours prononcé à l'occasion de la commémoration des 40 ans de la création du Japan Institute of International Affairs (JIIA) à Tokyo<sup>110</sup>. Si deux visions de la sécurité humaine existent sur la scène internationale, où les pays asiatiques comme le Japon et la Thaïlande privilégie davantage l'économie, la santé et l'éducation que l'Occident, on peut

---

<sup>106</sup> PURRINGTON Courtney. Tokyo's Policy Responses During the Gulf War and the Impact of the "Iraqi Shock" on Japan. *Pacific Affairs*. Vol. 65. N°2, Été1992, p.161-181.

<sup>107</sup> Voir SHINODA Tomohito. A traumatic experience: From the Gulf Crisis to the International Cooperation. *Japan's Kantei Approach to Foreign and Defense Affairs*. University of Washington Press, 2007, p. 32-50.

<sup>108</sup> MOFA. "Record of Japan's International Peace Cooperation Activities based on the International Peace Cooperation Law" (Mars 2005). Disponible sur :

<https://www.mofa.go.jp/policy/un/pko/pamph2005-2.pdf> (consulté le 09/12/21)

<sup>109</sup> Ibid.

<sup>110</sup> Voir MOFA. Chronologie des initiatives du Japon en faveur de la sécurité humaine. Disponible sur : [https://www.mofa.go.jp/policy/human\\_secu/chronology.html](https://www.mofa.go.jp/policy/human_secu/chronology.html) et *Diplomatic Bluebook 2000* : <https://www.mofa.go.jp/policy/other/bluebook/2000/II-3-a.html> (consulté le 11/03/2021)

observer une résilience bureaucratique au sein du MOFA à l'égard du concept au cours des années 1990 et 2000.

Malgré ses efforts en faveur d'un plus grand engagement sur la scène internationale, le Japon continue de subir les contraintes liées à sa constitution au tournant du XXI<sup>e</sup> siècle. La question de l'évolution de son rôle dans le monde occupe le débat national : le pays doit-il continuer à préserver ses principes pacifistes constitutionnels dans le cadre de sa coopération aux opérations de l'ONU, ou procéder à une normalisation de sa politique de sécurité de manière à renforcer ses capacités et disposer d'une défense plus autonome ?

## **2. Les défis externes : la reconfiguration de la puissance régionale dans un environnement sécuritaire complexe**

### **2.1. L'ascension de la Chine : un facteur d'inquiétude pour le Japon**

#### **a. Le rééquilibrage entre les deux puissances régionales**

Depuis la fin de la Guerre Froide, la Chine s'intègre progressivement aux organisations internationales. Grâce au développement rapide de son économie, elle devient un membre de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) en 2001<sup>111</sup> et monopolise l'intérêt et l'appétit des acteurs internationaux. Le pays ravit au Japon le statut de seule grande puissance économique en Asie, et une décennie plus tard, le rang de deuxième puissance économique mondiale en 2010, ce qui marque symboliquement le rééquilibrage entre les

---

<sup>111</sup> La Chine est devenue un membre de l'OMC le 11 décembre 2001. Disponible sur : [https://www.wto.org/english/thewto\\_e/acc\\_e/a1\\_chine\\_e.htm](https://www.wto.org/english/thewto_e/acc_e/a1_chine_e.htm) (consulté le 09/12/21)

deux puissances.<sup>112</sup> Bien que la Chine demeure récipiendaire de l'aide publique au développement japonaise jusqu'en 2008<sup>113</sup>, le rapport de force entre les deux pays se modifie progressivement. Pékin met en place une nouvelle dynamique sur l'échiquier mondial qui conduira à soutenir la création de nouvelles institutions régionales, telles que la Banque Asiatique d'Investissement pour les infrastructures (*Asian Infrastructure Investment Bank*, AIIB) en 2014 et le Partenariat Economique Régional Global (*Regional Comprehensive Economic Partnership*, RCEP) en 2020, et des projets ambitieux, tels que l'initiative « Une Ceinture, une Route » (*Belt and Road Initiative*, BRI), dévoilée à l'automne 2013, une politique titanesque de constructions d'infrastructures portuaires, ferroviaires et terrestres à travers le monde, qui permet à la Chine de s'approvisionner en matières premières et de se mettre sur le devant de la scène internationale. Malgré les inquiétudes, le Japon demeure dépendant de l'important marché chinois, car la Chine est un grand centre de production, notamment pour son secteur automobile. La préservation de bonnes relations économiques reste fondamentale, malgré les désaccords politiques, car le pays devient rapidement le plus grand partenaire commercial de l'archipel. La Chine bénéficie des exportations japonaises et constitue un acteur incontournable dans la résolution de la crise nucléaire et balistique nord-coréenne aux côtés des Etats-Unis. Le fondement de la politique du Japon vis-à-vis de la Chine repose sur la devise traditionnelle « politique froide, économie chaude » (*seirei keinetsu* 政令経熱), qui permet à Tokyo de profiter de

---

<sup>112</sup> Ce tournant a fait l'objet de nombreux articles dans les médias internationaux. Voir *La Tribune*. Le Japon supplanté par la Chine en 2010. 14/02/2011 et *The New York Times*. China passes Japan as Second Largest Economy. 15/08/2010.

<sup>113</sup> Voir JICA. *Japan's Official Development Assistance (ODA) to China and Recent Activities*. Disponible sur : [https://www.jica.go.jp/china/english/office/others/c8h0vm00005s0xu9-att/brochure\\_03\\_en.pdf](https://www.jica.go.jp/china/english/office/others/c8h0vm00005s0xu9-att/brochure_03_en.pdf) (consulté le 09/12/21)

la manne de l'économie chinoise tout en s'opposant à l'expansionnisme de Pékin sur le plan diplomatique.

### **b. Les activités agressives de la Chine : les tensions historiques et les démonstrations de force**

Au début du XXI<sup>e</sup> siècle, les contentieux historiques s'intensifient entre Pékin et Tokyo. Afin d'affirmer sa puissance renouvelée et asseoir un leadership régional, la Chine ravive les tensions avec le principal allié des Etats-Unis dans la région. De son côté, le Japon souhaite cesser de faire profil bas sur les questions historiques, et comme nous l'évoquerons ultérieurement, s'affirme davantage face aux velléités chinoises afin de reprendre le chemin de la « normalité » après des décennies de discrétion. Dans ce contexte, la résurgence du nationalisme nippon, quoique marginale, exerce une influence au sein des cercles de pouvoir à travers des groupes comme la « Conférence du Japon » (*nippon kaigi* 日本会議)<sup>114</sup>. Les relations entre les deux pays sont marquées par de forts épisodes de tension qui aboutissent en 2005 à de grandes manifestations antijaponaises en Chine pour protester contre la volonté du Japon de renforcer sa légitimité politique à travers notamment la candidature à un siège permanent au Conseil de sécurité des Nations-Unis, et l'affirmation de ses positions sur les questions historiques avec les visites du Premier ministre KOIZUMI Junichirō au sanctuaire controversé Yasukuni, et la publication de manuels scolaires jugés révisionnistes. Dans le même temps, la Chine opère un renforcement accéléré des capacités opérationnelles de ses forces armées qui l'amènera à multiplier les

---

<sup>114</sup> La « Conférence du Japon » est une organisation politique et religieuse radicale créée en 1997 qui cherche à rétablir le régime impérial japonais et à effacer toute trace des abus commis pendant cette période. Parmi les membres et anciens membres affiliés figurent de nombreux parlementaires et ministres, ainsi que quelques Premiers ministres dont ASŌ Tarō, ABE Shinzō et SUGA Yoshihide.

démonstrations de force en mer de Chine et autour du détroit de Taïwan sur fonds de différends territoriaux avec les pays de la région, dont le Japon autour des îles Senkaku (en japonais) /*Diaoyu* (en chinois), des îlots contestés en mer de Chine orientale<sup>115</sup>. Les actions chinoises provoquent une montée des tensions qui conduira à de graves incidents diplomatiques avec le Japon. Les incursions maritimes et aériennes régulières autour des îles Senkaku apparaissent comme des menaces à l'intégrité territoriale nipponne car la Chine utilise des « zones grises » (*grey zones*) lui permettant d'opérer des actions intimidantes sans pour autant violer ouvertement le droit international. Ce sont les garde-côtes chinois, et non les navires de l'armée, qui pénètrent régulièrement dans les eaux territoriales japonaises, risquant de provoquer une escalade des tensions en cas d'incident, voire un conflit entre les deux pays. Le 07 septembre 2010, l'entrée en collision d'un chalutier chinois avec deux navires des garde-côtes japonais dans une zone contestée de la mer du Japon conduit à une forte crise diplomatique après la mise en détention du capitaine chinois par les autorités japonaises<sup>116</sup>, et ces tensions s'intensifient en 2012 lors du rachat des îles Senkaku par le gouvernement NODA à un propriétaire privé<sup>117</sup>. Les démonstrations de force de la Chine suscitent la crainte d'une remise en cause systémique de l'ordre asiatique où le Japon serait placé sous la domination de son imposant voisin.

Plusieurs observateurs confient que le nouveau rapport de force entre le Japon et la Chine constitue un facteur fortement déstabilisant pour les dirigeants et la population de l'archipel. AI Kōichi, directeur du JIIA, explique que « *l'ascension chinoise crée une position*

---

<sup>115</sup> Revendiqués par Pékin, mais placés sous administration japonaise.

<sup>116</sup> Voir HAGSTRÖM Linus. Power Shift in East Asia? A Critical Reappraisal of Narratives on the Diaoyu/Senkaku Islands Incident in 2010. *The Chinese Journal of International Politics*. Volume 5. Issue 3. Automne 2012, p 267–297.

<sup>117</sup> Cet épisode a représenté un signal fort du Japon avec une affirmation ferme des positions japonaises face aux demandes chinoises en lien avec les différends territoriaux et les contentieux historiques.

*inconfortable pour le Japon, qui génère beaucoup d'émotions et rend difficile une attitude pragmatique* »<sup>118</sup>. KOMURATA Yoshiyuki, correspondant diplomatique au quotidien *Asahi Shimbun*, précise que « *les Japonais avaient jusqu'alors tendance à se rassurer en regardant la Chine de haut, et dans ce nouveau contexte régional, ils continuent de considérer toute coopération difficile car ils ont l'image d'un gouvernement et d'une population opposés à leurs intérêts. Toutefois, la politique étrangère japonaise doit désormais se construire en réaction à la Chine, car le Japon comprend la nécessité de définir une stratégie de compétition face à la volonté de la Chine d'asseoir sa domination régionale grâce à une puissance militaire et une influence grandissante* »<sup>119</sup>. Dans un entretien, NAKAYAMA Yoshitaka, le maire de l'île d'Ishigaki située dans l'archipel d'Okinawa, révèle les fortes préoccupations des autorités de l'île, située à proximité des îles Senkaku en mer de Chine orientale, depuis l'entrée régulière des navires chinois dans les eaux territoriales japonaises, en raison des risques d'accrochages entre deux navires susceptibles de générer un conflit : « *la Chine n'a de cesse de chercher à agrandir son territoire dans la région, tout comme en mer de Chine méridionale, depuis le début du XXIe siècle, afin d'asseoir son influence et d'exploiter les ressources halieutiques. Face à cette menace, le Japon comprend l'urgence de réagir afin de préserver sa sécurité, notamment avec le renforcement des capacités de ses garde-côtes, et plus généralement de ses moyens de défense* ». Il précise que les échanges touristiques avec la Chine sont volontairement limités sur l'île d'Ishigaki car « *cela peut constituer un levier de pression pour Pékin sur la question des Senkaku* »<sup>120</sup>. Enfin, FUNABASHI Yōichi, directeur du think tank Asia Initiative, précise que « *l'idée d'une Chine conquérante inquiète l'ensemble des pays asiatiques qui sont en*

---

<sup>118</sup> Entretien réalisé au siège du JIIA, Tokyo, le 27/08/2018.

<sup>119</sup> Entretien au siège du *Asahi Shimbun*, Tokyo, le 30/08/2018.

<sup>120</sup> Entretien réalisé à la mairie d'Ishigaki, Okinawa, le 06/09/2018.

*attente d'un meilleur équilibre des puissances dans la région (...) Tout en sachant que le Japon ne peut pas permettre à lui seul d'atteindre cet équilibre, ils perçoivent l'archipel comme une puissance démocratique bienveillante, ce qui conforte le Japon dans son statut de puissance régionale »<sup>121</sup>.*

Les relations sino-japonaises connaissent des périodes d'accalmie et de tensions qui s'inscrivent dans un contexte de compétition stratégique croissante entre la Chine et les Etats-Unis pour le leadership dans la construction de l'architecture régionale. La montée de la puissance économique et militaire chinoise fait prendre conscience au Japon de deux facteurs essentiels : la présence de nouvelles opportunités pour son économie, et l'adaptation nécessaire de sa politique étrangère et de défense à un environnement instable et potentiellement menaçant pour sa sécurité.

## **2.2. La péninsule coréenne : la crise nucléaire nord-coréenne et l'émergence de la rivalité avec la Corée du Sud**

Forte de sa phase spectaculaire de croissance et de son intégration dans l'économie mondiale, la Corée du Sud est un autre acteur clé de la reconfiguration de la puissance régionale. En tant que puissance moyenne émergente, elle devient un acteur dynamique au sein des forums internationaux et contribue activement aux missions de maintien de la paix de l'ONU<sup>122</sup>. La nomination de l'ancien ministre des Affaires étrangères BAN Ki-moon au poste de Secrétaire général des Nations-Unies en 2007 constitue à ce titre un succès diplomatique majeur. Avec une nouvelle visibilité internationale et un dynamisme

---

<sup>121</sup> Entretien réalisé au siège du think tank Asia Pacific Initiative (API), Tokyo, le 28/08/2018.

<sup>122</sup> COOPER Andrew F. *Soft Power and the Recalibration of Middle Powers: South Korea as an East Asia Leader and Canada as the Traditional Model. Understanding Public Diplomacy in East Asia: Middle Powers in A Troubled Region/* Ed. Jan MELISSEN, Yul SOHN. New York: Palgrave MacMillan, 2005, p.31-50.

de sa société civile, la Corée du Sud étend son *soft power* grâce au succès croissant de sa culture populaire venant concurrencer la culture populaire japonaise. Le cinéma, les séries télévisées sud-coréennes, et la musique K-Pop, sont diffusés à travers l'Asie et ailleurs dans le monde. Dans ce contexte de rivalité d'influence, le Japon fait face à une recrudescence du nationalisme sud-coréen sur les différends territoriaux et les contentieux historiques liés au passé colonial du Japon sur la péninsule. Les différends territoriaux portent sur la question de la souveraineté des îles Takeshima (en japonais) /Dokdo (en coréen)<sup>123</sup> et l'appellation Mer du Japon/Mer de l'Est, qui viennent s'ajouter aux litiges sur les îles Senkaku /Diaoyu avec la Chine, et avec une moindre intensité à ceux sur les Territoires du Nord/îles Kouriles avec la Russie. Les contentieux historiques portent sur des sujets épineux, tels que les manuels scolaires japonais jugés révisionnistes, ou le dossier des « femmes de réconfort », ces prostituées asiatiques enrôlées par l'Armée impériale pendant la Seconde guerre mondiale. Alors que le Japon est très affaibli par la catastrophe à la suite du Grand séisme de l'Est du Japon du 11 mars 2011, Séoul met en place des campagnes de communication auprès des cercles d'influence dans le monde afin de raviver l'image d'un Japon militariste que l'archipel s'était évertué à gommer depuis la fin de la guerre. Ces actions fragilisent le *soft power* nippon en portant atteinte à la réputation de nation pacifiste<sup>124</sup>.

---

<sup>123</sup> WIGAND Krista E. CHOI Ajin. Nationalism, Public Opinion and Dispute Resolution: The Dokdo/Takeshima Dispute. *Journal of Asian Pacific Communication*. Vol. 27. N°2. Jan 2017, p.232-245.

<sup>124</sup> Plusieurs travaux ont traité de l'impact négatif des contentieux historiques sur le *soft power* du Japon : LAM Peng Er. Japan's Quest for 'Soft Power': Attraction and Limitation. *East Asia* 24, 2007, p.349-363; SNOW Nancy. *Japan Information War*. CreateSpace Independent Publications, 2016; SOEYA Yoshihide. The Evolution of Japan's Public Diplomacy: Haunted by Its Past History. *Understanding Public Diplomacy in East Asia: Middle Powers in A Troubled Region*/ Ed. Jan MELISSEN, Yul SOHN. New York : Palgrave MacMillan, 2005, p.79-105,

### 2.3. Les Etats-Unis : la crainte d'un désengagement américain en Asie

L'instabilité sur la péninsule coréenne demeure une question préoccupante pour le Japon. Les deux Corée sont officiellement en guerre depuis la fin de la Guerre de Corée lorsque les deux Etats revendiquent chacun l'intégralité de la péninsule coréenne. La crise nucléaire et balistique en Corée du Nord représente une menace majeure pour la sécurité de l'archipel et la stabilité régionale. Les provocations du régime nord-coréen suscitent de fortes inquiétudes au sein de la population japonaise en raison de la proximité immédiate avec le territoire nippon. Les tirs de missiles balistiques atterrissent parfois dans les eaux territoriales ou survolent l'archipel, ce qui conduit les localités japonaises à mettre en place des exercices d'évacuation en prévention d'une attaque nord-coréenne. Le Japon est perçu comme une cible par le régime de Pyongyang car il est le principal allié des Etats-Unis dans la région et un ancien Etat colonial. Les capacités de négociations de l'archipel sont limitées en raison de son déficit en *hard power*, ce qui renforce le sentiment d'impuissance des élites dirigeantes et de la population japonaise<sup>125</sup>. Le Japon fait pression sur l'allié américain tout en risquant parfois l'isolement dans un jeu diplomatique qui met en scène les puissances clés que sont les Etats-Unis, la Chine et la Corée du Sud. Afin de contribuer à la préservation de la stabilité sur la péninsule coréenne, Tokyo fournit une aide humanitaire généreuse qu'il utilise comme levier dans les négociations. Par ailleurs, le dossier des enlèvements de citoyens japonais par la Corée du Nord dans les années 1970-1980 revient sur la scène politique en suscitant un fort ressentiment au sein

---

<sup>125</sup> Pour une présentation des dossiers principaux dans les relations Japon-Corée du Nord : <http://www.nautilus.org/wp-content/uploads/2011/12/CRS.pdf> (consulté le 09/12/21)

de la population japonaise. Au début des années 2000, le gouvernement du Premier ministre KOIZUMI réussit à faire avancer le dossier sans toutefois parvenir à solder les désaccords, notamment sur la question de la jeune YOKOTA Megumi, que le gouvernement nord-coréen admet avoir enlevé tout en affirmant qu'elle serait morte en détention<sup>126</sup>. Les parents de la jeune femme et d'autres personnes au Japon expriment publiquement leur foi dans le fait qu'elle serait toujours vivante en Corée du Nord et engagent une campagne publique pour son retour au Japon. A l'instar de l'ascension chinoise, la menace nord-coréenne pèse lourdement sur les débats politiques, ce qui conduit à créer un climat d'insécurité favorable à une révision progressive des positions pacifistes et une meilleure acceptation par la population de la normalisation de la politique étrangère et de sécurité<sup>127</sup>.

À la suite des attentats du 11 septembre 2001, les Etats-Unis redéfinissent leurs priorités stratégiques en mettant l'accent sur d'autres régions du monde comme le Moyen-Orient afin de lutter contre le terrorisme. Dans ce contexte, le pays s'avère plus discret en Asie jusqu'aux retraits d'Irak et d'Afghanistan. Ce n'est qu'à la fin de l'année 2011 que l'administration OBAMA annonce une réorientation de la politique étrangère américaine sous la forme d'un « pivot », « rééquilibrage » ou « recentrage » vers l'Asie-Pacifique<sup>128</sup> dans le contexte d'une redistribution de la puissance favorable à l'Asie, qui est marquée

---

<sup>126</sup> On ignore encore aujourd'hui si elle est toujours en vie ou non.

<sup>127</sup> HUGHES Christopher. *Japan's Economic Power and Security: Japan and North Korea*. Londres: Routledge, 1999 et 'Super-Sizing' the DPRK Threat: Japan's Evolving Military Posture and North Korea. *Asian Survey*. University of California Press. Vol. 49. N°2. Mars-Avril 2009, p.291-311. Voir aussi MIDFORD Paul. Reversing Course: An Iraq Syndrome in Japan. *Rethinking Japanese Public Opinion and Security: From Pacifism to Realism*. Standford: Standford University Press, 2011, p. 146-171.

<sup>128</sup> La réorientation de la politique américaine fait suite à la publication d'un article de la secrétaire d'Etat Hillary CLINTON soulignant l'importance de la région Asie-Pacifique pour les intérêts stratégiques américains. Voir CLINTON Hillary. America's Pacific Century. *Foreign Policy*, Novembre 2011.

par une dépendance croissante vis-à-vis de l'économie chinoise. Face aux inquiétudes liées à l'ascension de la Chine, les Etats-Unis souhaitent contribuer au maintien d'une stabilité bénéfique au système international dans son ensemble et asseoir leurs intérêts économiques. Dans cet objectif, ils souhaitent renforcer la crédibilité de la posture dissuasive américaine en conservant leur supériorité militaire en Asie. Toutefois, ce rééquilibrage est relativement modeste en raison de contraintes budgétaires croissantes, et plus généralement d'une « fatigue américaine » qui consiste à restreindre les interventions à l'étranger suite à l'échec de l'opération militaire en Irak<sup>129</sup>. La « fatigue américaine » survient alors que la garantie d'un engagement américain s'avère plus que jamais nécessaire pour le Japon sur les scènes régionale et internationale. L'environnement sécuritaire devient plus complexe et incertain en Asie. La multiplication des menaces transnationales, l'émergence de nouvelles puissances économiques et la fragilisation des démocraties face à la montée des extrémismes posent de nouveaux défis à l'ordre international libéral que le Japon souhaite préserver aux côtés des Etats-Unis pour préserver sa sécurité et sa prospérité.

La reconfiguration de la puissance régionale conduit le Japon à rechercher un équilibre dans ses relations avec les autres puissances en Asie, notamment dans ses relations bilatérales avec les Etats-Unis et la Chine. Dans cet objectif, il va déployer une diplomatie plus active au sein des enceintes multilatérales et engager des politiques visant à dynamiser sa puissance économique et renforcer ses capacités de défense.

---

<sup>129</sup> De nombreux observateurs évoquent les limites de la réorientation de la politique américaine vers l'Asie. Voir KELLY Robert E. The 'Pivot' and its Problems: American Foreign Policy in Northeast Asia. *The Pacific Review*. Vol. 27. N° 3. 2014, p.479-504.

### III. Le modèle japonais de la diplomatie publique et son évolution au XXI<sup>e</sup> siècle

Le modèle japonais de la diplomatie publique se caractérise traditionnellement par la promotion de la culture, la souscription aux normes et au droit international, et l'aide au développement<sup>130</sup>. Dans les décennies qui suivent la seconde guerre mondiale, l'objectif du Japon est de réhabiliter son statut dans le monde en tant que puissance démocratique et libérale. Les contraintes liées à sa constitution pacifique le conduisent à privilégier la puissance douce, telle que la promotion de la culture japonaise, le soutien au multilatéralisme -notamment onusien- et l'aide au développement. Le fonctionnement de la diplomatie publique s'appuie sur structure décentralisée et une multiplicité d'acteurs afin de gommer toute réminiscence de l'image d'un Etat conquérant et militariste. Pendant la Guerre Froide, le Japon cherche à accroître son rôle dans les affaires mondiales en participant aux opérations de maintien de la paix de l'ONU, et en promouvant le concept de sécurité humaine. Le pays devient également l'un des plus grands contributeurs mondiaux de l'aide au développement.

Le nouveau contexte stratégique qui se met en place au début du XXI<sup>e</sup> siècle, marqué par la récession économique nipponne, l'ascension de la Chine, et la multiplication des menaces transnationales, conduit à une évolution du modèle afin de moderniser

---

<sup>130</sup> Voir OGAWA Tadashi. *Origin and Development of Japan's Public Diplomacy*. *Routledge Handbook of Public Diplomacy*/ Ed. par Philip M. TAYLOR, Nancy SNOW. New York: Routledge, 2009, p. 272-281; WATANABE Yasushi. *Public Diplomacy and the Evolution of US-Japan Relations*. Wilson Center Asia Program, mars 2018; FUKUSHIMA Akiko. *Modern Japan and the Quest for Attractive Power*. *Public Diplomacy and Soft Power in East Asia*/ Ed. par Jan MELISSEN, S. LEE. Palgrave Macmillan Series in Global Public Diplomacy book series (GPD). New York : Palgrave Macmillan, 2011, p.65-89.

l'image de l'archipel et de renforcer davantage son rôle dans les affaires mondiales. Quel récit politique met en scène le Japon ? Quels arguments développe-t-il ? Quelles histoires raconte-t-il pour convaincre de son modèle et de sa puissance ?

Les dirigeants construisent un récit qui repose sur trois axes principaux : (1) la promotion de l'image d'un Japon dynamique et culturellement attractif en appui sur la diffusion de la culture populaire japonaise (« *Cool Japan* ») ; (2) le soutien actif aux valeurs fondamentales, à l'ordre international libéral, et au multilatéralisme en appui sur la promotion du retour du Japon au centre de l'échiquier mondial (« *Japan is back* ») ; et (3) le développement de campagnes de relations publiques afin de lutter contre la circulation de fausses informations.

## **1. Le modèle traditionnel de la diplomatie publique japonaise**

### **1.1. La promotion de la culture et l'aide au développement**

Le modèle traditionnel de la diplomatie publique japonaise repose principalement sur la promotion de la culture et l'aide au développement. Comme nous l'avons évoqué précédemment, le terme « diplomatie publique » est apparu dans le discours officiel au Japon au début du XXI<sup>e</sup> siècle<sup>131</sup>, mais sa pratique est beaucoup plus ancienne<sup>132</sup>. Le Japon participe à plusieurs événements internationaux dès la fin du XIX<sup>e</sup><sup>133</sup>. Le

---

<sup>131</sup> Voir *Diplomatic Bluebook 2006*, p. 202.

<sup>132</sup> Pour une présentation de l'histoire de la diplomatie publique japonaise, voir OGAWA Tadahashi. *Origin and Development of Japan's Public Diplomacy. Routledge Handbook of Public Diplomacy*/ Ed. par TAYLOR Philip M. SNOW Nancy. New York : Routledge, 2009, p. 272-281.

<sup>133</sup> Le Japon est un des premiers pays à présenter un pavillon à l'Exposition Universelle d'Art et d'Industrie de Paris en 1867.

gouvernement Meiji alloue 1% de son budget annuel à l'exposition universelle de Vienne de 1873, ce qui contribue à créer un engouement pour l'art japonais et la vague du « Japonisme » à travers toute l'Europe. Pendant la guerre russo-japonaise, le Japon décide de développer des initiatives de relations publiques vis-à-vis de la population américaine. Ces actions demeurent ponctuelles, et ce n'est qu'après la Première guerre mondiale qu'il met en place des initiatives de relations publiques et développe la diplomatie culturelle. Les dirigeants nippons prennent conscience de la nécessité de mettre en place des relations publiques auprès des populations à l'étranger à la Conférence de la paix de Paris en 1919, lorsqu'ils remarquent avec surprise l'éloquence de la délégation chinoise<sup>134</sup> qui condamne l'expansionnisme du Japon en Asie. En 1921, le MOFA crée une Division de l'information qui servira de fondement à l'actuel département de la Diplomatie Publique. Le ministère met en place des programmes d'échanges avec la Chine en réaction à la hausse du sentiment antijaponais en Chine, notamment chez les intellectuels chinois lors du Mouvement du 4 mai<sup>135</sup>. En 1923, le ministère crée un groupe destiné à la promotion des échanges culturels sino-japonais avec un comité consultatif, dont la moitié de membres appartiennent au milieu intellectuel chinois, qui sera intégré à la division des Affaires culturelles. Dans les années 1920 et 1930, plusieurs pays développent les échanges culturels avec l'étranger. L'Allemagne crée en 1925 la Deutsche Akademie – qui deviendra le Goethe Institute en 1951, et le Royaume-Uni crée le British Council en 1934. Les Etats-Unis mettent en place un comité pour la coopération scientifique et une division pour la coopération culturelle au sein du Département d'Etat, et créent des postes d'attachés culturels dans plusieurs pays sud-américains. En 1934, la même année que la

---

<sup>134</sup> Ibid., p.276.

<sup>135</sup> Nom donné à un mouvement anticolonialiste chinois, principalement dirigé contre les prétentions de l'empire du Japon sur la Chine, qui débute le 4 mai 1919.

création du British Council, le Japon crée l'association de promotion de la culture à l'international ou (*kokusai bunka shinkōkai* (KBS) 国際文化振興会), qui fonctionne avec des fonds publics et privés. Il devient le premier pays non occidental à mettre en place une institution moderne destinée au développement des échanges culturels<sup>136</sup>. La KBS met en place des programmes de promotion du dialogue entre dirigeants de haut niveau et coordonne l'envoi de missions et la diffusion de publications sur le Japon. Les dirigeants nippons comprennent la nécessité de soigner l'image de l'archipel dans un contexte d'isolement diplomatique après le retrait du Japon de la Ligue des Nations qui avait condamné l'incident de Mukden<sup>137</sup>. Puis, le pays développe une propagande pendant la guerre. Il crée un bureau de l'Information au sein du Cabinet du Premier ministre afin de gérer les relations publiques, et analyser et contrôler les informations jusque dans les territoires occupés en Chine et en Asie du Sud-Est.

Au lendemain de la Seconde guerre mondiale, les relations publiques et les échanges culturels avec l'étranger sont à l'arrêt et la défaite du Japon marque un tournant décisif dans l'histoire de la diplomatie publique japonaise. En décembre 1945, le bureau de l'Information est aboli au sein du Cabinet du Premier ministre, et en 1946, le MOFA établit à nouveau une Division de l'Information avec peu de ressources<sup>138</sup>. Au vu de son manque de ressources matérielles et symboliques, le développement du *soft power* n'est plus une simple option stratégique pour le Japon mais une véritable nécessité. L'objectif immédiat est de transformer l'image d'un pays militariste en celui d'une nation démocratique et pacifiste à l'aide de la diffusion de la culture à l'étranger. La distribution du

---

<sup>136</sup> OGAWA Tadashi. Ibid., p.276.

<sup>137</sup> Attentat planifié par les Japonais sur une voie ferrée en Mandchourie en Chine en 1931 qui a donné prétexte à l'invasion immédiate de la Mandchourie du Sud par les troupes japonaises.

<sup>138</sup> OGAWA Tadashi, Ibid., p.277.

calendrier Ikebana par le MOFA est à cet égard emblématique<sup>139</sup>. Toutefois, les mesures mises en place sont modestes du fait de l'occupation américaine, la situation géopolitique du début de la Guerre froide, l'instabilité politique, et le manque de ressources. Le Premier ministre KATAYAMA Tetsu prononce un discours dans lequel il plaide pour « *la construction d'une nation de la culture* » afin de rétablir la fierté nationale et la crédibilité internationale<sup>140</sup>. Le Japon devient un pays membre de l'UNESCO en juillet 1951, et la KBS développe des activités modestes visant à présenter la culture traditionnelle japonaise aux Etats-Unis. Ce n'est que dans les années 1960 que la diplomatie publique japonaise entame véritablement son développement dans un contexte de forte croissance économique. Les Jeux Olympiques à Tokyo en 1964, puis l'Exposition Universelle à Osaka en 1970 présentent au monde l'image d'un Japon moderne doté d'une science et de technologies avancées, telles que le train à grande vitesse *shinkansen*. Les Japonais commencent à voyager à travers le monde. En 1964, le gouvernement transforme la division de la culture au sein du MOFA en département de la Culture, et en 1968, il crée l'Agence pour les Affaires Culturelles. Le Japon ouvre tour à tour des centres culturels dans ses ambassades et consulats à l'étranger, et reprend confiance après deux décennies de profil bas. Dans les années 1970, le gouvernement développe de nouvelles politiques en réaction aux tensions commerciales avec les Etats-Unis et aux épisodes du *Nixon Shock* (1971 et 1972). On assiste à un regain de sentiment antijaponais en Asie du Sud-Est par crainte de l'ascension économique du Japon, et la tournée asiatique du Premier ministre TANAKA Kakuei s'accompagne de fortes émeutes antijaponaises, notamment en Thaïlande et en Indonésie. Ces événements font prendre conscience au Japon de la nécessité de soigner son

---

<sup>139</sup> Ce calendrier Ikebana est toujours distribué chaque année par les ambassades et les consulats du Japon à travers le monde.

<sup>140</sup> Ibid.

image et sa réputation tout en diversifiant ses partenaires : l'Asie du Sud-Est devient une priorité aux côtés des Etats-Unis. La « Fondation du Japon » (*kokusai kōryū kikin* 国際交流基金), créée en 1972, devient l'instrument majeur de la diplomatie publique. Son action vise à promouvoir les échanges culturels, la langue et les études japonaises, sur le modèle des organismes culturels européens comme le British Institute, le Goethe Institute et l'Institut Français<sup>141</sup>.

Les programmes d'aide au développement deviennent un autre levier du *soft power* nippon. Les échanges culturels et l'éducation constituent des domaines clés de l'aide au développement japonaise, notamment en Asie. Fort de son essor économique dans les années 1970, le Japon souhaite soutenir la construction d'infrastructures et l'offre d'assistance technique afin d'assurer des débouchés économiques pour ses entreprises et mettre en valeur la réussite du modèle japonais de développement. Dans cet objectif, la politique du MOFA s'appuie sur la doctrine FUKUDA<sup>142</sup> qui plaide pour une relation de proximité et d'égalité avec les pays asiatiques. En 1975, le gouvernement japonais crée un Programme de financement pour les projets culturels afin de préserver et de restaurer les sites du patrimoine culturel d'Asie du Sud-Est<sup>143</sup>. En 1978, il contribue à la création de la Fondation culturelle de l'ASEAN, et en 1984, le MOFA crée un Département des

---

141 Cette diplomatie publique orientée tardivement vers les pays voisins explique en partie le dossier épineux de la question de l'histoire qui émerge dès les années 1980 et connaît une intensification ces dernières années. Voir SOEYA Yoshihide. *The Evolution of Japan's Public Diplomacy: Haunted by Its Past History. Understanding Public Diplomacy in East Asia, Middle Powers in a Troubled Region* / Ed. par Jan MELISSEN, Yul SOHN. Palgrave Macmillan Series in Global Public Diplomacy book series (GPD). New York : Palgrave Macmillan, 2015, p.79-105.

142 La Doctrine FUKUDA, annoncée par le Premier ministre FUKUDA Takeo à Manille en 1977, deviendra un axe central de la politique étrangère japonaise.

143 Les pays asiatiques deviennent les plus grands bénéficiaires de l'aide, notamment les pays de l'ASEAN et la Chine (jusqu'en 2008).

échanges culturel<sup>144</sup>. Avec la Fondation du Japon, ce département soutient l'enseignement de la langue japonaise en forte progression à travers le monde, notamment en Chine. Il créé également un examen international d'évaluation de la langue japonaise (JLPT). En 1987, la part consacrée au développement de l'enseignement de la langue japonaise représente 30% de ses coûts effectifs<sup>145</sup>. La même année, le MOFA et le ministère de l'Éducation créent le programme *Japan Exchange and Teaching* (JET) pour accueillir des jeunes diplômés étrangers dans les collectivités locales japonaises afin de participer au développement des programmes internationaux ou enseigner des langues étrangères. Ce programme connaît un succès considérable au fil des années<sup>146</sup>. Puis, en 1988, pour la première fois dans l'histoire de la diplomatie japonaise, les échanges culturels deviennent une priorité car le Premier ministre TAKESHITA Noboru en fait un des trois piliers de son action gouvernementale « Global Initiative ». Le gouvernement augmente le financement des activités de la Fondation du Japon puisque le budget et les effectifs de l'organisme doublent en quelques années (1988-1995)<sup>147</sup>. Dans l'après-Guerre Froide, les échanges culturels se développent désormais selon une logique bilatérale et non plus unilatérale. En 1990, la Fondation du Japon ouvre un Centre culturel de l'ASEAN qui assure en même temps la promotion dans l'archipel des attraits culturels des pays du Sud-est asiatique. Devenu le Centre Asie de la Fondation du Japon en 1995, son action couvre les échanges intellectuels, la promotion des cultures asiatiques, et le soutien à la compréhension mutuelle. KOBORI Mamoru, vice-président du JNTO, explique que l'aide au développement déployée pendant quatre décennies dans le domaine des échanges culturels a permis au

---

<sup>144</sup> OGAWA Tadashi, Ibid. p. 278.

<sup>145</sup> Ibid., p.279

<sup>146</sup> Près de trois décennies plus tard, le programme JET comptabilise en 2019 près de 70 000 candidats de 67 pays différents avec la constitution de réseaux d'anciens JET dans plusieurs pays. Ibid.

<sup>147</sup> Ibid. Le gouvernement octroie une enveloppe de 5 milliards de yen en 1989.

Japon de bénéficier d'une bonne image en Asie du Sud-Est. Il constate que « *les programmes d'aide mis en place par le Japon représentent une expérience réussie de la diplomatie publique nipponne car de nombreux responsables asiatiques dans les secteurs politique et économique ont bénéficié de ces programmes dans leur jeunesse* »<sup>148</sup>. Le diplomate AI Kōichi, directeur du JIIA, rejoint cette analyse. Il explique que « *ce sont les échanges culturels et humains, l'assistance technique et l'aide économique déployés pendant des décennies en faveur du développement de la région asiatique qui ont contribué à la hausse du soft power nippon dans la région, et non pas une soudaine popularité de la culture populaire japonaise au XXIe siècle* »<sup>149</sup>. De même, OGAWA Tadashi observe que « *la mobilisation des ressources financières, le soutien à la compréhension mutuelle entre les peuples, et la diffusion de la culture japonaise sur les trente dernières années ont été déterminants* ». Pour avoir été en poste à trois reprises au sein de la Fondation du Japon en Indonésie, il note que « *la popularité du Japon auprès de la population indonésienne a augmenté au fil des décennies grâce à une approche fondée sur la promotion du dialogue et la compréhension mutuelle* »<sup>150</sup>.

## **1.2. La stratégie de réhabilitation du statut du Japon sur la scène internationale**

Le modèle traditionnel de la diplomatie publique s'inscrit dans une stratégie de réhabilitation du statut du Japon sur la scène internationale à travers la souscription aux normes et au droit, la promotion du dialogue et des échanges en faveur de la paix, et le soutien au multilatéralisme, notamment onusien. Le socle de la diplomatie japonaise

---

<sup>148</sup> Entretien réalisé au siège du JNTO, Tokyo, le 31/08/2018.

<sup>149</sup> Entretien réalisé au siège du JIIA, Tokyo, le 27/08/2018.

<sup>150</sup> Entretien réalisé à l'International House of Japan, Tokyo, le 29/08/2018.

repose sur les relations bilatérales avec les Etats-Unis, la prédilection pour la région asiatique, et la centralité de l'ONU. Dès la fin de la Seconde guerre mondiale, l'archipel embrasse les valeurs de la démocratie et du pacifisme et souscrit aux grands accords internationaux, signe d'une volonté d'être actif dans le monde. Le pays souhaite se forger l'image d'une nation prospère et respectueuse des règles. Il met à profit sa puissance économique et industrielle acquise dès la fin des années 1960 pour servir ses objectifs diplomatiques, tout en veillant à contenir la crainte du retour d'un pays conquérant dans la région asiatique en se façonnant l'image d'une nation moderne et pacifiste. L'internationalisation rapide des années 1980 le conduit à s'éloigner progressivement de la valorisation de son modèle de développement pour réfléchir à accroître son rôle sur la scène internationale<sup>151</sup>. Les Etats-Unis exercent des pressions sur les dirigeants nippons pour que le Japon exerce un rôle plus important à la mesure de sa puissance économique. Le modèle japonais évolue vers le principe de la coopération avec les autres Etats pour encourager le dialogue et développer les échanges à travers le monde. Dans les années 1990, le Japon soutient le partage d'expérience plutôt que la valorisation de son modèle de développement. A travers son aide économique, il prône davantage l'universalité en se fondant sur l'idée du partage de valeurs communes face aux enjeux globaux<sup>152</sup>. Dans un discours à Londres en 1988, le Premier ministre TAKESHITA amorce un tournant en annonçant la mise en place d'un cadre pour la coopération internationale qui repose sur trois piliers : « la coopération pour la paix », « le développement de l'aide au développement » et le

---

<sup>151</sup> Voir FUKUSHIMA Akiko. *Modern Japan and the Quest for Attractive Power. Public Diplomacy and Soft Power in East Asia/* Ed. Jan MELISSEN, S. LEE. Palgrave Macmillan Series in Global Public Diplomacy book series (GPD). New York: Palgrave Macmillan, 2011, p.65-89.

<sup>152</sup> Voir WATANABE Yasushi. *The Trajectory of Japan's Public Diplomacy in Three Phases. Public Diplomacy and the Evolution of US-Japan Relations.* Wilson Center Asia Program, mars 2018.

« renforcement des échanges culturels internationaux »<sup>153</sup>. Le déséquilibre de la balance commerciale avec les Etats-Unis créé toutefois des tensions au sein du Congrès américain. On observe une hausse des sentiments antijaponais qui conduisent au développement du « *Japan bashing* » par crainte que la puissance économique japonaise ne constitue une nouvelle menace pour les Etats-Unis après la chute de l'Union soviétique. Le Japon est perçu comme une société fermée où les entreprises américaines ne peuvent pas concurrencer équitablement les entreprises nippones. Cette perception d'un Japon « *free rider* », qui ne prend pas toutes ses responsabilités sur la scène internationale à la mesure de sa puissance économique, est exacerbée par l'absence d'envoi de troupes japonaises lors de la première guerre du Golfe en 1991<sup>154</sup>. Alors que le Japon est le premier contributeur au monde de l'aide au développement (1989-2000), cet épisode fait comprendre aux dirigeants nippons la nécessité de mieux s'adapter au nouveau contexte stratégique, ce qui les conduit à opérer des changements dans la politique diplomatique. Le Japon souhaite désormais promouvoir la coopération autour d'enjeux communs au sein du système international libéral. SOEYA Yoshihide, professeur de science politique à l'Université Keio, constate « *un tournant dans la politique étrangère japonaise qui acte la fin du profil bas du Japon sur les questions sécuritaires et économiques, car les dirigeants politiques commencent à remettre en cause dans les débats 'le système de 1955' instauré dans l'après-guerre* »<sup>155</sup>. En 1991, le Center for Global Partnership (CGP) est créé au sein de la Fondation du Japon afin de promouvoir la coopération nippo-américaine et la valorisation du partage d'expériences dans des missions de coopération internationale. Le

---

<sup>153</sup> OGAWA Tadashi, *Ibid.*, p.279.

<sup>154</sup> Voir HUGHES Christopher. Japan Re-emergence as a 'Normal' Military Power. *Adelphi Paper* 368-9. Oxford: Oxford University Press for the International Institute for Strategic Studies, p.41; et COONEY Kevin. *Japan's Foreign Policy since 1945*. New York : Routledge, 2015, p.6.

<sup>155</sup> Entretien réalisé à l'International House of Japan à Tokyo en septembre 2018.

centre propose des bourses de recherche, notamment les prestigieuses bourses Abe<sup>156</sup>, et soutient de nombreux acteurs, tels que les ONG, les universités, les hommes politiques et les chercheurs. Ses missions et ses activités s'inscrivent dans une approche collaborative visant à résoudre les problèmes mondiaux, et ne s'attèle pas uniquement à la promotion de la culture japonaise à l'étranger. De même, le Centre Asie de la Fondation du Japon s'efforce de soutenir une approche multilatérale plutôt qu'une approche bilatérale dans les échanges afin de contribuer au régionalisme et à l'identité asiatique. Les Premiers ministres encouragent cette approche dans les échanges culturels avec l'Asie, tels que MURAYAMA Tomiichi qui lance en 1995 une « Initiative pour la Paix, l'Amitié et les Echanges » afin de résoudre les contentieux historiques liés à la colonisation et l'occupation militaire du Japon entre 1910 et 1945 à travers le développement de la recherche sur l'histoire et la hausse des échanges avec les pays voisins. Le Premier ministre MURAYAMA présentera des excuses dans sa déclaration à l'occasion de la commémoration du 50<sup>ème</sup> anniversaire de la fin de la Seconde guerre mondiale. Le Premier ministre OBUCHI Keizō<sup>157</sup> engage ensuite des initiatives en faveur du rapprochement avec les pays voisins, notamment la Corée du Sud, tel que l'organisation conjointe de la Coupe du monde de football en 2002, et de l'année des relations nippo-coréennes.

Dans le domaine humanitaire, le Japon renforce ses actions en faveur de la promotion du concept de la « sécurité humaine ». En 1992, il met en place une Charte sur l'aide publique au développement qui publie dans ses principes la reconnaissance des enjeux humains liés à ce concept et les valeurs libérales que sont la démocratie,

---

<sup>156</sup> Du nom ABE Shintarō, le père du Premier ministre ABE Shinzō, qui a proposé l'idée de la mission de la CGP.

<sup>157</sup> A la suite de son décès en l'an 2000, le Centre Asie de la Fondation du Japon doit toutefois fermer, et rouvrira en 2014 dans un contexte politique très différent

l'économie de marché et le respect de l'environnement. Dans le même temps, une réforme autorise les Forces japonaises d'autodéfense à participer de manière pacifique à des actions multinationales à caractère humanitaire, telles que les missions qui assurent le maintien de la paix, la transition démocratique, l'aide aux réfugiés et le soutien aux victimes de catastrophes. L'engagement du Japon pour les actions humanitaires et la « sécurité humaine » est incarné par les actions de la diplomate OGATA Sadako, une personnalité populaire et appréciée à travers le monde. Pendant une décennie (1990-2000), OGATA dirige le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), à un moment où le sort des réfugiés dans de nombreuses régions du monde place ce sujet en tête de l'agenda international, ce qui donne une visibilité à la politique étrangère japonaise auprès du public à l'étranger. Afin de servir ses objectifs stratégiques, le Japon augmente sa contribution au budget des organisations internationales, notamment aux Nations-Unies, pour devenir l'un des principaux contributeurs mondiaux<sup>158</sup>. Le levier financier permet d'augmenter le nombre de ses ressortissants au sein des effectifs des organisations internationales et de plaider pour le placement d'une personnalité japonaise à des postes de direction. Le Japon mène également une campagne active en faveur du soutien à sa candidature pour un siège de membre permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies, notamment en Afrique. En 1993, il lance l'initiative de la TICAD, une conférence internationale sur le développement de l'Afrique, organisée initialement tous les cinq ans<sup>159</sup>, visant à promouvoir un dialogue politique de haut niveau entre les dirigeants africains et leurs partenaires dans le domaine du développement. A travers ces initiatives, le Japon

---

<sup>158</sup> OGATA Sadako. *Japan's New World Role*. Londres: Routledge, 1983.

<sup>159</sup> Depuis 2013, le sommet de la TICAD est organisé tous les trois ans à tour de rôle en Afrique et au Japon. Il est à noter que la TICAD VI s'est tenue à Nairobi, au Kenya, en 2016, marquant la première édition de la TICAD sur le sol africain.

souhaite sortir de la périphérie et renforcer son influence en se forgeant l'image d'une « puissance civile mondiale »<sup>160</sup>.

### **1.3. Un fonctionnement en appui sur une structure décentralisée et une multiplicité d'acteurs**

Contrairement au modèle de la diplomatie publique d'autres pays asiatiques, plutôt centralisé et de type autoritaire, le modèle japonais se caractérise dès la fin de la Seconde guerre mondiale par une décentralisation et une multiplicité d'acteurs. La diplomatie publique japonaise n'est pas conduite uniquement par le ministère des Affaires étrangères et quelques autres ministères. Aux côtés du gouvernement, plusieurs entités publiques, souvent de statut autonome, mettent en œuvre leur propre politique : la Fondation du Japon pour les actions culturelles, le JNTO pour le tourisme, la JICA et le JBIC pour l'aide au développement, le JETRO pour le Commerce, et des acteurs privés. Ces multiples acteurs verront leurs activités, leurs missions et leur poids se développer considérablement au cours des deux premières décennies du XXI<sup>e</sup> siècle.

#### **a. Le MOFA et le Cabinet du Premier ministre**

Le MOFA définit et coordonne la politique étrangère. A ce titre, il pilote la diplomatie publique avec la division en charge des échanges culturels et de la communication, puis à partir de 2012, la division en charge de la diplomatie publique. Il assure la coordination des programmes culturels et d'éducation dans les ambassades et les consulats à travers le monde. Il déploie des activités en faveur de la promotion de la culture et de la société japonaise, des échanges de personnes à personnes, et des études sur le Japon et la langue

---

<sup>160</sup> FUNABASHI Yoichi. Japan and the New World Order. *Foreign Affairs*. Vol.70. N°5, 1991, p.58-74.

japonaise. Il s'occupe également des échanges artistiques et intellectuels, et de la collaboration avec les organisations internationales, telles que l'UNESCO. Ses activités de diplomatie publique sont relayées par la publication annuelle du manuel *Diplomatic Bluebook* depuis 1971<sup>161</sup>. Le budget du MOFA est en grande partie dédié aux activités de la Fondation du Japon, et au début des années 2000, il ne possède qu'un quart du budget total pour ses propres activités<sup>162</sup>. Les ambassades et les consulats placés sous sa tutelle possèdent leur propre budget pour l'organisation d'activités culturelles et d'événements sur le terrain, tels que des concerts et des expositions, et ils soutiennent les établissements d'enseignement de la langue japonaise. A partir du mois d'avril 2012, le MOFA doit composer avec le Cabinet du Premier ministre à la suite de la création en son sein d'une cellule de communication internationale. Le Cabinet du Premier ministre devient un acteur incontournable de la diplomatie publique. Autrefois plus discret, il exerce désormais un rôle prépondérant dans la définition, l'orientation et la supervision des politiques, notamment les campagnes de relations publiques sur les sujets politiquement sensibles à l'étranger. La cellule de communication internationale veille à ce que les dossiers portés par le Premier ministre soient bien administrés par les différents ministères.

#### **b. Les autres ministères : le MEXT et le METI**

Parmi les autres ministères, le ministère de l'Economie et de l'Industrie (METI) et le ministère de l'Education, des Sports, des Sciences et de la Technologie (MEXT) occupent un rôle important. Le METI a la charge de la coordination avec le secteur privé. Il occupe une place centrale pour apporter un soutien au déploiement des entreprises

---

<sup>161</sup> MOFA, rubrique Foreign Policy/Public Diplomacy. Disponible sur : [https://www.mofa.go.jp/policy/culture/public\\_diplomacy.html](https://www.mofa.go.jp/policy/culture/public_diplomacy.html)

<sup>162</sup> OGAWA Tadashi. *Origin and Development of Japan's Public Diplomacy*. *Routledge Handbook of Public Diplomacy*/ Ed. par Philip M. TAYLOR, Nancy SNOW. New York: Routledge, 2009, p. 274.

japonaises à l'étranger, notamment dans le cadre de l'aide au développement. A partir des années 2000-2010, il exerce un rôle essentiel dans le déploiement de l'initiative *Cool Japan* afin de promouvoir les industries culturelles et créatives, tels que les produits animés et les mangas, en tant que secteur stratégique. Il coordonne les différentes fonctions du gouvernement, collabore avec le secteur privé, et pilote à partir de 2013 un organisme public-privé, le Fonds pour le Cool Japan (*Cool Japan Fund* クールジャパン機構) afin de créer des synergies avec le secteur privé. Cet organisme soutient les industries de contenus en lien avec les points forts du Japon que sont les mangas, les animés, la mode, la cuisine et le design. Quant au MEXT, il encadre les programmes d'enseignements de la langue et de la civilisation japonaise à l'étranger, les échanges universitaires et académiques, ainsi que le sport. Il supervise l'octroi des bourses d'études et de recherche au Japon pour les étudiants et les jeunes chercheurs qui souhaitent effectuer un séjour dans une université japonaise ainsi que le recrutement des candidats au programme JET. L'intérêt pour la langue, les études et les séjours au Japon s'étant fortement accrus dans les années 2000-2010, les missions du MEXT se sont progressivement étoffées avec une hausse significative des échanges universitaires. Ses missions dans le domaine du sport se sont considérablement accrues avec l'organisation d'événements internationaux majeurs, tels que la Coupe du Monde de Football Japon-Corée en 2002, la Coupe du Monde de Rugby en 2019 et les Jeux Olympiques de Tokyo 2020.

### **c. La Fondation du Japon**

Aux côtés du MOFA, la Fondation du Japon est l'organisme principal de la diplomatie publique japonaise. Tout en assurant la promotion des objectifs du MOFA, elle organise ses propres activités et programmes, ce qui lui permet d'exercer un rôle

intermédiaire entre le gouvernement et les acteurs privés et publics. Elle acquiert davantage d'autonomie au fil des années, notamment avec l'initiative *Cool Japan* dans les années 2000-2010, et devient un organisme quasi-indépendant qui occupe un rôle tout aussi important que le MOFA<sup>163</sup>. Depuis sa création en 1972, ses actions portent sur la promotion de la culture japonaise et des échanges culturels. La Fondation du Japon organise des activités dans trois domaines principaux : les arts et la culture, l'enseignement du japonais, et les études sur le Japon et les échanges intellectuels. Elle possède une vingtaine de bureaux à l'étranger, principalement en Asie et en Europe. En France, la Fondation du Japon est représentée depuis 1997 par la Maison de la Culture du Japon à Paris (*parinihonbunkaikan* パリ日本文化会館), un centre culturel situé à proximité de la Tour Eiffel.

#### **d. Les autres organismes (JNTO, JICA, JBIC, JETRO) et le secteur privé**

L'Office National du Tourisme au Japon /*Japan National Tourism Organization* (JNTO) (*kokusai kankō shinkyō kikō* 国際観光振興機構) est rattaché au Ministère du Territoire, des Infrastructures, des Transports et du Tourisme. Il est chargé de promouvoir l'attractivité touristique du Japon à l'étranger. Ses activités se développent considérablement dans les années 2000-2010 avec l'augmentation exponentielle du tourisme dans l'archipel. Avec la multiplication des campagnes de promotion touristique dans le cadre de l'initiative *Cool Japan*, ses missions se multiplient et se diversifient afin de toucher une plus grande diversité de publics. Le JICA ou *Japan International Cooperation* est l'agence japonaise de coopération internationale du Japon (*dokuritsu gyōseihōjin kokusai*

---

<sup>163</sup> Sur l'initiative *Cool Japan*, voir GADJEVA Nadejda. *Japanese Public Diplomacy in European Countries: The Japan Foundation in Bulgaria and France*. Londres : Routledge Focus, 2022.

*kyōryoku kikō* 独立行政法人国際協力機構). Aux côtés de la JBIC ou *Japan Bank for International Cooperation* ou (*kokusai Kyōryoku Ginkō* 国際協力銀行), elle s'occupe de la mise en œuvre et du financement de l'aide au développement japonaise. Le rôle de la JICA est fondamental dans la diplomatie publique japonaise puisque le Japon est depuis des décennies l'un des plus grands contributeurs mondiaux de l'aide au développement. Les actions de la JICA reposent traditionnellement sur le financement de projets d'infrastructures dans les pays asiatiques. A partir des années 1990, elle pilote de nombreux projets à travers le monde dans les domaines liés à la sécurité humaine, la santé, l'éducation ou le sport. A partir des années 2010, le budget couvre en grande partie la zone Asie-Pacifique ou Indopacifique dans le cadre du projet « Espace Indopacifique Libre et Ouvert » (FOIP) que le Japon promeut dans sa diplomatie. L'accent est porté sur la qualité des infrastructures, la connectivité et la transparence des investissements, afin de faire un contrepoids à l'influence chinoise et éviter le risque du piège de la dette. Quant au JETRO ou *Japan Trade External Organization* (*nihon Bōeki Shinkōkikō* 日本貿易振興機構), il est l'organisme gouvernemental, placé sous l'égide du ministère de l'Economie, du Commerce et de l'Industrie du Japon (METI), qui œuvre à la promotion du commerce et des investissements mutuels entre le Japon et le reste du monde. Créé en 1958 pour promouvoir les exportations japonaises à l'étranger, le JETRO s'est recentré dans les années 2000 sur la promotion des investissements directs étrangers au Japon et sur l'aide aux petites et moyennes entreprises japonaises afin de maximiser le potentiel d'exportation au niveau mondial, et depuis 2018, sur la promotion de l'innovation. Enfin, le secteur privé est étroitement lié aux activités de la diplomatie publique japonaise. Dans les années 1970-1980,

il agit à travers les entreprises japonaises qui souhaitent exporter leurs produits sur les marchés étrangers. En relation avec le METI et le JETRO, le secteur privé continue de contribuer au financement d'infrastructures à l'étranger, de soutenir des projets de développement dans le domaine des sciences, de la recherche et de l'innovation. Il participe activement à l'initiative « Cool Japan » pour soutenir la promotion de la culture populaire japonaise à l'étranger.

En définitive, la décentralisation et la multiplicité des acteurs peuvent rendre complexe l'évaluation des politiques menés par la diplomatie publique japonaise. Cette situation peut conduire à un chevauchement des compétences, une gestion peu efficace des budgets et un manque de vision globale<sup>164</sup>. Pour autant, la multiplicité des acteurs constitue un aspect résolument moderne du modèle car elle permet la collaboration entre des acteurs publics et privés, et une certaine autonomie des organismes dans l'élaboration et la mise en œuvre des initiatives.

## **2. L'évolution du modèle face à la nouvelle donne mondiale**

L'émergence du paradigme de la diplomatie publique à travers le monde, et sa bonne réceptivité en Asie, conduisent le Japon à adopter de nouvelles orientations au XXI<sup>e</sup> siècle. L'archipel déploie des efforts pour mobiliser davantage le public international afin d'accroître sa visibilité, contenir le jeu des puissances rivales régionales et renforcer son influence. Tout d'abord, le gouvernement soutient la promotion de la culture populaire japonaise avec l'initiative *Cool Japan* afin de moderniser l'image du Japon et de créer de nouveaux marchés pour ses entreprises (1). Les dirigeants nippons prennent

---

<sup>164</sup> L'initiative « Cool Japan » a notamment fait l'objet de critiques sévères sur son manque de transparence et d'efficacité dans la gestion et la supervision des projets.

conscience du remarquable potentiel de *soft power* représenté par les produits culturels japonais, notamment les mangas et les animés, qui connaissent un succès quasi-planétaire depuis le milieu des années 1990. Puis, le Japon soutient activement la promotion de l'ordre libéral international en annonçant son retour sur la scène internationale (« *Japan is back* ») afin de préserver sa sécurité et renforcer son rôle dans les affaires mondiales (2). Dans cet objectif, il déploie une « diplomatie des valeurs », qui consiste à promouvoir les valeurs fondamentales que sont la démocratie, l'Etat de droit et le libéralisme économique. Enfin, le Japon souhaite préserver son image et sa réputation en temps de crise en luttant contre la circulation de fausses informations (3). À la suite du Grand séisme de l'Est du Japon et à l'intensification des tensions historiques avec les pays voisins, il met en place des campagnes de relations publiques afin de renforcer la diffusion des informations auprès des décideurs et des cercles d'influence à l'étranger.

## **2.1. Façonner l'image d'un Japon moderne, dynamique et culturellement attractif (« *Cool Japan* »)**

### **a. Le *soft power* culturel : la prise de conscience tardive d'un atout exceptionnel**

Depuis le succès du « Japonisme » à la fin du XIXe siècle, à savoir l'influence de l'art japonais sur les artistes et les écrivains occidentaux, le Japon ne cesse de susciter une certaine fascination à travers le raffinement de ses objets d'art et un sens subtil de l'esthétisme imprégné de tradition *zen*. Dans les décennies qui suivent son essor économique, l'archipel dispose de ressources importantes de *soft power* qu'il utilise comme principal outil d'influence. Son attractivité repose sur l'image d'une culture raffinée associée aux attraits d'une grande puissance industrielle et technologique. Puis, à partir des années

1990, la culture populaire japonaise exerce une forte attraction sur le public mondial au point que certains auteurs qualifient le Japon de « superpuissance culturelle<sup>165</sup> ». Au début du XXI<sup>e</sup> siècle, jamais la jeunesse du monde n'aura autant pu goûter la culture populaire japonaise, que ce soit à travers les *mangas*, les *animes*, la gastronomie, le design ou le tourisme. Les ventes du personnage d'anime « *Hello Kitty* » permettent de générer plus d'un milliard de dollars dans le monde en 2005<sup>166</sup> et celles de mangas à succès tels que *Dragon Ball* ou *One Piece* atteignent plusieurs centaines de millions d'exemplaires, dépassant de loin les recettes des bandes dessinées franco-belges. L'attrait pour la culture japonaise est particulièrement fort en France. L'hexagone connaît un véritable engouement pour la cuisine japonaise et les échanges culinaires franco-japonais y sont très riches. Deuxième marché du manga au monde, la France accueille le plus grand festival européen de la culture populaire japonaise, la *Japan Expo*, qui rassemble dans les années 2000 et 2010 plusieurs centaines de milliers de visiteurs annuels<sup>167</sup>. L'attractivité culturelle de la « marque Japon » réside dans ce syncrétisme réussi entre le charme d'une culture asiatique qui a su préserver ses traditions millénaires et l'engouement pour une culture populaire qui véhicule des valeurs postmodernes attrayantes auprès du jeune public. Dans l'imaginaire collectif, le Japon est un Etat « moderne sans être occidental<sup>168</sup> ». Inscrite dans une longue tradition démocratique, sa modernité s'est identifiée à l'Occident tout en refusant toute assimilation. Depuis son ouverture à l'ère Meiji en 1868 l'archipel est passé du statut d'Etat périphérique à celui de 2<sup>ème</sup> puissance économique mondiale. Au début

---

<sup>165</sup> MCGRAY Donald. Japan's Gross National Cool. *Foreign Policy*. Mai-Juin 2002, p.44-54.

<sup>166</sup> Japan External Trade Organization (JETRO), Economic Research Department, "*Cool*" *Japan Economy Warms Up*, Mars 2005.

<sup>167</sup> Site officiel de la « Japan Expo » : [https://www.japan-expo-paris.com/fr/menu\\_info/historique\\_475.htm](https://www.japan-expo-paris.com/fr/menu_info/historique_475.htm)

<sup>168</sup> Voir SOUYRI Pierre-Yves. *Moderne sans être occidental. Aux origines du Japon d'aujourd'hui*. Coll. « Bibliothèque des Histoires ». Paris : Gallimard, 2016.

du XXI<sup>e</sup> siècle, le Japon est par ailleurs le premier contributeur en valeur absolue à l'aide au développement mondiale depuis plus d'une décennie (1989-2000). Seul pays non occidental membre du G7, il représente le symbole d'une puissance industrielle et technologique fiable reconnue pour son expertise, son sérieux et sa rigueur, notamment dans les fleurons de l'automobile et de la robotique. Malgré la récession entamée dans les années 1990, il présente des atouts solides avec des grandes entreprises comme Toyota, Mitsubishi et Panasonic, ainsi qu'un budget conséquent dédié à la recherche et au développement.

A l'aube du nouveau millénaire, le succès exceptionnel de la culture populaire japonaise auprès des jeunes générations apparaît auprès des dirigeants nippons comme un « portail d'accès » invitant le public étranger à s'intéresser au Japon et à soutenir in fine les intérêts stratégiques du pays. De ce fait, ils décident d'exploiter ce *soft power* comme un instrument de la stratégie extérieure du Japon. Cette prise de conscience n'est pas naturelle chez les acteurs. Elle apparaît plutôt tardivement au vu du succès fulgurant de la culture populaire japonaise à travers le monde. Les dirigeants mettent du temps à comprendre l'intérêt de développer des initiatives en faveur de la promotion de la culture japonaise, que ce soit sa spécificité pour renforcer l'image pacifique du Japon, ou encore le potentiel en matière de retombées économiques. Le diplomate MASUDA Korehito, Directeur général de Japonismes 2018, explique que « *pendant longtemps la culture n'est pas perçue comme un véritable instrument d'influence par les acteurs de la politique étrangère japonaise. Le Japon soutient la promotion de la culture sans faire de lien avec les bénéfices liés à l'économie* ». Il ajoute que « *les univers (culture, sport, culture) étaient tous très cloisonnés, à la différence de la France qui a su comprendre très tôt qu'une vision globale était préférable. Le MOFA avait tendance à privilégier la politique*

*et la sécurité au détriment des services de la culture et de la communication au sein des ambassades, et malgré la popularité de la culture populaire japonaise dans les années 1990, les acteurs considéraient que c'était uniquement l'affaire des entreprises privées »<sup>169</sup>. Les publications d'observateurs étrangers exercent une influence notable dans la prise de conscience des dirigeants nippons, notamment l'article de l'auteur américain Douglas MCGRAY dans lequel il évoque le potentiel de « superpuissance culturelle » du Japon et les ressources du « Produit Culturel Brut »<sup>170</sup>, et prédit une ascension fulgurante du *cool power* japonais. OKAMURA Yoshifumi, Ambassadeur spécial du gouvernement pour la Paix et la Stabilité, confirme cette prise de conscience tardive des dirigeants japonais qui « se sont rendus compte soudainement, grâce à leurs contacts avec des étrangers, qu'ils pouvaient utiliser la culture comme un outil diplomatique »<sup>171</sup>. Il confie avoir pris lui-même conscience tardivement de l'étendue de l'intérêt pour la culture japonaise à l'étranger. Alors qu'il était Consul général du Japon à Chicago aux Etats-Unis, il a découvert avec stupéfaction « la qualité des collections d'art qui avaient été préservées depuis l'époque du Japonisme et de l'Impressionnisme, lorsque les riches industriels américains comme Carnegie aimaient collectionner des œuvres comme les Ukiyoe ou les statues de Jomon<sup>172</sup>. Le diplomate ARIMA Yutaka, Directeur des ressources humaines au MOFA, admet également que « les Japonais ont mis du temps à se rendre compte de la popularité de la culture populaire japonaise à l'étranger, une influence qui s'est avérée essentielle pour pouvoir créer un sentiment de proximité et une image positive du Japon ». Il confie avoir été surpris par l'ampleur du phénomène en se rendant à New York, où*

---

<sup>169</sup> Entretien réalisé à l'Ambassade du Japon en France, Paris, le 30/01/20.

<sup>170</sup> MCGRAY Donald, Ibid.

<sup>171</sup> Interview réalisée au siège du MOFA, Tokyo, le 24/08/2018.

<sup>172</sup> Ibid.

il a constaté que des mots japonais comme « *emoji* »<sup>173</sup> étaient utilisés en anglais<sup>174</sup>. KOBORI Mamoru, directeur du JNTO, confirme que « *la diffusion des informations à l'étranger par des médias et des influenceurs sur les réseaux sociaux exerce une influence déterminante sur l'évolution du tourisme au Japon* ». Il cite la publication d'articles dans *Le Monde* et *Le Figaro* en 2002-2003 qui a conduit à une soudaine popularité du mont Koya, avant même la parution d'un guide en français sur le Japon<sup>175</sup>. Il évoque également l'influence des classements internationaux qui placent le Japon en tête des meilleurs destinations touristiques. Partant du constat que la culture populaire japonaise est très populaire dans le monde, ces évolutions ont créé « *un véritable élan* » dans un contexte où « *les Japonais n'avaient pas encore conscience que l'image du Japon était en train de changer à l'étranger* »<sup>176</sup>.

## **b. La promotion de la culture populaire japonaise**

La culture apparaît comme un vecteur essentiel pour la diplomatie japonaise. En 2004, le Japon annonce la création d'une division pour la presse et la diplomatie publique au sein du secrétariat du MOFA, laquelle est scindée en deux sections, « *la stratégie pour la diplomatie publique* » et « *les relations par Internet* ». Cette division vise à associer « *les relations publiques et la culture de manière plus cohérente tout en offrant une structure qui propose une coopération entre les secteurs public et privé* »<sup>177</sup>. Elle agit de concert avec la division pour les Affaires culturelles pour assurer la promotion des échanges culturels, la coopération avec les organisations internationales et la supervision des

---

<sup>173</sup> *Emoji* signifie « émoticône », une petite représentation graphique stylisée et symbolique d'une émotion qui est utilisée dans un message écrit informatisé.

<sup>174</sup> Entretien réalisé au siège du MOFA le 24/08/2018.

<sup>175</sup> Le premier guide en français est sorti en 2009.

<sup>176</sup> Entretien réalisé au siège du JNTO, Tokyo, le 31/08/2018.

<sup>177</sup> *Ibid.*, p.207.

activités de la Fondation du Japon. Cette réorganisation vise à renforcer la communication et à encourager « les relations entre les peuples » à travers l'essor du tourisme et le développement de nouveaux contacts, tels que leaders d'opinion et les journalistes. Le MOFA définit la stratégie et les politiques sur le long terme et la Fondation du Japon met en œuvre les politiques avec une plus grande autonomie. Ainsi, le Livre bleu sur la diplomatie de 2005 présente la promotion de la culture comme « *un moyen de dynamiser la société japonaise en puisant dans l'intelligence et le talent des personnes à l'étranger, et les bénéfices générés par la vente internationale des produits culturels japonais* »<sup>178</sup>. Ce document utilise officiellement l'expression « diplomatie publique » pour la première fois et reconnaît que « *le concept de diplomatie publique suscite de plus en plus l'attention* ». En décembre 2004, le Premier ministre KOIZUMI Junichirō met en place un « Conseil pour la Promotion de la Diplomatie Culturelle » afin de décloisonner la promotion de la culture en l'associant à d'autres secteurs d'activités. Il s'agit de « *développer des idées utiles à la diplomatie japonaise sur la manière de transmettre la culture, les idées et les attraits du Japon à l'étranger, de faire du Japon un centre d'activités artistiques et intellectuelles, de coopérer avec le secteur privé et les autorités locales, de renforcer le dialogue entre les civilisations, et de coopérer dans les domaines de la culture et du sport* »<sup>179</sup>. Le Conseil vise à « *semmer des graines afin de renforcer la compréhension du Japon au sein des prochaines générations* »<sup>180</sup>. Il recommande de s'adresser à la « *génération des dessins animés japonais* » à l'aide de la promotion de la culture populaire et de la langue japonaise afin de mettre en valeur d'autres aspects de la culture japonaise<sup>181</sup>.

---

<sup>178</sup> MOFA. *Diplomatic bluebook* 2005, p.207. Disponible sur : <https://www.mofa.go.jp/policy/other/bluebook/2005/ch3-e.pdf>

<sup>179</sup> Ibid., p.207.

<sup>180</sup> Site du Cabinet du Premier ministre : [Basic Policies for Urban Renaissance \(kantei.go.jp\)](http://www.kantei.go.jp)

<sup>181</sup> Ibid.

Puis, le gouvernement donne un nouvel élan à la diplomatie publique en lançant l'initiative *Cool Japan*. Cette initiative consiste à créer une marque-pays autour du Japon en empruntant les techniques du marketing et de la publicité (*nation branding*). Elle vise à promouvoir la culture populaire japonaise en appui sur les industries créatives comme les mangas, les animés, la mode lolita ou la musique *J-Pop* afin de générer des bénéfices pour les entreprises nippones. Le projet s'inspire du concept *Cool Britannia*, un mouvement culturel autour de la mode et de la musique britannique qui s'est développé à la fin des années 1990. Le gouvernement souhaite présenter au monde le Japon comme une nation culturellement « *cool* », moderne et attractive, loin des clichés sur un pays en déclin. Il consent des efforts considérables à la mise sur pied d'instruments diplomatiques, tels que la nomination comme « Ambassadeurs de la culture » de *Doraemon* (personnage de dessin animé) et *AKB48* (groupe de lolitas *J-Pop*), stars issues de la culture populaire, et la création du Prix international du manga en 2007. Il lance en 2009 l'opérateur audiovisuel international NHK WORLD afin de diffuser des informations sur le Japon et l'Asie. Connue depuis longtemps pour être un opérateur audiovisuel national indépendant du gouvernement japonais, dont le budget et la nomination des membres du comité directeur sont approuvés par la Diète, la chaîne NHK a fondé son indépendance sur un mécanisme de financement reposant sur la redevance audiovisuelle des citoyens japonais<sup>182</sup>. NHK WORLD développe des contenus en lien avec l'initiative *Cool Japan* pour des émissions exclusivement destinées au public étranger. Le Cabinet du Premier ministre met en place un programme dédié au développement de la « marque Japon » (*Japan branding*) en

---

<sup>182</sup> Sous le second gouvernement ABE, l'indépendance de la chaîne NHK World est remise en cause suite aux déclarations polémiques de certains membres de la direction. Le président de la chaîne MOMII Katsuto a notamment déclaré en 2014 que la chaîne devait suivre la position du gouvernement sur les contentieux historiques, créant une polémique qui a conduit à son retrait en 2016.

finançant la venue de nombreux experts japonais venant très souvent du monde des arts traditionnels afin de présenter les attraits du Japon aux jeunes générations susceptibles de devenir les leaders de demain à l'aide de conférences et d'expositions dans plusieurs pays. Le développement du tourisme devient un axe majeur de l'initiative *Cool Japan* avec plusieurs campagnes promotionnelles, telles que *Yōkoso Japan* (ようこそジャパ<sup>ン</sup>, « bienvenue au Japon ») et *Visit Japan*, afin de conforter l'image positive de la culture japonaise, à la fois traditionnelle et populaire. Les campagnes promotionnelles mettent en valeur les attraits du Japon, notamment les valeurs traditionnelles que sont les notions d'harmonie (*wa* 和), d'hospitalité (*omotenashi* おもてなし), de bienveillance (*omoiyari* 思いやり), et les aspects de la philosophie japonaise qui sont liés à la nature, l'attention au détail, la notion de respect mutuel, le sens esthétique et l'attachement aux traditions. Ces campagnes se développent parallèlement à une hausse exponentielle des touristes étrangers dans l'archipel. A partir des années 2000, le nombre de visiteurs augmente régulièrement pour atteindre 8 millions en 2010, puis quadrupler en 2019 avec près de 32 millions, avant de battre un nouveau record en 2024 après la crise Covid-19<sup>183</sup>. KOBORI Mamoru, vice-président du JNTO, estime que « *l'augmentation du tourisme au Japon découle de la concomitance de deux facteurs : la hausse des informations disponibles sur l'archipel sur Internet et le développement des échanges à l'échelle mondiale, ainsi que la mise en place de mesures par le gouvernement japonais et le JNTO avec une hausse progressive du budget* »<sup>184</sup>. Il explique que le JNTO affine progressivement sa stratégie

---

<sup>183</sup> Statistiques et graphiques disponibles sur le site de l'agence japonaise chargé du commerce extérieur, JETRO (Japan External Trade Organization) : [https://www.jetro.go.jp/en/invest/attractive\\_sectors/tourism/overview.html](https://www.jetro.go.jp/en/invest/attractive_sectors/tourism/overview.html)

<sup>184</sup> Entretien réalisé au siège du JNTO, Tokyo, le 31/08/2018.

en recourant aux conseils d'agences de consultants afin de cibler de nouveaux profils de touristes, et grâce aux programmes d'invitation au Japon destinés aux agences de voyages et aux grandes entreprises à l'étranger. Le Japon encourage également les échanges internationaux avec les universités japonaises afin de renforcer sa visibilité auprès des jeunes générations avec notamment l'initiative « *Global 30* », qui vise à doubler le nombre d'étudiants étrangers au Japon entre 2008 et 2020.

Suite au Grand Séisme de l'Est du Japon survenu le 11 mars 2011, le gouvernement donne une impulsion supplémentaire en faveur de la diplomatie publique. L'événement est couvert immédiatement par les informations du monde entier qui oscillent entre inquiétudes et témoignages de soutien au peuple japonais. L'accident nucléaire de Fukushima met fin à la croyance que le Japon dispose de technologies sûres et fiables et les conséquences sont dramatiques pour l'économie et le tourisme au Japon. Le nombre de touristes chute de 8,6 millions en 2010 à 6,2 millions en 2011, celui des étudiants étrangers de 141 774 en 2010 à 138 075 en 2011, et les exportations du Japon passent de 14,5 pour cent en volume à 13,3 pour cent en valeur dans les deux mois qui suivent la catastrophe<sup>185</sup>. En outre, les contentieux historiques et territoriaux s'intensifient avec la Chine et la Corée. Le gouvernement ABE (2012-2020) décide de renforcer les moyens consacrés à l'initiative *Cool Japan* en mettant en place des outils institutionnels. Il crée une cellule dédiée à la diplomatie publique au sein du Cabinet du Premier ministre afin d'aider le monde extérieur à « comprendre le Japon » en utilisant de nouveaux moyens de communication, tels que les réseaux sociaux et Internet, et d'assurer la coordination générale de la stratégie

---

<sup>185</sup> OGAWA Tadashi. Origin and Development of Japan's Public Diplomacy. *Routledge Handbook of Public Diplomacy*/ Ed. par Philip M. TAYLOR, Nancy SNOW. New York : Routledge, 2009, p. 281.

*Cool Japan*<sup>186</sup>. En étant intégrée directement au processus décisionnel, elle assure la cohérence et la synergie de l'ensemble politiques<sup>187</sup>. En novembre 2013, la *Cool Japan Fund*, est créée par le METI. Il s'agit d'un fond public et privé destiné à la promotion internationale de *Cool Japan*, et à celle des produits et services issus des industries de contenus, notamment les animés et la cuisine japonaise. MASUDA Korehito, Directeur général de Japonismes 2018, souligne le rôle déterminant de la cellule pour la diplomatie publique au sein du Cabinet du Premier ministre pour « *expliquer la nécessité de préserver la culture japonaise et de définir une stratégie pour sa valorisation à l'étranger* »<sup>188</sup>. L'impulsion en faveur de la diplomatie publique se traduit par un accroissement exponentiel du budget dédié puisque le budget triple de 2014 à 2015, en seulement une année. Avec ces nouveaux moyens à sa disposition, le Cabinet du Premier ministre contrôle plus étroitement l'élaboration et la mise en œuvre de l'initiative *Cool Japan*. Il envisage de surmonter en partie les difficultés de coordination et de cohésion entre les différents acteurs ministériels (MOFA, METI, MEXT) et organismes (Fondation du Japon, JICA, JBIC), et s'attache à développer une approche moderne de la communication avec le public en créant des comptes en anglais sur les réseaux sociaux Twitter et Facebook. La page Twitter du Gouvernement du Japon est créée en 2011<sup>189</sup>, et la page Facebook en 2013<sup>190</sup> afin de faire connaître les messages du Premier ministre, les politiques en cours d'élaboration et les actions quotidiennes du gouvernement. Le site du Cabinet donne accès à plusieurs publications en anglais, tels que *We are Tomodachi* (qui deviendra

---

<sup>186</sup> En anglais, ce bureau se nomme *Intellectual property Strategy Headquarters*.

<sup>187</sup> Voir GERVAIS Marylène. *Soft Power et diplomatie publique du Japon* / Ed. par Guibourg DELAMOTTE. *Le Japon dans le monde*. Paris : CNRS Editions, 2019, p.223-240.

<sup>188</sup> Entretien réalisé à l'Ambassade du Japon en France. Paris, le 30/01/20.

<sup>189</sup> <https://twitter.com/JapanGov> (@JPN\_PMO)

<sup>190</sup> <https://www.facebook.com/JapanGov/>

*Kizuna*<sup>191</sup>) et *Highlighting Japan*<sup>192</sup>. OGAWA Tadashi, ancien responsable de la Japan Foundation, explique que l'entourage du Premier ministre ABE donne une impulsion au développement de la diplomatie publique car il a conscience que les échanges culturels sont stratégiquement importants. Il estime que le Premier ministre comprend également l'intérêt de « réactiver des leviers déjà existants dans la diplomatie culturelle japonaise, tels que l'octroi d'un budget en faveur du développement des échanges culturels, l'organisation de grandes manifestations à l'étranger, la diffusion d'émissions et de films japonais sur des chaînes de télévision à l'étranger, et le ciblage de zones spécifiques, comme l'Asie du Sud-est, en réponse au renforcement de la diplomatie publique de la Chine et de la Corée du Sud dans la région asiatique »<sup>193</sup>. Le gouvernement développe par ailleurs une approche collaborative avec le secteur privé et la société civile. Selon ISHIGAKI Tomoaki, les autorités japonaises comprennent que les synergies permettent davantage d'efficacité car « le secteur privé peut se charger de la promotion des contenus culturels et couvrir les frais liés, pendant que le gouvernement peut continuer d'assurer la promotion des échanges culturels et des échanges de personnes. Lorsque le gouvernement lance des initiatives, si les acteurs concernés sont d'accord, ils peuvent désormais prendre le relais ». Elles considèrent davantage le rôle du milieu des affaires et de la société civile, ainsi que la diversité des méthodes existantes pour façonner l'avenir du monde. Il observe que « il peut y avoir une vision du gouvernement, mais il y a tellement d'autres manières de s'exprimer. La société japonaise est devenue si diverse qu'il est inapproprié, voire devenu incorrect, de penser que le gouvernement doit diffuser 'le' message correct et qu'il est l'unique responsable, car il y a des forces diverses qui sont capables d'interagir

---

<sup>191</sup> <https://www.japan.go.jp/tomodachi/index.html> (consulté le 09/12/2021)

<sup>192</sup> <https://www.gov-online.go.jp/eng/publicity/book/hlj/> (consulté le 09/12/2021)

<sup>193</sup> Entretien réalisé à l'International House of Japan, Tokyo, le 29/08/2018.

avec le monde dans le monde des affaires, de la culture, et dans toute la société. Les Japonais ont compris qu'ils ne doivent pas rater ces occasions »<sup>194</sup>. Le Premier ministre ABE annonce de nouvelles mesures en faveur du développement des échanges culturels au sommet Japon-ASEAN de 2013, ce qui conduit en 2014 à la création du Centre Asie de la Fondation du Japon, qui pilote des projets menés par des ONG et des volontaires japonais en Asie du Sud-Est, tel que le programme « NIHONGO Partners », où des Japonais viennent présenter la culture japonaise dans des lycées, en soutien aux professeurs et aux élèves et apprennent la culture locale grâce aux échanges avec la population sur le terrain<sup>195</sup>. Dans le contexte de la hausse du budget, le gouvernement annonce en 2015 le projet des « maisons du Japon » ou *Japan House*. Ces lieux culturels polyvalents ouvrent dans trois mégalo-poles influentes (Londres, Los Angeles et Sao Paulo) afin de faire connaître le meilleur de la créativité japonaise dans les points forts du Japon, tels que l'art, le design, les styles de vie, la gastronomie, l'innovation et la technologie. La première *Japan House* ouvre ses portes en avril 2017 à Sao Paulo. En favorisant les échanges entre un public urbain instruit et des experts japonais de renom, ces lieux polyvalents sont conçus comme étant l'incarnation d'un Japon moderne, inspirant et créatif pour penser le monde de demain<sup>196</sup>. Le diplomate MARUYAMA Norio, directeur de la presse et de la diplomatie publique au MOFA, explique que ce projet vise à « attirer toutes les générations et une variété de publics » en présentant « un panier avec différentes facettes de ce que le Japon fait de mieux »<sup>197</sup>. Il estime que « pour devenir une grande puissance de soft power, le

---

<sup>194</sup> Entretien réalisé au siège du Cabinet du Premier ministre, Tokyo, le 29/08/2018.

<sup>195</sup> OGAWA Tadashi. Origin and Development of Japan's Public Diplomacy. *Routledge Handbook of Public Diplomacy*/ Ed. par TAYLOR Philip M., SNOW Nancy. New York : Routledge, 2009, p. 283. Selon l'auteur, 3000 Japonais se seraient portés candidats au programme en 2020.

<sup>196</sup> Voir le site officiel de la *Japan House* de Los Angeles : <https://www.japanhousela.com/> (consulté le 09/12/2021)

<sup>197</sup> Ibid.

*Japon souhaite atteindre désormais un éventail beaucoup plus large de personnes, qui ne s'intéresse pas uniquement à sa culture ou à son économie »*<sup>198</sup>. Le gouvernement déploie enfin des moyens conséquents pour organiser des manifestations culturelles de grande envergure en étroite collaboration avec des établissements culturels à l'étranger, tels que l'événement « Japonismes 2018 » en France<sup>199</sup> afin de promouvoir la culture japonaise et les attraits du Japon. Ainsi, l'initiative *Cool Japan* devient au fil des années un outil de promotion de l'image globale du Japon moderne, dans des domaines aussi variés que le raffinement des arts traditionnels, les nouvelles technologies, l'inclusion des personnes âgées, l'écologie et les liens historiquement anciens avec les grandes démocraties occidentales. MASUDA Korehito estime que la manifestation Japonismes 2018 est l'illustration emblématique de cet élan en faveur du développement de la diplomatie publique japonaise. Il explique que l'événement vise à satisfaire trois objectifs stratégiques : « *le développement du tourisme international, le renforcement et l'élargissement des liens entre le Japon et les pays partageant des valeurs communes face aux régimes autoritaires comme la Chine et la Russie, et la hausse de l'attractivité de la culture japonaise auprès de la population nipponne car le gouvernement s'inquiète de la perte d'intérêt des jeunes Japonais pour leur culture* »<sup>200</sup>. Il souligne que le gouvernement déploie un budget exceptionnellement important<sup>201</sup> pour organiser cet événement de grande envergure, ce qui révèle que les dirigeants nippons perçoivent « *le pouvoir de la culture comme un levier*

---

<sup>198</sup> Entretien réalisé au siège du MOFA, Tokyo, le 24/08/2018. M. MARUYAMA précise que la Maison de la Culture du Japon à Paris évolue en ce sens en organisant des conférences et des séminaires en plus des expositions habituelles.

<sup>199</sup> Site officiel de l'événement : <https://japonismes.org/fr/> (consulté le 09/12/2021)

<sup>200</sup> Entretien réalisé à l'Ambassade du Japon en France, Paris, le 30/01/2020.

<sup>201</sup> MASUDA Korehito indique un budget de 40 millions de yen (près de 250 000 euros) avec un supplément de 30 millions de yen (près de 180 000 euros) en 2016 en plus des mécénats d'entreprise.

*pour la diplomatie publique* » qui permet d'augmenter considérablement l'attractivité du Japon<sup>202</sup>.

## **2.2. Développer le récit d'un retour du Japon au centre de l'échiquier mondial (« *Japan is back* »)**

A la suite de son élection le 26 décembre 2012, le Premier ministre ABE annonce la formation d'un gouvernement entièrement dédié à la gestion de la crise que subit le Japon. Lors de sa conférence de presse, il identifie trois domaines prioritaires : la revitalisation de l'économie japonaise, la reconstruction des zones sinistrées après le Grand séisme de l'Est du Japon, et la communication de crise (catastrophes naturelles, tensions historiques)<sup>203</sup>. Le gouvernement ambitionne ainsi de développer la diplomatie publique dans d'autres domaines que la culture populaire japonaise.

Afin de lutter contre l'image d'un archipel en déclin, le Premier ministre souhaite façonner le récit d'un retour du Japon au centre de l'échiquier mondial. Dans cet objectif, il prononce en 2013 le discours ambitieux « *Japan is back* » sur le retour d'un Japon dynamique au Center for Strategic and International Studies (CSIS) aux Etats-Unis<sup>204</sup> et devant la 68<sup>ème</sup> Assemblée Générale de l'ONU. La diplomatie publique va soutenir les positions du Japon sur la scène internationale, telles que les questions historiques avec la Chine et la Corée, la préservation de l'ordre libéral existant avec le déploiement d'une « diplomatie des valeurs » et la lutte contre les fausses informations. Partant du constat

---

<sup>202</sup> Entretien réalisé à l'Ambassade du Japon en France, Paris, le 30/01/2020.

<sup>203</sup> Conférence de presse du 26 décembre 2012. Discours disponible en anglais sur le site du gouvernement japonais :

[https://japan.kantei.go.jp/96\\_abe/statement/201212/26kaiken\\_e.html](https://japan.kantei.go.jp/96_abe/statement/201212/26kaiken_e.html)

<sup>204</sup> Le discours est disponible sur le site du MOFA :

[https://www.mofa.go.jp/announce/pm/abe/us\\_20130222en.html](https://www.mofa.go.jp/announce/pm/abe/us_20130222en.html)

que le public étranger dispose de peu d'informations sur le Japon, que ce soit sur des supports papiers traduits en anglais ou des supports digitaux, le gouvernement ABE renforce la diffusion des informations sur le Japon (*hasshin kyoka* 発信強化)<sup>205</sup>. Le bureau de la communication au sein du Cabinet du Premier ministre multiplie les canaux et les supports de diffusion avec la création d'outils digitaux et de plateformes multilingues, et une présence accrue dans les médias étrangers. Dans le même temps, il soutient le développement des réseaux avec des acteurs tiers (*tassōtekina nettowaku* 多層的なネットワーク)<sup>206</sup> et la participation d'experts à des séminaires organisés sur les questions stratégiques.

#### **a. L'affirmation des positions du Japon sur la question mémorielle**

L'accroissement de la rivalité d'influence avec la Chine et la Corée conduit le Japon à affirmer davantage ses positions sur la question mémorielle. Comme nous l'avons évoqué précédemment, la montée en puissance de la Chine constitue un véritable tournant qui nourrit les inquiétudes des dirigeants nippons concernant l'avenir du Japon sur les scènes régionale et mondiale. De son côté, la Corée du Sud s'affirme comme une puissance dynamique avec une diplomatie active au sein des enceintes multilatérales, un succès grandissant du *soft power* culturel et l'expression de griefs récurrents vis-à-vis du Japon sur les contentieux historiques. Dans ce contexte, Tokyo manifeste une certaine lassitude envers les demandes répétées et continues de la Chine et de la Corée sur la question mémorielle au moment même où le Japon revendique un statut de modèle légitime

---

<sup>205</sup> Terme officiel utilisé dans les documents diplomatiques.

<sup>206</sup> Ibid.

de démocratie pour le reste de l'Asie<sup>207</sup>. Le gouvernement japonais estime que l'instrumentalisation le conduit sans cesse à renouveler des excuses alors que la normalisation des relations diplomatiques et les efforts manifestés dans les années 1990 sont censés avoir résolu les litiges, un sentiment largement partagé par la population japonaise. De nombreux observateurs japonais, notamment au sein des milieux conservateurs, affirment ouvertement que le gouvernement japonais a eu tort d'éviter pendant des décennies d'aborder la question mémorielle pour privilégier le statu quo sous la tutelle sécuritaire américaine ainsi que la croissance économique. NAITŌ Yasuo rédacteur en chef de *Japan Forward*, le magazine anglophone du quotidien conservateur *Sankei Shimbun*, explique que « le Japon s'est forgé un 'caractère voué au renoncement' (*keni no konjō 放棄の根性*) qui l'a conduit à ne pas vouloir s'exprimer pendant des décennies suite à sa défaite.

De ce fait, il déplore que des acteurs au Japon et à l'étranger ont pendant ce temps « présenté leur propre version de l'histoire tout en cherchant à étouffer le débat dans l'archipel et à 'enfermer' le Japon (*tojikometai 閉じ込めた*) », ce qui fait que « l'histoire a été écrite en dehors du Japon, selon une version différente du peuple japonais, puisqu'il n'y avait pas de réaction des autorités japonaises sur des sujets comme les femmes de réconfort ou le massacre de Nankin »<sup>208</sup>. Le gouvernement ne souhaite plus céder aux pressions des pays voisins, en renouvelant sans cesse des excuses, et leur laisser le monopole de la question historique. Le Japon souhaite affirmer ses positions sur l'ensemble des sujets liés à l'histoire, que ce soient les demandes de révision des manuels scolaires, le dossier des « femmes de réconfort », les différends territoriaux et la question du

---

<sup>207</sup> NIQUET Valérie. *Chine-Japon : l'affrontement*. Perrin Asies, 2006.

<sup>208</sup> Entretien réalisé au siège du journal *Sankei Shimbun*, Tokyo, le 30/08/2018.

pacifisme avec le projet de la réforme de l'article 9 de la constitution. Le Premier ministre KOIZUMI Junichirō met la question de l'histoire au cœur de son agenda. Il orchestre des visites controversées au sanctuaire Yasukuni afin de présenter au monde le visage d'un Japon décomplexé qui ne souhaite plus rester éternellement dans une position de repentance vis-à-vis du passé et ambitionne de s'affirmer sur la scène politique régionale. Si les visites ne sont pas exemptes de polémiques sur le plan domestique, elles obtiennent le soutien de la population japonaise. Les Japonais estiment que la Chine et la Corée ne sont pas habilités à intervenir sur une question qui relève à leurs yeux de la politique intérieure du Japon. Cette évolution est d'autant plus marquante que la crise économique et sociale et la montée des défis sécuritaires régionaux favorisent une hausse de l'influence des groupes nationalistes et révisionnistes auprès des cercles du pouvoir et un plus large relais médiatique des actions du gouvernement sur les questions de politique étrangère. Le professeur WATANABE Yasushi observe « *un soutien grandissant des jeunes aux courants conservateurs et au révisionnistes, comme en atteste le succès de nombreux livres d'extrême droite dans les librairies, ce qui s'explique également par la montée d'une radicalité liée à la hausse des inégalités sociales et à un fort sentiment de déclassement, à l'instar de ce que l'on voit avec les partis populistes dans les autres pays développés* »<sup>209</sup>. Sur le plan international, l'affirmation du Japon sur la question de l'histoire a un double effet : une visibilité accrue et une perception mitigée dans le contexte de la dégradation des relations avec les pays voisins. La hausse du mécontentement de la Chine et de la Corée du Sud met en lumière le passé militariste du Japon, ce qui conduit à raviver la discorde et à ternir l'image du pays<sup>210</sup>.

---

<sup>209</sup> Entretien réalisé à l'ANA Intercontinental Hotel, Tokyo, le 23/08/2018.

<sup>210</sup> Voir KINGSTON Jeff. Japanese revisionist meddling backfires. *Critical Asian Studies*. Vol. 51 (3). Juillet 2019, p.437-450.

Puis, l'arrivée au pouvoir de ABE Shinzō conforte l'orientation de la politique étrangère japonaise vers davantage de fermeté sur la question de l'histoire. Le Premier ministre suscite l'intérêt des médias et du public étranger en raison de ses positions conservatrices, voire nationalistes, ainsi qu'un héritage politique familial étroitement lié au passé du Japon pendant la Seconde guerre mondiale. Son père, ABE Shintarō, était ministre des Affaires étrangères, et son grand-père, KISHI Nobusuke, était Premier ministre, et un des plus influents responsables impliqués dans le développement industriel du Mandchoukouo, une région contrôlée par l'Empire du Japon au Nord-Ouest de la Chine. Le Premier ministre ABE place la question de l'histoire au cœur de son programme politique. Plus que ses prédécesseurs, il prend conscience de la nécessité de développer une communication internationale visant à soutenir les positions japonaises sur la question de l'histoire de manière à conforter « le retour du Japon » sur la scène internationale. Il appelle de ses vœux la fin de la repentance vis-à-vis du passé et l'ouverture d'une nouvelle ère dans laquelle l'archipel reprendrait toute sa place sur l'échiquier mondial. NOMURATA Yoshiyuki du *Asahi Shimbun* observe que « *le Premier ministre ABE adopte une approche de la question mémorielle plus conservatrice du fait de ses opinions personnelles et des relations au sein de son parti avec les groupes nationalistes dans un contexte où la population japonaise n'a pas envie de réfléchir sur ce qui est pertinent ou non dans le rapport du Japon à son passé* »<sup>211</sup>. Le professeur SOEYA Yoshihide explique que « *ABE Shinzō veut enlever toute trace de mention du régime d'occupation du Japon pendant la guerre afin que le pays retrouve son autonomie, et cela concerne deux domaines principaux : la politique sécuritaire et l'éducation* »<sup>212</sup>. Il observe ainsi que les discours du

---

<sup>211</sup> Entretien au siège du *Asahi Shimbun*, Tokyo, le 30/08/2018.

<sup>212</sup> Entretien réalisé à l'International House of Japan, Tokyo, le 22/08/2018.

gouvernement s'orientent vers une affirmation des positions en matière de sécurité, et que dans les collèges et les lycées, les arts martiaux deviennent une option obligatoire, de même que la morale, et que les professeurs qui ne respectent pas le drapeau japonais peuvent être sanctionnés. Il ajoute que cette évolution s'inscrit dans une volonté de faire revivre l'époque de Meiji, dont le 150<sup>ème</sup> anniversaire est commémoré en 2018.

#### **b. Le soutien à l'ordre libéral international : la « diplomatie des valeurs »**

La diplomatie publique est perçue comme un moyen de valoriser le rôle du Japon dans les affaires mondiales et de promouvoir son économie. L'archipel souhaite augmenter sa contribution aux opérations internationales à travers le renforcement de ses capacités de défense. Dans cet objectif, il soutient le système libéral international et le respect des valeurs fondamentales afin de rassurer le public sur ses intentions pacifiques. Il promeut également le libéralisme économique et le libre-échange de manière à soutenir son économie.

Face à la montée de incertitudes et des menaces en matière de sécurité, les dirigeants nippons souhaitent encourager le déploiement de la puissance japonaise à l'aide d'une normalisation progressive de la politique étrangère et de défense. Ils souhaitent que le pays renforce sa contribution aux opérations internationales, notamment onusiennes, sans pour autant renoncer à ses principes pacifiques. Le deuxième gouvernement ABE annonce une série de mesures visant à renforcer sa législation en matière de défense et de sécurité<sup>213</sup>. En décembre 2013, il soutient la création d'un Conseil de Sécurité Nationale (NSC) sur le modèle américain, ainsi que l'adoption de la première stratégie de sécurité

---

<sup>213</sup> Voir MOFA. Communiqué du 1/07/2014. *Cabinet Decision on Development of Seamless Security Legislation to Ensure Japan's Survival and Protect its People*: [https://www.mofa.go.jp/fp/nsp/page23e\\_000273.html](https://www.mofa.go.jp/fp/nsp/page23e_000273.html) (consulté le 06/12/2021)

nationale, le renforcement de la coopération nippo-américaine et l'augmentation du budget de la défense<sup>214</sup>. En 2015, il autorise un élargissement des capacités opérationnelles des FAD avec un droit à la « autodéfense collective », à savoir l'intervention des troupes japonaises pour apporter un soutien à un pays allié. Cette vision pragmatique, qui est incarnée avec force par ABE Shinzō, est partagée par un nombre croissant de personnalités au sein de l'élite dirigeante en place depuis la fin des années 1990. Le Premier ministre soutient le projet de réinterprétation de l'article 9 de la Constitution afin d'autoriser le renforcement des capacités militaires et un élargissement du cadre opérationnel des FAD. Si la réforme constitutionnelle demeure un sujet épineux dans un pays fortement attaché au pacifisme du fait de son statut de victime de l'arme atomique, la classe politique, tout comme la population, devient de plus en plus encline à l'idée de renforcer les capacités militaires en réponse à l'ascension chinoise et la menace nord-coréenne<sup>215</sup>. Pour autant, le débat autour du projet de la réforme constitutionnelle est houleux sur le plan domestique entre les tenants du pacifisme et les partisans d'une normalisation progressive de la politique étrangère. Le projet représente un défi ambitieux au vu des conditions requises pour l'autoriser sur le plan de la politique intérieure et de ses conséquences en termes d'image et de réputation au vu des tensions persistantes avec les pays voisins liées à l'héritage de la Seconde guerre mondiale.

---

<sup>214</sup> MOFA. *The Guidelines for Japan-US Defense Cooperation*. 27/04/2015. Disponible sur : <https://www.mofa.go.jp/files/000078188.pdf> (consulté le 06/12/22)

<sup>215</sup> Voir le sondage du journal *Nikkei Shimbun* du 11/01/2021 qui montre une baisse de l'opposition de l'opinion publique au projet de réforme constitutionnelle dans un contexte de préoccupations croissantes liées à la protection de la sécurité nationale face aux ambitions chinoises et à la menace nord-coréenne. Selon ce sondage, 57% des personnes interrogées sont favorables à la réforme constitutionnelle. Disponible sur : <https://vdata.nikkei.com/newsgraphics/postal-mail-research-2020/#/?current=section-6> (consulté le 09/12/21)

Dans ce contexte, le Japon souhaite rassurer le public sur ses intentions en expliquant l'intérêt de sa contribution renforcée aux opérations internationales et de son soutien à l'ordre international libéral. La diplomatie publique s'oriente vers une promotion active des valeurs fondamentales, telles que la démocratie et l'Etat de droit, un domaine jusque-là peu investi en comparaison avec les démocraties occidentales. Face aux tentatives révisionnistes des puissances autoritaires, telles que la Chine et la Russie, le Japon déploie une « diplomatie des valeurs » visant à se positionner comme un acteur responsable qui soutient activement la préservation de l'ordre international libéral au sein des instances multilatérales. Il souhaite se présenter comme le chantre du libéralisme afin de former un contrepoids régional à la montée de la puissance chinoise. Valérie NIQUET estime que le discours de la diplomatie publique a pour objectif de « *ancrer le Japon dans le 'camp occidental' et démocratique dans un contexte stratégique tendu face à l'émergence d'une puissance chinoise disruptive* »<sup>216</sup>. Le gouvernement japonais forge des concepts opérationnels afin d'encourager le dialogue entre les démocraties libérales qui partagent les mêmes valeurs que le Japon. Sous le premier mandat du Premier ministre ABE, le ministre des Affaires étrangères ASŌ Tarō (2006-2007) développe l'idée d'un « Arc de Liberté et de Prospérité » (*jiyū to hanei no ko* 自由と繁栄の弧) afin de fédérer les pays de la région Asie-Pacifique partageant des valeurs communes avec le Japon<sup>217</sup>. En 2007, le Premier ministre ABE propose la création du QUAD (*Quadrilateral Security Dialogue*), un dialogue stratégique informel entre le Japon, les Etats-Unis, l'Inde et

---

<sup>216</sup> NIQUET Valérie. Le Japon : une prise de conscience récente des enjeux informationnels. *Les guerres de l'information à l'ère numérique* / Ed. Céline MARANGÉ, Maud QUESSARD, Paris : Presses Universitaires de France, 2021, p. 302.

<sup>217</sup> MOFA. *Diplomatic Bluebook 2007*, p.2. Le Japon présente ce concept comme « *un nouveau pilier de sa politique étrangère consistant à mettre l'accent sur les valeurs universelles telles que la liberté, la démocratie, les droits humains fondamentaux, l'Etat de droit et l'économie de marché* ».

l’Australie, de manière à présenter l’espace indopacifique comme le socle privilégié de la stratégie japonaise. Il introduit également devant le Parlement indien le concept de « Espace Indopacifique Libre et Ouvert » ou Free and Open Indopacific (FOIP) (*jiyū de hirakareta Indotaiheiyō senryaku* 自由で開かれたインド太平洋戦略) qui deviendra populaire à travers le monde. Formalisé en 2016, ce concept vise à développer la connectivité entre les pays de la région selon une route de la liberté reliant l’Asie-Pacifique à l’Afrique grâce à l’aide au développement japonaise. En 2013, ABE Shinzō développe l’idée d’une « Diplomatie avec une vision panoramique du monde » (*chikyū wo fukan suru gaikō* 地球儀を俯瞰する外交) et présente le nouveau concept phare de la politique étrangère, la « Contribution proactive à la paix » (*seikyokuteki heiwashugi* 積極的平和主義)<sup>218</sup>, qui est choisi pour son syncrétisme entre l’idée d’un engagement accru du Japon dans les affaires mondiales (« contribution proactive »), y compris auprès de ses alliés et en dehors du cadre de l’ONU, grâce à un renforcement de ses capacités militaires (qui sera mis en œuvre en 2015 par le vote de lois de défense), et la préservation des principes pacifiques (« paix »).

Sur le plan économique, le Japon assure la promotion du libéralisme économique et du libre-échange. Le Premier ministre ABE développe une politique ambitieuse, les *Abenomics*, qui inclut un volet consacré à la promotion de l’activité des femmes, les *Womonomics*. Il présente son projet dans le discours « *Japan is back* » prononcé en 2013 aux Etats-Unis au CSIS, puis devant la 68<sup>ème</sup> Assemblée Générale de l’ONU. L’archipel soutient les négociations multilatérales en faveur du libéralisme économique et le développement

---

<sup>218</sup> MOFA. *Diplomatic Bluebook 2014*.

des accords de libre-échange. Son engagement actif se concrétise avec la signature de l'Accord de partenariat transpacifique (*Comprehensive and Progressive Agreement for trans-Pacific Partnership* ou TPP+11) par les gouvernements des pays riverains du Pacifique en mars 2018. Malgré le désengagement des Etats-Unis en janvier 2017, il déploie des efforts diplomatiques considérables aux côtés des membres qui s'étaient déjà engagés dans l'accord initial afin de permettre la signature de l'accord<sup>219</sup>. Le Japon cherche ainsi à utiliser son *soft power* pour sa stratégie extérieure en exploitant des niches de politique étrangères. Comme le souligne Valérie NIQUET, l'archipel souhaite exploiter des niches comme « le pacifisme, le contrôle des armements ou des questions environnementales et climatiques, qui correspondent aux spécificités du Japon : le statut de victime des deux seuls bombardements atomiques de l'histoire et un attachement, présenté comme inhérent à la culture japonaise, à la 'nature' »<sup>220</sup>.

### **c. Le développement de campagnes de relations publiques : la lutte contre la circulation de fausses informations sur le Japon**

Le Grand séisme de l'Est du Japon du 11 mars 2011, suivi par l'accident nucléaire de Fukushima, confère un caractère urgent au développement d'une communication de crise à l'international. L'ampleur de la catastrophe, qui cause plus de 20 000 victimes et des centaines de milliers de personnes évacuées, conduit les dirigeants à déployer des efforts supplémentaires afin d'éviter une dégradation de l'image internationale du pays et de

---

<sup>219</sup> Voir le discours du ministre des Affaires étrangères KONO Taro du 11/11/2017. Disponible sur : [https://www.mofa.go.jp/press/release/press4e\\_001788.html](https://www.mofa.go.jp/press/release/press4e_001788.html) (consulté le 05/01/22). Le ministre présente la signature de l'accord comme une première étape vers le développement d'un ordre économique libéral et jusque au-delà de la zone de l'Asie-Pacifique.

<sup>220</sup> NIQUET Valérie. *Le Japon : une prise de conscience récente des enjeux informationnels. Les guerres de l'information à l'ère numérique* /Ed. Céline MARANGÉ, QUESSARD, Paris : Presses Universitaires de France, 2021, p.303.

redynamiser l'économie des zones sinistrées. Cette situation s'amplifie dans les années qui suivent la catastrophe avec l'intensification des tensions historiques et les différends historiques avec les pays voisins sur fonds de rivalités d'influence. Le gouvernement décide de donner une forte impulsion à la diplomatie publique en renforçant la diffusion des informations auprès des décideurs et des cercles d'influence à l'étranger afin de contrebalancer les affirmations jugées erronées dans les médias. Comme nous l'avons évoqué précédemment, le Japon met œuvre une réorganisation au sein du cabinet du Premier ministre et des ministères afin d'assurer une coordination plus efficace de ses politiques et une meilleure cohérence globale des actions. Le budget est en hausse afin de répondre à ces nouvelles exigences<sup>221</sup>. Les dirigeants souhaitent mieux faire entendre la voix du Japon dans un monde de plus en plus interconnecté et le gouvernement ABE soutient le renforcement de la diffusion des informations (*hasshin kyoka* 発信強化) et le développement des réseaux de partenariats avec des acteurs tiers (*tassoutekinettowaku* 多層的ネットワーク), tels que les établissements et les associations culturelles, les universités et les cercles de réflexion<sup>222</sup>. Outre les habituelles invitations de décideurs et de journalistes, Tokyo encourage l'organisation de conférences et de séminaires en partenariat avec des cercles de réflexions et des universités à l'étranger, au sein desquels les intervenants sont choisis pour développer l'intérêt du public pour les intérêts stratégiques du Japon, et des

---

<sup>221</sup> OGAWA Tadashi. *Origin and Development of Japan's Public Diplomacy. Routledge Handbook of Public Diplomacy*/ Ed. par Philip M. TAYLOR, Nancy SNOW. New York : Routledge, 2009, p. 274. Le budget du MOFA consacré à la diplomatie représente 4 pour cent du total (19,1 milliards de yen) en 2018<sup>221</sup>. Le budget de la Fondation du Japon est équivalent, soit 19,4 milliards de yen en 2017, dont 16,3 milliards de subventions du gouvernement, 8,2 milliards d'intérêts sur les fonds, et 469 millions de donations.

<sup>222</sup> Efforts to Promote Understanding of and Trust in Japan: Strategic Communications with Other Countries. *Diplomatic Bluebook 2015*. Chapitre 3, section 4.

programmes d'invitation de personnalités influentes (chercheurs, décideurs, etc.). Le Premier ministre ABE s'investit personnellement avec de nombreux discours et déplacements à l'étranger. Le gouvernement crée de nouveaux supports, tels que la revue multilingue *We are tomodachi* (*Nous sommes amis*) et la revue *Kizuna* (lien 絆) dont le nom fait référence aux liens d'amitié existant entre le Japon et le reste du monde<sup>223</sup>. Ayant compris le rôle déterminant de la communication digitale pour soigner sa réputation, le Japon initie une transformation numérique avec le développement des réseaux sociaux qui conduit à la création de comptes officiels *Facebook* et *Twitter* (Gouvernement du Japon, MOFA, ambassades à l'étranger, ministres du gouvernement et ambassadeurs)<sup>224</sup>. Les hauts dirigeants bénéficient de formations spécifiques afin de pouvoir s'exprimer plus efficacement sur ces nouveaux supports numériques qui permettent de toucher un public de plus en plus large<sup>225</sup>.

Dans le même temps, Tokyo développe des campagnes de relations publiques auprès d'acteurs influents à l'étranger, afin qu'ils orientent les décisions de leurs gouvernements de manière favorable au Japon sur les sujets difficiles de la politique étrangère nipponne, tels que l'accident de Fukushima, les contentieux historiques et les différents territoriaux avec la Chine, la Corée et la Russie. Tokyo souhaite lutter en priorité contre la circulation de fausses informations sur le Japon. Les acteurs de la diplomatie sont invités à réagir sur le terrain afin de « rétablir » les faits en présentant des données statistiques et des

---

<sup>223</sup> Un magazine du Gouvernement du Japon portera le nom *Kizuna*. Disponible sur : [https://www.japan.go.jp/kizuna/about\\_kizuna.html](https://www.japan.go.jp/kizuna/about_kizuna.html)

<sup>224</sup> MOFA. *Diplomatic Bluebook 2015*. Chapitre 3. Disponible sur : <https://www.mofa.go.jp/policy/other/bluebook/2015/html/chapter3/c030401.html> (consulté le 05/01/21)

<sup>225</sup> OGAWA Tadashi. Origin and Development of Japan's Public Diplomacy. *Routledge Handbook of Public Diplomacy* /Ed. par Philip M. TAYLOR, Nancy SNOW. New York : Routledge, 2009, p. 274. En juin 2019, la page Facebook du Cabinet du Premier ministre (« Gouvernement du Japon ») avait 2,8 millions de followers, et la page Twitter 219 900 followers<sup>225</sup>. Le compte Twitter du MOFA avait 61 500 followers.

documents internationaux fiables, tels que les textes des organisations internationales, les traités historiques et les chartes de droit international<sup>226</sup>. Sur la question du nucléaire et de la gestion des zones sinistrées par la catastrophe de Fukushima, les médias étrangers sont approchés afin de rectifier des publications jugées inexactes. Il s'agit de présenter au monde l'image d'un Japon responsable, résilient et confiant en l'avenir. Le gouvernement développe des programmes visant à promouvoir les attraits des régions sinistrées, tels que la gastronomie, le saké, l'artisanat et le patrimoine, et à encourager la reconstruction et la revitalisation des zones touchées par la catastrophe<sup>227</sup>. Dans le contexte de la bataille des récits qui se développe avec la Chine et la Corée sur les contentieux historiques et territoriaux, Tokyo mène un lobbying important auprès des décideurs et des chercheurs internationaux dans différentes villes influentes, notamment à Washington aux Etats-Unis. Les ambassades du Japon procèdent à l'envoi de lettres de protestations accompagnées de demandes de rendez-vous. Dans notre deuxième partie, nous présenterons plus en détails ces initiatives et nous montrerons qu'elles rencontrent des limites car les experts étrangers sont sur-sollicités et submergés d'information de la part des différents pays. Sur la base de ce constat, Tokyo développe dans la deuxième partie des années 2010 des partenariats avec des acteurs tiers afin de rendre moins visible sa stratégie d'influence tout en bénéficiant des compétences d'experts locaux, notamment en matière de communication. En 2019, le Japon présente les trois piliers qui vont constituer le socle de ses actions de communication : « (1) *communiquer sur les visions, les politiques et les initiatives du Japon* ; (2) *faire connaître les atouts riches et variés du Japon* ; (3) *entretenir la*

---

<sup>226</sup> Efforts to Promote Understanding of and Trust in Japan: Strategic Communications with Other Countries. *Diplomatic Bluebook 2015*, chapitre 3, section 4.

<sup>227</sup> Voir le numéro spécial de la revue éditée par le gouvernement japonais *We are Tomodachi*, automne 2017, qui fait le bilan de la reconstruction et de la revitalisation de la région : [https://www.japan.go.jp/tomodachi/2017/autumn2017/fukushima\\_food.html](https://www.japan.go.jp/tomodachi/2017/autumn2017/fukushima_food.html) (consulté le 05/01/22)

*compréhension et le soutien vis-à-vis du Japon* »<sup>228</sup>. Le gouvernement sollicite des agences de communication afin d’accompagner les acteurs de la diplomatie japonaise et développer leur expertise sur le terrain<sup>229</sup>. ISHIGAKI Tomoaki, Directeur de la diplomatie publique au sein du Cabinet du Premier ministre ABE, explique que les acteurs deviennent conscients du potentiel de développement de la diplomatie publique avec l’utilisation des nouveaux outils digitaux. Il note que le gouvernement accorde une importance particulière « *à la collecte des données et à l’observation des pratiques des médias sociaux et autres plateformes médiatiques afin de tirer de bons enseignements des pratiques existantes et de leur succès* ». En développant des outils d’analyse performants avec les agences de communication, Tokyo souhaite transmettre efficacement les messages du Japon aux publics à l’étranger<sup>230</sup>.

---

<sup>228</sup> *Diplomatic Bluebook 2019*, Chapitre 3. Disponible sur : <https://www.mofa.go.jp/policy/other/bluebook/2019/html/chapter3/c030401.html> (consulté le 05/01/21)

<sup>229</sup> Une agence de communication accompagne la communication de l’Ambassade du Japon en France depuis 2015.

<sup>230</sup> Entretien réalisé au Cabinet du Premier ministre, Tokyo, le 29/08/2018.

## **PARTIE II**

### **LE POIDS DU CONSERVATISME, UN FREIN AUX INITIATIVES DU JAPON**

---

Dans une deuxième partie, nous analyserons la manière dont les acteurs nippons s'adaptent aux nouvelles exigences de la communication au XXI<sup>e</sup> siècle. L'approche japonaise des relations avec le public étant dépeinte comme conservatrice dans la littérature, nous nous interrogerons sur la capacité des acteurs à développer un modèle plus moderne, qui soit fondé sur la participation citoyenne et autorise un dialogue ouvert avec le public sur tous les sujets, y compris les plus difficiles.

Nous souhaiterions avancer l'hypothèse que l'évolution du contexte stratégique et des mentalités favorise l'adoption de pratiques novatrices sans parvenir véritablement à moderniser l'approche japonaise. Tout d'abord, nous pouvons observer que les acteurs adoptent de nouvelles pratiques (I). Nous verrons que le compromis conservateur qui est en place depuis l'après-guerre au sein du système politico-administratif se fragilise au gré d'une évolution des mentalités. Le Japon voit naître de nouvelles logiques sous l'effet de plusieurs facteurs : le rééquilibrage du pouvoir en faveur du milieu politique, l'émergence de nouveaux profils au sein de l'élite dirigeante, et le rôle accru de l'opinion publique et des médias dans la fabrique des politiques. Ce nouvel environnement est favorable à l'affirmation des Premier ministres dans la fabrique de la politique étrangère, notamment KOIZUMI Junichirō et ABE Shinzō qui œuvrent à la mise en place de nouvelles initiatives

en faveur de la diplomatie publique. Pour autant, nous pouvons observer la persistance d'anciennes logiques qui met en lumière la difficulté des acteurs à s'adapter aux nouvelles exigences de la communication (II). Nous verrons que le poids du conservatisme représente un frein à l'efficacité des initiatives. Nous pouvons observer l'existence d'une résistance au changement des élites dirigeantes, un manque d'ouverture internationale du Japon, et des lacunes en communication des acteurs. L'auteur fera part des évolutions observables à l'ambassade du Japon en France (III). Enfin, nous illustrerons notre hypothèse en appuyant notre réflexion sur un cadre théorique qui analyse les effets des contraintes extérieures sur la politique étrangère des Etats (IV). Ce cadre théorique nous permettra d'étudier les réponses du Japon aux effets de la globalisation, notamment sa capacité d'adaptation aux nouvelles exigences de la communication.

## **I. L'émergence de nouvelles pratiques**

### **1. La fragilisation du compromis conservateur**

Au début du XXI<sup>e</sup> siècle., le compromis conservateur qui est en place depuis l'après-guerre présente des fragilités sous l'effet d'une évolution des mentalités. Le traditionnel « triangle d'airain » que forme la haute-administration, le milieu politique et les milieux d'affaire est fortement critiqué par la population japonaise et un nombre croissant de responsables politiques pour son manque de transparence et son inefficacité

à surmonter la crise économique<sup>231</sup>. Le système politico-administratif est bousculé par l'émergence de nouvelles logiques : le rééquilibrage du pouvoir en faveur du milieu politique, l'émergence de nouveaux profils au sein de l'élite dirigeante, et le rôle accru de l'opinion publique et des médias dans l'élaboration des politiques.

### **1.1. Le rééquilibrage du pouvoir en faveur du milieu politique : le rôle renforcé du Premier ministre et de son Cabinet**

A partir du milieu des années 1990, la multiplication des scandales de corruption et des conflits d'intérêt<sup>232</sup> conduit le Japon à mettre en place d'importants changements structurels au moyen d'une série de réformes visant à la refonte du système électoral et à la modernisation de l'administration<sup>233</sup>. Tout d'abord, la refonte du système électoral est votée en 1994 afin de remettre en cause la domination du PLD et d'encourager l'alternance<sup>234</sup>. Les dirigeants politiques dénoncent un système politique opaque et désuet fondé sur l'existence de factions au sein du parti au pouvoir. En effet, depuis sa création en 1955, le PLD s'est structuré autour de multiples entités qui reflètent les courants plus ou moins conservateurs et progressistes. Ce fonctionnement était jusqu'alors encouragé par le système électoral car chaque circonscription comptait entre trois et cinq élus. Chaque faction voulait son représentant et comptait sur des dons et de solides réseaux

---

<sup>231</sup> CARLSON Matthew M., REED Steven R. *Political corruption and scandals in Japan*, Ithaca, New York: Cornell University Press, 2018; MELLETT Xavier, GRIVAUD Arnaud. Insularité et universalisme politique japonais. *Le Japon dans le monde* / Ed. par Guibourg DELAMOTTE. Paris : CNRS Editions, 2019, p.21-26.

<sup>232</sup> Il s'agit notamment du scandale Recruit, un délit d'initié qui avait ébranlé la classe politique japonaise à la fin des années 1980, a notamment coûté au PLD la victoire aux législatives de 1993.

<sup>234</sup> GRIVAUD Arnaud. *La réorganisation du pouvoir politique au Japon : la haute fonction publique dans le système politique japonais des années 1990 à nos jours*. Thèse : Langues et littérature étrangères, Sciences humaines : Sorbonne Paris Cité, 2016.

pour se financer. Les relations que les responsables liaient entre eux et leurs partisans comptaient traditionnellement plus que l'idéologie même du parti, ce qui explique sans doute la longévité du parti. Avec la refonte du système électoral, le principe des circonscriptions à siège unique est introduit afin d'affaiblir le poids des factions, la publication des comptes des élus et des factions est rendue obligatoire, ainsi que la divulgation des actifs des parlementaires. Par la suite, un système de subvention des partis par l'impôt est mis en place et les dons aux politiciens sont interdits. En outre, les dirigeants politiques souhaitent diminuer le pouvoir jugé trop important des hauts-fonctionnaires car ils estiment que la haute-administration est responsable des difficultés du pays. Les hauts-fonctionnaires étant traditionnellement favorables au statu quo en politique étrangère, la diminution de leur influence profite au milieu politique, notamment aux réformateurs qui souhaitent une rupture avec le consensus traditionnel et un renforcement du rôle du Japon dans les affaires mondiales, tels que les Premiers ministres KOIZUMI et ABE.

Le Premier ministre KOIZUMI Junichirō est l'un de ces réformateurs du système politico-administratif. Dès son élection au poste de président du Parti Libéral Démocrate, il choisit le slogan provocateur « casser du PLD » (*jiminto o kukkowasu* 自民党をくっ壊す) et dénonce « la politique de l'harmonie » (*wa no seiji* 和の政治) qui prévalait jusque-là au sein du camp conservateur. En réponse au mécontentement populaire vis-à-vis des élites traditionnelles, il exprime une forte aversion envers la haute fonction publique et l'appareil bureaucratique et cherche à bouleverser les habitudes au sein du système politico-administratif. Il se démarque radicalement de la communication politique de ses prédécesseurs et apporte de profondes transformations au discours politique en phase

avec les tendances de la société nipponne. Sa rhétorique néo-libérale est empreinte d'une volonté de communiquer plus ouvertement avec le public, ce qu'il nomme « la politique du cœur » (*kokoro no seiji* 心の政治), en contraste avec la politique traditionnellement consensuelle du monde politique. Avec un style plus personnel, il mobilise un fort soutien populaire et réveille l'intérêt des Japonais pour la politique. Sur la scène internationale, son franc-parler inhabituel façonne l'image d'un Japon moderne qui est capable de réformes et de nouvelles ambitions. En fervent défenseur du libéralisme économique, il met en place des réformes ambitieuses visant à réduire la dette du pays, telles que la privatisation d'organismes publics comme le service postal et la libéralisation du marché du travail. Il démantèle le système politique traditionnel, dont il dénonce le clientélisme, en réduisant le poids de l'administration et celui du système des factions dans le processus de prise de décision. Il modernise le PLD en rajeunissant le parti et en augmentant la proportion de femmes à la Diète et au gouvernement tout en personnalisant fortement le jeu politique. Ainsi, il n'hésite pas à rompre avec l'habitude de régler les différends au sein du parti et à l'abri du public en exposant les querelles internes entre les multiples factions. Cette mise en scène des affrontements, qualifiée par les observateurs de « théâtre KOIZUMI » (*koizumi gekijo* 小泉劇場), lui permet de se maintenir au pouvoir en transformant la défiance populaire envers le parti en un soutien à son leader. En portant un coup décisif aux élites traditionnelles, il parvient à créer un nouvel équilibre des rapports de forces au sein du PLD qui devient favorable au libéralisme et à la fin du statu quo en politique étrangère<sup>235</sup>. Dans la lignée de KOIZUMI Junichirō, le Premier ministre

---

<sup>235</sup> Sur le style politique du Premier ministre KOIZUMI, voir UCHIYAMA YU. *Koizumi and Japanese Politics: Reform Strategies and Leadership Style*. Londres: Routledge, 2010.

ABE Shinzō affiche également un profil de réformateur du système politico-administratif tout en portant de grandes ambitions en matière de politique étrangère. Dès son premier mandat en 2006, sa communication politique repose sur un franc-parler, un sens du leadership et une forte personnalisation du pouvoir. Autrement dit, les réformateurs du système de 1955, qui étaient à la marge dans les années 1990, prennent de plus en plus de pouvoir dans la politique japonaise. Le professeur SOEYA Yoshihide explique que « *le débat portant sur l'idée de défier le régime de 1955 devient central, comme l'illustre l'élection au poste de Premier ministre de ABE Shinzō, un fervent défenseur de cette idée* »<sup>236</sup>.

Dans ce contexte, les premiers ministres peuvent exercer un leadership qu'ils n'auraient guère pu exercer dans les années précédentes, ce qui conduit au renforcement du rôle du Cabinet du Premier ministre (*kantei* 官邸) dans la fabrique de la politique étrangère. Pour contrer la tendance à l'immobilisme de la haute-administration, le *kantei* nomme des hauts-fonctionnaires au sein des ministères qui se positionnent en faveur des objectifs gouvernementaux afin de contrôler la coordination entre les différents ministères et atténuer les rivalités interministérielles et les enchevêtrements de compétences<sup>237</sup>. ISHIGAKI Tomoaki, Directeur de la diplomatie publique au sein du *kantei*, explique que le Cabinet souhaite désormais éviter autant que possible « *l'enchevêtrement de compétences avec le MOFA et les autres ministères afin de créer des synergies possibles dans le cadre d'une évaluation constante des ressources - qui sont limitées- et de maximiser leur utilisation* »<sup>238</sup>. MARUYAMA Norio, Directeur de la presse et de la diplomatie publique

---

<sup>236</sup> Entretien réalisé à l'International House of Japan, Tokyo, le 22/08/2018.

<sup>237</sup> PUGLIESE Giulio. Kantei Diplomacy? Japan's Hybrid Leadership in Foreign and Security Policy. *The Pacific Review*. Vol. 30. N° 2. 2017. p.152-168.

<sup>238</sup> Entretien réalisé au Cabinet du Premier ministre, Tokyo, le 29/08/2018.

du MOFA, observe que « *le pouvoir renforcé du Premier ministre, associé au leadership et à l'intérêt croissant du Cabinet pour la diplomatie, permet de travailler de manière plus cohérente avec les autres ministères car le Cabinet convoque directement les personnes concernées afin de traiter ensemble des dossiers. Les secrétaires généraux adjoints du Cabinet convoquent les vice-ministres au niveau des ministères afin de travailler ensemble* ». Il confie qu'il a senti un véritable dynamisme grâce à ce nouveau fonctionnement lorsqu'il était lui-même Directeur général de la division Afrique au MOFA, car « *le leadership du Premier ministre permet ce dynamisme, alors qu'auparavant, les ministères faisaient de la résistance et ne voulaient pas changer leurs méthodes de travail. Sans vision stratégique du Premier ministre, les ministères auraient souhaité continuer à préserver les acquis qu'ils avaient obtenus au lendemain de la guerre, c'est-à-dire il y a 70 ans, et n'auraient pas voulu changer la situation, or il était nécessaire d'initier un changement* »<sup>239</sup>. Ainsi, le *kantei* développe une ligne de politique étrangère plus affirmée vis-à-vis du MOFA, un phénomène que les observateurs désignent par « *kantei diplomacy* », car elle permet aux premiers ministres d'engager des actions diplomatiques fortes<sup>240</sup>.

## **1.2. L'émergence de nouveaux profils au sein de l'élite dirigeante**

Au gré d'une évolution des mentalités, nous pouvons observer l'émergence de nouveaux profils au sein du système politico-administratif. Le milieu politique voit

---

<sup>239</sup> Entretien réalisé au siège du MOFA, Tokyo, le 24/08/2018.

<sup>240</sup> Nous avons fait le choix de présenter seulement les premiers ministres KOIZUMI et ABE car ils ont véritablement apposé leur marque sur la politique étrangère japonaise dans les années 2000 et 2010. Les autres Premiers Ministres ne sont restés en moyenne qu'une seule année au pouvoir : FUKUDA Yasuo (2007-2008), ASŌ Tarō (2008-2009), HATOYAMA Yukio (2009-2010), KAN Naoto (2010-2011) et NODA Yoshihiko (2011-2012).

apparaître des gouverneurs et membres de la Diète qui n'appartiennent pas au PLD. Ces nouveaux profils souhaitent s'éloigner des contraintes imposées par les élites dirigeantes à Tokyo<sup>241</sup>, et les régions constituent leur terrain de prédilection<sup>242</sup>. Moins conformistes que les dirigeants politiques traditionnels, ils adoptent une approche des relations publiques beaucoup plus moderne, fondée sur une logique qui est davantage horizontale que pyramidale, et individuelle que consensuelle. Issus de milieux sociaux plus variés que l'élite du PLD, ils sont dotés de diplômes d'universités parfois moins prestigieux, ou délivrés par des universités étrangères, ce qui illustre leur ouverture au monde. Ils possèdent des compétences dans des domaines précis et transversaux. Tout en dénonçant la mentalité conservatrice des gouvernants, ils se présentent comme étant à l'écoute des attentes des citoyens et souhaitent mobiliser le public sur des sujets de société, tels que l'écologie, les modes de gouvernance, l'égalité hommes-femmes, la place des minorités, l'internationalisation de la société japonaise et l'accessibilité. Ils développent une politique de proximité qui s'appuie sur l'opinion publique et les médias pour la préparation de leurs campagnes politiques et leurs actions quotidiennes. Davantage conscients des exigences de la communication moderne, ils maîtrisent les nouveaux outils de la communication et s'appuient sur des actions multiples, telles que la diffusion de reportages télévisés de type télé-réalité, l'organisation de rencontres spontanées avec les citoyens et l'utilisation des réseaux sociaux. En se positionnant contre l'*establishment*, ils

---

<sup>241</sup> HOWE Brendan souligne cette évolution dans son article Between Normality and Uniqueness: Unwrapping the Enigma of Japanese Security Policy Decision-Making. *Modern Asian Studies* 44, 6, 2010, p.1313-1336.

<sup>242</sup> CURTIS Gerald L., *The logic of Japanese Politics: Leaders, Institutions and the Limits of Change*. New York: Columbia University Press, 1999.

affichent une volonté de faire évoluer un modèle de gouvernance qu'ils jugent désuet et inadapté à l'évolution de la société japonaise contemporaine<sup>243</sup>.

Nous pouvons citer quelques profils atypiques et réformateurs qui marquent la vie politique japonaise du début du XXI<sup>e</sup> siècle. Tout d'abord, le gouverneur de Nagano, TANAKA Yasuo, met à l'épreuve la domination du PLD en l'an 2000 dans un fief conservateur du Japon profond. Fils d'enseignants, il est élu indépendamment sans le soutien d'aucun parti politique majeur. Ancien opposant à la guerre du Golfe, il s'est fait connaître pour son engagement au sein du mouvement de Kobe suite au tremblement de terre de 1995 en distribuant des vivres à moto aux sans-abris et en luttant contre un projet d'aéroport avec l'argent dédié à la reconstruction de la ville. Il accède ensuite à la célébrité en remportant le grand prix de littérature Akutagawa et en publiant des chroniques satyriques dans des magazines populaires. Grâce à sa personnalité affirmée, son style de communication atypique et ses relais médiatiques efficaces, il sait fédérer habilement les réseaux associatifs locaux qui sont fortement préoccupés par l'écologie face aux corps de métiers traditionnels du bâtiment et de la riziculture. Sa capacité d'écoute vis-à-vis des préoccupations locales lui permet de succéder au gouverneur, alors que ce dernier tombe dans un scandale de corruption lié à des contrats opaques de construction dans le cadre de l'organisation des Jeux olympiques d'hiver à Nagano<sup>244</sup>. De même, ASANO Shirō, un ancien fonctionnaire du ministère de la Santé ayant étudié plusieurs années aux Etats-Unis remporte la région de Miyagi, un autre fief conservateur du Japon rural. Ce dirigeant politique émerge comme un constructeur de réseaux en mobilisant la société civile à partir

---

<sup>243</sup> HOWE Brendan, Ibid.

<sup>244</sup> BOUISSOU Jean-Marie. *Quand les sumos apprennent à danser, la fin du modèle japonais*. Paris : Broché, 2003, p.436-439.

du problème des handicapés et plus généralement des questions de santé<sup>245</sup>. En faisant campagne auprès des « gens ordinaires », il développe une politique de proximité qui rompt avec le formalisme jugé arrogant des gouverneurs traditionnels et développe une grande maîtrise des médias avec la présentation de ses déplacements quotidiens à la télévision. Grand pourfendeur de la corruption, il refuse toute contribution d'organisations extérieures, réduit son budget de campagne à moins de la moitié de la somme autorisée par la loi et ouvre ses comptes à tous les citoyens. Il sait prendre le contrepied du clientélisme et des groupes d'intérêts représentés par les corps de métiers traditionnellement impliqués dans la région, notamment les coopératives agricoles. Vêtu de costumes chatoyants, il prône l'idée que les élections doivent être avant tout le fait d'individus libres et non pas un projet de l'*establishment*. Sa politique comprend l'arrêt de la construction de barrages et l'importance des questions environnementales. Parmi ses mesures phares, il sait donner la parole aux citoyens et supprime le monopole de l'information en abolissant les clubs de presse traditionnellement attachés à son administration au profit de petits bulletins d'information locaux. Élu en 1993 et réélu en 1997, il embrasse ensuite une carrière de professeur d'université et de commentateur politique à la télévision. Fort de son charisme et de ses talents d'orateur, il se porte candidat au poste de gouverneur de Tokyo en 2007 sans parvenir à battre le gouverneur en place, ISHIHARA Shintarō<sup>246</sup>. Enfin, nous pouvons citer la première femme élue ouvertement lesbienne à la Diète japonaise, la sénatrice d'Osaka OTSUJI Kanako. En poste de janvier à juillet 2013, puis réélue aux élections générales de 2017 sur la liste du Parti Démocrate du Japon, cette ancienne championne de karaté junior et militante

---

<sup>245</sup> Ibid.

<sup>246</sup> Ibid.

LGBTQ+ soutient un modèle alternatif de société basé sur l'écologie, la participation citoyenne et la décentralisation. Engagée en faveur du mariage homosexuel au Japon, elle exprime l'avis qu'une réforme au Japon n'est pas nécessaire car le mariage entre personnes de même sexe n'est selon elle pas interdit par la constitution. Sa liberté de ton séduit toute une frange de la société japonaise qui soutient une évolution des mentalités en faveur d'une société plus ouverte et inclusive. Ces nouveaux profils font des régions le laboratoire de réformes bloquées au niveau de l'Etat central où prévaut le PLD avec son système traditionnel des factions. Leur présence sur le terrain illustre le vacillement du modèle traditionnel qui reposait sur le compromis conservateur.

Dans le milieu administratif, certaines voix s'élèvent également contre la rigidité du système et son inadaptation aux mutations de la société japonaise. Cette tendance a émergé dans les années 1990 avec la publication de deux ouvrages à succès par MIYAMOTO Masao, dont un a été traduit en français<sup>247</sup>. Ce psychiatre de formation, qui est devenu directeur adjoint de la Division Santé mentale au sein du ministère de la Santé, a exprimé son rejet du conformisme dans la haute-administration. Revenu de trois années de recherches en psychiatrie à l'Université de Cornell aux Etats-Unis, il a dénoncé brusquement les travers de la bureaucratie nipponne, et révélé au public le ras-le-bol de certains hauts-fonctionnaires qui ressentaient eux aussi une lassitude envers les carcans de la bureaucratie. Dans ces ouvrages, il fustige les longues journées de travail, l'obligation de participer à des beuveries entre collègues en soirée et l'absence de congés payés. L'engagement accru des diplomates japonais au sein des enceintes onusiennes contribue par ailleurs à un effet de socialisation qui conduit à faire évoluer les pratiques.

---

<sup>247</sup> MIYAMOTO Masao. *Japon, société camisole de force*. Paris: Editions Ph. Picquier, 2001.

Les diplomates comprennent que les structures internationales et les bureaucraties occidentales possèdent des caractéristiques globalement plus souples que celle du Japon. Devenus adultes après la frénésie de la bulle économique, les nouvelles générations se plient moins aisément que leurs aînés aux codes rigides du système politico-administratif nippon.

### **1.3. Le poids accru de l'opinion publique et des médias**

#### **a. La multiplication des débats sur les questions sociopolitiques**

A partir du début du XXI<sup>e</sup> siècle, la population japonaise se mobilise davantage sur les enjeux politiques et sociaux. Les citoyens, les réseaux associatifs et les médias expriment un mécontentement grandissant vis-à-vis des modes de gouvernance et font entendre leur voix sur les dossiers sensibles de l'actualité politique, tels que le nucléaire, le pacifisme, le maintien des bases américaines sur le sol japonais, la liberté de la presse, les droits individuels et la question mémorielle avec les pays voisins<sup>248</sup>. La mobilisation citoyenne est particulièrement inédite après l'accident nucléaire de Fukushima de mars 2011, qui marque un tournant dans les relations entre les citoyens japonais et les gouvernants. La population exige plus de transparence et d'efficacité dans la gestion de la crise, notamment en matière de relocalisation des personnes déplacées issues des zones sinistrées<sup>249</sup>. Elle dénonce l'impréparation et les mensonges des autorités japonaises dans la gestion de la catastrophe. Une partie de la jeunesse fait part de son aspiration à bâtir une société plus solidaire qui s'appuie sur des modes de gouvernance transparents et

---

<sup>248</sup> SCHWARTZ Frank J., PHARR Susan J. *The State of Civil Society in Japan*. Cambridge: Cambridge University Press, 2003.

<sup>249</sup> HASEGAWA Koichi. The Fukushima Nuclear Accident and Japan's Civil Society: Context, Reactions and Policy Impacts. *International Sociology*, Juin 2014, p.283-301.

inclusifs. Les préoccupations écologiques et la ruralité deviennent des enjeux populaires dans le contexte d'une abstention en hausse assortie de critiques virulentes à l'égard du monde politico-administratif. En raison de son attachement au pacifisme, la population proteste vivement contre le projet de réforme constitutionnelle fondé sur une réinterprétation de l'article 9 qui interdit le recours à la guerre, même si le contexte géopolitique en lien avec la Corée du Nord et la Chine a pu infléchir progressivement sa position. Des associations mettent en œuvre des actions fortes en opposition au gouvernement. Durant l'été 2015, l'association SEALDS (*Students Emergency Action for Liberal Democracy*), créée par un groupe d'étudiants, organise de grandes manifestations pour dénoncer la mise en péril du principe du pacifisme que représente le projet de loi sur la sécurité portée par le Premier ministre ABE<sup>250</sup>. Des actions citoyennes sont engagées pour protester contre la présence des bases militaires sur le sol japonais après une série de crimes sexuels perpétrés par des soldats américains à Okinawa. En 2014, le groupe d'étudiants SASPL (*Students Against Secret Protection Law*), qui rejoint ensuite le SEALDS, se mobilise pour la défense de la liberté de la presse en s'opposant au vote de la loi sur les secrets de l'Etat qu'elle juge liberticide et portant atteinte au travail des journalistes. Les revendications sur les questions de libertés individuelles mobilisent davantage l'opinion publique. Des scandales émergent plus fréquemment à la suite de déclarations sexistes qui auraient été tolérées quelques années plus tôt, telles que celles de l'ancien Premier ministre MORI, conduisant à sa démission en 2021 du poste de président du Comité d'organisation des JO de Tokyo-2020. Malgré les pressions subies pour garder le silence afin de « garder la face » et préserver l'harmonie au sein de la

---

<sup>250</sup> OGAWA Akihiro. *Civil Society: Past, Present and Future. Critical Issues in Contemporary Japan*, Londres: Routledge, 2019, p.47-58.

société japonaise, les victimes de harcèlement sexuels et de brimades s'expriment de plus en plus ouvertement sur la place publique. La journaliste ITŌ Shiori poursuit en justice un haut responsable de la chaîne NHK et proche du Premier ministre ABE et publie un livre sur son histoire qui devient un succès de librairie et sera traduit dans plusieurs langues<sup>251</sup>. Une jeune recrue des Forces d'autodéfense, GONOI Rina, démissionne et lance en juin 2022 une pétition en ligne qui recueille 100 000 signatures en deux mois pour dénoncer le harcèlement sexuel et la culture de l'humiliation dont elle fut victime dans l'armée japonaise<sup>252</sup>. Son combat inédit en justice conduit le *Financial Times* à la nommer « *une des femmes les plus influentes de la planète* »<sup>253</sup>. En 2021, le tribunal de Sapporo estime que la non-reconnaissance du mariage gay est « inconstitutionnelle », une décision inédite pour la législation du mariage gay, qui est renouvelée en 2024, et ouvre la voie à la possibilité d'une ouverture d'un débat sur ce sujet par le gouvernement. De plus en plus de personnalités font leur « *coming out* », y compris dans des milieux où le tabou est encore important, telle que le milieu de la J-pop avec la révélation de la star ATAE Shinjirō en 2023<sup>254</sup>. Le milieu du sumo est également secoué par des scandales réguliers. Un ancien maître est condamné à la prison en 2009 pour avoir encouragé trois de ses recrues à tabasser un apprenti de 17 ans qui est décédé de ses blessures. Quelques années plus tard, en 2023, un ancien lutteur de 25 ans, YANAGIHARA Daisuke, décide de poursuivre en justice les instances du sumo et son ancien maître pour des mauvais traitements, notamment l'obligation de jouer en tournoi pendant la pandémie Covid-19

---

<sup>251</sup> ITŌ Saori. *La boîte noire*. Paris : Editions Philippe Piquier, 2021.

<sup>252</sup> ARNAUD Régis. Rina Gonoï, combattante indésirable de l'armée japonaise. *Le Figaro*, 05/08/2023.

<sup>253</sup> Ibid.

<sup>254</sup> RICH Motoko, HIDA Hikari. In Rare Move, Japanese Pop Star Comes Out Publicly as Gay. *The New York Times*. 26/07/2023.

malgré des problèmes de santé, les amendes infligées aux lutteurs et les brimades reçues de la part de ses aînés à l'entraînement. Toutes ces révélations publiques et ces actions en justice illustrent une volonté de mettre fin à l'omerta au sein de la société japonaise. Elles visent à inciter d'autres personnes à prendre la parole afin de mettre fin à des pratiques jugées archaïques.

Dans un autre domaine, la population japonaise est également préoccupée par l'ascension économique et militaire de la Chine et la menace nord-coréenne. Vu que la montée des ambitions chinoises s'accompagne de tentatives unilatérales de modifier le statu quo en mers de Chine orientale et méridionale, l'opinion publique condamne fermement les incursions de bateaux chinois dans les eaux territoriales près des îles Senkaku dans un contexte d'intensification des tensions sur la question mémorielle. La poursuite des essais nucléaires et des tirs de missiles balistiques qui sont régulièrement effectués au-dessus de l'archipel par la Corée du Nord alimentent un climat de défiance à l'égard du régime de Pyongyang. En outre, le dossier des enlèvements de citoyens japonais, notamment l'affaire de la jeune YOKOTA Megumi, dont nous n'avons pas retrouvé la trace suite à son enlèvement par des agents nord-coréens dans les années 1970, émeut fortement la population. Créée par la famille de la victime, l'association de soutien aux recherches exerce une influence notable sur ce dossier qui évolue en lien étroit avec les milieux conservateurs. NAITŌ Yasuo, Rédacteur en chef du journal conservateur *Japan Forward*, explique que, contrairement à l'Europe, la population japonaise devient fortement préoccupée par les menaces en provenance de la Chine et de la Corée du Nord. Il estime que « *de nombreux Japonais considèrent que leurs élites dirigeantes ont une vision erronée de la situation alors qu'un conflit semble inévitable dans la région et souhaitent que le gouvernement engage des actions plus fermes de peur que la Chine*

finisse par s'emparer des Senkaku, y compris avec une stratégie qui utilise de simples pêcheurs dans les eaux territoriales nippones »<sup>255</sup>. Enfin, le secteur privé sort de sa discrétion pour peser davantage sur les orientations de la politique étrangère. Les milieux d'affaires<sup>256</sup> manifestent un intérêt accru pour la diplomatie afin de préserver la bonne entente économique et commerciale entre la Chine et le Japon. On assiste progressivement à une rupture avec la traditionnelle séparation entre la sphère politique et le monde des affaires (*seikeibunri* 政経分離). Ainsi, suite à la visite controversée du Premier ministre ABE au sanctuaire Yasukuni en 2013, le directeur de la puissante Fédération des organisations économiques japonaises (*Nippon Keidanren* 日本経団連), YONEMURA Hiromasa se rend immédiatement à Pékin pour tenter une amélioration des relations nippo-chinoises. De manière générale, nous pouvons observer que le Japon connaît de multiples vagues de mobilisation citoyennes sur des thèmes divers de l'agenda diplomatique, y compris à travers des contestations de rue qui étaient plutôt rares depuis les grandes manifestations contre l'alliance de sécurité avec les États-Unis dans les années 1960<sup>257</sup>. Cette évolution conduit les médias nippons à couvrir plus largement les sujets diplomatiques et à peser davantage sur la fabrique de la politique étrangère.

---

<sup>255</sup> Entretien réalisé au siège du journal *Sankei Shimbun*, Tokyo, le 30/08/2018.

<sup>256</sup> Les milieux d'affaires japonais sont composés de la puissante *Nippon Keidanren* (Fédération des organisations économiques japonaises), de l'Association japonaise des dirigeants d'entreprises (*Keizai Dōyūkai*) et de la Chambre de Commerce et d'Industrie japonaise (*Nihon Shōkō Kaigisho*).

<sup>257</sup> CHIAVACCI David, OBINGER Julia. Towards a New Protest Cycle in Contemporary Japan? The Resurgence of Social Movements and Confrontational Political Activism in Historical Perspective. *Social Movements and Political Activism in Contemporary Japan: Re-emerging from Invisibility* /Ed. par David CHIAVACCI, Julia OBINGER. London: Routledge, 2018, p. 1-23.

## b. La mise en place de mesures novatrices

Face à la hausse de la mobilisation, les dirigeants politiques sont sommés de prendre davantage en compte les attentes du peuple japonais et les demandes croissantes en provenance de la société civile et des médias<sup>258</sup>. Ils souhaitent intégrer ces nouvelles dynamiques dans leur approche de la communication avec le public, tant sur le plan domestique que sur le plan international. L'évolution des mentalités fait éclore un certain nombre de débats sur des sujets telles que la place des femmes, l'écologie, les droits des minorités, qu'elles soient ethniques (*ainous*) ou sexuelles (LGBTQ+), l'équilibre entre les vies professionnelle et familiale, l'ouverture à la diversité, et la lutte contre le harcèlement au travail ou à l'école. Les dirigeants politiques portent des sujets plus contemporains dans le débat public, tels que l'écologie, l'égalité hommes-femmes, le rapport au travail et le droit des minorités, afin de montrer qu'ils sont davantage à l'écoute des préoccupations de la population. En matière d'écologie, le gouvernement KOIZUMI adopte la campagne *Cool Biz* (*kurubizu* クール・ビズ) durant l'été 2005 afin de combattre le réchauffement climatique en promouvant la diminution de l'air climatisé et la manière informelle de se vêtir (sans veste, ni cravate), alors que les codes vestimentaires dans les entreprises étaient jusque-là très rigides. Sur la question de l'égalité hommes-femmes, il promeut un grand nombre de femmes au cours du premier mandat (2001-2003)<sup>259</sup> et soutient l'idée contestée d'ouvrir aux femmes l'accès au trône impérial, ce qui représente une idée extrêmement progressiste. Une décennie plus tard,

---

<sup>258</sup> MIDFORD Paul. *Rethinking Japanese Public Opinion and Security*. Stanford: Stanford University Press, 2011.

<sup>259</sup> Elles sont 5 femmes sur 18, un record, dont les deux premières femmes à accéder à un ministère régalien au Japon : TANAKA Makiko, le populaire et important soutien de KOIZUMI lors de sa campagne, aux Affaires étrangères, et MORIYAMA Mayumi, vétéran de la vie politique japonaise, à la Justice.

ABE Shinzō consacre à ce sujet les *Womenomics*, un volet de sa politique économique *Abenomics*, qu'il présente dans son discours de 2013 « *Japan is back* » sur le retour d'un Japon dynamique. Cette politique vise à soutenir une plus grande autonomisation des femmes en stimulant leur activité avec des mesures incitatives, telles que la multiplication des places en crèches, la lutte contre les inégalités dans le monde du travail et la valorisation des carrières féminines, afin que le Japon devienne « *une société qui permette aux femmes de rayonner* » (*shakai kagayakujoyosei* 社会輝く女性). Certes, la mise en place de cette politique n'est pas le reflet d'un tournant « féministe ». Il s'agit avant tout d'une stratégie de redynamisation de l'économie face à deux défis majeurs auxquels l'archipel est confronté : le vieillissement accéléré de la population et la dénatalité. Pour autant, elle répond à une volonté des femmes de mieux concilier leurs vies familiale et professionnelle dans un pays où les employés passent de nombreuses heures sur leur lieu de travail. Ainsi, le nombre de femmes diplomates sélectionnées à l'examen d'entrée du MOFA est en hausse. ARIMA Yutaka, Directeur des ressources humaines du ministère, explique que 12 femmes sur 28 candidats ont été sélectionnées en 2019<sup>260</sup>. A partir de la fin des années 2010, les congés maternités des femmes diplomates sont également mieux acceptés lorsqu'elles sont en poste à l'étranger, alors qu'ils étaient mal perçus auparavant, ainsi que les congés parentaux des diplomates hommes en poste au siège à Tokyo. Les heures supplémentaires sont encadrées pour les mères de jeunes enfants et la prise de congés est mieux acceptée. Le Premier ministre ABE met en place une mesure imposant aux hauts fonctionnaires de suivre une formation anti-harcèlement sexuel qui doit être exigée pour leur avancement et somme les grandes entreprises de

---

<sup>260</sup> Entretien réalisé au MOFA, Tokyo, le 24/08/2018.

pousser leurs employés à prendre des vacances afin de mieux concilier les carrières professionnelles et la vie familiale. S'agissant des minorités ethniques, le gouvernement ABE fait un grand pas en avant en avril 2019 en reconnaissant légalement les Japonais descendant des Aïnous comme un peuple autochtone du Japon<sup>261</sup>. Des avancées plus modestes dans certaines municipalités locales peuvent être remarquées en matière de soutien des droits personnes LGBTQ+. Elles méritent toutefois d'être soulignées car le Japon est gouverné depuis l'après-guerre par un parti conservateur, traditionaliste et « familialiste ». Ces avancées sont portées par la ville de Tokyo qui fait passer plusieurs lois comme l'interdiction de la discrimination à l'embauche basée sur l'identité sexuelle, et plus particulièrement l'arrondissement de Shibuya, qui édite en 2015 des certificats pour les couples de même sexe. Des personnalités politiques font leur *coming out*, telles que la députée d'Osaka, OTSUJI Kanako, qui se déclare lesbienne en 2005, KAMIKAWA Aya, qui devient la première femme transgenre à gagner une élection au Japon en 2003 et HOSODA Tomoya, qui devient le premier homme transgenre élu en 2017. Dans ce contexte, le diplomate MASUDA Korehito constate que « *l'environnement diplomatique change avec un nombre plus important de femmes et de jeunes générations qui s'expriment un peu plus librement face à la hiérarchie* »<sup>262</sup>. L'engagement du Japon au sein des enceintes multilatérales conduit inévitablement les représentants japonais à côtoyer une multiplicité d'acteurs dans le milieu des ONG et le secteur privé, au-delà des organismes officiels. La multiplicité des événements sportifs et des sommets internationaux comme le G20 incluent également une plus grande diversité d'acteurs,

---

<sup>261</sup> La loi de *Promotion de mesures visant à réaliser une société respectant la fierté des Aïnous* (アイヌの人々の誇りが尊重される社会を実現するため施策の推進に関する法律案) . Disponible sur (en japonais) : <https://elaws.e-gov.go.jp/document?lawid=431AC000000016> (consulté en février 2021)

<sup>262</sup> Entretien réalisé à l'Ambassade du Japon en France, Paris, le 30/01/20.

avec des personnalités du monde des affaires, des femmes, des jeunes, et l'émergence des nouvelles technologies. Dans cet environnement en constante évolution, MASUDA Korehito observe que « *l'archipel souhaite saisir toutes les occasions qui se présentent, telles que les Jeux Olympiques et la Coupe de Rugby, pour présenter la diversité du Japon* »<sup>263</sup>.

## **2. L'affirmation des premiers ministres dans la fabrique de la politique étrangère : un environnement favorable au développement de la diplomatie publique**

Comme nous l'avons évoqué précédemment, le rééquilibrage du pouvoir en faveur du milieu politique conduit à un renforcement du rôle du Premier ministre dans la fabrique des politiques. Cette évolution est particulièrement visible dans la fabrique de la politique étrangère. Durant les années 2000 et 2010, KOIZUMI Junichirō et ABE Shinzō apposent leur marque avec la conduite d'une diplomatie active et affirmée. Les deux dirigeants s'inscrivent en opposition avec la vision traditionnelle en faveur du statu quo dans les affaires internationales. Ils apposent leur marque en dénonçant vivement l'idée d'un Japon « réactif », perçu comme incapable de toute action proactive ou stratégique sur la scène internationale et soutiennent l'adoption d'une stratégie de politique étrangère basée sur une logique plus active d'équilibre des puissances<sup>264</sup>. Ils appellent à mettre un terme au compromis qui était en place depuis l'après-guerre afin d'ouvrir une nouvelle ère pour le Japon. Ils prônent un retour à la « normalité » au moyen d'une affirmation des positions de l'archipel sur l'évolution des capacités de défense -avec un renforcement de

---

<sup>263</sup> Ibid.

<sup>264</sup> Voir GREEN Michael. *Japan's reluctant realism*. Palgrave MacMillan, New York, 2001.

l'Alliance avec les Etats-Unis- et sur la question mémorielle avec la Chine et la Corée. Ils développent parallèlement des partenariats internationaux en positionnant l'archipel comme un fervent défenseur du libéralisme et du système multilatéral. Sous les gouvernements KOIZUMI et ABE, trois composantes œuvrent au renforcement de la visibilité du Japon : un style de communication radicalement nouveau sur la scène internationale qui modernise l'image quelque peu désuète des dirigeants nippons ; une longévité exceptionnelle, avec respectivement cinq années pour KOIZUMI J. et près de neuf années au pouvoir pour ABE S. ; et l'affirmation des positions du Japon sur la scène internationale.

### **2.1. La marque de KOIZUMI Junichirō : la modernisation de l'image du Japon**

Le gouvernement KOIZUMI (2001-2006) contribue à moderniser l'image du Japon auprès du public à l'étranger grâce à la personnalité atypique du chef du gouvernement. Les actions du Premier ministre font l'objet d'une importante couverture médiatique, notamment sur les sujets sensibles de l'agenda diplomatique nippon, tels que la Corée du Nord, le renforcement du rôle des FAD, et la question mémorielle<sup>265</sup>. KOIZUMI Junichirō est le premier chef du gouvernement japonais à se rendre en visite officielle en Corée du Nord<sup>266</sup> le 17 septembre 2002 afin de discuter d'une possible normalisation des relations diplomatiques et d'une résolution de l'affaire des enlèvements de ressortissants japonais

---

<sup>265</sup> SHINODA Tomohito. *Koizumi Diplomacy: Japan's Kantei Approach to Foreign and Defense Affairs*. Washington : University of Washington Press, 2007.

<sup>266</sup> MOFA, Déclaration de Pyongyang (en anglais).

Disponible sur : [https://www.mofa.go.jp/region/asia-paci/n\\_korea/pmv0209/pyongyang.html](https://www.mofa.go.jp/region/asia-paci/n_korea/pmv0209/pyongyang.html) (consulté le 09/12/21)

lors du sommet de Pyongyang<sup>267</sup>. Cette rencontre suscite l'attention des médias internationaux et remporte un succès diplomatique considérable en obtenant la reconnaissance officielle et des excuses de la Corée du Nord pour l'enlèvement de citoyens japonais par ses agents nord-coréens entre 1977 et 1983. En outre, le Premier ministre s'attache à rendre le Japon plus actif sur la scène internationale dans le cadre d'une relation forte avec les Etats-Unis. Favorable à une révision de la Constitution japonaise afin de reconnaître les FAD comme une armée conventionnelle, il fait adopter une loi en octobre 2001 permettant le déploiement des FAD pour des missions de « soutien logistique » dans le cadre de la « guerre contre le terrorisme » menée par les Etats-Unis. Cette évolution entraîne concrètement l'envoi de soldats pour la protection de camps de réfugiés en Afghanistan et au Pakistan et l'organisation dans le Golfe Persique pour des missions de ravitaillement en matériel et en essence des troupes engagées dans la guerre en Afghanistan. En août 2003, il fait voter la loi sur les mesures spéciales de soutien à la reconstruction humanitaire de l'Irak permettant au Japon de déployer les FAD afin d'organiser des missions humanitaires. La même année, un autre texte établit le cadre dans lequel les FAD sont autorisées à utiliser la force en cas d'attaque de l'archipel. Les troupes japonaises déploient des efforts pour la reconstruction de l'Irak entre 2004 et 2006, ce qui renforce la visibilité du Japon. Enfin, le Premier ministre exprime une certaine nostalgie pour le passé impérial du Japon en refusant de faire profil bas face aux contentieux liés à l'histoire avec les pays voisins, alors que ces prédécesseurs sont restés discrets sur le sujet. Le 13 août 2001, il provoque une vive polémique en exprimant son intention d'aller rendre hommage chaque année au sanctuaire Yasukuni. Le pèlerinage

---

<sup>267</sup> HAGSTRÖM Linus, SÖDEBERG Marie. *North Korea Policy: Japan and the Great Powers*. New York : Routledge, 2006.

fait l'objet d'une forte controverse car il honore la mémoire des soldats qui sont tombés lors des différents conflits auxquels les Japonais participèrent depuis 1868, parmi lesquels 14 criminels de guerre de classe A condamnés lors du procès de Tokyo. Malgré les vives protestations de la Chine et de la Corée, et les réactions internationales qui y voient le signe du renouveau du nationalisme nippon, KOIZUMI Junichirō montre sa détermination et son intention de montrer au monde un nouveau visage du Japon afin de cesser de rester dans l'ombre, celui d'un Etat qui n'hésite plus à s'exprimer sur la question mémorielle. Il explique que sa décision de rendre visite au sanctuaire relève d'une conviction personnelle (« une question de cœur » / *kokoro no mondai* 心の問題), afin de ne pas entrer dans les aspects juridiques et politiques de la polémique. Il fait aussi valoir son choix, contrairement aux nationalistes, d'organiser les visites à une date différente de l'anniversaire de la fin de la Seconde guerre mondiale (le 15 août). Sa communication politique et son positionnement sont plutôt bien acceptés par la population qui approuve sa fermeté face à ce qu'elle perçoit comme une ingérence des pays voisins dans les affaires intérieures du pays. Sur le plan international, son charisme et son style de communication moderne sont appréciés malgré la polémique. Par ailleurs, il donne une impulsion en faveur du développement de la diplomatie publique avec la mise en place d'un groupe de réflexion sur la promotion du *soft power* culturel en 2005. Cette action conduira à mettre en place l'initiative *Cool Japan* pour soutenir l'exportation des produits issus de la culture populaire japonaise. Cette impulsion initiée par le gouvernement KOIZUMI permet à ses successeurs de poursuivre les initiatives. ASŌ Tarō encouragera la promotion des mangas à travers la création du Prix international du manga et la nomination des « Ambassadeurs de la culture populaire ». En somme, après une période

d'instabilité politique et une importante crise structurelle dans les années 1990, les « années KOIZUMI » constituent un tournant décisif dans l'histoire de la diplomatie publique japonaise car elles scellent le retour du Japon sur la scène internationale.

## **2.2. La marque de ABE Shinzō : l'affirmation des ambitions et le déploiement de nouveaux moyens pour la diplomatie publique**

### **a. L'affirmation des ambitions du Japon : « *Japan is back* »**

Tout comme son prédécesseur, ABE Shinzō mène une diplomatie active, quoique davantage sous son deuxième mandat (2012-2020) que sous son premier mandat qui ne dure qu'une seule année (2006-2007). Les deux gouvernements ABE représentent près de neuf années, une longévité exceptionnelle pour un dirigeant japonais. Le Premier ministre possède également des capacités de leadership et affiche des positions tranchées sur des sujets difficiles, tels que l'évolution de la politique de défense, avec le projet controversé de la réinterprétation de l'article 9 de la Constitution, et les différends historiques avec les pays voisins. Sous ses deux mandats, la politique étrangère japonaise est marquée par une forte personnalisation de son exercice et une affirmation des ambitions du Japon sur la scène internationale. Le deuxième gouvernement ABE est formé après une période de multiples changements à la tête du pays, avec une parenthèse de cinq gouvernements successifs d'une durée respective d'une année entre 2007 et 2012<sup>268</sup>. Le professeur WATANABE Yasushi explique que la stabilité gouvernementale et les capacités de leadership d'ABE Shinzō rassurent les dirigeants politiques à l'étranger qui perçoivent

---

<sup>268</sup> Aux gouvernements du PLD de FUKUDA Yasuo (2007-2008) et ASŌ Tarō (2008-2009) succèdent trois années occupées exceptionnellement par le parti d'opposition, le PDJ, avec HATOYAMA Yukio (2009-2010), KAN Naoto (2010-2011) et NODA Yoshihiko (2011-2012).

« le Premier ministre comme un homme pragmatique et ouvert à l'international, même si les milieux académiques sont plus prudents »<sup>269</sup>. Au Japon, les milieux intellectuels craignent son profil nationaliste. Toutefois, les décideurs en matière de politique étrangère et de sécurité ainsi que la population lui apportent un soutien en l'absence d'un autre leader sur la scène politique<sup>270</sup>. L'activité diplomatique intense du gouvernement ABE œuvre à la consolidation de la *kantei diplomacy*, qui avait été initiée sous l'ère KOIZUMI. Elle offre au Japon une ligne de politique étrangère claire sur le long terme, contribuant à renforcer la présence et la visibilité de l'archipel auprès du public. ISHIGAKI Tomoaki, Directeur de la diplomatie publique au sein du Cabinet du Premier ministre, avance que « le gouvernement ABE engage beaucoup d'efforts pour diffuser les messages du Japon à l'étranger en appui sur l'agenda politique et le développement de la diplomatie publique ». Il ajoute que « la stabilité du gouvernement et le leadership du Premier ministre permettent de porter un message clair et cohérent au reste du monde », car contrairement aux années précédentes, « le Premier ministre sait montrer clairement dans quelle direction le pays se dirige » et « le Japon réussit à atteindre le public à l'étranger »<sup>271</sup>. L'objectif principal d'ABE Shinzō est de présenter au monde les ambitions du pays. Dès sa campagne électorale de 2012, il soutient l'idée de « remettre sur pied le Japon » (*nippon o torimidosu* 日本を取り戻す). Sa vision repose en grande partie sur l'idée d'une normalisation progressive de la politique étrangère et de sécurité. Lors de son arrivée au pouvoir, l'archipel est fortement affaibli. Le pays fait face à de profondes difficultés économiques et sociales suite au Grand séisme de l'Est du Japon et

---

<sup>269</sup> Entretien réalisé à l'ANA Intercontinental Hotel, Tokyo, le 23/08/2018.

<sup>270</sup> Ibid.

<sup>271</sup> Entretien réalisé au Cabinet du Premier ministre, Tokyo, le 29/08/2018.

à l'accident nucléaire de Fukushima. La communauté internationale, notamment la Chine et la Corée, dénonce vivement le manque de transparence des autorités nippones et de l'entreprise TEPCO en charge de la centrale nucléaire de Fukushima. Malgré les témoignages d'empathie du public à l'égard des qualités de courage et de résilience de la population japonaise, cette situation présente le risque de ternir durablement l'image du Japon sur la scène internationale, notamment sa réputation de leader en technologies sûres et fiables.

Le Premier ministre ABE soutient le développement des capacités économiques et militaires afin que l'archipel reprenne toute sa place au cœur de l'échiquier mondial et résiste au bouleversement des équilibres mondiaux, notamment l'ascension économique et militaire de la Chine. Il souhaite renforcer les relations avec les Etats-Unis et réviser la Constitution afin d'obtenir la reconnaissance d'un statut d'armée conventionnelle aux FAD. Il soutient l'accroissement du budget de la défense et adopte une attitude ferme dans les différends territoriaux opposants le Japon à ses voisins, en particulier la Chine sur les îles Senkaku. Ces positions fermes lui valent le qualificatif de « faucon », voire de « nationaliste ». Il effectue de très nombreux déplacements dans le monde, comme aucun de ses prédécesseurs, afin de présenter les nouvelles ambitions du Japon et de développer des partenariats avec les pays partageant les mêmes valeurs afin de consolider le bloc des démocraties face aux ambitions chinoises<sup>272</sup>. Les tentatives chinoises de réviser l'ordre international existant constituent un sujet de préoccupation majeur pour le Premier ministre. Comme nous l'avons évoqué précédemment, ABE Shinzō engage plusieurs

---

<sup>272</sup> HUGHES Christopher. *Japan's Foreign and Security Policy under the Abe Doctrine: New Dynamism or New Dead End?* Londres: Palgrave MacMillan, 2015; et MULGAN Aurelia George. *Kantei Diplomacy under the Abe Administration. Japan Foreign Policy in the Twenty First Century: Continuity and Change/* Ed. par LAM Peng ER., PUJENDRA Jain, London: Lexington Books, 2020, p.75-94.

actions qui marquent les esprits. En 2007, il prononce un discours devant le Parlement indien<sup>273</sup> pour présenter le concept de « Espace Indopacifique Libre et Ouvert » (*jiyū to hirakareta indopashifikku taiheiyō senryaku* 自由と開かれたインドパシフィック太平洋戦略), une vision stratégique du monde visant à établir un ordre international fondé sur des règles dans le vaste espace qui s'étend de l'océan Pacifique à l'océan Indien. Ce projet soutient la mise en place des principes indispensables pour parvenir à la stabilité et à la prospérité régionales, tels que le libre-échange, la liberté de navigation, et l'Etat de droit. Il s'appuie sur l'idée d'un dialogue informel entre le Japon, les Etats-Unis, l'Inde et l'Australie, et reprend un concept forgé l'année précédente par le ministre des Affaires étrangères ASŌ Tarō<sup>274</sup>, celui d'un « Arc de Liberté et de Prospérité » (*jiyū to hanei no ko* 自由と繁栄の弧). La stratégie de ABE Shinzō repose sur des concepts clés qui sont redondants dans ses discours et les documents officiels, tels que la « contribution proactive à la paix » (*seikyokuteki heiwashugi* 積極的平和主義)<sup>275</sup> et la « diplomatie avec une vision panoramique du monde »<sup>276</sup> (*chikyū wo fukan suru gaikō* 地球儀を俯瞰

---

<sup>273</sup> MOFA. Discours du 22 août 2007 intitulé « La confluence de deux océans » (二つの海の交わり *futatsu no umi no majiwari*).

Disponible en anglais sur : <https://www.mofa.go.jp/region/asia-paci/pm0708/speech-2.html> (consulté le 09/12/21).

<sup>274</sup> MOFA. Discours du Premier ministre ASŌ Tarō lors du colloque du Japan Institute of International Affairs (JIIA), « Arc of Freedom and Prosperity : Japan's Expanding Diplomatic Horizons » (自由と繁栄の弧、広がる日本外交の地平 *jiyū to hanei no ko, hirogaru nihonngaikō no chihei*), le 30 novembre 2006.

Disponible sur : <https://www.mofa.go.jp/announce/fm/aso/speech0611.html> (consulté le 09/12/21)

<sup>275</sup> ABE Shinzō forge le concept à l'automne 2013 lors d'une réunion avec des experts sur la création du *National Security Council* (NSS). Voir MOFA. Communiqué de presse du ministre des Affaires étrangères sur la création du NSS, 17/12/2013.

Disponible sur : [https://www.mofa.go.jp/press/release/press4e\\_000141.html](https://www.mofa.go.jp/press/release/press4e_000141.html) (consulté le 09/12/21)

<sup>276</sup> MOFA. *Diplomacy Bluebook 2016*. Japan's Foreign Policy that Takes a Panoramic Perspective of the World Map". Ch.2. p.22-140.

Disponible sur : <https://www.mofa.go.jp/files/000177707.pdf> (consulté le 09/12/21)

する外交). Par ailleurs, FUNABASHI Yōichi observe que la société japonaise, notamment les médias, soutient massivement les actions du gouvernement en faveur du libéralisme économique. A la différence d'autres pays, il note l'existence d'une cohésion nationale en faveur de la signature du TPP, sans qu'il n'y ait de débat entre les partis politiques sur la politique commerciale, ce qui constitue un gage de *soft power* pour le Japon<sup>277</sup>. ABE Shinzō a choisi deux lieux hautement stratégiques, le Center for Strategic Studies (CSIS) à Washington<sup>278</sup>, un think tank américain influent, et la 68<sup>ème</sup> Assemblée Générale de l'ONU, pour prononcer son discours « *Japan is back* » afin de présenter au monde les nouvelles ambitions internationales du Japon, telles que le programme de réformes économiques *Abenomics* et la série de réformes sur la sécurité qui seront mises en œuvre en 2015. Les médias internationaux couvrent la série d'initiatives inédites qui sont mises en place pour la refonte de la politique de défense, telles que la création d'un Conseil de sécurité nationale, l'adoption d'une Stratégie de sécurité nationale en 2013, et la révision des principes régissant les exportations d'armement à partir d'avril 2014. NOMURATA Yoshiyuki du *Asahi Shimbun* observe que « *malgré ses positions nationalistes, le Premier ministre ABE développe une approche réaliste et pragmatique qui s'inscrit en accord avec l'évolution de la situation internationale et en collaboration avec les experts du MOFA concernant l'évolution de la législation en matière de sécurité* »<sup>279</sup>. La création du Conseil de sécurité nationale, lequel influence beaucoup la politique étrangère sur le modèle du *National Security Council* aux Etats-Unis -notamment lorsque le Premier

---

<sup>277</sup> Entretien réalisé au siège du think tank Asia Pacific Initiative (API), Tokyo, le 28/08/2018.

<sup>278</sup> MOFA. Discours du Premier ministre ABE Shinzō, CSIS, Washington, 22/02/2013. Disponible sur : [https://www.mofa.go.jp/announce/pm/Abe/us\\_20130222en.html](https://www.mofa.go.jp/announce/pm/Abe/us_20130222en.html) (consulté le 05/01/2022)

<sup>279</sup> Entretien au siège du *Asahi Shimbun*, Tokyo, le 30/08/2018.

ministre possède un leadership fort comme ABE Shinzō permet de soutenir les politiques du gouvernement et de faciliter la mise en relation directe du Premier ministre japonais avec le Président américain. Dans ce contexte, toutes les actions de la politique étrangère remontent systématiquement vers le Premier ministre et son Cabinet.

### **b. Le déploiement de nouveaux moyens pour la diplomatie publique**

Le deuxième mandat de ABE Shinzō est marqué par la mise en place de nouveaux moyens institutionnels, digitaux et financiers en faveur de la diplomatie publique. Le Cabinet encourage l'utilisation d'outils de communication afin de renforcer la diffusion des informations sur le Japon (*hasshin kyoka* 発信強化), à travers notamment le développement des supports digitaux, et multiplier les réseaux auprès d'un plus large public, notamment des jeunes générations (*tassōtekina nettowāku* 多層的なネットワーク). MARUYAMA Norio, Directeur de la presse et de la diplomatie publique au MOFA, explique que les moyens sont renforcés afin de soutenir le programme ambitieux « *Japan is back* ». Il observe que « *le Japon s'efforce de mieux connaître l'évolution de la situation sur le terrain à travers ses ambassades l'étranger, grâce notamment à la collaboration avec les adjoints locaux dans les grandes villes comme Washington et New York, afin de mieux se préparer et suivre les réactions du public sur les réseaux sociaux* »<sup>280</sup>. Les échanges intellectuels sont encouragés avec la multiplication des partenariats avec les think tanks à l'étranger. Le Cabinet supervise les programmes sur le Japon au sein des cercles de réflexion qui sont mis en place par le MOFA, et les programmes

---

<sup>280</sup> Entretien réalisé au siège du MOFA, Tokyo, le 24/08/2018.

d'invitation d'experts étrangers<sup>281</sup>. De même, il pilote les campagnes de communication visant à « rétablir les faits » face aux « fausses » allégations sur l'accident nucléaire de Fukushima et les tensions historiques. Le gouvernement autorise une hausse conséquente du budget afin d'organiser des manifestations de grande envergure à l'étranger, telles que le 150<sup>ème</sup> anniversaire des relations France-Japon en 2008 et l'événement Japonismes 2018 en France.

Comme nous le verrons ultérieurement, l'impulsion du Cabinet, sous le deuxième gouvernement ABE, est fortement ressentie à l'Ambassade du Japon en France. Dès les années 2013-2014, le service Communication est doté de moyens budgétaires renforcés afin de soutenir le développement des initiatives à destination des décideurs, des journalistes et des influenceurs français, reconnus ou en devenir. Autrefois inexistant, un plan d'action est mis en place contre les fausses informations sur l'accident de Fukushima, les contentieux historiques et les différends territoriaux avec la Corée du Sud et la Chine afin d'expliquer la position du Japon et de « rétablir les faits ». Les acteurs sont sommés de développer les actions auprès du public avec l'envoi de courriers, la distribution de documents traduits en anglais et la prise de rendez-vous avec des leaders d'opinion français. Dès 2015, une collaboration étroite est mise en place avec une agence de communication à l'aide d'une enveloppe budgétaire confortable de 500 000 euros par an<sup>282</sup>. Les adjoints locaux sont davantage sollicités pour soutenir le développement des

---

<sup>281</sup> Le budget initial était de près de 500 000 euros annuels à destination de deux centres de recherche, y compris le soutien à une grande conférence internationale à hauteur de 100 000 euros pour la participation de quatre experts japonais.

<sup>282</sup> Le budget a diminué progressivement dans les cinq années qui ont suivi pour représenter près de 100 000 euros annuels.

activités<sup>283</sup>, notamment dans le domaine de la communication digitale avec la création de comptes sur les réseaux sociaux (Twitter, Facebook) en privilégiant les sujets fédérateurs, tels que la culture, les arts, les traditions, la gastronomie et le tourisme. Dans un contexte de rivalité d'influence avec les pays voisins, la délégation du Japon auprès de l'UNESCO déploie par ailleurs des efforts pour s'assurer que la politique et les initiatives du Japon sont bien comprises suite aux allégations de la Corée du Sud sur la question mémorielle, notamment sur la question du travail forcé des Coréens pendant l'occupation nipponne. Les échanges universitaires et l'enseignement de la langue et de la civilisation japonaise sont développés au sein des institutions académiques françaises avec un suivi renforcé des activités dans le cadre d'une influence grandissante de la Chine et de la Corée. Pékin ouvre de nombreux Instituts Confucius à travers le monde et la Corée soutient le développement de l'apprentissage de la langue coréenne dans l'hexagone. Le Premier ministre ABE encourage également le développement des réseaux d'échanges, tels que le réseau des anciens JET et celui des anciens boursiers de recherche au Japon. En tant que représentante du réseau français de l'Association Française des Anciens Boursiers du Japon (AFABJ)<sup>284</sup>, l'auteur a assisté à des réunions annuelles en visioconférence à Tokyo au cours desquelles elle a pu converser en petit comité à deux reprises avec le ABE Shinzō en personne<sup>285</sup>. Cette implication du chef du gouvernement auprès de la société civile n'aurait pas été envisageable quelques années plus tôt. Le diplomate ARIMA Yutaka, Directeur des ressources humaines au MOFA, note que « *le deuxième mandat du Premier*

---

<sup>283</sup> Le ministre des Affaires étrangères KISHIDA a rédigé une lettre en 2013 qui a été remise à tous les membres du personnel local pour les inviter à s'impliquer davantage dans les missions pour soutenir le développement des activités diplomatiques.

<sup>284</sup> L'auteur est vice-présidente et représentante au Japon du réseau français : « Association Française des Anciens Boursiers du gouvernement du Japon » (AFBJ).

<sup>285</sup> Consécutivement en mars 2021 et le 16 mars 2022 (réunions en ligne).

*ministre ABE constitue un véritable tournant pour la diplomatie publique japonaise car on constate une prise de conscience chez les dirigeants politiques de la nécessité de développer la présence internationale du Japon afin de faire connaître davantage le pays et de bénéficier de retombées économiques, à travers le développement des échanges culturels, sportifs, intellectuels, mais aussi des échanges touristiques avec le boom du tourisme chinois »<sup>286</sup>. De même, MARUYAMA Norio, Directeur de la presse et de la diplomatie publique au MOFA, observe que « le gouvernement ABE aide au développement des compétences en communication internationale des diplomates de haut rang avec la mise en place de 'media training' avec des consultants professionnels à partir des années 2013-2014 ainsi que des cours d'anglais, afin qu'ils sachent répondre efficacement aux questions difficiles lors des interviews et des conférences de presse filmées ». Il confie avoir bénéficié d'une formation à quatre reprises, laquelle est obligatoire pour les ambassadeurs, les chargés d'affaires de certains pays et les directeurs généraux exposés aux médias<sup>287</sup>. La diplomate KOBAYASHI Maki, Directrice du Comité d'organisation des Jeux Olympiques Tokyo 2020<sup>288</sup>, souligne de son côté « les efforts positifs du gouvernement ABE pour réagir aux 'fausses allégations' qui apparaissent dans les médias, les revues académiques et les think tanks, ce qui permet de renforcer la présence du Japon, de diffuser son message et de nuancer les critiques venues de l'étranger »<sup>289</sup>. De même, AI Kōichi, Directeur du JIIA, affirme que « la diplomatie publique du Japon s'est fortement améliorée sous l'impulsion du Premier ministre ABE*

---

<sup>286</sup> Entretien réalisé au siège du MOFA, Tokyo, le 24/08/2018.

<sup>287</sup> Entretien réalisé au siège du MOFA, Tokyo, le 24/08/2018.

<sup>288</sup> KOBAYASHI Maki est l'actuelle porte-parole du MOFA (2023-)

<sup>289</sup> Entretien réalisé au siège du Comité d'organisation des Jeux Olympiques Tokyo 2020, Tokyo, le 27/08/2018.

*grâce à un budget plus conséquent et des efforts pour améliorer la diffusion des messages »<sup>290</sup>.*

## **II. Le poids du conservatisme**

Malgré la présence d'éléments novateurs, le conservatisme demeure prégnant dans le système politico-administratif. Certes, la globalisation des échanges et la conduite d'une diplomatie active permettent de créer des liens étroits entre le Japon et une multiplicité d'acteurs sur la scène internationale. Les effets de la socialisation conduisent de nombreux acteurs à être en contact avec les réalités du terrain à l'étranger et à souhaiter la mise en place d'une approche moderne des relations avec le public. Toutefois, trois freins à la modernisation des pratiques peuvent être identifiés : la résistance au changement des élites dirigeantes, le manque d'ouverture internationale du Japon, et les lacunes en communication des acteurs.

### **1. La résistance au changement des élites dirigeantes**

#### **1.1. Le conformisme dans l'éducation**

Tout d'abord, la résistance au changement s'explique par le conformisme dans l'éducation qui nuit à la diversification des profils. Le système éducatif forme des élites dirigeantes qui se caractérisent toujours une forte homogénéité, une culture de l'entre soi et une tendance au repli face au changement. Les postes à responsabilité demeurent

---

<sup>290</sup> Entretien réalisé au siège du JIIA, Tokyo, le 27/08/2018.

principalement tenus par des hommes âgés issus d'une poignée d'universités prestigieuses. Au début des années 2020, le constat est imparable : le gouvernement, la Diète, les ministères et les grandes entreprises ont à leur tête quasi-exclusivement des hommes âgés et conservateurs. Cet environnement freine certaines avancées sociales, telles que la promotion de l'activité des femmes. L'annonce de réformes ambitieuses en faveur de l'activité des femmes ne permet pas de combler le retard important du Japon. Les classements internationaux exposent chaque année cette triste réalité et l'archipel continue de présenter au monde l'image d'une nation qui n'octroie pas de place aux femmes, mais également aux jeunes générations et aux profils différents. Si des efforts sont entrepris pour présenter de nouveaux profils, ceux-ci demeurent rares et sur-sollicités car ils tournent souvent en cercle fermé. Les responsables politiques réformateurs sont condamnés à fonctionner plutôt en périphérie et à la marge du système politique. L'absence de relais à Tokyo hypothèque leur potentiel de changement<sup>291</sup>. En raison du manque de profils capables de s'exprimer aisément en public et en anglais, le Japon souffre toujours d'une pénurie d'intellectuels reconnus à l'étranger et de candidats qualifiés pour intervenir dans les événements internationaux. En effet, le système de sélection à l'entrée des universités et dans les ministères peine à moderniser ses méthodes. Dans les années 1990, le gouvernement avait identifié plusieurs freins à la modernisation des pratiques, tels que l'accumulation de connaissances sans réflexion, le processus très sélectif à l'entrée des universités, et la préférence de l'écrit au dépend de l'oral. Il avait engagé des réformes visant à encourager la formation de professionnels qui soient capables d'interagir dans un contexte international afin de savoir s'exprimer en public et

---

<sup>291</sup> BOUISSOU Jean-Marie. *Quand les sumos apprennent à danser, la fin du modèle japonais*. Paris : Broché, 2003, p.436-439.

de maîtriser davantage la culture du débat. L'éducation et les codes culturels nippons, propres aux cultures dites à « haut contexte », valorisent la communication indirecte et évitent la confrontation des idées dans un monde qui demeure régit par des codes culturels propres aux cultures occidentales dites à « bas contexte », qui valorisent au contraire l'affirmation de soi et des idées<sup>292</sup>. Toutefois, le MEXT et les universités demeurent rétifs aux changements induits par la mondialisation et les évolutions sont lentes. A l'inverse de l'Europe des années 1970, les universités japonaises n'ont pas connu de vrai « mai 1968 » qui aurait permis de développer la confrontation des idées au sein des étudiants et de former une élite administrative, économique et culturelle selon un modèle plus progressiste<sup>293</sup>. Sous le second mandat du Premier ministre ABE, le contexte de l'enseignement dans les universités va même conduire à un repli car des coupes budgétaires augmentent les inégalités sociales et le ministère de l'Education nationale faillit supprimer les sciences humaines des cursus à l'été 2015 pour donner plus de place aux besoins concrets de l'économie. Le diplomate MASUDA Korehito estime que « *l'absence de culture du débat dans l'éducation au Japon est problématique* » et que « *rien n'évoluera sans une réforme du système éducatif* ». Il souligne que les examens d'entrée à l'université et dans les ministères privilégient l'écrit à l'oral et ne valorisent pas les langues étrangères. En tant que professeur à l'Université Doshisha à Kyoto, Nancy SNOW n'observe pas non plus de réel progrès. Elle constate que les interactions entre le professeur et la classe sont rares, tout comme les débats d'idée, car la majorité des élèves

---

<sup>292</sup> Voir les travaux de ZAHARNA R.S., par exemple, Culture, Cultural diversity and Humanity-centered Diplomacies. *The Hague Journal of Diplomacy*, 14 (1-2), 2019, p.117-133; et Western assumptions in non-western public diplomacies: Individualism and estrangement. *The Hague Journal of Diplomacy*, 14(3), 2019, p. 216-223.

<sup>293</sup> DUJARRIC Robert, TAKENAKA Ayumi. Le paradoxe japonais : puissance économique mondiale, réclusion sociétale. *Le Japon dans le monde* / Ed. par Guibourg DELAMOTTE. Paris : CNRS Editions, ch.9, 2019, p.73.

craignent de faire des erreurs en s'exprimant en public, ce qui ne leur donne pas confiance à l'international. Malgré une évolution des mentalités qui se traduit par une hausse de l'entrepreneuriat chez les jeunes générations, elle note que le système éducatif ne forme pas les élèves à s'exprimer en tant qu'individus dans le monde professionnel car il faut constamment rechercher le consensus. SNOW note par ailleurs que « *l'éducation des enfants n'encourage pas l'autonomie, surtout celle des garçons, ce qui rend difficile la vie à l'étranger et l'expression des opinions personnelles* »<sup>294</sup>. Ainsi, le Japon continue de former des individus qui privilégient le conformisme et le respect scrupuleux des consignes de la hiérarchie sans autoriser l'initiative individuelle et la confrontation des idées. Cet environnement conduit à préserver le compromis conservateur et n'incite pas à organiser des rencontres intellectuelles et des débats d'idées. En comparaison avec les démocraties occidentales, le pays soutient peu les activités des think tanks et l'organisation d'événements stratégiques. KOBAYASHI Maki observe que « *les dirigeants nippons, à la différence de la population japonaise, ont mis du temps à comprendre la nécessité que le Japon soit davantage présent dans les conférences organisées par les think tanks et les débats sur les réseaux sociaux* ». Elle explique que « *Tokyo s'est rendu à l'évidence en regardant les efforts que d'autres pays, tels que la Chine, déploient pour développer les occasions de rencontres avec les médias, les réseaux d'influence et le grand public* »<sup>295</sup>.

A partir des années 2010, les cercles de réflexion japonais reconnus, tels que le Japan Institute of International Affairs (JIIA), le National Institute of Defense Studies (NIDS) et le National Graduate Institute for Policy Studies (GRIPS), organisent de

---

<sup>294</sup> Entretien réalisé au domicile de Nancy SNOW, Tokyo, le 25/08/2018.

<sup>295</sup> Entretien réalisé à Tokyo au siège du Comité d'organisation des Jeux Olympiques Tokyo 2020, Tokyo, le 27/08/2018.

nombreuses rencontres stratégiques, mais ces structures dépendent fortement du gouvernement dans leur statut et leur financement, ce qui contribue à limiter leur liberté d'expression. AI Kōichi, directeur du JIIA, note que « *il n'y a pas beaucoup de think tanks indépendants au Japon, ni de système de contrôle de la politique étrangère, et donc il n'y a pas réellement d'autres opinions que celle du MOFA* ». Il confirme que « *le JIIA présente des visions alternatives -ce qui fait partie du rôle des think tanks-, mais l'octroi du budget par le gouvernement l'empêche de critiquer ouvertement les positions officielles* »<sup>296</sup>. Nancy SNOW estime que les débats sur les questions stratégiques organisés dans l'archipel sont trop contrôlés par les autorités, notamment sur la question mémorielle. Elle observe également que la diversité des opinions au sein de la société civile nipponne n'est pas assez présentée à l'étranger. Il existe peu de cercles de réflexion japonais sur la politique étrangère qui sont indépendants et reconnus sur la scène internationale. Ce sont souvent des petites structures qui rencontrent des difficultés pour se développer, telles que GENRON NPO et Asia Pacific Initiative, car elles ne bénéficient pas ou très peu de subventions gouvernementales. KUDŌ Yasushi, directeur de GENRON NPO, estime que « *le gouvernement japonais ne souhaite pas établir de relations avec la société civile, ni consulter le milieu académique pour obtenir des recommandations en matière de politique étrangère* », ce qui le conduit à « *solliciter les think tanks uniquement pour obtenir un soutien à la politique officielle, ce qui ne fonctionne pas* »<sup>297</sup>. Il déplore un manque d'intérêt pour nourrir les débats sur les questions stratégiques ainsi que « *la volonté de contrôler ces débats, lorsqu'ils se mettent en place, notamment sur les questions liées à l'histoire* ». De même, FUNABASHI Yōichi, président de Asia Pacific

---

<sup>296</sup> Entretien réalisé au siège du JIIA, Tokyo, le 27/08/2018.

<sup>297</sup> Entretien réalisé au siège de GENRON NPO, Tokyo le 30/08/2018.

Initiative reconnaît que « *le gouvernement doit développer davantage les échanges intellectuels et les initiatives avec la société civile* »<sup>298</sup>. Ainsi, de nombreux observateurs soulignent un manque d'intérêt des acteurs pour l'organisation de débats qui soient ouverts avec les médias, les think tank et les associations de citoyens. Du fait du conformisme de l'éducation, WATANABE Yasushi estime que « *la société japonaise pose probablement plus de restrictions sur la liberté d'expression et les libertés individuelles que des pays comme la France et l'Allemagne* »<sup>299</sup>.

## **1.2. Le poids de la bureaucratie et les rivalités entre les ministères**

Puis, la résistance au changement du système politico-administratif réside dans le poids de la bureaucratie et les rivalités entre les ministères. En effet, le MOFA doit rappeler régulièrement son rôle leader en matière de diplomatie publique face au puissant ministère des Finances et au Cabinet du Premier ministre. Les procédures de validation sont par ailleurs longues et complexes, ce qui dissuade fortement les initiatives. Certains auteurs considèrent que les critiques de la bureaucratie nippone du début des années 1990, telles que celles de l'auteur Karel VAN WOLFEREN, seraient toujours pertinentes dans les deux premières décennies du XXI<sup>e</sup> siècle<sup>300</sup>. La complexité et la lenteur des procédures administratives créé un décalage avec les exigences d'un monde devenu global et pluriel. Comme dans les autres démocraties libérales, l'évaluation des actions menées par le MOFA et dans les ambassades est soumise à l'examen du ministère des Finances. Le MOFA doit présenter des documents chiffrés et des statistiques probantes à la fin de

---

<sup>298</sup> Entretien réalisé au siège du think tank Asia Pacific Initiative (API), Tokyo, le 28/08/2018.

<sup>299</sup> Entretien réalisé à l'ANA Intercontinental Hotel, Tokyo, le 23/08/2018.

<sup>300</sup> Voir notamment les travaux de Nancy SNOW.

chaque année fiscale (le 31 mars à Tokyo) pour renouveler le budget pour l'année suivante. Toutefois, le ministère des Finances possède des critères d'attribution particulièrement stricts tout en étant peu ouvert à l'innovation en matière de diplomatie publique dans un contexte de forte restrictions budgétaires. Ainsi, MARUYAMA Norio, Directeur de la presse et de la diplomatie publique au MOFA, pointe « *les difficultés rencontrées pour convaincre le ministère des Finances afin d'obtenir un budget supplémentaire visant à répondre aux nouveaux besoins, notamment s'agissant de la communication digitale et de l'adaptation des pratiques au contexte international* »<sup>301</sup>. KOBAYASHI Maki, Directrice du Comité d'organisation des JO Tokyo 2020, confirme que « *le Japon n'a pas assez investi dans la diplomatie publique pendant des années car les acteurs ne considéraient pas certaines actions comme pertinentes, telles que les programmes d'invitation au Japon de jeunes leaders ou ceux de membres des cercles d'influence à l'étranger* ». Etant donné que « *les résultats de toute nouvelle initiative mettent du temps à arriver* », elle explique que « *il est nécessaire d'engager des efforts continus sur plusieurs années pour que les démarches aboutissent et présentent des résultats qui soient jugés probants pour le ministère des Finances* ». KOBAYASHI utilise l'expression en japonais *miyuki* (深雪) pour qualifier ce phénomène qui s'étale dans le temps, un processus de lente accumulation de couches de neige visant à former une base pour permettre une construction solide<sup>302</sup>. Dans ce contexte, les acteurs consacrent beaucoup d'efforts au montage méticuleux de dossiers administratifs selon une routine chronophage. Cette contrainte vient primer sur les relations interpersonnelles avec les

---

<sup>301</sup> Entretien réalisé au siège du MOFA, Tokyo, le 24/08/2018.

<sup>302</sup> L'Ambassade du Japon a des difficultés à proposer des personnalités japonaises qualifiées pour assister au World Policy Forum, la Conférence internationale annuelle organisée par l'IFRI.

interlocuteurs sur le terrain et le développement d'une réflexion stratégique dans les actions de communication. La lenteur et la complexité des procédures de validation conduit à une rigidité qui nuit à la modernisation des pratiques. KANEKO Masafumi estime que les délais pour obtenir la validation des publications en ligne dans les ambassades à l'étranger sont excessifs. Cette situation est particulièrement inadaptée aux besoins systématiques de traduction. Il note que « *les demandes de validation suivent une procédure administrative si longue qu'elle devient handicapante pour la communication, notamment digitale* »<sup>303</sup>. De même, Valérie NIQUET souligne le poids de la bureaucratie des grands ministères dans l'évaluation des actions menées. Cette contrainte conduirait les fonctionnaires « *(à être) souvent coupés de la réalité des perceptions et des modes de fonctionnement à l'extérieur de l'archipel* » dans un contexte où « *la rivalité et l'absence de communication entre les différentes bureaucraties renforcent (cet) effet pervers* ». Elle observe par ailleurs que « *les rivalités entre directions, notamment sur les questions budgétaires, pèsent sur l'élaboration d'une stratégie coordonnée* »<sup>304</sup>. Le poids de la bureaucratie est devenu si problématique que le gouvernement a fini par nommer en septembre 2020 un ministre en charge de la réforme administrative<sup>305</sup>.

Un des effets pervers est le retard important dans l'adoption des nouvelles technologies. A l'heure d'Internet, les administrations japonaises ont toujours recours massivement aux facsimilés et aux signatures à l'aide du sceau traditionnel (判子 ou ハンコ *hanko*) pour la validation des documents plutôt que la signature électronique, ce qui

---

<sup>303</sup> Entretien réalisé au siège de la maison d'édition PHP, Tokyo, le 28/08/2018.

<sup>304</sup> NIQUET Valérie, Le Japon : une prise de conscience récente des enjeux informationnels. MARRANGÉ Céline, QUESSARD Maud Ed., *Les guerres de l'information à l'ère numérique*, Paris : Presses Universitaires de France, 2021, p.305.

<sup>305</sup> Le portefeuille est confié au ministre de la Défense et ancien ministre des Affaires étrangères KONO Tarō.

conduit à une lenteur en matière de numérisation des données<sup>306</sup>. Le gouvernement a dû engager des actions de lutte contre l'utilisation systématique des outils désuets car cela a été moquée par les médias nationaux et internationaux. Nous pouvons observer que les responsables politiques présentent un intérêt limité pour les nouvelles technologies, voire un désintéressement total. Ainsi, le ministre SAKURADA Yoshitaka, Chef adjoint de l'unité de stratégie de sécurité informatique du gouvernement (l'équivalent d'un secrétaire d'Etat chargé de la cybersécurité)<sup>307</sup> avoue en 2018 lors d'une session à la Diète qu'il n'a jamais utilisé d'ordinateur de sa vie car il s'est contenté depuis l'âge de 25 ans de donner des instructions à ses équipes et à ses secrétaires. Interrogé par le député indépendant IMAI Masato sur les mécanismes qu'il mettait en place pour éviter les intrusions dans le réseau électrique et le système des centrales nucléaires, et notamment si des clés USB étaient utilisées par des employés, il semble ne pas savoir ce qu'est une clé USB. Il admet ne pas connaître les détails précis sur la question et conseille au député de demander ce type d'informations à un expert. Sa réponse déconcertante révèle un manque flagrant de connaissance des outils informatiques aussi basiques que les clés USB<sup>308</sup>. L'épisode est largement relayé (et moqué) sur la scène médiatique. Il existe en outre une pénurie d'informations utiles en anglais qui soient accessibles en ligne au public étranger, telles que les coordonnées de porte-paroles d'organismes officiels et d'experts du monde académique.

---

<sup>306</sup> En septembre 2020, le ministre chargé de la réforme administrative, KONO Tarō, demande aux organismes officiels de mettre fin à l'usage du sceau traditionnel sur les documents administratifs

<sup>307</sup> Il avait également un autre portefeuille à sa charge : l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de Tokyo 2020.

<sup>308</sup> VICTOR Daniel. Minister in Charge of Japan's Cybersecurity Says He Has Never Used a computer. *The New York Times*, 15/11/2018.

Un autre effet pervers est la grande soumission des fonctionnaires à la bureaucratie par crainte de représailles de la hiérarchie, une tendance qui se serait renforcée sous le second gouvernement ABE. MASUDA Korehito explique que « *la résistance au changement est très importante chez les fonctionnaires japonais, d'autant plus que l'approche top-down dans les procédures s'est renforcée sous le gouvernement ABE* »<sup>309</sup>. KUNISUE Norito du quotidien *Asahi Shimbun* rejoint ce constat. Il observe que « *la grande majorité des acteurs ne sont pas autorisés à s'exprimer, ce qui est un problème fondamental pour le Japon, et cette tendance s'est renforcée sous le gouvernement ABE* »<sup>310</sup>. De nombreuses voix se sont notamment élevées pour dénoncer la tendance au *sontaku* (忖度), un phénomène qui consiste à ce que les hauts fonctionnaires<sup>311</sup> agissent en présupposant les volontés non exprimées de la hiérarchie en raison d'une trop grande soumission à l'autorité et d'une crainte de représailles sur leur carrière. Dans ce contexte, les employés peuvent être amenés à effectuer des malversations pour lesquelles ils seront ensuite condamnés (à défaut de leurs supérieurs) lorsque surviennent des scandales politico-administratifs, comme la révéla le scandale *Moritomo gakuen* (森本学園), une affaire de falsification de données officielles impliquant le Premier ministre ABE Shinzō et son épouse sur fond de suicide d'un haut fonctionnaire du ministère des Finances. NOMURATA Yoshiyuki, correspondant diplomatique au *Asahi Shimbun*, observe l'existence « *(d'un) esprit tourné davantage vers l'intérieur que vers l'extérieur et une crainte du Cabinet du Premier ministre qui grandit, notamment sous le gouvernement ABE, et empêche tout débat d'idée* ». Il note que les acteurs au sein du MOFA ne se sentent

---

<sup>309</sup> Entretien réalisé à l'Ambassade du Japon en France, Paris, le 30/01/20.

<sup>310</sup> Entretien au siège du *Asahi Shimbun*, Tokyo, le 30/08/2018.

<sup>311</sup> L'expression concerne également les responsables politiques et les dirigeants des grands médias.

pas libres d'exprimer leurs idées car « *ils craignent qu'un problème ne survienne s'ils le pointent* ». FUNABASHI Yōichi explique que les fonctionnaires sont les plus touchés par le phénomène du *sontaku*, car ils n'avaient jusqu'à présent rien à craindre des responsables politiques, alors que désormais « *ils vivent la fin de leur règne et l'avènement du règne des responsables politiques* »<sup>312</sup>. SOEYA Yoshihide rejoint ce constat. Il estime que « *le contrôle fort du kantei sur la haute-administration créé un dysfonctionnement qui conduit les bureaucrates à mentir pour protéger le gouvernement ABE (i.e. le sontaku)*<sup>313</sup>, une situation qu'illustre bien l'affaire Moritomo gakuen ». Il remarque que « *les acteurs diplomatiques ne peuvent plus s'exprimer en raison d'une pression gouvernement à l'encontre des critiques, et cette situation conduit à un immobilisme et à un soutien tacite au gouvernement dans un contexte général de perte d'intérêt pour les questions stratégiques en politique étrangère* »<sup>314</sup>.

### **1.3. L'opacité des modes de gouvernance**

Enfin, la résistance au changement s'explique par l'opacité des modes de gouvernance. La gestion de l'accident nucléaire de Fukushima par les autorités japonaises et l'entreprise TEPCO révèle au monde la réticence des dirigeants à prendre en considération la nécessité d'une plus grande transparence dans les relations publiques. Nancy SNOW observe que « *la presse étrangère se souvient de l'opacité des modes de gouvernance dans la gestion de la crise nucléaire* »<sup>315</sup>. La diffusion des informations sur

---

<sup>312</sup> Entretien réalisé au siège du think tank Asia Pacific Initiative (API), Tokyo, le 28/08/2018.

<sup>314</sup> Entretien réalisé à l'International House of Japan, Tokyo, le 22/08/2018.

<sup>315</sup> Entretien réalisé au domicile de Nancy SNOW, Tokyo le 25/08/2018.

l'état des centrales nucléaires est jugée tardive et partielle et les responsables sont perçus comme cherchant à occulter les éléments compromettants et à émettre des contre-vérités sur des questions essentielles pour la santé et la vie des citoyens. Nous pouvons observer que les relations entre les autorités et les médias n'évoluent guère deux décennies. En effet, le système des clubs de presse au sein des ministères continue de limiter l'accès aux informations officielles à une sélection de médias<sup>316</sup>. Ces clubs fermés continuent d'orchestrer des réunions privées entre les ministères et des journalistes autorisés à obtenir en exclusivité les informations. Les représentants des médias qui sont de plus petite taille ou expriment des critiques à l'égard de la politique officielle, tels que les journaux indépendants et les bureaux des correspondants étrangers, en sont exclus<sup>317</sup>. NAITŌ Yasuo, Rédacteur en chef de *Japan Forward*, déplore que son magazine ne soit pas autorisé à participer aux clubs de presse en raison de sa petite taille. La journaliste française Karyn NISHIMURA-POUPÉE, correspondante pour Radio France, qui travailla longtemps pour l'AFP, témoigne également des difficultés d'accès aux informations officielles<sup>318</sup>. Ce système de dépendance des médias japonais au système politico-administratif contraste avec le système des démocraties occidentales par son impartialité et son opacité<sup>319</sup>. Le professeur WATANABE Yasushi constate même une dégradation de la situation. Il note que « *les médias et le MOFA sont comparativement moins forts depuis la stabilisation du pouvoir en 2012 qui a rendu le gouvernement plus confiant* »<sup>320</sup>. Le vote de la loi sur les secrets de l'Etat en 2013 conduit à une forte mobilisation des médias

---

<sup>316</sup> KINGSTON Jeff. *Press Freedom in Contemporary Japan*. London: Routledge, 2017.

<sup>317</sup> SNOW Nancy. *Japan Information War*. Createspace Independent Publications, 2016.

<sup>318</sup> NISHIMURA-POUPÉE Karyn. *Japon, la face cachée de la perfection*. Paris : Tallandier, 2023.

<sup>319</sup> Entretien réalisé au siège du journal *Sankei Shimbun*, Tokyo, le 30/08/2018. Voir SNOW Nancy. *Japan information war: propaganda, free speech and opinion control since 3/11*. *Press Freedom in Contemporary Japan* / Ed. par KINGSTON Jeff. London: Routledge. 2017, ch. 20, p. 274-285.

<sup>320</sup> Entretien réalisé à l'ANA Intercontinental Hotel, Tokyo, le 23/08/2018.

et des citoyens<sup>321</sup> qui craignent que ne soient atteints le droit à l'information et la liberté d'expression<sup>322</sup>. Suite à l'approbation de cette loi, le Japon perd trois places dans le classement mondial des démocraties publié en 2015 par le magazine *The Economist*<sup>323</sup>.

Les relations publiques tendent traditionnellement à minimiser la divulgation des informations afin de préserver les intérêts des dirigeants politiques et des milieux d'affaire. Dans l'archipel, le « public » n'est pas appréhendé comme un ensemble de citoyen au sens habermassien du terme, à savoir des individus qui doivent légitimement avoir accès aux faits et à la transparence de l'information. Il est davantage perçu comme un ensemble de consommateurs selon une logique marketing<sup>324</sup>. La réussite du groupe DENTSU, l'un des plus grands groupes publicitaires au monde, en est l'illustration emblématique. Fort de sa longue expérience au service du gouvernement japonais<sup>325</sup>, le groupe publicitaire continue d'œuvrer régulièrement pour la communication officielle. Enfin, les gouvernants continuent d'entretenir des liens occultes en huis-clos avec les groupes religieux et les lobbys nationalistes pour financer la politique. Les affaires de conflits d'intérêts impliquant des personnalités proches des cercles de pouvoir rythment encore la vie politique, comme l'illustre le scandale *Moritomo gakuen*. Les révélations sur l'ampleur

---

<sup>321</sup> MESMER Philippe. Japon, une loi sur les secrets d'Etat Fait polémique. *Le Monde*, 13/12/23

<sup>322</sup> La législation n'aurait pas défini clairement le champ des données à classer et où les hauts fonctionnaires pourront le faire avec celles qu'ils jugent comme relevant de la défense, des affaires étrangères, de la lutte contre le terrorisme ou du renseignement intérieur, avec des peines encourues pour leur divulgation qui vont jusqu'à dix ans de prison.

<sup>323</sup> Democracy Index 2015. Democracy in an Age of Anxiety. The Economist. 21/01/2015. Le Japon est relégué à la 23<sup>ème</sup> place dans la catégorie « démocratie imparfaite » (aux côtés de la France et de la Belgique).

Disponible sur : [https://www.eiu.com/public/topical\\_report.aspx?campaignid=DemocracyIndex2015](https://www.eiu.com/public/topical_report.aspx?campaignid=DemocracyIndex2015) (consulté le 21/10/2021)

<sup>324</sup> SNOW Nancy. Deconstructing Japan's Public Relations, where is the Public? *The Routledge Handbook of Public Relations*/ Ed. par Jackie L'ETANG, David MCKIE, Jordi XIFRA. New York : Routledge, 2015.

<sup>325</sup> Le groupe DENTSU orchestrait la propagande nipponne dans les territoires annexés en Asie dans les années 1930-1940.

des tractations en coulisse entre les groupes religieux et le monde politique conduisent à décrédibiliser les gouvernants aux yeux des citoyens et du public étranger. En juillet 2022, l'assassinat du Premier ministre ABE Shinzō révèle les liens entre la secte Moon et le PLD. L'affaire suscite une vive polémique qui conduit en octobre 2022 à la démission d'un ministre du gouvernement KISHIDA.<sup>326</sup> Le professeur de sciences politiques NAKANO Kōichi déclare au journal *Le Monde* que « l'assassinat de l'ancien Premier ministre japonais met en lumière l'étendue des réseaux des sectes et leur influence sur le parti au pouvoir sur des dizaines d'années »<sup>327</sup>. Déjà fragilisé par l'affaire de la secte Moon, le gouvernement KISHIDA fait face à un nouveau scandale financier qui éclabousse le PLD à la fin de l'année 2023. Les différentes factions qui structurent le parti auraient détourné plus 500 millions de yen (près de 3,2 millions d'euros) lors d'événements organisés pour des levées de fonds, conduisant le Premier ministre à remplacer quatre de ses ministres pour regagner en vain la confiance de la population, et subir une forte chute de popularité<sup>328</sup>. Si la refonte du système électoral voté en 1994 a affaibli le système des factions, celles-ci n'ont pas pour autant disparu et continuent de peser sur la vie politique, par exemple pour le choix des ministres. Surtout, la réforme ne s'applique pas aux dons d'entreprises et de particuliers lors des collectes de fonds, d'où le scandale survenu en 2023. Le manque de transparence des modes de gouvernance conduit les médias et l'opinion publique à dénoncer de manière plus virulente les scandales de malversations

---

<sup>326</sup> YAGISHITA Yuta. Ce que révèle l'assassinat d'ABE Shinzō : Le Japon dans les rets de la secte Moon. *Le Monde Diplomatique*, 01/06/2023. Selon cet article, une enquête de septembre 2022 au sein du PLD aurait indiqué qu'au moins 179 des 379 députés reconnaissent avoir été en « contact » avec la secte Moon, et dix-sept avoir bénéficié de la mobilisation de leurs adeptes lors des élections, à l'instar de KISHI Nobuo, le frère de ABE Shinzō et ex-ministre de la défense, et de INOUE Yoshiyuki, l'ancien secrétaire exécutif en chef, l'équivalent de secrétaire général du premier gouvernement ABE et actuel sénateur, qui reconnaît avoir été lui-même un membre de la secte.

<sup>327</sup> *Le Monde*, 08 juillet 2022.

<sup>328</sup> MESMER Philippe. Le pouvoir nippon dans la tourmente. *Le Monde*, 04/01/2024.

financières. La candidature de la ville de Tokyo pour les JO 2020 a été secouée par de fortes polémiques et un contexte de défiance a conduit en 2022 la ville de Sapporo à annoncer la suspension de sa candidature aux JO d'hiver de 2030<sup>329</sup>. En outre, les liens entre une frange du PLD et les cercles nationalistes, tels que la *Nippon Kaigi*, demeurent étroits et semblent même se renforcer. SOEYA Yoshihide croit que « *la Nippon Kaigi ne cesse de renforcer son pouvoir dans les cercles politiques depuis les années 1990, lorsque des dirigeants politiques commencent à remettre en cause le système de 1955, et l'arrivée au pouvoir d'un dirigeant au profil conservateur comme ABE Shinzō développe encore davantage son influence* »<sup>330</sup>. NOMURATA Yoshiyuki explique que « *le gouvernement ABE combine une approche conservatrice sur le plan intérieur, liée à l'entourage politique du Premier ministre, et reposant sur un enchevêtrement de relations plus ou moins occultes avec des groupes nationalistes comme la Nippon Kaigi, qui ne supportent pas que la Chine ou la Corée viennent faire des reproches au Japon, et une approche pragmatique de la politique étrangère, notamment vis-à-vis des pays voisins sur les questions historiques* ». Tout en admettant l'influence des groupes nationalistes, il explique toutefois que le Premier ministre prend en compte l'approche pragmatique du MOFA et les pressions des autres puissances partenaires, notamment des Etats-Unis, afin de radoucir son discours et de renoncer à certaines actions controversées<sup>331</sup>.

## **2. Le manque d'ouverture internationale du Japon**

---

<sup>329</sup> NISHIMURA Karyn. JO d'hiver 2030 : face à la défiance de l'opinion publique, la ville de Sapporo au Japon "suspend" sa candidature. *francetvinfo.fr*. 22/12/2022.

<sup>330</sup> Entretien réalisé à l'International House of Japan, Tokyo, le 22/08/2018.

<sup>331</sup> Le Premier ministre ABE a notamment renoncé à des visites au sanctuaire Yasukuni. Entretien réalisé au siège du *Asahi Shimbun*, Tokyo, le 30/08/2018.

## 2.1 La maîtrise insuffisante de l'anglais

Tout d'abord, le manque d'ouverture internationale du Japon s'explique par la maîtrise insuffisante de l'anglais. Valérie NIQUET estime que le faible nombre d'acteurs maîtrisant parfaitement l'anglais est un des deux principaux écueils pour la diplomatie publique japonaise<sup>332</sup>. En effet, le sondage du journal *Tōyō Keizai* du 30 juillet 2011 révèle que 70% des étudiants en licence de la prestigieuse université de Tokyo confessent ne pas pouvoir s'exprimer dans une langue étrangère. Interrogé sur le sujet, le directeur des ressources humaines au sein du ministère, ARIMA Yutaka, observe que les profils ayant une connaissance de l'étranger et qui maîtrisent l'anglais sont en progression, puisque 16 candidats sur les 28 de la promotion de 2019 ont fait des études à l'international, alors qu'en 1991, il était le seul dans ce cas avec ce profil sur les 29 candidats de sa promotion<sup>333</sup>. Il admet toutefois que « *la maîtrise insuffisante des langues étrangères est la difficulté la plus importante pour les diplomates japonais. Cette difficulté apparaît au moment de leur mutation à l'étranger car ils passent du statut de simple fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères à celui de diplomate sur le terrain* ». Il confie que « *seulement 2-3% des candidats au TOEFL au Japon ont un score qui permet une véritable compétence professionnelle* », car il explique que « *il est possible de réussir au Japon sans aucune aptitude linguistique* ». A l'exception peut-être de la Corée, il note que « *le Japon est le seul pays à appliquer une méthode de sélection des candidats où il n'existe qu'un seul examen national pour la haute-administration, sans examen*

---

<sup>332</sup> Le deuxième écueil est la bureaucratie des grands ministères. NIQUET Valérie, *Le Japon : une prise de conscience récente des enjeux informationnels*. MARANGÉ Céline, QUESSARD Maud Ed., *Les guerres de l'information à l'ère numérique*, Paris : Presses Universitaires de France, 2021, p.305.

<sup>333</sup> Entretien réalisé au siège du MOFA, Tokyo, le 24/08/2018.

*spécifique pour le ministère des Affaires étrangères avec des prérequis comme la maîtrise des langues étrangères et la connaissance de la culture et de la civilisation* »<sup>334</sup>.

## **2.2. La fermeture de « l'écosystème » nippon**

Puis, le manque d'ouverture internationale du Japon s'explique par la fermeture de de « l'écosystème » nippon<sup>335</sup>. En effet, le gouvernement japonais comprend tardivement le besoin d'une plus grande ouverture au monde à travers l'utilisation plus fréquente de l'anglais dans les universités, la mobilisation internationale des employés et l'accueil d'un plus grand nombre de touristes venant de l'étranger. Le syndrome de l'insularité semble vouloir retenir l'archipel de s'ouvrir pleinement au monde à l'aune de son développement économique. KOBORI Mamoru, Directeur du JNTO, évoque les difficultés auxquelles il doit faire face au cours des années 2000 pour convaincre les dirigeants d'ouvrir le pays au tourisme international. La résistance est forte, y compris lorsqu'il avance des arguments convaincants, tels que l'impact positif du tourisme sur l'économie<sup>336</sup>. Pour évoquer la fermeture du Japon au monde, Robert DUJARRIC et TAKENAKA Ayumi évoquent un phénomène de « *réclusion sociétale* » qui s'établit en contraste avec le statut de superpuissance économique de l'archipel<sup>337</sup>. Malgré un PIB élevé, ils constatent que la mobilité internationale dans les entreprises est faible au Japon et que « *l'expatriation n'est pas perçue comme un avantage ou un accélérateur*

---

<sup>334</sup> Ibid.

<sup>335</sup> Expression reprise à DUJARRIC Robert, TAKENAKA Ayumi. Le paradoxe japonais : puissance économique mondiale, réclusion sociétale. *Le Japon dans le monde* /Ed. par Guibourg DELAMOTTE. Paris : CNRS Editions. Ch.9, 2019, p.57-78.

<sup>336</sup> Entretien au siège du JNTO, Tokyo, le 31/08/2018.

<sup>337</sup> DUJARRIC Robert, TAKENAKA Ayumi. Ibid., p.57-78.

*de carrière pour les cadres nippons, mais constitue une contrainte du fait de l'éloignement et la faible mobilité latérale dans les entreprises japonaises* ». De même, la contribution importante de Tokyo au budget des organisations internationales, notamment celui des Nations Unies, contraste avec la sous-représentation des ressortissants japonais qui y travaillent, voire leur absence dans les grandes ONG internationales. Par ailleurs, le nombre de salariés étrangers augmente peu dans l'archipel, bien qu'en croissance constante sous l'effet de certaines mesures incitatives, notamment dans les domaines en pénurie de personnel, tels que la santé et le BTP. Le taux d'investissements directs étrangers (IDE) est très faible comparé aux autres pays développés, ce qui traduit une faible propension à intégrer des cadres étrangers dans les entreprises. Les réseaux professionnels de cadres supérieurs sont constitués en grande majorité de ressortissants nationaux, limitant la possibilité de tisser en réseau à travers le monde et à intégrer des ressortissants étrangers. De ce fait, « *les entreprises manquent de capital humain globalisé* » (グローバル人材 *gurobaru jinzai*), à savoir *une main d'œuvre capable de bien s'insérer à la fois dans une entreprise japonaise et dans un groupe étranger* »<sup>338</sup>. L'absence d'intellectuels influents à l'étranger conduit par ailleurs à « *un enclavement intellectuel et culturel* »<sup>339</sup>. L'étude de perception réalisée par l'agence de communication qui accompagne l'Ambassade du Japon en France relève une absence de leaders d'opinion japonais dans l'hexagone, tels que des grands patrons, et une influence historique d'une poignée de Japonais européanisés, tels que le peintre FOUJITA, l'artiste KENZO et l'écrivain MURAKAMI Haruki. Les réseaux d'influence identifiés par les répondants sont surtout culturels et les autres domaines sont jugés peu

---

<sup>338</sup> Ibid., p.70.

<sup>339</sup> Ibid., p.65.

organisés en réseau, à l'exception des réseaux économiques, alors qu'ils mériteraient d'être davantage exploités. L'étude révèle également une présence trop faible du Japon dans la production intellectuelle française<sup>340</sup>. Nancy SNOW explique que les acteurs japonais tendent à privilégier l'entre soi avec une faible propension à accepter des étrangers durablement dans l'archipel. Elle observe que « *beaucoup de Japonais demandent aux résidents étrangers combien de temps ils ont prévu de rester au Japon, car ils considèrent que leur séjour doit être temporaire et non durable, auquel cas cela deviendrait en quelque sorte suspicieux à leurs yeux. Autrement dit, ils perçoivent le Japon comme inaccessible aux personnes étrangères* »<sup>341</sup>. Valérie NIQUET rejoint cette analyse en avançant que le gouvernement japonais n'a pas su encourager une plus grande ouverture au monde avec « *une meilleure connaissance de l'étranger et une acceptation des Japonais qui, par leur éducation ou leurs origines mixtes, ont une compréhension plus juste du monde extérieur* »<sup>342</sup>. S'agissant de l'approche de la communication, elle fait le constat que « *(l') insularité très forte, en dépit de la globalisation, favorise le repli et une communication à vocation interne* »<sup>343</sup>. Elle note également que la présence de l'enseignement du japonais est faible en comparaison avec les démocraties occidentales avec l'absence d'institut équivalent à l'Alliance Française ou l'Institut Goethe<sup>344</sup>.

La fermeture de l'écosystème nippon présente à terme le risque d'isoler le Japon sur la scène internationale. Comme dans la plupart des pays occidentaux, la globalisation suscite un sentiment de peur et d'insécurité, alors même que l'archipel est relativement

---

<sup>340</sup> Etude de perception. Février 2016. Document interne à disposition de l'auteur, 147 p.

<sup>341</sup> Entretien réalisé au domicile de Nancy SNOW, Tokyo le 25/08/2018.

<sup>342</sup> NIQUET Valérie. *Le Japon en 100 questions : Un modèle en déclin ?* Editions Tallandier, Paris, 2020, p.226.

<sup>343</sup> NIQUET Valérie. *Le Japon : une prise de conscience récente des enjeux informationnels. Les guerres de l'information à l'ère numérique* /Ed. par Céline MARANGÉ, Maud QUESSARD. Paris : Presses Universitaires de France, 2021, p.299.

<sup>344</sup> Ibid.

épargné par certaines menaces survenues en Occident, telles que la montée du populisme et des extrémismes, et le terrorisme islamique. Les acteurs préfèrent rester en retrait des menaces potentielles que représenterait une plus grande ouverture au monde. En agissant ainsi, le Japon risque toutefois de subir les effets pervers du choix de s'enfermer dans une situation confortable héritée de sa prospérité et de sa stabilité sur la scène internationale. La difficulté à s'adapter à un monde globalisé, qui apparaît comme le vecteur de menaces et de périls plutôt que d'opportunités, constitue à certains égards la manifestation du revers de sa réussite<sup>345</sup>. Tout en restant connecté, l'archipel semble vouloir se réfugier dans le statut commode de « spectateur du monde ». La question de la fermeture au monde pose la question de l'identité du pays sur la scène internationale. Les nouveaux défis du XXIe siècle conduisent à créer un sentiment d'urgence face la modification des équilibres mondiaux qui ne semble pas pour autant faire éclore une réflexion approfondie sur cette question. Les gouvernants ne parviennent pas à définir une vision commune sur ce que l'archipel pourrait apporter concrètement au monde, au-delà des valeurs universelles et des enseignements généraux qu'il a su tirer de son histoire. La réflexion sur l'identité du Japon ne semble pas constituer une question essentielle. ISHIGAKI Tomoaki, Directeur de la diplomatie publique au sein du Cabinet du Premier ministre, confie que « *cela n'a pas vraiment de rapport avec notre travail quotidien car c'est une question philosophique* »<sup>346</sup>. Ainsi, les dirigeants nippons peinent à considérer l'identité de leur pays à la lumière d'une nécessaire ouverture au monde. Cette question devrait toutefois se poser avec acuité dans le contexte de la globalisation et de la montée en puissance des Etats autoritaires qui menacent l'ordre libéral existant. En appui sur une

---

<sup>345</sup> L'auteur reprend l'expression « *success Failure* » qui a été utilisée par un intervenant japonais lors d'une conférence à Paris sur le *soft power*.

<sup>346</sup> Entretien réalisé au Cabinet du Premier ministre, Tokyo, le 29/08/2018.

identité internationale solide, les acteurs éprouveraient moins de difficultés à s'ouvrir aux débats d'idées et cesseraient de sous-évaluer leurs compétences personnelles et celles du Japon, ou au contraire de surestimer le caractère unique de la culture japonaise à travers la perception d'une culture singulière, voire unique<sup>347</sup>.

### **2.3. La tendance au repli des jeunes générations**

Enfin, le manque d'ouverture internationale du Japon s'explique par le repli des jeunes générations. En effet, l'engouement des jeunes Japonais est aujourd'hui bien moindre que dans les années 1980-1990 pour voyager à l'étranger et réaliser des études hors du Japon. Le nombre d'étudiants nippons diminue drastiquement dans les universités américaines, alors que le nombre d'étudiants chinois et coréens ne cesse d'augmenter. La récession économique et l'augmentation de la dénatalité viennent accentuer cette baisse des effectifs. Avec une maîtrise de l'anglais médiocre, les jeunes Japonais demeurent moins compétitifs hors des frontières de l'archipel, et le système éducatif s'ouvre très lentement au monde sans préparer les diplômés et les jeunes professionnels à la mobilité internationale<sup>348</sup>. La clef de la réussite demeure la connaissance de l'entreprise, de ses rouages internes et de ses contacts, plutôt que la spécialisation dans des domaines précis, tels que la communication, la finance ou l'informatique comme en Occident. Nancy SNOW observe que les jeunes étudiants de l'université Doshisha qui suivent son séminaire intitulé « *Branding America and international image* » manquent de motivation à l'idée

---

<sup>347</sup> Voir SNOW Nancy. Deconstructing Japan's Public Relations, where is the Public? *The Routledge Handbook of Public Relations*/ Ed. par Jackie L'ETANG, David MCKIE, Jordi XIFRA. New York : Routledge, 2015.

<sup>348</sup> L'utilisation du terme "écosystème" dans l'étude de Robert DUJARRIC et TAKENAKA Ayumi est particulièrement pertinente pour décrire l'environnement tourné vers l'intérieur dans lequel évoluent les acteurs.

d'effectuer un séjour à l'étranger car « *ils apprécient la qualité de la vie au Japon, notamment l'efficacité des transports, les aspects pratiques de la vie quotidienne et la sécurité, et ils possèdent moins d'attentes que leurs parents car ils ont peur de vivre matériellement moins bien qu'eux* »<sup>349</sup>. Elle note que « *les jeunes femmes savent que si elles partent vivre à l'étranger, elles auront des difficultés à revenir vivre au Japon car le machisme est bien ancré. Avec désormais moins de pression pour se marier, mais sans gagner suffisamment d'argent pour vivre seules, elles se contentent souvent de vivre chez leurs parents* »<sup>350</sup>. Malgré l'initiative « *Global 30* » visant à doubler le nombre d'étudiants étrangers entre 2008 et 2020<sup>351</sup>, les universités demeurent tournées vers l'intérieur, et la dizaine d'universités prestigieuses, y compris l'université de Tokyo, restent composées presque exclusivement d'étudiants et d'enseignants japonais. NAITŌ Yasuo rappelle toutefois que « *le gouvernement prend conscience de la nécessaire internationalisation des universités* ». Malgré cette prise de conscience, il souligne que « *les acteurs en poste ne savent pas véritablement comment agir pour ouvrir le Japon au monde* ». Il explique que, à la différence de l'Europe, « *les étudiants Japonais ne tissent pas des échanges avec les pays voisins, et il leur est difficile de savoir comment communiquer efficacement à l'international, à moins qu'ils ne bénéficient d'échanges multiculturels dans le cadre familial* »<sup>352</sup>.

De ce fait, peu de jeunes diplomates au MOFA entretiennent des échanges étroits avec l'étranger. Nous pouvons observer que les responsables des ressources humaines du

---

<sup>349</sup> Entretien réalisé au domicile de Nancy SNOW, Tokyo le 25/08/2018.

<sup>350</sup> Ibid.

<sup>351</sup> Voir DUJARRIC Robert, TAKENAKA Ayumi. Le paradoxe japonais : puissance économique mondiale, réclusion sociétale. *Le Japon dans le monde* /Ed. par Guibourg DELAMOTTE. Paris : CNRS Editions. Ch.9. 2019, p.63.

<sup>352</sup> Entretien réalisé au siège du journal *Sankei Shimbun*, Tokyo, le 30/08/2018.

ministère accordent une importance excessive à la maîtrise des langues étrangères sur les autres vecteurs de l'internationalisation. Si le MOFA propose aux jeunes diplomates un séjour de deux années en immersion dans un pays étranger pour étudier une langue étrangère, la maîtrise des langues tend à être perçue comme une condition insuffisante pour comprendre les spécificités culturelles sur le terrain, alors qu'elle ne peut se substituer à des échanges réguliers avec les acteurs locaux. NAITŌ Yasuo de *Japan Forward* a côtoyé des jeunes diplomates à l'étranger. Il confirme que « *les deux années de formation en langue vivante sont insuffisantes pour transmettre de manière efficace les messages en accord avec les codes culturels locaux, notamment en Occident, car il s'agit de compétences complètement différentes* »<sup>353</sup>. De même, le diplomate MASUDA Korehiro explique que « *la formation en langue de deux années sur le terrain ne permet pas de saisir véritablement les attentes des populations à l'étranger faute d'interactions sociales* ». Il estime qu'il existe « *un décalage entre les acteurs nippons et les populations à l'étrangers car ils ne partagent pas assez de connaissances en commun* ». Etant donné que les diplomates restent plus longtemps en poste à Tokyo qu'en mission à l'étranger, ils manifestent désormais « *un moindre intérêt pour les interactions à l'international et une tendance à se plaindre davantage des différences, telles que l'insalubrité lorsqu'ils sont en poste dans les pays en développement, notamment en Afrique* ». MASUDA observe une tendance à vouloir rester devant les écrans d'ordinateurs plutôt que d'organiser des échanges de vive voix. Cette attitude de repli constitue un handicap car « *le véritable métier de diplomate s'exerce au travers des rencontres qui permettent de discuter et d'échanger des informations* »<sup>354</sup>. Par ailleurs, Nancy SNOW constate que la communication destinée à la

---

<sup>353</sup> Entretien réalisé au siège du journal *Sankei Shimbun*, Tokyo, le 30/08/2018.

<sup>354</sup> Entretien réalisé à l'Ambassade du Japon en France, Paris, le 30/01/2020.

population étrangère au Japon est excessivement différente de celle destinée aux ressortissants Japonais. Elle constate souvent l'absence de règles de bon sens en matière d'interculturalité. Les affiches dans les lieux publics, notamment dans les transports en commun, stigmatiseraient régulièrement les personnes étrangères pour leurs incivilités « *en les représentant en train de parler fort ou de jouer de la musique à haut volume* », une approche qui n'est sans doute « *pas intentionnellement raciste* », mais serait « *impensable aux Etats-Unis* »<sup>355</sup>.

### **3. Les lacunes en communication**

#### **3.1. L'absence de formation en relations publiques**

Tout d'abord, les lacunes en communication s'expliquent par la quasi-absence de formation en relations publiques au Japon. Les universités ne proposent toujours pas de cursus dédiés, et le système de promotion à l'ancienneté et la rotation des postes avec une formation sur le terrain demeure la norme dans le monde professionnel<sup>356</sup>. Seule une poignée de membres de l'élite dirigeante, tels que le Premier ministre, les conseillers du Premier ministre, le ministre des Affaires étrangères, et les ambassadeurs et chargés d'Affaires dans les ambassades, peuvent bénéficier de formations spécifiques, ce qui exclut la majeure partie des acteurs présents sur le terrain<sup>357</sup>. Autrement dit, la diplomatie continue

---

<sup>355</sup> Entretien réalisé au domicile de Nancy SNOW, Tokyo le 25/08/2018.

<sup>356</sup>DUJARRIC Robert, TAKENAKA Ayumi. Le paradoxe japonais : puissance économique mondiale. *Le Japon dans le monde* réclusion sociétale / Ed. par Guibourg DELAMOTTE, Paris : CNRS Editions. Ch.9. 2019, p.57-78.

<sup>357</sup> Entretien avec M. MARUYAMA Norio, Directeur de la diplomatie publique au MOFA, Tokyo, le 24/08/2018.

d'être perçue comme une affaire de décideurs haut placés qui agissent en huis-clos puisque la majeure partie des acteurs restent éloignés des médias, de la société civile et du grand public. Ainsi, le Japon ne dispose pas d'un vivier suffisant de porte-paroles capables de s'exprimer dans les médias étrangers. OGAWA Tadashi, professeur à l'Université Atomi, et ancien responsable de la Fondation du Japon, confirme que « *le manque de formations dans les domaines de la culture et de la communication est la faiblesse de la diplomatie publique japonaise* ». Ces domaines sont négligés car « *ils reposent uniquement sur l'intérêt personnel des acteurs* », à la différence des diplomates américains « *qui peuvent se doter d'une expertise en relations publiques, même s'ils se spécialisent dans les domaines de la politique et de l'économie* ». OGAWA précise que « *certains membres du MOFA, ainsi que des universitaires, tels que WATANABE Yasushi, soulèvent régulièrement ce problème auprès des autorités japonaises, sans succès* »<sup>358</sup>. De même, OKAMURA Yoshifumi, Ambassadeur spécial pour la Paix et la Stabilité, estime que « *les acteurs possèdent des lacunes en communication en raison de l'absence de formation adéquate* ». La passivité pour s'exprimer en public s'explique par le fait que « *ils sont éduqués selon le principe qu'ils seront écoutés, ce qui n'est pas forcément le cas avec leurs interlocuteurs sur la scène internationale* »<sup>359</sup>. Il rappelle qu'il existait à son époque un examen d'entrée spécifique au MOFA qui fut remplacé par un examen commun à tous les ministères (*kokka kōmuin shiken* 国家公務員試験), lequel ne prend plus en compte les compétences en communication et en langues étrangères dans la sélection. Lorsqu'il était étudiant en échange universitaire à Sciences Po Aix, et tout juste diplômé d'une université prestigieuse japonaise, il a été surpris de constater sa difficulté à préparer en

---

<sup>358</sup> Entretien réalisé à l'International House of Japan, Tokyo, le 29/08/2018.

<sup>359</sup> Entretien réalisé au siège du MOFA, Tokyo, le 24/08/2018.

quinze minutes une argumentation pour l'examen du Grand Oral, car cet exercice basé sur l'argumentation n'existe pas au Japon où tout repose sur l'acquisition des connaissances<sup>360</sup>. Ainsi, Tokyo ne semble pas saisir la mesure de l'urgence de former des acteurs capables d'interagir efficacement avec le public dans un contexte global qui est plutôt défavorable au Japon en matière de communication, puisque les acteurs nippons valorisent l'harmonie et la communication indirecte plutôt que l'affirmation des idées.

### **3.2. La faiblesse des compétences**

Puis, les lacunes en communication découlent de la faiblesse des compétences. Faute de formation adéquate, les acteurs peinent à diffuser les messages efficacement auprès du public. Ils réagissent souvent avec frilosité, voire maladresse. En dépit des efforts pour renforcer la diffusion des informations sur le Japon, ils font face à des difficultés pour répondre aux interrogations et aux critiques, et leur manque de préparation est manifeste dans les situations de crise. KANEKO Masafumi estime qu'il est nécessaire *« d'introduire de nouveaux éléments dans le système éducatif afin d'apprendre notamment aux acteurs à s'exprimer en public car les lacunes en communication posent des difficultés en temps de crise »*<sup>361</sup>.

#### **a. L'adaptation aux codes culturels locaux**

Les acteurs font face à des difficultés pour s'adapter aux codes culturels locaux. En effet, les acteurs peinent à prendre en compte la diversité des contextes et des publics dans leur approche de la communication. Les messages sont souvent lisses et uniformisés.

---

<sup>360</sup> Entretien réalisé au siège du MOFA à Tokyo en septembre 2018.

<sup>361</sup> Entretien réalisé au siège de la maison d'édition PHP, Tokyo, le 28/08/2018.

Une étude comparative de la stratégie digitale mise en place en 2015 par plusieurs démocraties en Chine présente le Japon comme le seul pays qui ne tient pas en compte les enjeux locaux, y compris sur le réseau *Weibo*, à la différence des pays de l'Union Européenne et des Etats-Unis<sup>362</sup>. À la suite du Grand séisme de l'Est du Japon en 2011, MASUDA Korehito explique que la ville de Sendai, qui est située à proximité de la centrale de Fukushima, n'est absolument pas préparée à la mise en place d'une communication internationale. Il explique que « *les acteurs ne sont pas habitués à échanger à l'international et les collectivités locales font face à des difficultés pour diffuser le large éventail d'informations dont elles disposent. En temps de crise, elles peinent à les synthétiser et à les traduire rapidement, et les contenus sont traités de manière désordonnée, souvent par manque de moyens* ». En matière de promotion culturelle et touristique, malgré des évolutions notables, les visiteurs étrangers peuvent avoir du mal à obtenir des informations basiques qui soient adaptées à leur besoin car « *la coordination est insuffisante avec les organismes présents dans l'archipel comme les offices du tourisme et l'Agence pour la Culture, et le gouvernement tend à communiquer à l'international uniquement à travers le MOFA et la Fondation du Japon sur les questions culturelles* »<sup>363</sup>. KUNISUE Norito du *Asahi Shimbun* estime que la Chine tient davantage en compte les contextes et les codes culturels dans son approche de la communication auprès des publics étrangers. Malgré les travers du régime autoritaire chinois, il observe que l'approche chinoise est proactive, alors que celle du Japon demeure réactive, voire défensive, puisque « *les porte-paroles chinois apparaissent souvent à la télévision pour souligner les avancées et les résultats*

---

<sup>362</sup> BJOLA Corneliu, LU Jiang. Social Media and Public Diplomacy: A Comparative Analysis of the Digital Diplomacy Strategies of the EU, the US and Japan in China. *Digital Diplomacy: Theory and Practice* / Ed. par Corneliu BJOLA, Marcus HOLMES. New York : Routledge, 2015, p.71-89.

<sup>363</sup> Entretien réalisé à l'Ambassade du Japon en France, Paris, le 30/01/20.

*positifs, alors qu'au Japon, notamment sous le gouvernement ABE, les porte-paroles apparaissent uniquement dans les moments difficiles, lorsque l'on critique les actions du pays »<sup>364</sup>.*

Le diplomate AI Kōichi, Directeur du JIIA, témoigne des difficultés d'adaptation des acteurs nippons aux codes culturels locaux. Lorsqu'il était responsable des relations publiques au consulat du Japon à New York, il a constaté *« l'existence d'un fossé entre la perception des diplomates qui doivent expliquer la position du gouvernement japonais sur le terrain, et la perception des décideurs depuis Tokyo qui croient que la répétition d'un message finira forcément par convaincre les interlocuteurs »*. Il constate que *« ce qui est compris par les Japonais sur certains sujets ne l'est pas forcément des étrangers »* et déplore *« un processus d'autosatisfaction pour avoir simplement transmis des informations sans s'assurer qu'elles seront bien comprises par les interlocuteurs à travers le dialogue »*. La croyance selon laquelle la hausse du budget consacré à la diplomatie publique et le renforcement de la diffusion des informations permettent de convaincre les publics serait une *« erreur tactique »*. AI souligne l'importance de *« savoir employer des mots et des expressions adéquats pour qu'un message soit efficacement transmis, et les mots seront différents selon s'ils sont adressés au public en France ou aux Etats-Unis »<sup>365</sup>*. De même, Nancy SNOW observe que la communication dans les transports en commun à destination des touristes étrangers au Japon est maladroite. En prévision des Jeux Olympiques de Tokyo 2020, les messages portant sur l'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite renverraient ainsi des considérations pratiques et logistiques sans inclure la question éthique liée à l'inclusion sociale des personnes à mobilité réduite. Cette

---

<sup>364</sup> Entretien au siège du *Asahi Shimbun*, Tokyo, le 30/08/2018.

<sup>365</sup> Entretien réalisé au siège du JIIA, Tokyo, le 27/08/2018.

démarche serait similaire sur d'autres sujets, tels que l'inclusion des personnes LGBT+ et celle des personnes tatouées, car elle obéit à « *une logique qui est davantage marketing que sociale* ». SNOW considère que « *les autorités japonaises ne sont pas prêtes à répondre aux critiques venant de l'étranger dans les médias et sur les réseaux sociaux* »<sup>366</sup>, et souligne la nécessité de mettre en place des équipes dédiées à la communication internationale car « *en temps de crise, il ne faut pas se contenter d'étouffer quelques étincelles, mais éteindre le feu* »<sup>367</sup>. Le diplomate MASUDA Korehito rejoint cette analyse. Il pointe « *le manque de réflexion des diplomates sur le contenu ou l'intérêt des interlocuteurs étrangers* ». Il souligne « *la prédilection pour la diffusion de l'information à la communication* », qui révèle « *une difficulté à mettre en place une politique et une vision stratégique bien établie pour la communication* »<sup>368</sup> car il existe « *un décalage entre la vision des fonctionnaires japonais et la réalité du monde* ». Il observe ainsi que « *les fonctionnaires croient souvent qu'il n'existe pas d'informations sur le Japon à l'étranger, alors que de nombreuses informations sont souvent déjà connues du public* ». Il déplore par ailleurs le manque de coopération avec les experts sur le Japon, car « *le gouvernement ne leur offre guère de possibilités de coopération et les renvoie souvent à leur statut d'étranger* », et aussi avec les autres institutions japonaises sur le terrain pour adapter la communication à l'étranger. De ce fait, il émet des doutes sur la capacité à perdurer, notamment financièrement, de certaines initiatives comme les *Japan House* car « *la coordination est insuffisante sur le terrain entre le kantei, le MOFA et la Fondation du Japon* »<sup>369</sup>. Un constat partagé par NOMURATA Yoshiyuki qui observe que « *les stratégies de*

---

<sup>366</sup> Entretien réalisé au domicile de Nancy SNOW, Tokyo le 25/08/2018.

<sup>367</sup> Ibid.

<sup>368</sup> Entretien réalisé à l'Ambassade du Japon en France, Paris, le 30/01/2020.

<sup>369</sup> Ibid.

*communication sont souvent conçues à travers des projets, tels que les Japan House, sans savoir précisément comment elles seront mises en œuvre par la suite auprès des publics à l'étranger* »<sup>370</sup>.

## **b. La stratégie d'évitement du risque**

Les acteurs suivent une stratégie d'évitement du risque dans leurs relations avec les médias, la société civile et le grand public. En comparaison avec leurs homologues occidentaux, nous pouvons observer une tendance forte à éviter toute situation susceptible de présenter un risque de conflit ou de tension. Il existe au Japon une importance excessive accordée à la notion de responsabilité vis-à-vis du groupe en cas d'erreur qui inhibe la liberté d'expression des acteurs, et ceci dès les rangs de l'école. De ce fait, les diplomates adoptent une prudence excessive dans le cadre des échanges avec le public. Ils préfèrent rester en retrait, et demeurent peu accessibles sur la scène médiatique et peu visibles dans les rencontres intellectuelles. Avec les médias, seuls les décideurs de haut rang, tels que les ambassadeurs et les chargés d'affaire dans les ambassades, sont autorisés à s'exprimer dans le cadre d'interviews sélectionnées avec prudence. Il existe peu de porte-paroles ou d'attachés de presse disposés à répondre aux questions des journalistes dans des délais rapides et un cadre moins formel, que ce soit par courriel ou par téléphone<sup>371</sup>. Interrogé sur ce point, MARUYAMA Norio, Directeur de la presse et de la diplomatie publique, évoque l'importance de la notion de responsabilité. Il explique que *« ce n'est pas aux diplomates non aguerris de répondre aux questions en provenance de la presse car cela engage une responsabilité. Seuls les ambassadeurs et les cadres de*

---

<sup>370</sup> Entretien réalisé au siège du *Asahi Shimbun* à Tokyo en septembre 2018.

<sup>371</sup> L'Ambassade du Japon en France a été exposé à cette situation lors de deux événements majeurs : l'accident nucléaire de Fukushima et l'affaire Carlos GHOSN.

*haut rang doivent répondre aux demandes d'interviews qui leur semblent pertinentes, ainsi que les responsables du siège habilités à répondre aux questions*<sup>372</sup>. De manière générale, les diplomates demeurent strictement fidèles à la terminologie officielle et ne s'expriment pas sans une validation préalable du siège. Cette rigidité est en total décalage avec les exigences de l'instantanéité de l'information qui requièrent au contraire une disponibilité et une réactivité immédiate des acteurs. KUNISUE Norito, éditorialiste au quotidien *Asahi Shimbun*, et ancien correspondant à Paris, observe que « *la notion de la responsabilité est si forte que les diplomates japonais ne s'octroient pas de marge d'expression par rapport aux éléments de langage officiels, comme le font leurs homologues occidentaux, pour lesquels les ministères publient des notes les appelant au contraire à la vigilance car ils s'expriment parfois trop ouvertement sur les réseaux sociaux* »<sup>373</sup>. De même, MASUDA Korehito note que « *l'importance accordée à la notion de responsabilité conduit à la crainte d'être critiqué, d'autant plus que l'organisation au MOFA est davantage pyramidale que dans d'autres structures plus souples comme la Fondation du Japon* »<sup>374</sup>. OKAMURA Yoshifumi fait le lien avec le manque de leadership des acteurs. Il estime que « *les diplomates japonais ne savent pas prendre des initiatives, alors qu'en Europe, les diplomates s'octroient une marge de réflexion vis-à-vis des instructions du ministère* ». Il confirme que « *les porte-paroles japonais ne font que traduire les directives, ce qui n'est pas efficace* », tandis que les porte-paroles européens peuvent retranscrire les directives avec leurs propres termes. Il explique que cette attitude

---

<sup>372</sup> Entretien réalisé au siège du MOFA, Tokyo, le 24/08/2018.

<sup>373</sup> Entretien au siège du *Asahi Shimbun*, Tokyo, le 30/08/2018. Il s'agit notamment du ministère allemand des Affaires étrangères. Voir LEQUESNE Christian. *La puissance par l'image : Les Etats et leur diplomatie publique*. Paris : Presses de Sciences Po, 2021.

<sup>374</sup> Entretien réalisé à l'Ambassade du Japon en France, Paris, le 30/01/2020.

« découle de la culture du *nemawashi*<sup>375</sup> qui incite les diplomates à réfléchir si le fait d'utiliser une nouvelle expression est correcte ou pas ». Il reconnaît que « cette situation est problématique dans les relations entre les diplomates et le public à l'étranger, notamment en matière de communication digitale, car seuls les anciens premiers ministres et les responsables de haut niveau sont habilités à s'exprimer avec leurs propres mots ». Il cite de nombreux exemples de mauvaise gestion de crise liés à des lacunes en communication de la part de responsables nippons, y compris dans le secteur privé, notamment les entreprises TOYOTA ou HAKATA aux Etats-Unis à la suite d'erreurs de fabrication dans le passé. A l'instar de Nancy SNOW, il plaide pour « un recours à des professionnels de la communication afin d'améliorer les résultats, car la situation ne pourra pas changer avec les politiques actuelles du gouvernement, ni le système éducatif, ni les jeunes générations »<sup>376</sup>.

La stratégie d'évitement du risque conduit les acteurs à présenter les aspects positifs du Japon et à éviter la confrontation directe des opinions. De ce fait, ils ne préparent pas en amont de réponses aux allégations visant à façonner à leur tour le débat en temps de crise. En laissant un vide face aux interrogations des médias, ils laissent les journalistes s'emparer des récits qu'ils pourraient porter eux-mêmes dans les débats. Cette stratégie d'évitement du risque dans le confort de l'ombre médiatique s'avère contreproductive à l'heure de la globalisation de l'information. Nancy SNOW déplore que les dirigeants soient « principalement intéressés par ce qu'il se passe à Tokyo sans perspective globale sur les affaires internationales ». Sachant que les médias agissent

---

<sup>375</sup> Il s'agit d'un processus pour la prise de décision collective au terme d'une longue réflexion qui permet de s'assurer du consentement de toutes les parties (littéralement « tourner autour des racines » ou « cernage » en horticulture).

<sup>376</sup> Entretien réalisé au siège du MOFA, Tokyo, le 24/08/2018.

comme des accélérateurs de crise, si les acteurs ne sont pas préparés à interagir avec les journalistes internationaux, ils prennent le risque de ne pas communiquer les bons messages et d'amplifier les crises. En outre, la stratégie d'évitement du risque traduit une difficulté à accepter les critiques, notamment sur les sujets difficiles, tels que la question mémorielle. De nombreux auteurs soulignent cet écueil de l'approche de la communication. Tokyo chercherait même à faire taire les critiques qui seraient perçues comme des attaques, et parfois qualifiées de « antijaponaises », une attitude qui a pu conduire à des stratégies d'intimidation relayées et condamnées par les médias internationaux »<sup>377</sup>. Nancy SNOW estime que cette approche contribue à façonner l'image d'un « *dark Japan* » aux côtés de l'image culturellement attractive du « *cool Japan* »<sup>378</sup>. De même, KOMURATA Yoshiyuki, Correspondant diplomatique au journal *Asahi Shimbun*, estime que cette approche nuit à la qualité des échanges avec le public, ce qui explique que « *le Japon n'arrive pas à convaincre sur la question des femmes de réconfort*. Il relate que des officiels du MOFA en charge de la diplomatie publique lui confient que le contrôle du récit sur la question historique est devenu trop important depuis l'arrivée du second gouvernement ABE. En suivant une stratégie d'évitement du risque, et une approche de la communication qui ne laisse pas de place à la contradiction, les acteurs nippons paraissent figés dans un passé révolu où la communication est conçue en harmonie avec des interlocuteurs partageant la même opinion. Dans ce contexte, une partie du public peut interroger la sincérité du discours du gouvernement en faveur de la démocratie et des valeurs libérales sur la scène internationale, et l'approche de Tokyo peut être perçue uniquement comme une stratégie opportuniste visant à affirmer

---

<sup>377</sup> Voir le cas du correspondant du journal allemand *Deutsche Allgemeine Zeitung*.

<sup>378</sup> Expression de SNOW Nancy. *Japan's Challenges in Public Diplomacy: An American Vision. Asie. Visions 81*. Ifri Center for Asian Studies, Novembre 2016, p.9.

l'appartenance du Japon au bloc des démocraties libérales pour faire face à une Chine menaçante<sup>379</sup>.

### **c. Les déclarations maladroites et polémiques de responsables politiques**

Les déclarations polémiques de responsables politiques viennent nuire à l'image du Japon. Alors que les gouvernants nippons semblent souvent isolés des réalités quotidiennes et peinent à formuler un consensus sur les questions de société, certains d'entre eux possèdent une vision rétrograde de la place de la femme et des membres de la communauté LGBTQ+. Ainsi, le maire de ville d'Osaka, HASHIMOTO Toru, juge « nécessaire » la prostitution des femmes en référence aux « femmes de réconfort », et conseille aux soldats américains stationnés à Okinawa de fréquenter les maisons closes, ce qui heurte la sensibilité des habitants de l'île et des pays voisins. L'ancien Premier ministre MORI Yoshirō, un homme âgé de 83 ans, habitué aux déclarations misogynes, et devenu président du Comité d'organisation des JO de Tokyo 2020, affirme lors d'une rencontre avec la presse organisée par le Comité Olympique Japonais que les réunions avec des femmes sont trop longues car « *elles ont du mal à finir leurs interventions* », tout en précisant « *nous avons sept femmes au sein du Comité d'organisation et elles savent rester à leur place* »<sup>380</sup>. La maire de la ville de Takarazuka près de Kobe, NAKAGAWA Tomoko, se voit refuser en 2018 l'accès au ring de sumo afin de prononcer un discours officiel par l'Association Nationale de Sumo sous prétexte que ce lieu sacré interdit traditionnellement toute présence féminine. Tout en s'exprimant en dehors de l'arène, elle dénonce le caractère regrettable et humiliant de la décision, et bien que l'incident suscite

---

<sup>379</sup> SNOW Nancy, Ibid.

<sup>380</sup> Selon des propos rapportés par le quotidien *Asahi Shimbun*. Ces déclarations créent une polémique qui conduira à sa démission.

un tollé au Japon, le gouvernement refuse de prendre position en arguant que l'Association Nationale de Sumo est une entité privée. Dans un autre registre, la journaliste ITŌ Shiori révèle une sordide affaire de viol dans un livre intitulé *La Boîte Noire*<sup>381</sup>, qui implique un haut responsable de la chaîne NHK et proche du Premier ministre ABE. Ses révélations suscitent peu de réactions du milieu politique. A l'heure du mouvement #MeToo sur la scène internationale, les dirigeants nippons cherchent à étouffer l'affaire et les institutions policières et judiciaires tentent de décourager la journaliste d'intenter un procès. Cette affaire est considérée comme le point de départ de la vague # MeToo au Japon<sup>382</sup> car elle suscite un élan populaire de sympathie pour le combat de la journaliste, laquelle gagne finalement le procès intenté à son agresseur en 2019. Les questions liées aux minorités sexuelles font l'objet d'un traitement similaire par les élites dirigeantes. Quelques mois avant les Jeux Olympiques de Tokyo 2020, lors d'une réunion à huis-clos à la Diète sur une nouvelle loi de lutte contre les discriminations à l'encontre des minorités sexuelles, le député du PLD YANA Kazuo déclare que « *les relations LGBTQ+ empêchent la reproduction de l'espèce qui doit se reproduire de manière naturelle* ». Si ce type de déclarations existe dans les autres démocraties libérales, le caractère particulièrement rétrograde et régulier de ces propos au Japon est pointé par les médias étrangers. Cette vision étriquée des décideurs politiques se reflètent dans les actions mises en œuvre sur les sujets de société, telles que les initiatives visant à promouvoir l'activité des femmes dans la société. Nancy SNOW explique que « *les efforts du gouvernement pour valoriser les carrières des femmes japonaises est en profond décalage avec la réalité* ». Elle pointe « *l'absence de débat sur cette question de société* ».

---

<sup>381</sup> ITŌ Saori. *La boîte noire*. Paris : Editions Philippe Piquier, 2021.

<sup>382</sup> La vague #MeToo se déclinera sous la forme d'un #WeToo qui reflète la préférence japonaise pour l'expression à travers le groupe plutôt que l'individu.

*qui porte avant tout sur la vision de la famille »* et une tendance à présenter au public une poignée de femmes qui sont membres de l'élite et réussissent dans leur vie professionnelle, en appui sur les mêmes contenus, lors de conférences internationales comme le WAW !<sup>383</sup>, ce qui ne reflète pas le quotidien des femmes au Japon. Elle ajoute que *« le fonctionnement des élites dirigeante est toujours très vertical et conservateur, ce qui ne permet pas de voir des personnes audacieuses qui pensent en dehors des clous, avec une représentation de la diversité et un panel de toutes les générations »*<sup>384</sup>. Nombreux sont les dirigeants qui continuent d'évoluer dans une réalité distincte, comme figés plusieurs décennies en arrière, sans se soucier de l'évolution des mentalités ou des nouvelles pratiques en vigueur dans la société japonaise et les autres démocraties libérales. WATANABE Yasushi souligne que, contrairement aux diplomates, les responsables politiques *« ne considèrent pas comme une évidence l'importance de nuancer leurs propos afin de soigner l'image d'un Japon qui respecte la liberté d'expression. Ceci est particulièrement vrai de ceux qui sont proches du groupe nationaliste Nippon Kaigi, car ils sont sommés de présenter au public une position ferme vis-à-vis de la Chine et de la Corée. Heureusement le contexte politique international les oblige à élargir leurs propos à d'autres questions, telles que la situation sécuritaire en Corée du Nord, notamment sous la pression des Etats-Unis*<sup>385</sup>. Ces déclarations maladroites et polémiques viennent nuire durablement aux actions de la diplomatie publique japonaise.

---

<sup>383</sup> World Assembly for Women, un événement organisé régulièrement à Tokyo en présence de plusieurs personnalités féminines internationales de haut niveau.

<sup>384</sup> Entretien réalisé au domicile de Nancy SNOW, Tokyo le 25/08/2018.

<sup>385</sup> Entretien réalisé à l'ANA Intercontinental Hotel, Tokyo, le 23/08/2018.

En définitive, l'adaptation des pratiques au nouveau contexte stratégique est perçue comme essentielle par les dirigeants nippons. Toutefois, la réflexion sur les méthodes à promouvoir pour favoriser l'adoption de nouvelles pratiques demeure peu aboutie. Sur la base de ce constat, comment le développement de la diplomatie publique japonaise a-t-il été perçu et mis en œuvre par les diplomates dans les ambassades et les consulats à l'étranger ? Quelle marge d'expression ont-ils obtenue de la part du siège et quel rôle a-t-il été confié aux acteurs locaux, que ce soient les experts du Japon, les communicants, et les adjoints des diplomates qui travaillent au sein des institutions ? Quel intérêt a été porté à l'adaptation des messages et des pratiques aux contextes culturels locaux ? Peut-on constater une souplesse et une flexibilité dans la mise en œuvre des politiques ou plutôt une rigidité qui vient freiner l'adoption des nouvelles logiques ?

### **III. L'observation empirique à l'Ambassade du Japon en France**

A l'ambassade du Japon en France, l'auteur observe que les activités de la diplomatie publique se développent fortement en deux décennies. Le service Communication et Culture engage une modernisation des pratiques au gré de plusieurs événements marquants : le 150<sup>ème</sup> anniversaire des relations franco-japonaises en 2008, le Grand séisme de l'Est du Japon en 2011, les contentieux historiques et territoriaux avec la Chine et la Corée, et la manifestation Japonismes 2018. Toutefois, malgré les efforts perceptibles, la modernisation des pratiques se met en œuvre graduellement en raison du poids des habitudes dans le système politico-administratif.

## 1. L'essor des activités de la diplomatie publique japonaise en France

Au tournant des années 2000, le Japon prend conscience que la promotion de la culture constitue un formidable levier pour soigner son image dans l'hexagone. La popularité des mangas est telle que les ventes surpassent celle des BD franco-belges. La gastronomie nippone connaît également un formidable succès grâce à la popularité des restaurants de sushis et de nouilles *ramen*. La Maison de la Culture du Japon à Paris (MCJP) est ouverte en 1997 près de la tour Eiffel afin de faire rayonner la culture nippone au cœur de la capitale française. Cet organisme semi-public propose une programmation riche et variée avec des expositions et des ateliers d'arts (*Ikebana*, cérémonie du thé), des concerts et des cours de japonais<sup>386</sup>. Dix ans plus tard, la commémoration du 150<sup>ème</sup> anniversaire des relations franco-japonaises en 2008 apparaît comme une occasion unique de soigner l'image et la réputation du Japon. L'ambassade apporte son soutien à de nombreuses manifestations en collaboration avec de grands établissements culturels français et renforce la diffusion des informations auprès des médias et du grand public. Afin de développer ses activités, le service Communication et Culture renouvelle ses équipes en recrutant des adjoints locaux disposant de compétences élargies et une bonne maîtrise de la langue japonaise. Il recrute également depuis Tokyo un conseiller technique en charge de la presse pour effectuer un suivi quotidien des articles sur le Japon dans la presse française<sup>387</sup>. Des programmes d'invitation sont proposés à destination des journalistes afin d'encourager la publication d'articles favorables dans les médias, et un

---

<sup>386</sup> Dix ans après la création de la MCJP, le service Communication et Culture de l'Ambassade connaît une réorganisation à la baisse de ses activités conduisant à son déménagement de l'hôtel particulier qu'il occupe dans la rue de Tilsitt au sein des locaux de l'ambassade avenue Hoche dans le 8<sup>ème</sup> arrondissement de Paris.

<sup>387</sup> L'auteure est recrutée en 2008 en tant que chargée des relations avec la presse.

bulletin d'information, *Les Nouvelles du Japon*, est créé pour présenter la politique diplomatique et les événements organisés en France. La culture populaire japonaise -et non plus seulement la culture traditionnelle- occupe désormais une place importante dans les activités. Le service culturel coordonne la sélection des candidats pour le Prix du Manga et envoie ses plus hauts représentants à deux rendez-vous annuels de l'édition : le festival Japan Expo près de Paris et le festival de la Bande Dessinée à Angoulême. A la suite du Grand séisme de l'Est du Japon en 2011, et de l'intensification des tensions avec la Chine et la Corée, l'ambassade prend conscience de la nécessité d'accroître encore davantage la visibilité du Japon en France, au-delà du seul domaine culturel.

Suite à la réélection du Premier Ministre ABE en décembre 2012, nous pouvons observer une nouvelle impulsion en faveur des activités de la diplomatie publique. A l'instar d'autres grandes capitales dans le monde, Paris bénéficie d'un budget conséquent afin de mettre en place des campagnes de relations publiques visant à lutter contre la circulation de fausses informations sur le Japon et « rétablir les faits ». Dans cet objectif, les adjoints locaux et le conseiller technique sont davantage consultés et impliqués dans les démarches. Les adjoints locaux bénéficient d'un système d'évaluation salarial incitatif, et en 2013, une lettre du ministre des Affaires étrangères KISHIDA est distribuée pour rappeler le rôle déterminant du personnel local dans la réussite des missions diplomatiques<sup>388</sup>. MARUYAMA Norio, Directeur de la presse et de la diplomatie publique, explique que « *le Japon comprend le risque de perdre de bons éléments dans les grandes capitales et de devoir fonctionner sur la base d'un turn-over de jeunes diplômés qui quittent leurs postes après seulement quelques années d'expérience en quête d'une*

---

<sup>388</sup> Lettre à disposition de l'auteur.

*meilleure considération* ». ARIMA Yutaka, Directeur des ressources humaines au MOFA, souligne la volonté d'encourager les adjoints locaux à l'idée de « travailler ensemble » avec les diplomates sous l'effet de la hausse générale de l'activité diplomatique. A partir de 2015, l'ambassade a également recours à une agence de communication pour accompagner ses activités et développe sa communication digitale en créant des comptes sur les réseaux sociaux. L'objectif est de mieux identifier les leaders d'opinion pour leur présenter les positions du Japon sur les sujets politiquement sensibles, tels que l'accident nucléaire de Fukushima, les contentieux historiques, les différends territoriaux et les actions agressives de Pékin en mer de Chine orientale et près des îles Senkaku. Le service communication propose des programmes d'invitation spécifiques à destination de la presse, des personnalités d'avenir et des personnes influentes dans les milieux économiques et politiques. Les occasions de rencontres avec la presse se multiplient lors des déplacements du Premier ministre et du ministre des Affaires étrangères en France. Plusieurs responsables de l'ambassade bénéficient par ailleurs d'une formation pour mieux répondre aux questions des médias, notamment en temps de crise. Afin d'encourager la revitalisation dans la région de Fukushima, l'ambassade diffuse des informations sur les efforts engagés pour une reconstruction rapide des zones sinistrées et soutient les échanges de personnes entre les collectivités locales franco-japonaises. Des programmes d'invitation sont mis en place pour inciter les journalistes français à venir constater les progrès de la reconstruction et la sécurité alimentaire dans la région. La promotion des produits agricoles en provenance des régions sinistrées, notamment le saké, est assurée à l'occasion de nombreuses réceptions à la résidence de l'Ambassadeur, auxquelles sont conviés les journalistes, les décideurs et les acteurs industriels français. Afin de faire connaître les positions du gouvernement japonais sur la situation en Asie, et

alerter sur les ambitions révisionnistes et conquérantes de la Chine, le service communication apporte un soutien financier à l'organisation de cycles de séminaires autour du Japon et de la politique étrangère dans la région au sein des principaux cercles de réflexion français.

Alors que le corps diplomatique restait autrefois discret sur les questions politiques, nous pouvons constater qu'il se mobilise pour mettre en place des actions de communication sur ces sujets auprès des médias et des leaders d'opinion français. Le profil des diplomates évolue vers une plus grande féminisation et une plus grande aptitude à saisir les enjeux de communication, ce qui les rend plus accessibles. Nous pouvons ainsi observer une évolution des mentalités chez les jeunes générations et une plus grande souplesse en comparaison avec les aînés. Le renouvellement du corps diplomatique confère une image positive auprès des acteurs locaux car le Japon apparaît davantage en phase avec l'évolution de son environnement culturel. En 2018, le MOFA choisit la France pour l'organisation d'un évènement de grande envergure « Japonisme 2018 : les âmes en résonance ». Il s'agit d'un événement majeur pour la diplomatie publique japonaise. Tokyo perçoit la France comme la capitale mondiale des arts et de la culture. Le Japon souhaite promouvoir les legs culturels et artistiques à travers l'histoire en mettant en lumière les liens anciens qui unissent les deux pays. Cette manifestation bénéficie d'un financement sans précédent et d'une collaboration franco-japonaise au plus haut niveau. Elle remporte un succès remarquable auprès du public français et contribue à consolider les liens bilatéraux dans le domaine de la culture et des arts. Plus largement, elle consacre l'excellence des relations entre le Japon et la France. En définitive, au terme de deux décennies, le Japon est mieux apprécié en France et mieux compris du public français. Les perceptions négatives en lien avec l'accident de

Fukushima et les tensions historiques avec les voisins se sont estompées. Outre l'exceptionnelle attractivité de la culture japonaise, l'émergence d'une Chine beaucoup plus agressive avec sa diplomatie des « loups guerriers » conforte le Japon dans son statut de partenaire de confiance et de puissance démocratique stable en Asie.

## **2. LA MODERNISATION GRADUELLE DES PRATIQUES**

Malgré l'essor des activités de la diplomatie publique, la modernisation des pratiques se met en œuvre graduellement en raison du poids des habitudes dans le système politico-administratif. L'évolution des mentalités est freinée par deux facteurs intrinsèquement liés : la complexité des procédures administratives et le manque de vision stratégique globale.

Comme évoqué précédemment, le système d'octroi du budget pour développer et poursuivre les activités de la diplomatie publique dépend fortement du puissant ministère des Finances. A la fin de chaque année fiscale, celui-ci requiert du MOFA des arguments dûment fondés et étayés par des chiffres et des statistiques pour débloquer de nouveaux fonds ou renouveler ceux en cours. Dans une présentation à laquelle l'auteur a assisté au MOFA sur les activités de la communication du Japon<sup>389</sup>, ces outils d'évaluation sont présentés comme des préalables « indispensables à l'action » pour définir le budget et les activités de la prochaine année fiscale. Comme évoqué précédemment, si les procédures d'obtention du budget sont similaires dans les autres pays développés, elles s'avèrent particulièrement contraignantes au Japon. Les rapports d'évaluation des activités doivent

---

<sup>389</sup> Document de présentation remis à l'auteur lors d'un stage destiné aux adjoints locaux. MOFA, *Public Communication*, 13/10/2017. Lors de ce stage, l'auteur a pu constater que les adjoints locaux d'autres ambassades du Japon soulignant un besoin d'augmenter les occasions de dialogue et d'échanges avec les acteurs sur le terrain.

être étayés d'arguments et de statistiques dûment vérifiés sous peine de se heurter à un refus. Cette contrainte dissuade les nouvelles initiatives et encourage à renouveler les mêmes dossiers chaque année. L'obtention de nouveaux budgets demeure extrêmement difficile si l'on souhaite répondre avec souplesse aux besoins spécifiques du terrain. Dans ce contexte, la modernisation des pratiques à l'ambassade du Japon se réalise avec lenteur dans des domaines clés, tels que la communication digitale, l'évolution des carrières des adjoints locaux, le développement de la réflexion stratégique et la diversification des réseaux. Du fait de la complexité des procédures administratives, il est difficile de proposer de nouveaux profils d'experts pour les séminaires et les conférences dans les cercles de réflexion français. La gestion des réseaux sociaux apparaît également en décalage avec les exigences de l'instantanéité de l'information. Lors de la création du compte Twitter de l'ambassade, chaque *tweet* devait être validé une semaine à l'avance par le siège avant sa mise en ligne. Par ailleurs, les équipes peinent à obtenir un budget pour acquérir du matériel adapté aux nouveaux outils digitaux, notamment des logiciels dédiés pour l'édition d'images, de vidéos et de mise en ligne des informations sur le site Internet de l'Ambassade<sup>390</sup>. La numérisation des données est tardive. Le bulletin d'information *Nouvelles du Japon* et la *Lettre de l'Ambassadeur* sont numérisés seulement en 2021, et l'envoi des invitations aux réceptions par courriel est mis en place après la crise Covid-19. Les relations avec les médias manquent de souplesse, notamment en temps de crise. L'envoi de lettres de protestation aux rédacteurs en chef des grands médias est privilégié à d'autres pratiques courantes dans le milieu, tels que l'envoi de courriels, les échanges par textos et les rendez-vous physiques.

---

<sup>390</sup> Le logiciel ALAYA qui a été créé par le MOFA est jugé trop lent par les équipes en France et dans d'autres pays, comme l'auteur a pu le constater lors d'un stage pour les adjoints locaux au siège du MOFA en 2017.

Le fonctionnement des relations avec les médias et les think tanks français est souvent calqué sur les habitudes à Tokyo, ou celle des pays anglo-saxons<sup>391</sup>, que ce soit la fréquence et le nombre de diplomates présents lors des rendez-vous, l'approche de la communication ou les codes hiérarchiques. Par exemple, il est attendu qu'un rendez-vous sollicité auprès des responsables dans les médias obtienne automatiquement une réponse, ce qui n'est pas systématique en France. De manière générale, les contraintes liées à la collecte d'informations statistiques (questionnaires, articles de presse, chiffres sur les réseaux sociaux) pour la constitution de dossiers à transmettre à Tokyo priment excessivement sur d'autres actions essentielles, telles que le développement des relations interpersonnelles, la qualité des échanges avec les acteurs locaux, la mise en place d'une réflexion stratégique, et plus généralement la cohérence d'ensemble des actions. Le corps diplomatique semble attendre un « kit complet » de bonnes pratiques de la part de l'agence de communication afin de remplir les objectifs chiffrés et documentés. Pour la communication digitale, les acteurs tendent à ne pas adapter leur communication en prenant en compte l'évolution de la situation sur le terrain en temps de crise. Pendant la pandémie Covid-19, l'Ambassade continue de mettre en ligne des informations sur les programmes d'échanges universitaires avec le Japon, alors que l'archipel a fermé ses frontières aux étudiants (et aux ressortissants) étrangers. Cette maladresse provoque la réaction de nombreux internautes et conduit à suspendre les publications jusqu'à la réouverture des frontières. A partir de février 2024, la stratégie de communication digitale finira par évoluer sous l'impulsion de l'Ambassadeur SHIMOKAWA qui

---

<sup>391</sup> La comparaison avec les think tanks américains, lesquels diffèrent fortement des think tanks français en termes d'histoire, de taille, de budget et de fonctionnement, est problématique pour le développement de partenariats, notamment la mise en place de programmes de conférences et de séminaires sur Japon.

encouragera une plus grande diversification des sujets de post et le déploiement d'efforts pour créer une plus grande proximité avec le public. Certes, l'information en provenance de l'ambassade est jugée fiable tout en étant trop institutionnelle et policée. Les *Nouvelles du Japon* demeurent le support de diffusion le plus identifié et apprécié comme une information officielle de qualité. Toutefois, les acteurs locaux souhaiteraient prolonger les discussions sur des sujets d'actualité et approfondir la réflexion et les échanges sur des axes plus stratégiques, y compris sur les réseaux sociaux<sup>392</sup>. Les études de perception réalisées par l'agence de communication soulignent un besoin d'information plus pointue sur des sujets plus variés avec une politique d'échange et de dialogue plus systématique qui leur permette d'aller au-delà des contenus simplement diffusés et d'approfondir leur compréhension des problématiques japonaises, comme il en existe avec des ambassades d'autres pays, tels que les Etats-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne et les Pays-Bas<sup>393</sup>. Ils soulignent en outre un déficit de relais du Japon en France car il n'existe qu'un petit nombre d'expert français sur la société et la politique japonaise dans toutes les institutions aux niveaux politique et économique et peu de leaders d'opinion dans des secteurs d'importance. La communauté japonaise paraît également difficile à pénétrer et donne l'image d'un entre-soi un peu fermé qui n'offre pas d'espace pour une discussion publique<sup>394</sup>. Les acteurs locaux attendent de voir rétablir une forme de proportion entre la puissance internationale du Japon et sa présence dans

---

<sup>392</sup> *Etude de perception 2015*. Document interne à disposition de l'auteur. Février 2016, 147p. Enquête conduite via des entretiens qualitatifs semi-directifs réalisés en face-à-face ou par téléphone auprès d'un panel de 25 experts des milieux influents sur l'image du Japon en France. Sélection validée par l'Ambassade du Japon.

<sup>393</sup> Ibid.

<sup>394</sup> *Etude de perception 2019*. Document interne à disposition de l'auteur, 7/11/2019, 138 p.

l'espace public français<sup>395</sup>. Enfin, en dépit des évolutions perceptibles, l'évolution des mentalités chez les jeunes générations de diplomates continue de se heurter au poids des habitudes, notamment les codes hiérarchiques, qui limitent leur liberté d'action. Ils demeurent en retrait pendant de longues années avant de pouvoir s'affirmer au sein de l'institution, que ce soit pour s'exprimer, faire valoir leurs compétences ou prendre des initiatives. A l'instar de la société française pré-1968, l'idée que la jeunesse doit plier face à la hiérarchie est encore bien ancrée dans les mentalités. Ainsi, le poids des habitudes demeure fort, ce qui nuit à l'introduction d'une plus grande souplesse pour répondre aux aléas du terrain.

Pour conclure, nous pouvons observer que le poids du conservatisme continue de peser sur le rayonnement international du Japon. Si l'évolution de l'environnement culturel a conduit à faire évoluer les mentalités, il ne chasse pas véritablement les habitudes du passé. Les contraintes du système administratif, notamment des procédures complexes de validation budgétaire, conduisent les acteurs à continuer d'adhérer à un système rigide qui, s'il leur semble parfois en décalage avec les exigences d'un monde globalisé, leur paraît toujours légitime. L'écosystème nippon continue de préserver un compromis conservateur, certes critiqué et fragilisé, qui paraît toujours raisonnable aux yeux des acteurs<sup>396</sup>.

---

<sup>395</sup> BJOLA Corneliu, LU Jiang. Social Media and Public Diplomacy: A Comparative Analysis of the Digital Diplomacy Strategies of the EU, the US and Japan in China. *Digital Diplomacy: Theory and Practice*/Ed. par BJOLA Corneliu, HOLMES Marcus New York: Routledge, 2015, p.71-89.

<sup>396</sup> Voir DUJARRIC Robert, TAKENAKA Ayumi. Le paradoxe japonais : puissance économique mondiale, réclusion sociétale. *Le Japon dans le monde* /Ed. par DELAMOTTE Guibourg. Paris : CNRS Editions. Ch.9. 2019, p.57-78.

## **IV. Cadre théorique : l'analyse des effets des contraintes extérieures sur l'évolution des pratiques diplomatiques**

Le nouveau modèle de la diplomatie publique qui apparaît au début du XXI<sup>e</sup> siècle représente une contrainte extérieure qui s'impose au Japon. Sur la base de ce constat, il nous a paru essentiel d'étudier la littérature des relations internationales qui analyse le comportement des Etats sous l'effet des contraintes extérieures qui s'imposent à eux. Nous nous sommes interrogés sur la réponse des acteurs nippons au nouveau modèle. Notre attention s'est portée sur les travaux théoriques récents sur la diplomatie publique afin de voir dans quelle mesure le Japon a réussi à faire évoluer ses pratiques et à adopter une approche moderne de la communication avec le public.

### **1. Les travaux théoriques récents sur la « nouvelle diplomatie publique »**

### **2. La « nouvelle diplomatie publique » : une vision horizontale et collaborative des relations avec le public**

La littérature anglophone, qui se développe abondamment à partir des années 2000, met en évidence les transformations de la diplomatie publique avec l'arrivée d'Internet et des réseaux sociaux. Les travaux s'accordent sur le fait que l'avènement de l'ère digitale constitue un véritable tournant dans l'évolution des pratiques. Ainsi, la capacité à écouter et à tenir compte des réactions du public est devenu un gage de légitimité et de crédibilité. Les messages émanant directement des autorités sont moins bien perçus, et les Etats cherchent à multiplier les réseaux de partenariats avec le secteur privé et la société civile afin d'augmenter l'efficacité de leurs actions. Comme nous l'évoqué précédemment,

Christian LEQUESNE évoque un « impératif de légitimité » qui vient s'ajouter à l'impératif d'efficacité pour les actions<sup>397</sup>. Les travaux sur la nouvelle diplomatie publique s'accordent pour souligner que la présentation d'une image trop positive et édulcorée, ainsi qu'une approche défensive, conduit à une perception négative du public. Nicholas CULL et Nancy SNOW soulignent l'importance d'éviter toute « approche uniformisée » dans la diffusion des messages (*one fits all approach*) car les Etats doivent être capables de façonner une image d'eux-mêmes nuancée en incluant des aspects critiques qu'ils peuvent porter habilement dans le débat public. De même, R. S. ZAHARNA met en lumière l'importance de maîtriser les nouvelles normes globales en matière de communication, qu'elles soient culturelles ou technologiques, afin de faire entendre sa voix. Les nouvelles normes culturelles impliquent une ouverture au débat d'idées et à la diversité des opinions et des acteurs. Les nouvelles normes technologiques renvoient à maîtrise des outils digitaux à l'aide d'une stratégie de communication digitale ouverte à la discussion avec le public, notamment sur les réseaux sociaux<sup>398</sup>. Autrement dit, dire que « tout va bien » ne suffit pas à convaincre un public qui attend désormais que les Etats soient conscients de leurs vulnérabilités et ne cherchent plus à contrôler entièrement leur image. Les acteurs sont censés définir en amont leurs messages et construire les récits qu'ils souhaitent voir portés et disséminés selon une logique proactive, et non plus simplement réactive.

L'ouverture aux débats d'idées et l'acceptation de la critique sont devenus des prérequis à une approche efficace en appui sur une vision stratégique globale.

WATANABE Yasushi explique que « *les aspects négatifs d'un pays, s'ils sont trop cachés,*

---

<sup>397</sup> LEQUESNE Christian. Introduction. *La puissance par l'image : Les Etats et leur diplomatie publique*. Paris: Presses de Sciences Po, 2021.

<sup>398</sup> ZAHARNA R.S. Culture, Cultural diversity, and Humanity-centered Diplomacies. *The Hague Journal of Diplomacy*. 14(1-2). 2019, p.117-133.

*finissent par être révélés au grand jour* ». Les Etats ont tout intérêt à se doter d'un « *meta soft power* », à savoir « *une capacité à être à l'écoute des critiques et à reconnaître que l'on a tort, une qualité qui existe dans les puissances démocratiques à l'inverse de la Chine ou de la Russie, et qui est indispensable au dialogue* »<sup>399</sup>. Les puissances démocratiques sont invitées à privilégier une vision horizontale et collaborative et à s'éloigner de la logique « gouvernement-public » pour développer une logique « public-public »<sup>400</sup>, où elles s'effacent pour laisser les débats prendre place sur des thèmes de prédilection de leur agenda politique. La secrétaire d'Etat et Ambassadrice sud-coréenne pour la diplomatie publique, Enna PARK, évoque le passage de la « diplomatie publique 2.0 » qui s'appuie sur le développement des échanges culturels, la promotion de la langue et de l'éducation et la multiplication des échanges de personnes ; à la « diplomatie publique 3.0 » qui est fondée sur l'idée de former une « communauté internationale de citoyens » qui permette à l'Etat de contribuer aux enjeux globaux, développer un leadership intellectuel et exercer un rôle de facilitateur dans les échanges. Certains Etats, tels que les pays nordiques, le Canada et Singapour, cherchent désormais à mobiliser le soutien du public en faveur d'une politique qui est conduite par d'autres Etats sur la scène internationale<sup>401</sup>.

Nicholas CULL définit en 2009 la « nouvelle diplomatie publique » comme une approche qui combine les actions suivantes : l'écoute, le plaidoyer, la diplomatie culturelle, les échanges, la radiotélédiffusion et la guerre psychologique<sup>402</sup>. Ce modèle

---

<sup>399</sup> Entretien réalisé à l'ANA Intercontinental Hotel, Tokyo, le 23/08/2018.

<sup>400</sup> SNOW Nancy, CULL Nicholas J. *Routledge Handbook of Public Diplomacy*. 2<sup>ème</sup> Edition. Londres et New York: Routledge, 2020.

<sup>401</sup> PARK Enna. *Korea's Public Diplomacy*. *Routledge Handbook of Public Diplomacy*/Ed. par Nancy SNOW, Nicholas CULL J. 2<sup>ème</sup> Edition. Londres et New York: Routledge. 2020, p.323.

<sup>402</sup> CULL Nicholas J., *Public Diplomacy: Lessons from the Past*. Los Angeles: Figueroa Press, 2009.

repose sur une logique horizontale et transparente, qui encourage un dialogue constructif avec le public, la compréhension mutuelle et la collaboration avec des acteurs tiers sur le long terme <sup>403</sup>. En 2019, CULL enrichit son analyse en soulignant notamment l'importance de la « crédibilité » et de la « diplomatie citoyenne ». Dans la conclusion de l'ouvrage *Public Diplomacy: Foundations for Global Engagement in the Digital Age*, il identifie sept dimensions clés : l'écoute, la cohérence avec les politiques, le développement des échanges sur le long terme, la crédibilité, la mise en place de partenariat avec des acteurs tiers, la promotion d'objectifs communs avec d'autres États, et la diplomatie de personnes à personnes ou « diplomatie citoyenne ».

Tout d'abord, il rappelle que *l'écoute* demeure la qualité la plus importante car elle permet de recueillir et d'analyser les données, avec notamment un monitoring médiatique, une pratique qui consiste à analyser la perception d'un État par l'opinion publique étrangère. L'écoute demeure la pierre angulaire des actions, malgré la digitalisation des pratiques qui a pu introduire une certaine distance, car elle permet de tenir compte des attentes et des craintes de la société civile dans l'élaboration des politiques. CULL souligne ensuite l'importance de *la cohérence avec les politiques* en tant que gage d'efficacité pour promouvoir une idée, un principe ou une action, et de la poursuite des échanges avec le public sur le long terme et non pas comme d'un instrument utilisé à des fins de politique intérieure. Puis, il explique que la notion de *crédibilité* est fondamentale pour gagner « les cœurs et les esprits » en acceptant de nuancer ses propos et ne pas être sur la défensive. Alors que les populations sont plus méfiantes vis-à-vis de la communication officielle, *les partenariats avec des acteurs tiers* et fiables permettent

---

<sup>403</sup> Ibid.

gagner la confiance du public et de diversifier les cibles, de même que *la promotion d'objectifs communs avec d'autres Etats*, tels que les enjeux globaux. Enfin, il présente *la diplomatie de personnes à personnes* ou « *diplomatie citoyenne* » comme un vecteur efficace pour mobiliser favorablement le public en créant des relations positives et durables grâce aux échanges réguliers entre les citoyens des villes et des localités. Il avertit qu'une diplomatie publique conduite par une poignée de personnes ou par le seul chef d'Etat comporte le risque de dégrader rapidement l'image du pays en cas de baisse soudaine de popularité.

De nombreux observateurs s'accordent avec CULL et observent que les Etats doivent veiller à soigner leur réputation afin d'être résilients face aux puissances autoritaires qui mènent des stratégies de désinformations. A cet égard, CULL développe la notion de « sécurité de la réputation » sur le long terme (*reputational security*) pour souligner la nécessité pour les Etats de s'assurer un soutien durable de l'opinion publique internationale afin de se protéger en cas de crise, telle que l'invasion de son territoire par une puissance étrangère. Il observe que l'Ukraine n'a pas pu bénéficier d'un soutien solide de l'opinion public internationale lors de l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014.

### **3. Le modèle japonais : une évolution en clair-obscur**

#### **3.1. Les aspects modernes du modèle**

Fondée sur la quête d'une harmonie avec le public, le modèle japonais repose sur deux dimensions clés de la « nouvelle diplomatie publique » : l'écoute et le développement des échanges sur le long terme.

La dimension de l'écoute constitue un élément fondamental. Elle transparait dans plusieurs domaines : la décentralisation du système, la capacité à recueillir les données, et le style coopératif des diplomates. La décentralisation du système confère aux acteurs une certaine autonomie. Elle permet également de véhiculer l'image d'une nation qui ne cherche pas à dicter ses volontés et de rassurer les pays asiatiques craignant un retour de l'impérialisme japonais. En raison des contraintes liés au passé de la Seconde guerre mondiale, les dirigeants ont compris rapidement l'intérêt de présenter l'image d'une nation qui a recourt à des méthodes douces et respectueuses des règles. Le recueil des données permet de connaître les attentes du public. ISHIGAKI Tomoaki, Directeur de la Diplomatie publique au Cabinet du Premier ministre ABE, confirme que « *la collecte des données est fondamentale (pour le Japon) car elle permet d'agir de manière préventive en lien avec d'autres acteurs ou partenaires* »<sup>404</sup>. Quant au style coopératif des diplomates, Nancy SNOW considère que cela constitue un atout précieux. Elle observe que l'écoute active (*active listening*) constitue « *une grande qualité des acteurs nippons* ». Le Japon possède « *une remarquable capacité à étudier et à assimiler les informations en provenance de l'étranger* », une dimension sur la scène internationale qu'il a tout intérêt à mettre en valeur car « *il est aujourd'hui essentiel de savoir écouter pour recueillir des informations qui nous sont utiles* ». Elle souligne que « *la capacité à être à l'écoute de ses interlocuteurs ne va pas de soi, c'est une qualité des Japonais qui est*

---

<sup>404</sup> Entretien réalisé au Cabinet du Premier ministre, Tokyo, le 29/08/2018.

*appréciée des observateurs étrangers* »<sup>405</sup>. A cet égard, le suivi des activités d'enseignement et de recherche par les officiels nippons, y compris en dehors de tout cadre de coopération, constitue une marque d'intérêt qui est appréciée. Nancy SNOW confie que cette attention l'encourage à « *déployer des efforts pour transmettre le message du Japon au monde* ». Enfin, le style coopératif des diplomates traduit une capacité des acteurs à entretenir des relations cordiales qui sont fondées sur l'écoute réciproque et le dialogue. Cette attitude contraste avec le style des diplomates d'autres pays, tels que les Américains, qui consiste à affirmer haut et fort ses opinions, parfois sans grand égard pour la sensibilité des interlocuteurs. Le diplomate ARIMA Yutaka observe que ce style coopératif est particulièrement visible dans le domaine de l'aide au développement, puisque « *le Japon n'impose pas aux autres populations sa vision, comme peut le faire les Etats-Unis, ce qui est une qualité appréciée dans le monde, et notamment en Afrique où beaucoup d'acteurs locaux connaissent la JICA et ses actions en matière d'assistance technique* »<sup>406</sup>. Dans sa thèse sur la diplomatie multilatérale du Japon, Sarah TANKE note que les diplomates japonais sont appréciés à l'ONU car ils privilégient le dialogue plutôt que la pression et la communication directe. Elle souligne que leur approche de la communication n'est pas très affirmée et repose sur un style diplomatique doux et « constructif »<sup>407</sup>. En outre, le développement d'une « relation de confiance » (*shinraikan* 信頼感) est un concept important dans la diplomatie japonaise. KANEKO Masafumi, Directeur de la maison d'édition PHP, explique que les diplomates japonais ont un fort capital de confiance car « *ils agissent et respectent ce sur quoi ils se sont engagés, ce qui*

---

<sup>405</sup> Entretien réalisé au domicile de Nancy SNOW, Tokyo le 25/08/2018.

<sup>406</sup> Entretien réalisé au siège au MOFA, Tokyo, le 24/08/2018.

<sup>407</sup> TANKE Sarah. *Japan at the United Nations : cooperative diplomacy as a means for influence and recognition*, sous la direction de DEVIN Guillaume, 2021.

*est fondamentale dans les relations* »<sup>408</sup>, et bénéficie d'une réputation de sérieux et de discrétion.

Le développement des échanges sur le long terme, qui est centré sur le partage d'objectifs communs, constitue un autre élément fondamental. Comme nous l'avons évoqué précédemment, la diplomatie publique japonaise développe depuis les années 1970 les échanges culturels et universitaires ainsi que l'assistance technique à destination des pays d'Asie du Sud-Est. Cette approche permet de soigner la réputation de l'archipel dans la région et contribue à bâtir des relations de confiance durables. A partir des années 2010, le Japon met en place des partenariats avec des acteurs tiers, tels que les centres universitaires et les think tanks à l'étranger, en appui sur le financement de programmes de recherches sur le Japon. Les dirigeants comprennent que le message du gouvernement japonais sera d'autant mieux et plus rapidement diffusé s'il est porté et véhiculé par des partenaires de confiance qui disposent d'une réputation fiable et d'une crédibilité auprès du public à l'étranger. L'aide au développement japonaise valorise traditionnellement l'autonomisation et la collaboration avec les acteurs locaux en appui sur le concept *kaizen* (*amélioration* 改善), une méthode de management qui consiste à faire remonter vers le sommet les idées et les bonnes pratiques qui sont acquises depuis le terrain. Le Japon souhaite présenter l'image d'un Etat qui ne souhaite pas imposer ses règles, ni créer de rapport de dépendance vis-à-vis des pays bénéficiaires, mais plutôt réfléchir et travailler ensemble aux solutions, à la différence de l'approche occidentale qui fonctionne davantage avec des rapports de verticalité induits par la charité chrétienne. OKAMURA Yoshifumi, Ambassadeur spécial pour la Paix et la Stabilité, et ancien Ambassadeur pour

---

<sup>408</sup> Entretien réalisé au siège de la maison d'édition PHP, Tokyo, le 28/08/2018.

la TICAD, explique que « *le JICA est très populaire en Afrique grâce à la méthode kaizen qui est utilisée dans les projets, au point qu'il existe désormais un Institut national du kaizen en Ethiopie* <sup>409</sup>, et que cette méthode est en passe de devenir le principe directeur du pays. L'émergence de ce principe a permis une révolution des mentalités en Ethiopie en valorisant l'idée de travailler ensemble ». Il considère que le Japon tend à « *privilégier la recherche des causes plutôt que le seul traitement des problèmes* », contrairement aux pays occidentaux. Il rappelle également son soutien constant au développement de l'Afrique depuis 1993 à travers le processus de la TICAD, qui est fondé sur l'idée de « *valoriser l'appropriation et le partenariat pour que les Africains proposent eux-mêmes des idées, ce qui est très apprécié sur le continent* »<sup>410</sup>. Enfin, le Japon se positionne depuis des décennies comme un créateur de « passerelles » au sein des enceintes multilatérales, tel un acteur discret et engagé au service du bien commun. Nancy SNOW note que les diplomates japonais se déclarent heureux que le Japon assure la promotion du respect des règles internationales, un sentiment qui est plus rarement exprimé par les diplomates des démocraties occidentales. Elle constate que « *le Japon retire une certaine fierté à être utile au monde car il attache un grand respect à l'idée d'être un 'bon voisin' de la Chine, à savoir un pays qui respecte les règles et se tient au service du monde, et qui crée des produits que les personnes apprécient et sont divertissants, un pays qui est un membre respecté de la communauté internationale grâce à sa contribution importante aux activités de l'ONU, son soutien au multilatéralisme et son aide au développement* »<sup>411</sup>. Sarah TANKE explique également que les diplomates japonais attachent de l'importance au respect des règles, qui sont valorisées et utilisées dans les échanges, et

---

<sup>409</sup> Rebaptisé « Centre d'Excellence du kaizen ».

<sup>410</sup> Entretien réalisé au siège du MOFA, Tokyo, le 24/08/2018.

<sup>411</sup> Entretien réalisé au domicile de Nancy SNOW, Tokyo le 25/08/2018.

encouragent des pratiques diplomatiques basées sur la réciprocité. Elle note que la diplomatie multilatérale japonaise cherche à tirer profit de ce positionnement pour valoriser l'image du Japon, satisfaire ses objectifs stratégiques et obtenir une meilleure reconnaissance sur la scène internationale<sup>412</sup>. De même, ISHIGAKI Tomoaki, Directeur de la diplomatie publique au Cabinet du Premier ministre, explique que « *le Japon tente de trouver des terrains d'entente avec les pays qui ne respectent pas les valeurs universelles afin d'aller de l'avant au-delà des différences dans le cadre de conventions et d'accords internationaux* »<sup>413</sup>. Par ailleurs, WATANABE Yasushi, aux côtés d'autres auteurs comme NAKANO Ryōko, met en évidence le rôle positif de la « diplomatie basée sur les valeurs » en assurant « *la promotion des valeurs universelles communes qui permettent de vivre ensemble dans une société libre* », et avance que « *l'objectif premier de la politique étrangère japonaise doit être la préservation de l'ordre libéral existant qui est en danger* »<sup>414</sup>. A cet égard, les concepts clés « Contribution Proactive à la Paix » et « Espace Info-Pacifique Libre et Ouvert » sont utiles car ils reposent sur la promotion d'enjeux communs. Nancy SNOW rejoint cette analyse. Elle estime que « *la diplomatie publique japonaise doit continuer à mettre en valeur la contribution du Japon aux défis globaux* » car l'archipel est un pionnier face aux défis que rencontrent aujourd'hui d'autres pays, tels que le changement climatique et le vieillissement de la population. Cette expérience singulière peut l'encourager à mettre ses compétences au service des valeurs humaines et sociales pour la construction de la société du futur<sup>415</sup>.

---

<sup>412</sup> TANKE Sarah. *Japan and the United Nations: cooperative diplomacy as a means for influence and recognition*. Thèse : Sciences politique, spécialité relations internationales : Institut d'Etudes Politiques de Paris, 2021.

<sup>413</sup> Entretien réalisé au Cabinet du Premier ministre, Tokyo, le 29/08/2018.

<sup>414</sup> Entretien réalisé à l'ANA Intercontinental Hotel, Tokyo, le 23/08/2018.

<sup>415</sup> Entretien réalisé au domicile de Nancy SNOW, Tokyo le 25/08/2018.

### 3.2. Les aspects conservateurs du modèle

Malgré l'impulsion du Japon en faveur du développement de la diplomatie publique, nous pouvons observer que le modèle japonais présente des aspects conservateurs. Les travaux sur la nouvelle diplomatie publique s'accordent pour affirmer que les Etats doivent éviter certains écueils dans leur approche de la communication avec le public, tels que l'excès de prudence, l'absence de réactivité, l'uniformisation des messages, le refus du débat et l'absence de représentativité citoyenne. Le modèle japonais demeure conservateur dans trois domaines essentiels : la contextualisation, l'ouverture au dialogue sur les sujets difficiles, et la participation citoyenne.

Tout d'abord, l'approche de la communication ne prend pas assez en compte l'importance de la contextualisation. En effet, le Japon présente les attraits culturels et la politique du gouvernement japonais selon une logique uniformisée et policée qui ne s'adapte pas à la diversité des contextes et des publics. Autrement dit, la diffusion des informations prime sur la communication. R. S. ZAHARNA explique que « *le Japon se contente de 'présenter' ses atouts en pensant que cela suffira à convaincre le public sur le long terme, à la différence des Etats-Unis qui choisissent plutôt de « projeter » leurs sources de soft power à l'étranger en utilisant des messages prédéfinis* »<sup>416</sup>. Nancy SNOW considère que les dirigeants nippons croient que la présentation des attraits du Japon permettra de créer automatiquement de l'influence<sup>417</sup> « *avec une tendance à faire reposer la communication exclusivement sur la diffusion des informations* ». Interrogé sur le sujet,

---

<sup>416</sup> HAYDEN Craig. Japan, culture, pop culture and the national brand. *The rhetoric of soft power*. Ch. 3. Lanham, Md.: Lexington Books, 2012.

<sup>417</sup> SNOW Nancy. Deconstructing Japan's public relations: where is the public? *The Routledge Handbook of Critical Public Relations* / Ed. par Jackie L'ETANG, David MCKIE, Nancy SNOW et Jordi XIFRA. New York et Londres : Routledge, 2015.

ISHIGAKI Tomoaki confirme cette analyse. Il explique que « *la meilleure stratégie consiste à diffuser un maximum d'informations sur le Japon* », et que la manière de transmettre les informations est un élément secondaire car « *c'est le récipiendaire du message qui jugera lui-même si les informations sont crédibles et dignes d'être relayées, à l'aide des interactions qu'il développera avec les multiples acteurs japonais sur le terrain, tels que les diplomates, les entrepreneurs ou les experts du monde académique* ». Pendant longtemps, le Japon a choisi de présenter les aspects uniques de sa culture et mis l'accent sur la différence plutôt que sur les points communs avec le reste du monde. Si l'archipel a revu cette approche pour mettre en valeur les points communs avec les autres Etats, il peine à adapter ses messages aux différents publics visés.

Puis, l'approche de la communication évite le dialogue sur les sujets difficiles, y compris lorsque les sujets suscitent un fort intérêt du public. Les acteurs recherchent l'harmonie avec le public, et en temps de crise et de tensions, ils affichent une posture défensive face aux critiques en provenance des médias, de la société civile et du grand public. La communication privilégie les sujets *soft* selon une approche quasi-fusionnelle avec le public. Elle cible les personnes qui aiment le Japon, ou sont susceptible de l'apprécier, et évite celles qui tendent à s'opposer aux positions officielles. ISHIGAKI Tomoaki confie qu'il comprend la nécessité d'une interaction avec le public quand celui-ci est mal informé afin d'apporter des informations correctes. Toutefois, il estime difficile d'engager une discussion avec une personne qui a des opinions radicalement différentes car « *il vaut mieux éviter les sujets de discorde et s'en tenir aux points communs dans la discussion* »<sup>418</sup>. Il explique que le Japon doit fonder son récit sur le respect des valeurs

---

<sup>418</sup> Entretien réalisé au Cabinet du Premier ministre, Tokyo, le 29/08/2018.

universelles qui sont susceptibles de séduire à l'étranger tout en évitant de trop s'exposer sur les sujets difficiles car « *les acteurs ne sont pas prêts (au débat)* ». Il confie que « *si les Japonais présentent les choses d'un point de vue uniquement japonais, ils risquent d'avoir à justifier ce qui fait d'eux des Japonais, et ils n'ont pas nécessairement de réponse à cette question* ». Cet argument est repris par d'autres diplomates en charge de la communication, tels que KOBAYASHI Maki, qui avance que « *il est préférable de cibler les personnes qui partagent les mêmes opinions et d'éviter de consacrer des efforts à celles qui critiquent le Japon* »<sup>419</sup>.

Enfin, l'approche de la communication n'encourage pas la participation citoyenne. La communication officielle accorde peu de place aux initiatives citoyennes et aux débats d'opinions qui se déroulent dans l'archipel, que ce soit dans les médias, les think tanks ou les associations. Nancy SNOW explique que l'approche de la communication sous le gouvernement ABE est « *trop verticale, centralisée et à visée commerciale* », ce qui conduit à une « *invisibilité des citoyens* ». Elle met en garde contre le risque que « *le public confonde la politique du gouvernement avec le peuple japonais car la communication officielle ne représente pas la diversité des débats au Japon* »<sup>420</sup>. Cette approche serait un « *branding institutionnel* », voire un « *branding ABE* », où « *les seuls représentants du Japon sont le Premier ministre, les membres du gouvernement ou d'institutions comme la Diète* »<sup>421</sup>. De même, SNOW estime que la communication digitale reflète la vision et les actions du Premier ministre ABE selon une stratégie qu'elle

---

<sup>419</sup> Entretien réalisé au siège du Comité d'organisation des Jeux Olympiques Tokyo 2020, Tokyo, le 27/08/2018.

<sup>420</sup> Entretien réalisé au domicile de Nancy SNOW, Tokyo le 25/08/2018.

<sup>421</sup> Voir SNOW Nancy. Japan's Challenges in Public Diplomacy: An American Vision. *Asie.Visions 81*. IFRI. Centre for Asian Studies. Février 2016; SNOW Nancy. Deconstructing Japan's Public Relations, where is the Public? *The Routledge Handbook of Public Relations* / Ed. Jackie L'ETANG, David MCKIE, Jordi XIFRA. New York: Routledge, 2015.

a baptisée « ABE 2.0 », qui donne l'impression que « *si les acteurs périphériques participent, ils seront surveillés et écartés* »<sup>422</sup>. Comme nous le verrons ultérieurement, la mise en valeur des seuls Premier ministre ABE et membres du gouvernement japonais conduit à ternir la réputation du Japon en temps de crise, notamment sur la question historique. Face aux critiques émanant des médias et des milieux académiques, les autorités tendent à raidir leur position et à agir avec insistance tout en laissant dans l'ombre les débats en cours dans l'archipel. En continuant de superviser la communication par le haut, le Japon continue d'offrir une place limitée à la participation des citoyens dans la fabrique de la diplomatie publique.

Malgré l'émergence de nouvelles initiatives, le conservatisme vient nuire à l'efficacité des actions de la diplomatie publique japonaise. Interrogé lors d'un séminaire sur les stratégies d'influence organisé à l'IRSEM à Paris, Nicholas CULL constate que le dialogue du Japon avec le public étranger mérite d'être développé davantage au Japon. Il pointe « *l'existence de dysfonctionnements dans l'approche du gouvernement japonais* » qui le conduit à adopter une attitude opportuniste selon les sujets abordés sur la scène internationale (« *pick and choose* »), et recommande plutôt à chercher de « *trouver collectivement des solutions pour résoudre les problèmes* ». Il exhorte ainsi les dirigeants nippons à « *développer les pratiques (diplomatiques) et le fonctionnement sur le plan interne* ». Malgré le rang favorable du Japon dans les classements internationaux de *soft power*, il confie que le Japon risque de « *perdre de son attractivité sur le long terme si les pratiques ne viennent pas à évoluer* »<sup>423</sup>.

---

<sup>422</sup> SNOW Nancy. *Japan Information War*. CreateSpace Independent Publications, 2016.

<sup>423</sup> Séminaire sur le thème « *New Propaganda Networks in the Age of Great Power Competition* ». IRSEM, le 20/05/2021.

---

## **PARTIE III**

### **ETUDES DE CAS**

---

Dans cette partie, nous présenterons trois études de cas afin d'illustrer notre hypothèse. Nous chercherons à démontrer que le poids du conservatisme nuit aux initiatives de la diplomatie publique japonaise.

Ces études de cas portent sur des sujets complexes pour le Japon et sa réputation : le dossier des « femmes de réconfort » avec la Corée du Sud, la question des « enlèvements » d'enfants binationaux par un parent japonais, et le contentieux sur la chasse à la baleine et aux cétacés.

#### **I. Le dossier des « femmes de réconfort » avec la Corée du Sud**

L'étude de la diplomatie publique japonaise ne peut faire l'impasse sur la question historique. Le traitement des contentieux historiques avec les pays voisins est un sujet sensible qui peut nuire à la réputation du Japon sur la scène internationale. Contrairement à l'Allemagne après la fin de la Seconde guerre mondiale, l'archipel ne réussit pas à apaiser véritablement les relations avec les pays voisins et les litiges liés à l'interprétation de l'histoire resurgissent à intervalles réguliers. La Corée et la Chine présentent régulièrement le Japon comme une nation qui n'assume pas son passé guerrier et conquérant. Dans les années 2000, le pays affirme davantage ses positions sur la question mémorielle. Alors

que les autorités japonaises expriment à de nombreuses reprises les « remords sincères » pour les exactions passées, Pékin et Séoul intensifient leurs pressions en accusant l'archipel de ne pas s'être sincèrement excusé pour ses actions pendant la guerre et la période coloniale. Parmi les sujets de contentieux, le dossier des « femmes de réconfort » (*inānpu* 慰安婦) avec la Corée du Sud, ces jeunes femmes mobilisées de 1932 à 1945 dans les « stations de réconfort » de l'armée impériale, représente un exercice particulièrement délicat pour la diplomatie publique du Japon. La sensibilité du dossier exige une attention particulière des acteurs et des compétences en communication de crise. En réaction aux allégations sud-coréennes, Tokyo doit développer un récit rappelant la réalité des excuses exprimées dans le passé tout en assurant le public de la sincérité de ces propos. Le traitement du dossier des 'femmes de réconfort' illustre bien la tension existante entre les attentes de la communauté internationale sur la question historique et le conservatisme des pratiques.

## 1. L'émergence d'un contentieux

La normalisation tardive des relations diplomatiques avec la Corée du Sud en 1965, vingt ans après la fin de la guerre, ne solde pas les différends malgré une réconciliation politique<sup>424</sup>. L'occupation de la péninsule par l'Empire japonais de 1910 à 1945 continue de nourrir le ressentiment de la population sud-coréenne dans les décennies qui suivent la Seconde guerre mondiale. La Corée du Sud ne cesse de condamner les exactions du Japon et de demander des excuses officielles. Les raisons des tensions nippon-coréennes

---

<sup>424</sup> Voir HUNDT David, BLEIKER Roland. Reconciling Colonial Memories in Korea and Japan. *Asian Perspective*. John Hopkins University Press. Volume 31. Number 1, 2007, p.61-91.

sont à la fois structurelles – les contentieux non résolus de la colonisation japonaise – et conjoncturelles, en lien avec l'évolution de la politique intérieure des deux pays. A la suite de la démocratisation de la Corée du Sud, le nationalisme antijaponais se conforte à partir des années 1990, conduisant à un rappel plus fréquent de l'histoire dans les relations bilatérales. L'expérience de l'occupation nipponne constitue un terreau de contestation pour une société civile émergente et un nationalisme construit en opposition à l'ancien pays colonisateur. Alors qu'elle a peu mobilisé pendant des décennies, la question des « femmes de réconfort » suscite une mobilisation importante avec des demandes des compensations financières pour les victimes qui sont encore en vie. Le faible intérêt porté jusqu'alors à ce dossier peut s'expliquer par de multiples raisons. Tout d'abord, il existe à cette époque un manque d'intérêt général pour la cause des femmes victimes de violence en période de conflit. Puis, les armées d'autres pays ont eu recours à des installations similaires, telles que l'armée française en Algérie et au Vietnam, et l'armée américaine en Corée du Sud. Il est également avéré que les stations de réconfort ont bénéficié de la collaboration de recruteurs coréens, et abritent des femmes japonaises, comme dans les stations de réconfort de l'ensemble de l'espace occupé par l'Armée japonaise<sup>425</sup>, rendant le débat moins binaire et plus complexe. A la fin de la dictature en Corée du Sud, la question prend de l'ampleur avec la publication de « témoignages » de soldats japonais qui se seraient par la suite rétractés<sup>426</sup> et l'émergence de la société civile sud-coréenne. Les demandes de dédommagement auprès de Tokyo s'avèrent plus ou moins fortes et

---

<sup>425</sup> SOH Sarah. *The Comfort Women. Sexual Violence and Postcolonial Memory in Korea and Japan*. Chicago : University of Chicago Press, 2009. Cité par Valérie NIQUET. *Le Japon en 100 questions : Un modèle en déclin ?* Editions Tallandier. Paris, 2020, p. 241.

<sup>426</sup> NIQUET Valérie. *Le Japon en 100 questions : Un modèle en déclin ?* Editions Tallandier. Paris, 2020, p.242.

répétées selon l'orientation du gouvernement en place à Séoul et le contexte géopolitique régional, notamment vis-à-vis de la Corée du Nord. Les gouvernements sud-coréens conservateurs ont tendance à être davantage discrets alors que les gouvernements progressistes prennent davantage en compte les demandes de la société civile. Tandis que le Japon estime que le dossier des réparations a été soldé lors de la normalisation des relations entre les deux pays, comprenant un programme d'environ 800 millions de dollars sous forme de subventions et de prêts bons marchés censés avoir réglés toutes les réclamations liées à la période coloniale, Séoul ne cesse de questionner la transparence de ces fonds à une époque où la Corée du Sud était une dictature militaire, tout en condamnant le gouvernement japonais pour son refus d'assumer officiellement sa responsabilité dans le dossier.

Pour répondre à ces tensions persistantes, le Japon effectue un travail de repentance au cours des années 1990. Lors d'une visite à Séoul le 17 janvier 1992, le Premier ministre MIYAZAWA Kiichi prononce un discours dans lequel il présente ses remords et ses excuses pour les souffrances infligées par le Japon en abordant le sujet des femmes de réconfort. Puis, lors de sa visite en Chine en octobre 1992, l'Empereur du Japon évoque sa « profonde tristesse » pour les souffrances infligées à la population chinoise pendant l'occupation japonaise, marquant un tournant symbolique dans l'expression des excuses du Japon vis-à-vis de l'ensemble des pays voisins. Quelques mois plus tard, le 4 août 1993, le chef de cabinet du Premier ministre KONO Yohei publie une déclaration après la conclusion d'une étude du gouvernement japonais reconnaissant l'implication de l'Armée Impériale et l'aspect coercitif du travail des femmes dans des « stations de confort ». La « Déclaration KONO » stipule que « *l'armée japonaise de l'époque est impliquée, directement ou indirectement, dans l'établissement et la gestion de 'stations de réconfort'* »,

et que le recrutement des ‘femmes de réconfort’ « *est mené principalement par des recruteurs privés, agissant en réponse à la demande des militaires* »<sup>427</sup>. Le document indique également que « *dans plusieurs cas, ces femmes étaient recrutées contre leur volonté par la persuasion et la contrainte, etc. (...), que parfois le personnel administratif/militaire participait directement aux recrutements* », et que « *(ces femmes) vivaient dans la misère dans les stations de réconfort dans une atmosphère de coercition* »<sup>428</sup>. L’initiative est particulièrement bien accueillie en Corée du Sud car cette déclaration constitue une première dans la diplomatie nipponne, le Japon n’ayant jusqu’alors jamais admis officiellement les exactions commises par son armée au cours de la Seconde guerre mondiale. A l’occasion du 50<sup>ème</sup> anniversaire de la fin du conflit en 1995, le Premier ministre MURAYAMA Tomiichi prononce à son tour des excuses officielles pour les exactions commises par le Japon pendant la colonisation de la péninsule coréenne<sup>429</sup>. Tout en rappelant le caractère irréfutable des faits historiques, les excuses sont assorties de la création d’un fonds de compensation monétaire dédié aux femmes de réconfort, le Fonds pour les Femmes Asiatiques/*Asian Women Fund* (AWF) (*ajia jyosei kikin* アジア女性基金)<sup>430</sup>, financé par des fonds publics et privés avec un système de versement compensatoire<sup>431</sup>

---

<sup>427</sup> MOFA. Déclaration KONO. Disponible sur : [https://www.mofa.go.jp/a\\_o/rp/page25e\\_000343.html](https://www.mofa.go.jp/a_o/rp/page25e_000343.html) (consulté le 20/10/2021)

<sup>428</sup> Ibid.

<sup>429</sup> Ibid. Voir aussi : <https://www.mofa.go.jp/announce/press/pm/murayama/state9408.html> (consulté le 20/10/2021)

<sup>430</sup> Le fonds est doté d’un montant de 4,8 milliards de yen alloués par le gouvernement du Japon et complété par 600 millions de yen de fonds privés en provenance de la population japonaise.

Voir MOFA. Déclaration du Premier ministre Tomiichi MURAYAMA à l’occasion de la création du Fonds pour les Femmes Asiatique.

Disponible sur :

[https://www.mofa.go.jp/a\\_o/rp/page25e\\_000354.html?msckid=3d7b06bfc08f11ecbbfc45b273095596](https://www.mofa.go.jp/a_o/rp/page25e_000354.html?msckid=3d7b06bfc08f11ecbbfc45b273095596) (consulté le 20/02/22). Le Fonds pour les Femmes Asiatiques a été créé en 1995 et a été dissolu en 2007.

<sup>431</sup> Le versement compensatoire est établi à 2 millions de yen par personne pour 285 anciennes femmes de réconfort (61 sud-coréennes, 211 Philippines et 13 Taïwanaises).

aux victimes, et un soutien médical, des aides sociales<sup>432</sup> et le développement de projets aux Pays-Bas et en Indonésie<sup>433</sup>. Lorsque les projets sont mis en œuvre dans les pays concernés, les premiers ministres japonais en exercice entre 1996 et 2002<sup>434</sup> envoient une lettre à chacune des anciennes femmes de réconfort encore en vie. Suite à l'avènement du régime démocratique sud-coréen et à sa consolidation à la fin des années 1990 avec le gouvernement de KIM Dae-Yung, Tokyo envoie des excuses écrites à Séoul pour l'action du Japon pendant la période coloniale. A partir des années 2000, ces excuses sont reprises dans presque les mêmes termes par les premiers ministres successifs, y compris les plus nationalistes, tels que KOIZUMI Junichirō et ABE Shinzō.

Malgré ce travail de repentance, les contentieux avec la Corée du Sud ne se soldent pas, et notamment sur le dossier des femmes de réconfort. Séoul continue d'accuser le gouvernement japonais de ne s'être pas sincèrement excusé pour ses actions pendant la guerre et la période coloniale en reconnaissant sa responsabilité dans l'organisation d'un système de prostitution. Du côté de Tokyo, une lassitude s'installe, associée à la crainte que l'expression de remords répétés ne constituent des occasions pour la Corée du Sud de demander toujours davantage de compensations financières<sup>435</sup>. NAITŌ Yasuo, Rédacteur en chef de *Japan Forward*, rappelle que « *ce n'est qu'au début du XXIe siècle que ce contentieux est présenté au public international afin de 'diaboliser le Japon' et de construire une mauvaise image du pays* ». Il avance que « *les actions engagées par la Corée*

---

<sup>432</sup> Un soutien médical et des aides sociales d'un montant de 3 millions de yen par personne en Corée du Sud et à Taïwan.

<sup>433</sup> Sources officielles du gouvernement japonais.

<sup>434</sup> Respectivement les premiers ministres HASHIMOTO (1996-98), OBUCHI (1998-2000), MORI (2000-2001) et KOIZUMI (2001-2002)

<sup>435</sup> Voir TOGO Kazuhiko. Development of Japan Historical Memory: The San Francisco Peace Treaty and The Maruyama Statement in Future Perspective. *Asian Perspective*. John Hopkins University Press. Vol.35 (3), 2011, p.337-360.

*du Sud prennent de court les dirigeants nippons qui craignent alors que des informations diffusées en anglais, dont ils n'ont pas connaissance et qu'ils estiment saugrenues, ne soient considérées comme la version correcte de l'histoire* ». La population japonaise se sent par ailleurs « *heurtée dans sa dignité* » avec le sentiment que « *les actions de Séoul ne visent qu'à rabaisser le Japon et à nuire à son soft power, d'autant plus que la communauté internationale exprime une défiance croissante vis-à-vis de l'archipel sur cette question, ce qui génère de la colère et une réaction d'opposition* ». Dans ce contexte, NAITŌ confie que les dirigeants nippons réagissent de manière émotionnelle avant de réfléchir à une approche plus raisonnée avec la mise en place sous le second gouvernement ABE d'une campagne de diffusion des informations sur la question historique<sup>436</sup>.

## **2. La cristallisation des tensions (années 2010-présent)**

A partir des années 2010, nous pouvons observer une intensification des tensions nippo-coréennes sur la question mémorielle. Alors que le Japon s'affirme davantage sur le sujet et que sa réputation internationale est fragilisée après la catastrophe de Fukushima, la Corée du Sud développe une communication internationale dans les capitales influentes à l'étranger, notamment à Washington, afin de mettre en place un lobbying auprès des décideurs et des influenceurs. Séoul souhaite dénoncer les positions du Japon sur différents litiges, tels que la souveraineté des îles Takeshima/Dokdo, l'appellation Mer du Japon/Mer de l'Est, le travail forcé des travailleurs coréens pendant l'occupation japonaise, et bien sûr la question des femmes de réconfort<sup>437</sup>. Au Japon, l'opinion publique manifeste

---

<sup>436</sup> Entretien réalisé au siège du journal *Sankei Shimbun*, Tokyo, le 30/08/2018.

<sup>437</sup> Voir BUKH Alexander. *These Islands are Ours: The Social Construction of Territorial Disputes in Northeast Asia*. Stanford : Stanford University Press, 2020.

plus ouvertement son mécontentement vis-à-vis des actions de la Corée du Sud en estimant que le Japon est injustement traité sur la scène internationale. Ce sentiment est largement partagé, y compris au sein des franges modérées de la population. NOMURATA Yoshiyuki du *Asahi Shimbun*, un quotidien d'orientation plutôt progressiste et en faveur de la réconciliation nippon-coréenne, explique que « *les Japonais sentent qu'ils ne peuvent pas faire confiance à la Corée du Sud, même s'il y a des échanges en matière de culture populaire, car Séoul instrumentalise l'histoire pour garder le contrôle sur son opinion publique. Ce que les Japonais n'apprécient pas, c'est que ce type de gouvernement vienne demander au Japon de s'excuser* »<sup>438</sup>.

Une bataille des récits se met en place entre Tokyo et Séoul, ce qui conduit à une hausse de la pression internationale sur le Japon, notamment de la part des Etats-Unis et des médias internationaux. Dans ce contexte difficile, le gouvernement japonais décide d'effectuer un nouveau geste pour apaiser les tensions. Le 28 décembre 2015, il signe un accord avec la Corée et annonce la création d'une fondation pour les femmes de réconfort, la « Fondation pour la réconciliation et la guérison » (*wakai iyashi zaidan* 和解癒し財団). Par cet accord, les deux pays confirment mettre un terme au contentieux de manière « définitive et irréversible »<sup>439</sup>. A cette occasion, le gouvernement ABE décide d'indemniser les 46 femmes de réconfort coréennes encore en vie et reconnaît la responsabilité de l'Etat japonais dans la tragédie. La fondation pour les femmes de réconfort est dotée d'un

---

<sup>438</sup> Entretien au siège du *Asahi Shimbun*, Tokyo, le 30/08/2018.

<sup>439</sup> MOFA. Communiqué de presse conjoint Japon-Corée du Sud, 28/12/2015.

Disponible

sur :

[https://www.mofa.go.jp/a\\_o/na/kr/page4e\\_000364.html?msclkid=4d1220edc08e11ec9024222f370a82f0](https://www.mofa.go.jp/a_o/na/kr/page4e_000364.html?msclkid=4d1220edc08e11ec9024222f370a82f0) (consulté le 05/02/22)

budget de 1 milliard de yens<sup>440</sup> et le Premier ministre ABE renouvelle les excuses du Japon. Il déclare que « *en tant que Premier ministre du Japon, je réitère ici mes plus sincères excuses et mes plus profonds regrets à toutes les femmes qui ont enduré une souffrance incommensurable et subi des blessures physiquement et psychologiquement incurables comme femmes de réconfort* » (...) (*Le Japon*), *dans une volonté d'excuse et de repentance, devra se confronter à son passé en toute honnêteté et le transmettre de manière appropriée aux générations futures* »<sup>441</sup>. A l'occasion du discours prononcé quelques mois plus tôt à l'occasion du 70<sup>ème</sup> anniversaire de la fin de la Seconde guerre mondiale, le 15 août 2015, ABE Shinzō avait déclaré « *nous ne devons jamais oublier qu'il y avait des femmes derrière les champs de bataille dont l'honneur et la dignité ont été gravement bafoués* ». Il avait ajouté « *nous inscrirons dans nos cœurs ce passé, quand de nombreuses femmes ont été gravement blessées dans leur dignité et leur honneur durant les guerres du XXe siècle. Fort de cette considération, le Japon entend être un pays qui soutienne toujours ces femmes meurtries. Le Japon jouera un rôle de premier plan au niveau mondial pour faire en sorte que le XXIe siècle ne voit plus les droits des femmes bafoués.* »<sup>442</sup>.

Ces déclarations et gestes du gouvernement japonais mettent en lumière le caractère pragmatique du traitement du sujet par le Premier ministre ABE, malgré ses positions nationalistes. En effet, Tokyo prend conscience de l'effet négatif du contentieux sur la réputation internationale du Japon. KANEKO Masafumi observe que « *l'influence des*

---

<sup>440</sup> 10 millions de yen sont octroyés à chacune des 35 sur 47 anciennes femmes de réconfort et 2 millions de yen à chacune des 62 sur 199 familles des femmes de réconfort décédées en Corée du Sud

<sup>441</sup> Communiqué de presse conjoint Japon-Corée et document de référence à l'Ambassade du Japon : *Les positions du gouvernement japonais relatives à la question des Femmes de réconfort.*

<sup>442</sup> Ibid.

*cercles nationalistes ne conduit pas à un durcissement de la politique étrangère japonaise* », et « *le traitement du dossier des femmes de réconfort par le Premier ministre ABE reste pragmatique, une approche globalement bénéfique à l'image du Japon, car son entourage direct, le secrétaire général du Cabinet SUGA Yoshihide (2012-2018) et le conseiller YACHI Shōtarō (2012-2019), possèdent une vision stratégique* »<sup>443</sup>. En dépit des efforts du Japon, le gouvernement sud-coréen décide toutefois de dissoudre la fondation pour les femmes de réconfort en décembre 2018, quatre ans après sa création. Ce geste radical s'explique par une nouvelle hausse des tensions nippo-coréennes survenue quelques mois auparavant à la suite de l'élection du président progressiste sud-coréen MOON Jae-In (2017-2022), peu favorable à la réconciliation sur la question historique. Après l'élection du Président MOON, un arrêt de la Cour suprême sud-coréenne autorise ainsi des citoyens coréens employés par des entreprises japonaises pendant la guerre à réclamer des compensations. Ce geste provoque l'ire de Tokyo qui rappelle que ce contentieux a été réglé par les indemnisations versées lors du rétablissement des relations diplomatiques en 1965. La Fondation pour les femmes de réconfort est également dissoute à l'initiative de Séoul, conduisant à des épisodes de crise intenses entre les deux pays qui dégradent fortement les relations commerciales bilatérales<sup>444</sup>. Le 1<sup>er</sup> juillet 2019, le gouvernement japonais décide de resserrer ses exportations vers la Corée du Sud, et en août 2019, le gouvernement sud-coréen dénonce l'accord de partage d'information signé en 2015. En mai 2022, l'arrivée du conservateur YOON Suk-yeol à la présidence sud-coréenne permettra d'opérer un rapprochement avec le Japon. Le président YOON

---

<sup>443</sup> Entretien réalisé au siège de la maison d'édition PHP, Tokyo, le 28/08/2018.

propose un projet de financement par des fonds privés des indemnités des victimes du travail forcé du temps de la colonisation afin de mettre fin aux poursuites contre les entreprises japonaises. L'animosité demeure toutefois latente et facile à raviver si un président conservateur revenait au pouvoir à Séoul. Interrogé sur le sujet, SOEYA Yoshihide estime que *« les relations nippo-coréennes sont prises en otage par des groupes minoritaires qui exercent une forte influence sur la question des femmes de réconfort »*. Il explique que la mobilisation de la population sud-coréenne sur ce sujet est bien moindre que ce que l'on laisse à penser au public. Il cite une source dans les médias qui lui a indiqué que *« seulement 1919 personnes se seraient mobilisées en Corée pour signer officiellement la pétition en faveur d'une dissolution du fonds dédié aux femmes de réconfort, et que 70% de la population était d'accord après la signature du compromis avec le Japon en 2015 en pensant que le problème serait définitivement réglé par cet accord »*. Il observe que *« la question est sensible en Corée du Sud, mais ce n'est qu'une minorité bruyante qui laisse à penser que la société civile est très active sur ce sujet »*, et dans le cas du président MOON, il souligne que *« ses convictions personnelles l'ont guidées davantage que la pression de la société civile<sup>445</sup> »*.

Ainsi, les querelles se poursuivent entre les deux pays jusqu'à aujourd'hui et continuent d'opposer deux interprétations de l'histoire. Pour la Corée du Sud, la prostitution des femmes coréennes répond à une politique systématique qui est menée et justifiée par le gouvernement japonais sur fonds de tromperie et de rapt de jeunes filles contre leur volonté. Tokyo doit répondre de la responsabilité légale du gouvernement japonais, et en conséquence, le gouvernement coréen accorde son soutien aux actions fortes de la société

---

<sup>445</sup> Entretien réalisé à l'International House of Japan, Tokyo, le 22/08/2018.

civile, telles que la construction de statues commémoratives représentant des jeunes femmes victimes dans divers lieux symboliques comme l’Ambassade du Japon à Séoul et le centre-ville de San Francisco<sup>446</sup>. La Corée du Sud lance une bataille des symboles en dénonçant tout objet ou campagne publicitaire susceptible de faire référence au passé militariste du Japon, tels que l’ancien drapeau japonais, qui continue d’être utilisé pour certaines activités dans un cadre pacifique au Japon<sup>447</sup>. De son côté, le Japon estime que le dossier des femmes de réconfort a été soldé lors de la normalisation des relations nippon-coréennes, et que l’accord de décembre 2015 est censé avoir soldé le contentieux de manière « définitive et irréversible ». Selon Tokyo, le système de prostitution n’était pas organisé de manière systématique par l’Etat japonais, ni fondé sur la pratique de la coercition des jeunes filles, et les actions en cause étaient similaires à celles pratiquées sur d’autres théâtres de guerre, ce qui justifierait que sa responsabilité légale n’est pas engagée. Le Japon pointe également la responsabilité de la Corée en raison de l’existence de recruteurs sud-coréens dans les stations de réconfort et de l’absence d’intérêt pour le sujet ni d’expression de solidarité envers les victimes pendant de très longues années.

### **3. Le « rappel des faits » comme gage de légitimité**

Face aux griefs exprimés par la Corée du Sud, la diplomatie publique du Japon s’appuie sur le « rappels des faits ». Cette approche se décline en deux actions : (1) la diffusion des informations sur la position du gouvernement japonais auprès du public, et (2) la demande de rectification des appellations jugées erronées auprès des représentants

---

<sup>446</sup> Voir WARD Thomas J., LAY William D. The Comfort Women Controversy: Not Over Yet. *East Asia*. 33. 2016, p.255-269.

<sup>447</sup> Séoul a notamment dénoncé l’utilisation du drapeau pour les Jeux Olympiques de Tokyo 2020.

des médias et du monde académique. La diffusion des informations sur la position du gouvernement japonais vise à faire connaître au public la réalité des excuses officielles et les actions mises en place dans le passé à l'attention des victimes. Le récit de Tokyo consiste à valoriser le respect des règles internationales et le statut de puissance démocratique de l'archipel depuis 1945. Il s'appuie sur une stratégie de différenciation du Japon avec le régime autoritaire chinois et le régime démocratique beaucoup plus récent de la Corée du Sud. Face aux allégations des pays voisins sur la question historique, NOMURATA Yoshiyuki du *Asahi Shimbun* observe que « *le Japon fonde son argumentation sur la présentation des faits réels* »<sup>448</sup>. ARIMA Yutaka du MOFA estime que le Japon souhaite avant tout rappeler ses actions passées : « *la question historique ne constitue pas un point noir en tant que tel pour le Japon, il s'agit simplement d'une différence de position avec les pays qui ne veulent pas voir le travail qu'il a effectué dans l'après-guerre, que ce soit sur le plan légal ou sur le plan des compensations vis-à-vis des pays asiatiques* »<sup>449</sup>. De même, YAMAGAMI Shingo du MOFA explique que « *le Japon a vécu pacifiquement pendant les 70 ans qui ont suivi la Seconde guerre mondiale, ce qui est une preuve en soi du bien-fondé de ses arguments, et c'est la Chine qui a obligé le Japon à venir sur ce terrain afin de le rendre plus fragile et vulnérable* »<sup>450</sup>.

Le « rappel des faits » comporte trois volets : le volet diplomatique (rappel des discours officiels), le volet juridique (rappel des accords et des traités, notamment des indemnisations), et le volet moral (rappel de la formulation d'excuses et de remords, notamment la création du Fonds pour les femmes asiatiques).

---

<sup>448</sup> Entretien au siège du *Asahi Shimbun*, Tokyo, le 30/08/2018.

<sup>449</sup> Entretien réalisé au siège du MOFA, Tokyo, le 24/08/2018.

<sup>450</sup> Entretien réalisé au siège du MOFA, Tokyo, le 29/08/24.

En matière de diplomatie, Tokyo diffuse des documents qui présentent les « efforts sincères » du Japon et dénoncent les allégations de la Corée du Sud. A l’Ambassade du Japon en France, les éléments de langage pour les échanges du corps diplomatique avec le milieu académique, les cercles de réflexions et les médias français reposent sur un document officiel intitulé *Les positions du gouvernement japonais relatives à la question des Femmes de réconfort*<sup>451</sup>. Ce document soutient que « l’on peut difficilement dire que (les allégations sud-coréennes) reposent sur des faits historiques »<sup>452</sup> et réfute trois allégations : les « enlèvements par la force », l’expression « esclave sexuelle » et l’estimation à « 200 000 » du nombre des victimes. Le texte stipule que « les ‘enlèvements par la force’ de femmes de réconfort par les autorités gouvernementales et militaires japonaises ne sont confirmés par aucun des documents que le gouvernement japonais n’a été en mesure d’identifier ». Il précise que « une réponse sur cette question a été rédigée et validée le 16 décembre 1997 par le Cabinet du Premier ministre à la question d’un membre de la Chambre des Représentants ». Concernant l’expression « esclaves sexuelles », le document condamne l’utilisation du terme car il est « contraire aux faits » et « ce point a été confirmé avec la Corée du Sud à l’occasion de l’accord officiel Japon-Corée du Sud signé en décembre 2015, qui ne mentionne nullement cette expression ». Quant au chiffre de « 200 000 » victimes, le texte indique qu’il « n’est étayé par aucune preuve concrète », que « le rapport d’étude du 4 août 1993 dirigé par le gouvernement (a déjà évoqué ce sujet) » et que « il est virtuellement impossible de définir précisément le total des femmes

---

<sup>451</sup> Ibid.

<sup>452</sup> MOFA. Document de référence en anglais disponible sur: <https://www.mofa.go.jp/policy/women/fund/policy.html>

*de réconfort en l'absence de documents donnant un chiffre précis ou apportant des éléments suffisants pour en établir une estimation* »<sup>453</sup>.

Dans son récit, le Japon met en évidence l'opposition entre, d'une part, l'existence de faits que l'on peut justifier (ou non) en appui sur les conventions, traités et documents historiques, et d'autre part, les demandes de la Corée du Sud, qui sont présentées comme des allégations en violation avec les accords bilatéraux. Tokyo va jusqu'à affirmer que les allégations sud-coréennes « *posent un sérieux défi à l'ordre international mis en place depuis 1945* »<sup>454</sup>, ce qui lui permet de souligner le bon respect des règles internationales par le Japon.

S'agissant du volet moral, Tokyo rappelle la compassion que le gouvernement japonais a exprimée pour la souffrance qui a été infligée aux femmes de réconfort, le soutien qu'il a apporté aux femmes victimes des guerres au XXe siècle, tout en affichant son engagement à promouvoir le respect des droits humains au XXIe siècle. Le document cite la déclaration du Premier ministre ABE du 15 août 2015, qui souligne la détermination du Japon à « *(soutenir) toujours les femmes meurtries (par les guerres)* » et à « *jouer un rôle de premier plan pour faire en sorte que le XXIe siècle ne voit plus les droits humains des femmes bafoués* ».

Puis, le gouvernement effectue des demandes de rectification de publications jugées erronées auprès des maisons d'édition, des médias et du monde académique. En réponse aux actions de la Corée du Sud, le second gouvernement ABE met en place une campagne de relations publiques auprès des décideurs dans le monde politique et académique, notamment à Washington aux États-Unis. Il s'engage dans une bataille des récits

---

<sup>453</sup> Ibid.

<sup>454</sup> Ibid.

qui repose sur les documents statistiques, les données chiffrées et les documents historiques. Les autorités japonaises partent du principe que le Japon sera naturellement écouté s'il apporte la preuve de sa bonne foi en tant que pays démocratique et respectueux des règles internationales, et que sa réputation sera automatiquement préservée. Dans un contexte où l'espace médiatique tend à créer des débats sur tous les sujets, peu importe les preuves de bonne foi, l'approche du Japon présente toutefois des limites. Les acteurs répondent avec difficulté aux exigences de la communication globale et peinent à porter un récit convaincant auprès du public.

#### **4. Un récit peu convaincant : une approche jugée dogmatique**

Malgré des efforts visibles pour présenter le respect des règles, l'approche du Japon est jugée dogmatique, voire autoritaire, par les représentants des médias et des milieux académiques. Nous pouvons citer trois exemples d'actions qui sont perçues négativement par le public.

Tout d'abord, Tokyo effectue une demande de révision du passage d'un manuel scolaire de la maison d'édition américaine McGraw Hill. Tokyo effectue des demandes de révision des manuels scolaires afin de rectifier des appellations en lien avec la souveraineté des îlots Takeshima/Dokdo, l'appellation Mer du Japon/Mer de l'Est, et les femmes de réconfort, en présentant des arguments fondés sur les textes de droit et les accords internationaux. Dans l'affaire du manuel scolaire de la maison d'édition américaine McGraw-Hill, les autorités japonaises sont perçues comme particulièrement insistantes et peu respectueuses de la liberté d'expression des chercheurs. La demande de révision porte sur deux paragraphes publiés dans un manuel d'histoire de 900 pages intitulé *Traditions and Heritages* sur les femmes de réconfort. En novembre 2014, le Consul du

Japon à New York envoie un courrier à la maison d'édition afin de faire corriger le texte, et le gouvernement japonais cherche à approcher sans succès l'auteur des deux paragraphes, Herbert ZIEGLER, professeur à l'Université de Hawaï. Quelques mois plus tard, 19 universitaires nippons signent une lettre pour protester contre l'utilisation de huit phrases dans ledit paragraphe. Le gouvernement japonais nie toute implication dans l'envoi de cette lettre. Toutefois, le groupe d'universitaires s'aligne sur la position officielle de Tokyo et stipulent que les femmes de réconfort ne sont que de simples « prostituées », ce qui donne l'impression que la démarche est pilotée par les autorités japonaises. HATA Ikuhiko, professeur d'université formé aux Etats-Unis, qui figure parmi les signataires, donne des interviews auprès des médias étrangers en tant que « expert sur les femmes de réconfort » afin de soutenir les actions de la diplomatie publique japonaise. Il s'était fait connaître pour ses propos jugés révisionnistes et rétrogrades en banalisant la prostitution et en justifiant le système des femmes de réconfort en le comparant à la situation des travailleuses du sexe qui officient de nos jours dans les quartiers rouges des grandes villes comme Amsterdam ou Tokyo. Dans l'affaire McGraw Hill, cet universitaire manifeste peu de considération pour la liberté d'expression des auteurs en déclarant que la maison d'édition américaine doit prendre connaissance des erreurs qui ont été signalées par les autorités japonaises et les rectifier. L'envoi de la lettre du collectif d'universitaires se solde par un nouveau refus. Face à l'insistance de Tokyo, la maison d'édition manifeste ouvertement son désaccord en publiant un communiqué qui rappelle que « *les chercheurs s'accordent sur le fait historique des 'femmes de réconfort'* » et que « *elle se porte garante des écrits, des recherches et de la présentation des auteurs (du manuel)* »<sup>455</sup>.

---

<sup>455</sup> FUFIELD Anna. Japanese historians contest textbook's description of 'comfort women'. *The Washington Post*, 17 mars 2015.

L'affaire Mc Graw Hill contribue à répandre un sentiment diffus de mécontentement au sein des milieux académiques vis-à-vis des méthodes de Tokyo.

Puis, le Japon effectue des demandes de révision auprès du monde académique et des médias. De nombreux universitaires et journalistes dénoncent les pressions qu'ils subissent en cas d'interprétation de l'histoire qui est différente de la version officielle. En outre, ils mettent en évidence la hausse des déclarations révisionnistes de représentants politiques de haut niveau qui contribuent à semer le doute sur les véritables intentions du Japon. Ainsi, une lettre ouverte est publiée en mai 2015 par 187 universitaires des Etats-Unis, du Canada, d'Australie et d'autres pays en solidarité avec leurs homologues japonais pour dénoncer les pressions du gouvernement ABE sur les historiens, et une volonté de blanchir les crimes de guerre passés du Japon<sup>456</sup>. Publiée à la suite de la visite officielle de ABE Shinzō aux Etats-Unis, à un moment opportun de l'agenda diplomatique nippon, cette lettre déplore l'influence grandissante des groupes nationalistes sur la classe politique nippone. Les universitaires sollicitent une clarification des positions du Japon sur la question mémorielle, car la hausse des déclarations révisionnistes de haut responsables politiques a pu laisser entendre que le Japon pouvait céder à l'influence des ultranationalistes, et conduire le gouvernement à retirer à terme ses excuses officielles, en contradiction avec la position de repentance que le Japon avait exprimée pendant les deux décennies précédentes. En particulier, le Premier ministre ABE avait évoqué en avril 2013 le caractère « relatif » du terme « invasion », faisant craindre une remise en question du statut d'agresseur du Japon pendant la Seconde guerre mondiale. Les universitaires saisissent l'occasion de la commémoration du 70<sup>ème</sup> anniversaire de la fin de la Seconde guerre

---

<sup>456</sup> Voir DUDDEN Alexis. Letter Campaigns, the Japanese Media, and the Effort to censor history. *Press Freedom in Contemporary Japan*/Ed. Jeff KINGSTON. Londres: Routledge, 2017, p.152-160.

mondiale en 2015 pour inviter le Japon à lever ces ambiguïtés. Dans leur lettre, ils réaffirment l'existence des femmes de réconfort en tant que « *système organisé méthodiquement par l'armée à grande échelle, (qui) a exploité des femmes jeunes, pauvres et vulnérables dans les territoires colonisés et occupés par le Japon* »<sup>457</sup>, et précisent que « *des éléments apportent la preuve que de très nombreuses femmes ont été retenues contre leur gré et ont été victimes d'une grande brutalité* »<sup>458</sup>. Le nombre important des signataires, dont les universitaires éminents Ezra VOGEL et Alexis DUDDEN<sup>459</sup>, met en lumière un large consensus au sein du milieu académique sur l'existence d'un système de prostitution forcé qui aurait été organisé par l'armée impériale nipponne pendant la guerre. Un des signataires, le professeur Jeff KINGSTON de l'Université Temple à Tokyo, explique que le contraste entre la position officielle des autorités japonaises et les déclarations révisionnistes de hauts dirigeants politiques conduit les universitaires à lancer cette initiative car ils croient que « *l'externalisation des excuses et la reconnaissance (du sujet) manquent de compassion et de sincérité* »<sup>460</sup>. De même, les correspondants de la presse étrangère expriment leur mécontentement vis-à-vis des méthodes de Tokyo. Certains font part de pressions qu'ils subissent pour modifier leurs propos sur les contentieux historiques, notamment sur la question des femmes de réconfort. Le journaliste Carsten GERMIS, Correspondant à Tokyo du quotidien allemand *Allgemeine Zeitung*, publie en 2015 un texte dans le magazine du Club japonais de la Presse étrangère dans lequel il dénonce les pressions qu'il subit pour retirer ou modifier des propos qui ne soutiennent pas la version

---

<sup>457</sup> FUFIELD Anna, Ibid.

<sup>458</sup> Ibid.

<sup>459</sup> Respectivement professeur au Massachusetts Institute of Technology et professeur d'histoire à l'Université du Connecticut aux Etats-Unis.

<sup>460</sup> Ibid.

officielle en évoquant une « *tentative de la droite (japonaise) de blanchir l'histoire* »<sup>461</sup>. Sur le même registre, Martin FACKLER, Correspondant à Tokyo du *New York Times*, exprime son vif mécontentement après la demande des autorités japonaises de publier un erratum au sujet d'un article sur les femmes de réconfort qui avait été écrit par son prédécesseur. Son refus de collaborer aurait conduit le cabinet du Premier ministre à exprimer ouvertement sa désapprobation et le responsable des relations presse au sein du MOFA à se montrer moins coopératif. Il explique que cette attitude est « *totale­ment vouée à l'échec car cela n'empêche pas les journalistes d'écrire ce qu'ils souhaitent* », et souligne son caractère contreproductif, car « *elle conduit à ne pas vouloir laisser dans les récits une place plus grande aux positions du gouvernement japonais* »<sup>462</sup>. Jeff KINGSTON observe que de nombreux correspondants étrangers au Japon se sentent surveillés et écartés s'ils ne suivent pas la position officielle ou les consignes du gouvernement japonais sur la question historique. En cas de refus de collaborer, les journalistes se sentiraient jugés. Par exemple, Tokyo recommanderait d'éviter de recueillir les propos de certains universitaires nippons qui sont critiques à l'égard des autorités, tels que le professeur NAKANO Kōichi de l'Université Sophia<sup>463</sup>. Les autorités japonaises développeraient ainsi un comportement quasi-paranoïaque sur la question mémorielle, où toute expression de désaccord avec la position officielle tend à être considérée comme « antijaponaise », voire « pro-coréenne » ou « prochinoise ».

Enfin, le Japon exige le retrait de statues commémoratives de femmes de réconfort qui sont érigées dans plusieurs villes à travers le monde à l'initiative d'ONG sud-

---

<sup>461</sup> KINGSTON Jeff. Testy Team Abe Pressures Media in Japan. *The Asia Pacific Journal*. Vol. 13. Issue 15. Number 1, 13/04/2015.

<sup>462</sup> Ibid.

<sup>463</sup> Ibid.

coréennes. En raison du caractère souvent public -et non privé- des lieux choisis, les autorités japonaises manifestent avec insistance leur désapprobation auprès des localités étrangères. Des maires de villes japonaises engagent même des actions fortes en menaçant de rompre les accords de jumelage. Ainsi, le maire d'Osaka, HASHIMOTO Tōru, rédige en septembre 2015 une lettre adressée au maire de San Francisco dans laquelle il menace de rompre le jumelage entre les deux villes si une statue de femme de réconfort vient à être acceptée par la municipalité. Cet homme politique populiste, considéré comme un potentiel futur Premier ministre du Japon, a effectué auparavant plusieurs déclarations jugées révisionnistes qui ont été largement relayées par les médias internationaux, et ont déclenché de vives polémiques, y compris dans la ville de San Francisco<sup>464</sup>. En mai 2013, il a déclaré que le système des femmes de réconfort était une « nécessité » pendant la Seconde guerre mondiale pour apporter du réconfort aux soldats japonais éprouvés par le conflit. Il a encouragé les soldats américains en poste à Okinawa au Japon à profiter pleinement de l'industrie du divertissement pour adultes, car cela permettait de réduire les crimes sexuels locaux à l'encontre des femmes. Il n'a eu de cesse de rappeler qu'il n'existait aucune preuve que le gouvernement japonais n'ait forcé les femmes de réconfort à se prostituer. Souvent à contre-courant des déclarations officielles, ses propos ont conduit à présenter au monde l'image d'un pays qui ne reconnaît pas sincèrement les crimes de son passé tout en s'estimant injustement diabolisé sur la scène internationale. Autrement dit, les déclarations polémiques d'une personnalité aussi populaire que HASHIMOTO Tōru n'ont pas œuvré en faveur des positions du Japon, elles ont contribué au contraire à ternir l'image de l'archipel. Trois années après la lettre, la ville de San Francisco décide

---

<sup>464</sup> Voir TABUCHI Hiroko. Women Forced Into WWII: Brothels Served a Necessary role, Osaka Mayor Says. *The New York Times*, 13/05/2013

d'autoriser en octobre 2018 l'installation d'une statue de femme de réconfort dans son centre-ville. Pour signifier son mécontentement, le successeur au poste de maire d'Osaka, YOSHIMURA Hirofumi, déclare dans une lettre de 10 pages adressée à au maire de San Francisco, London BREED, sa volonté de mettre fin aux soixante années de jumelage entre les deux villes. La question du retrait des statues de femmes de réconfort envenime fortement les relations du Japon avec plusieurs villes dans le monde, puisqu'une douzaine de statues ont été érigées en Corée du Sud, aux Etats-Unis, au Canada, en Australie et en Allemagne. Avec le gouvernement sud-coréen, les relations se dégradent au point d'affecter profondément les échanges entre les deux pays. L'installation d'une statue devant l'ambassade du Japon à Séoul conduit le Japon à rappeler deux diplomates de haut niveau qui est suivi de l'annonce du report d'un dialogue économique au sommet en janvier 2017. En soutenant l'érection des statues, les autorités japonaises estiment que la Corée du Sud remet en cause l'accord de 2015 qui stipule que la question est résolue de manière « *définitive et irréversible* ». La multiplication des incidents autour des statues vient par ailleurs raviver d'autres contentieux nippon-coréens, tels que la question du travail forcé pendant l'occupation nippone.

## **5. L'existence de doutes sur la sincérité du Japon**

Tokyo affirme davantage ses positions sur la question historique grâce au dynamisme et à la personnalité du Premier ministre ABE. Il développe de nouvelles initiatives de diplomatie publique sous la supervision du *kantei*, telles que les campagnes de relations publiques, qui permettent au Japon de gagner en visibilité sur la scène internationale. Si l'on se réfère aux travaux sur la nouvelle diplomatie publique, nous pouvons

rejoindre l'analyse de Jan MELISSEN pour observer que le Japon souhaite affirmer son statut de puissance moyenne en décidant de réagir aux allégations des pays voisins sur les femmes de réconfort. Alors qu'il était jusqu'alors peu présent dans les débats sur la question historique, le Japon souhaite faire entendre sa voix sur la scène internationale. Grâce à ces initiatives, les représentants du monde académique, de la société civile et des médias peuvent obtenir un plus large éventail de sources éditées en plusieurs langues sur les positions du gouvernement japonais. En outre, le développement des relations avec les think tanks permet de financer des programmes sur le Japon visant à la présenter les positions officielles de Tokyo sur les sujets de l'actualité diplomatique. Le développement de la coordination avec des acteurs tiers permet ainsi d'accroître la diffusion des informations à l'aide de nouveaux canaux. En accord avec Nicholas CULL, nous pouvons par ailleurs constater que le Japon fait preuve d'une qualité d'écoute des réactions sur le terrain en renforçant les activités de recueil des informations, tels que les monitorings dans les médias. En effet, une veille régulière sur l'image de la Chine et de la Corée et sur les sujets difficiles, tels que la question historique, est mise en place dans plusieurs pays, y compris en France à partir 2015. Toutefois, l'émergence de ces nouvelles pratiques se heurte au poids du conservatisme. De ce fait, Tokyo ne parvient pas à transmettre la réalité des efforts que le Japon a déployés sur plusieurs décennies et à convaincre le public de la sincérité de ses propos. Nous pouvons identifier ici les trois aspects conservateurs du modèle japonais que nous avons évoqué en deuxième partie.

Tout d'abord, le manque de contextualisation dans la diffusion des messages. Les acteurs peinent à filtrer correctement les idées, les informations et les attentes en provenance du reste du monde afin d'adapter le discours à la diversité des contextes et des publics. Ils négligent le fait que la réminiscence de cet épisode du passé militariste et

guerrier est regrettable pour la réputation du Japon sur la scène internationale. Lorsque Séoul joue du rappel de la Seconde guerre mondiale et de la période coloniale, il existe un risque de surréaction de la part de Tokyo qui ne joue pas en la faveur du Japon, qui peut vite apparaître comme Etat révisionniste sur la scène internationale. En outre, les acteurs ne prennent pas suffisamment en compte le fait que la question des droits humains suscite davantage l'intérêt des populations dans le monde, et plus spécifiquement le droit des femmes, puisque la question des femmes de réconfort renvoie à la dénonciation d'un système de prostitution pendant la guerre. Ils ne perçoivent pas non plus la sensibilité à la question de la liberté d'expression dans leur approche des historiens, journalistes, responsables de maisons d'édition et maires de grandes villes. Les milieux académiques et les médias ont le sentiment que le gouvernement japonais souhaite brimer leur liberté d'expression s'ils viennent à s'opposer à la version officielle. L'approche de la question historique est jugée dogmatique, voire autoritaire, et fait écho à l'inflexibilité des régimes non démocratiques. Pour communiquer efficacement sur ces sujets, Tokyo devrait au contraire définir des messages visant à façonner l'image d'un Japon à la fois bienveillant, sensible aux droits humains et au féminisme, tout en restant ouvert au dialogue. Au contraire, les acteurs véhiculent un récit uniformisé, policé et sans relief, qui n'est pas empreint d'empathie à l'égard des femmes de réconfort, car le « rappel des faits » repose principalement sur la présentation de données chiffrées, de discours officiels et de documents de référence visant à apporter la preuve du respect des règles par le Japon. De ce fait, le Japon ne réfléchit pas en amont aux messages qu'il souhaiterait voir porter et disséminer au sein de la société civile et des médias. Nancy SNOW observe que « *la communication est souvent trop édulcorée ou cantonnée à des présentations Powerpoint (...)*

avec un manque d'acteurs formés à dire ce qu'il se passe réellement »<sup>465</sup>, alors que « les acteurs devraient être préparés à aborder régulièrement ces sujets sensibles ». Le professeur WATANABE Yasushi souligne que « la complexité du sujet et de la sensibilité au sein de la population au Japon et en Corée n'a pas permis de retranscrire correctement à l'étranger l'opinion de la population japonaise ». Il explique que les allégations excessivement nombreuses et répétées de Séoul ont conduit à une réaction émotionnelle qui a pu donner l'impression que « le Japon ne regrette pas les faits » alors que la population a bien conscience que le Japon a fait des actes répréhensibles. Il déplore le manque de réflexion des acteurs dans la conduite des actions, telles que les demandes de retrait des statues des femmes de réconfort, qui ont pu être perçues comme des tentatives d'empêcher les populations de commémorer leur passé et de rendre hommage aux femmes meurtries pendant les conflits<sup>466</sup>. WATANABE invite le Japon à la prudence vis-à-vis des déclarations et des attitudes qui peuvent laisser croire à « une remise en cause de la liberté d'expression, notamment les menaces de mettre fin aux accords de jumelages suite à l'installation de statues de femmes de réconfort ». Etant donné que ces actions sont relayées par les médias et les milieux intellectuels, il faut garder à l'esprit que « tout groupe ethnique ou minorité doit disposer du droit de commémorer son passé »<sup>467</sup>. Par ailleurs, les déclarations révisionnistes de hauts dirigeants politiques sont venues contredire le récit officiel. En n'exprimant aucune compassion envers les droits des femmes et en banalisant la prostitution, Norito KUNISUE du *Asahi Shimbun* estime qu'elles viennent brouiller les messages et laissent planer le doute sur la réalité des excuses et la sincérité des propos du Japon. Lorsque le gouvernement japonais s'excuse, il rappelle que « il y a

---

<sup>465</sup> Entretien réalisé au domicile de Nancy SNOW, Tokyo le 25/08/2018.

<sup>466</sup> Entretien réalisé à l'ANA Intercontinental Hotel, Tokyo, le 23/08/2018.

<sup>467</sup> Ibid.

*toujours des hommes politiques qui déclarent que cela n'est pas nécessaire* », et observe que « *ces déclarations laissent penser que le Japon ne s'excuse pas sincèrement comme a pu le faire habilement l'Allemagne avec Israël* »<sup>468</sup>. Ces personnalités de premier plan viennent façonner l'image d'un Japon révisionniste et rétrograde aux yeux du public.

Puis, les acteurs ne sont pas ouverts au dialogue malgré l'intérêt du public à l'étranger. Ils manifestent même une forte réticence, voire un refus de la contradiction. Certains membres de l'élite dirigeante, notamment issus des milieux nationalistes, ont pu juger à tort que le dogmatisme de la Corée du Sud sur la question mémorielle était plus efficace. KANEKO Masafumi observe que le Japon ne se préoccupe pas des effets négatifs du dogmatisme sur la réputation du pays. Il note que « *le Japon ne souhaite plus faire profil bas face à la Corée du Sud, mais affirmer dorénavant ses positions sur les questions historiques, peu importe les conséquences en termes d'image auprès du public* »<sup>469</sup>. SOEYA Yoshihide explique l'insistance, voire la véhémence, qui s'est exprimée dans les demandes des acteurs auprès des médias et des milieux académiques par l'influence de l'idéologie révisionniste sous le gouvernement ABE qui consiste à refuser le dialogue et toute manifestation de remords au sujet de l'occupation de la Corée<sup>470</sup>. Le *kantei* aurait adopté cette logique dogmatique sur ce sujet au détriment d'orientations plus pragmatiques qui existaient au sein du MOFA. A cet égard, SOEYA cite une enquête d'un journaliste qui aurait démontré que « *les membres de l'Ambassade du Japon à Séoul ne transmettent pas certaines informations au MOFA, notamment la faible mobilisation de la*

---

<sup>468</sup> Entretien au siège du *Asahi Shimbun*, Tokyo, le 30/08/2018.

<sup>469</sup> Entretien réalisé au siège de la maison d'édition PHP, Tokyo, le 28/08/2018.

<sup>470</sup> Les milieux nationalistes nippons perçoivent l'occupation de la Corée comme une volonté du Japon d'émanciper les pays asiatiques du joug des empires coloniaux occidentaux.

population sud-coréenne sur la question des femmes de réconfort, car ils savent que ces informations ne seront pas prises en compte car elles ne peuvent pas servir d'excuse à la politique du gouvernement »<sup>471</sup>. De même, NAITŌ Yasuo de *Japan Forward* note que le refus du dialogue conduit à percevoir les initiatives du Japon comme de la propagande à l'étranger. Des représentants de milieux académiques et intellectuels lui auraient confié que « le refus de Tokyo d'accepter les critiques dans les débats internationaux, notamment à la Chatham House, est très mal perçu »<sup>472</sup> et que, dans ce contexte, la création d'un supplément en anglais du *Sankei Shimbun* est considéré comme « un outil de propagande et non un véritable média ». Certaines voix dénoncent la tendance des autorités japonaises à écarter les voix qui s'opposent aux positions officielles, puisque le Japon a chuté brutalement de plusieurs rangs dans le classement des démocraties du magazine *The Economist*<sup>473</sup> suite à la loi sur les secrets de l'Etat. NOMURATA Yoshiyuki du *Asahi Shimbun* confirme que l'accès aux informations sur la question historique est difficile auprès des officiels du MOFA et du ministère de la Défense. Il note un manque de transparence sur le compte-rendu des décisions politiques et explique que les responsables ne répondent pas sur les questions importantes, « sauf lors des dîners de travail au cours desquels la consommation d'alcool aide à délier les langues »<sup>474</sup>. En France, les membres des cercles de réflexion et universités pointent également le caractère dogmatique de Tokyo sur la question des femmes de réconfort. Ils déplorent une approche autoritaire et contreproductive qui peut conduire à dégrader l'image du Japon en rendant illisibles les

---

<sup>471</sup> Entretien réalisé à l'International House of Japan, Tokyo, le 22/08/2018.

<sup>472</sup> Entretien réalisé au siège du journal *Sankei Shimbun*, Tokyo, le 30/08/2018.

<sup>473</sup> Democracy Index 2015. *Democracy in an Age of Anxiety*. 21/01/2015.

Disponible sur : [https://www.eiu.com/public/topical\\_report.aspx?campaignid=DemocracyIndex2015](https://www.eiu.com/public/topical_report.aspx?campaignid=DemocracyIndex2015)

<sup>474</sup> Entretien au siège du *Asahi Shimbun*, Tokyo, le 30/08/2018.

actions de repentance et les efforts engagés sur les dernières décennies. Valérie NIQUET, politologue et responsable du pôle Asie au sein de la Fondation pour la Recherche Stratégique (FRS) à Paris, estime ainsi que le *soft power* du Japon « *peut être menacé par des initiatives qui visent à le transformer en un instrument d'une diplomatie publique plus contrôlée* »<sup>475</sup>.

Enfin, le conservatisme des acteurs se manifeste par l'absence de participation citoyenne. Le Japon ne présente pas le visage d'un Etat qui est proche des préoccupations des citoyens. Le Cabinet exerce un contrôle fort sur la question historique, notamment le Premier ministre, ce qui laisse une marge de manœuvre très réduite – sinon inexistante – aux membres du MOFA qui souhaitent privilégier une approche moins « musclée » et plus stratégique. Les actions ne reflètent pas non plus les débats d'idées qui existent dans l'archipel, ce que Nicholas CULL et Nancy SNOW prônent avec la conduite de la « diplomatie citoyenne », et conduit au contraire à rendre invisible la voix des citoyens. La représentativité des citoyens, à travers l'organisation de rencontres et de discussions avec des associations de soutien aux femmes de réconfort ou la mise en scène de gestes symboliques en faveur de la cause des femmes, pourrait rassurer le public sur les bonnes intentions du Japon. Le fait même que les excuses soient répétées constitue un problème en soi et souligne que les excuses mériteraient d'être accompagnées d'actions qui valorisent la voix des citoyens nippons. En refusant de présenter la diversité des opinions existantes au sein de la population japonaise, l'approche de Tokyo laisse croire à tort que la position officielle est celle du peuple japonais. Ainsi, KANEKO Masafumi observe

---

<sup>475</sup> NIQUET Valérie, *Le Japon en 100 questions : Un modèle en déclin ?* Editions Tallandier, Paris, 2020.

que « *les initiatives du gouvernement soient perçues comme de la propagande car les débats au Japon sur la question historique, notamment sur les femmes de réconfort, ne sont pas suffisamment relayés à l'étranger* »<sup>476</sup>. Tout en faisant ce constat, il estime que les fonds publics ne peuvent pas être utilisés pour financer la participation d'experts japonais peu favorables au gouvernement. En tant que consultant au sein d'un groupe d'expert sur la diplomatie publique auprès du Cabinet du Premier ministre, il explique que le budget dédié à la communication internationale doit être utilisé pour « *mettre en valeur le Japon* », et que dans cet objectif, « *il faut trouver un équilibre et il est difficile d'envoyer des experts qui critiquent la politique du gouvernement* ». KANEKO a été porteur en 2017 de l'initiative *Japan Library* qui consiste à traduire en anglais et à distribuer à l'étranger des livres de sciences sociales et politiques afin de faire connaître la pensée intellectuelle japonaise. Cette plateforme présente une sélection de livres sur l'histoire qui sont uniquement favorables à la position officielle<sup>477</sup>. NAITŌ Yasuo souhaiterait que le gouvernement japonais soutienne davantage les initiatives des acteurs tiers, tels que les médias et les think tank, afin de mieux présenter la diversité des opinions sur la question historique à l'étranger<sup>478</sup>.

En définitive, le traitement de la question des femmes de réconfort illustre bien la tension existante entre la nécessité d'adopter un nouveau paradigme de la diplomatie publique et le conservatisme des pratiques. Il révèle un décalage important entre l'approche choisie par les dirigeants nippons et les nouvelles exigences de la communication. Dans un monde devenu global et pluriel, le conservatisme empêche de diffuser efficacement

---

<sup>476</sup> Entretien réalisé au siège de la maison d'édition PHP, Tokyo, le 28/08/2018.

<sup>477</sup> L'Ambassade du Japon reçoit régulièrement ces ouvrages à distribuer aux cercles intellectuels français.

<sup>478</sup> Entretien réalisé au siège du journal *Sankei Shimbun*, Tokyo, le 30/08/2018.

les messages et de présenter au monde l'image d'un Japon soucieux de résoudre ce contentieux.

## **II. La question des « enlèvements » d'enfants binationaux par un parent japonais**

Depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle, le Japon attire des visiteurs de plus en plus nombreux grâce à ses attraits culturels et touristiques. Il existe une certaine « fascination » d'un public épris de culture populaire japonaise, que ce soit la gastronomie, le design, les mangas, les animés et les jeux vidéo. Les valeurs traditionnelles, que sont l'harmonie, la cohésion sociale, la discipline et le civisme, séduisent dans un contexte mondial de perte du lien social, de hausse de l'insécurité et de montée des extrémismes. Le Japon bénéficie de l'effacement progressif de l'image d'un pays lointain et figé dans des normes rigides et contraignantes pour les individus. Toutefois, il demeure davantage fermé au monde que les démocraties occidentales, et le conservatisme est plus fort sur les sujets de société, tels que l'égalité hommes-femmes, la conciliation entre les vies professionnelle et familiale et l'acceptation de la diversité. Dans les années 1980, les Japonais étaient perçus très négativement dans leur rapport au travail, tels des « animaux économiques », ou des « fourmis » pour reprendre l'expression maladroite de la Première ministre française Edith Cresson. L'image d'un pays conservateur continue d'être véhiculée au fil des décennies par les médias et des ouvrages à succès qui dénoncent les travers de la société nipponne, tels que *Japon, société camisole de force* de MIYAMOTO Masao, *Stupeurs et Tremblement* de Amélie NOTOMB, *Boîte noire* de ITŌ Shiori, et plus récemment, *Japon*,

*la face cachée de la perfection* de Karyn NISHIMURA-POUPÉE<sup>479</sup>. L'éloignement géographique et culturel conduit en outre les médias à entretenir des clichés en mettant l'accent sur les comportements atypiques, tels que la montée du nationalisme, la sexualité déviante, ou la mode extravagante des *lolitas*. La mise en lumière de la singularité du Japon en tant que pays lointain, à la fois géographiquement et culturellement, a pu conduire à occulter les valeurs démocratiques que le Japon partage avec l'Occident, contrairement à d'autres pays asiatiques comme la Chine. Par ailleurs, le public international attend toujours une plus grande ouverture internationale du pays. KOBORI Mamoru, vice-président du JNTO, confie que les études d'opinion laissent transparaître l'image d'un pays conservateur sur les questions sociétales : « *les Européens, notamment les plus âgés, voient toujours les Japonais comme des personnes ternes et sérieuses qui travaillent parfois à l'excès jusqu'au suicide par excès de travail (karoshi 過労死)*<sup>480</sup> ». Il ajoute que « *si la ponctualité des trains au Japon est appréciée, elle peut être perçue comme étant révélatrice d'un côté maniaque et strict, ce qui n'est pas une image très amusante* ». Les acteurs du tourisme doivent s'évertuer à « *faire évoluer l'image de la société japonaise en présentant la diversité du pays* »<sup>481</sup>. Dans ce contexte, la promotion d'une société démocratique, moderne et ouverte sur le monde demeure un exercice important pour la réputation du Japon. Sans occulter la réalité des efforts qui méritent encore d'être accomplis, les autorités doivent être en mesure de montrer qu'elles sont capables de répondre aux enjeux sociétaux. Dans un contexte de hausse de la visibilité internationale de l'archipel, le défi est d'autant plus difficile que les avancées sur les sujets de société tardent à se mettre en place en

---

<sup>479</sup> NISHIMURA-POUPÉE Karyn. *Japon, la face cachée de la perfection*. Paris : Tallandier, 2023.

<sup>480</sup> Littéralement « mort par excès de travail ».

<sup>481</sup> Entretien réalisé au siège du JNTO, Tokyo, le 31/08/2018.

comparaison avec les autres démocraties libérales. Le traitement de la question des « enlèvements » d'enfants binationaux illustre bien la tension grandissante entre les attentes de la communauté internationale et le conservatisme des pratiques.

## 1. Le conservatisme du droit familial

Depuis sa création à l'ère Meiji (1868-1912), le Code civil japonais a fait l'objet de rares révisions<sup>482</sup>, et la société reste imprégnée de préjugés patriarcaux d'une époque révolue. Au XXI<sup>e</sup> siècle, le mariage, la naissance et l'éducation des enfants demeurent inextricablement liés. Si les mentalités évoluent, une frange conservatrice du PLD est fermement opposée à toute réforme ou toute proposition en faveur de la reconnaissance de nouveaux droits. Ainsi, le Japon constitue un cas à part dans divers domaines du droit familial, tels que l'égalité hommes-femmes, le mariage entre personnes du même sexe et la garde des enfants après un divorce. La lenteur des avancées est telle que des observateurs, y compris japonais, évoquent une « *anomalie du Japon en matière de droit familial* »<sup>483</sup>. En effet, le Japon demeure le seul pays au monde où les couples mariés sont tenus par la loi de prendre le même nom de famille. Si un projet de loi en vue d'autoriser l'usage de noms de famille distincts est rédigé par le gouvernement en 1996, aucune réforme n'a vu le jour depuis cette date<sup>484</sup>. Un mariage est officiellement reconnu après son

---

<sup>482</sup> Notamment la révision de décembre 1947.

<sup>483</sup> NINOMIYA Shūhei. Le Japon, le pays où le temps s'est arrêté en matière de droit familial. *Nippon.com*, 10/01/2023.

Disponible sur : <https://www.nippon.com/fr/in-depth/d00855/> (consulté en février 2022). Ce spécialiste du droit de la famille a écrit plusieurs ouvrages sur le sujet, notamment (en japonais) : La famille et le droit à l'époque de l'individualisation et de la diversité (家族の法、個人化と多様化の中で *Kazoku no hō –Kojinka to tayōka no nakade*), Iwanami Shinsho, 2007.

<sup>484</sup> En décembre 2020, le gouvernement révisé le Cinquième Plan de base pour l'égalité des genres sans ouvrir de débat sur l'usage optionnel de noms de famille distincts.

enregistrement dans le livret de famille (*koseki* 戸籍) de l'un des partenaires, et sous un seul patronyme, en général celui du mari. Une Japonaise est autorisée à avoir son nom de jeune fille imprimé entre parenthèses après son nom enregistré (consécutif au mariage) sur seulement certains documents, tels que le passeport et le permis de conduire. Tous les autres documents utilisent uniquement le nom enregistré sur le livret de famille, tels que les documents fiscaux, les comptes bancaires, les cartes de crédits ou les abonnements de téléphonie mobile. Cette loi est mal adaptée à une société favorable à l'égalité des genres où les deux conjoints sont censés partager les responsabilités du foyer. Puis, le Japon est le seul pays du G7 qui n'autorise pas les personnes du même sexe à se marier. Le mariage homosexuel est autorisé dans les démocraties occidentales, à la suite de sa légalisation en 2001 aux Pays-Bas, et dans quelques pays non occidentaux, tels que Taïwan en 2019 et Cuba en 2022. Au Japon, le Code civil estime que l'institution du mariage a pour vocation la reproduction et l'éducation des enfants, plutôt que l'octroi d'une protection à des partenaires engagés pour la vie. En outre, si l'avortement est toujours inscrit au code pénal, les femmes ne peuvent y recourir sans être dans une situation économique difficile et surtout sans le consentement du géniteur (même s'il est un violeur), une condition demandée uniquement par une dizaine de pays, tous musulmans. L'avortement demeure chirurgical, et la pilule abortive n'est autorisée qu'en 2023, soit 35 ans après la France ou la Chine, avec un tarif prohibitif. L'égalité des droits de succession pour les « enfants illégitimes », à savoir ceux nés en dehors des liens du mariage, n'a été obtenue que très tardivement. Jusqu'en décembre 2013, le Code civil stipule qu'un enfant illégitime ne se verra attribuer une part de succession égale qu'à la moitié de celle d'un enfant légitime<sup>485</sup>.

---

<sup>485</sup> Le retard du Japon a fini par être comblé au terme d'un long plaidoyer des Nations-Unies afin que le Japon mette fin à cette discrimination en violation de la Convention relative aux droits de l'enfant et autres

Le concept de « illégitimité » demeure prégnant dans les mentalités, alors même qu'il est jugé dépassé au sein des autres Etats démocratiques, et le pourcentage des enfants nés en dehors des liens du mariage ne dépasse pas 2,3% en 2019, contre 40 à 50% dans l'ensemble de l'Union européenne<sup>486</sup>. NINOMIYA Shūhei explique que la situation est très différente que celle de l'Europe « *(qui) est parvenue à éliminer la distinction entre naissance légitime et illégitime et à instaurer l'égalité de droit entre les enfants en tranchant le lien entre le mariage traditionnel et la protection de l'enfant* ».

Enfin, et c'est ici notre propos, le caractère conservateur du Code civil japonais se retrouve sur la question de la garde conjointe. Le Japon n'autorise ni la garde conjointe, ni le droit de visite, et en cas de divorce, la mère obtient dans la quasi-totalité des cas la garde unilatérale de tous ses enfants. L'archipel demeure l'un des rares pays au monde dotés d'un système de garde monoparentale, alors que les pays européens et les Etats-Unis se convertissent dans les années 1990 à un système dans laquelle la garde conjointe est devenue la règle après un divorce, et où la garde monoparentale n'est accordée qu'exceptionnellement, par exemple dans les cas de maltraitance. Tous ces pays ont modifié leur législation après l'adoption en 1989 de la Convention relative aux droits de l'enfant par l'assemblée générale de l'ONU, qui stipule que tous les enfants ont le droit d'être pris en charge par leurs parents, et que ceux-ci partagent la responsabilité et le bon déroulement de l'éducation de leurs enfants, sans que le statut matrimonial des parents n'entre en jeu. La garde conjointe a été également autorisée dans d'autres pays asiatiques, tels que la Corée du Sud, la Chine et Taiwan. Au Japon, les principes patriarcaux hérités de

---

traités sur les droits de l'homme. Toutefois, la distinction entre les enfants « légitimes » et « illégitimes » au sein de la société demeure toujours enracinée dans le respect de l'institution légale du mariage. L'enregistrement des naissances exige d'entrer dans l'une ou l'autre des catégories.

<sup>486</sup> Ibid.

l'ère Meiji se fonde sur l'idée de « continuité et de maintien de la famille »<sup>487</sup>, qui prévoit qu'en cas de séparation, l'un des parents sorte de la famille (de la « maison » (*uchi* 家)) et crée une deuxième maison sans rapport avec l'ancienne. Malgré la signature de la Convention relative aux droits de l'enfant de l'ONU convention, et celle de la convention de New York sur le droit des enfants à voir leurs deux parents en 1994, les autorités japonaises ne modifient pas la législation. Ainsi, le Japon va devoir faire face à des critiques grandissantes de la part de la communauté internationale sur son retard en matière de droit familial, et en particulier sur la question de la garde partagée.

## **2. L'émergence d'un contentieux juridique**

La question de la garde d'enfant en cas de séparation se pose avec acuité au début du XXI<sup>e</sup> siècle. Sous l'effet de la globalisation, les mariages internationaux sont en hausse– et donc naturellement le nombre des séparations. Le Japon n'est pas signataire de la Convention de la Haye de 1980 sur l'enlèvement international d'enfants, qui a été créée pour protéger le droit de l'enfant à voir ses deux parents en cas de séparation. Le nombre de « confiscations » ou « enlèvements » d'enfants binationaux au Japon s'accroît rapidement avec, dans la quasi-totalité des cas, un refus de la garde conjointe et du droit de visite pour le parent étranger. Le principe de la garde conjointe n'étant pas prévue par le Code civil, si les deux époux ne parviennent pas à un accord sur la question de la garde, le tribunal devient l'ultime recours, et fonde ses décisions sur le « principe de continuité

---

<sup>487</sup> Selon TOKITSU Kenji. *Cahiers internationaux de sociologie* (1984). Cité par Philippe Mesmer. Un Français en grève de la Faim à Tokyo dans l'espoir de revoir ses enfants « enlevés » par sa femme. *Le Monde*. 14 juillet 2021.

» qui est inscrit dans le droit japonais, celui d'un seul parent détenteur de l'autorité parentale en cas de divorce. L'enfant est généralement maintenu dans le foyer où il vit au moment du jugement, et dans 80 % des cas, il reste avec la mère. Parfois, la garde revient à des beaux-parents, mais sans garantir au père la possibilité de les voir. Selon une enquête menée en 2016 par le ministère japonais de la Santé, du Travail et des Affaires sociales, seuls 29,8% des foyers sous la tutelle d'une mère célibataire déclarent l'existence d'un contact entre l'enfant et le père, et le soutien du père de l'enfant ne persiste que dans 24,3% des cas<sup>488</sup>. Malgré la hausse des séparations au sein des couples internationaux, le Japon n'introduit pas de structure sociale et juridique propice à une normalisation de la garde conjointe. Il n'adopte pas non plus un modèle de famille et de relation parent-enfant centré sur le droit de l'enfant à voir ses deux parents. Le problème des « enlèvements » est exacerbé par des tribunaux apathiques qui se bornent à entériner de fait une garde par un parent, même si celui-ci l'établit en enlevant sa progéniture le premier, que ce soit par habitude, par manque de moyens, ou par conviction. Sur le terrain, la police refuse d'intervenir au désespoir du parent délaissé, et si celui-ci décroche au prix d'efforts conséquents un droit de visite, il ne dure souvent que quelques heures et demeure à la merci de l'autre parent.

Dans ce contexte, les parents étrangers dénoncent le conservatisme du système judiciaire et l'inertie des autorités. Ils mettent en évidence le droit existant dans les autres démocraties libérales qui repose sur l'idée que la garde monoparentale crée une situation mal vécue au sein de la famille puisqu'elle entraîne une rupture des relations entre l'enfant et le parent démuné de garde. Ces parents étrangers intentent des recours en justice pour

---

<sup>488</sup>NINOMIYA Shūhei, Ibid.

plaider leur cause, mais leurs actions se soldent par des échecs. Après plusieurs années sans nouvelles de leurs enfants, certains tentent d'approcher le domicile de leurs enfants pour tenter de les apercevoir, et ces tentatives conduisent à des arrestations par les forces de l'ordre japonaises. Dans un contexte de tensions grandissantes, le dossier des « enlèvements » d'enfants émerge progressivement comme un contentieux diplomatique entre le Japon et les pays occidentaux. Ces situations, où le départ du domicile avec un enfant n'est pas considéré comme un enlèvement, témoignent du vide juridique existant dans un pays où la loi sur la famille est conçue pour respecter l'autonomie du foyer. Dans un article du *Monde*, Thierry Consigny, Conseiller consulaire de France à Tokyo, explique que le phénomène des « enlèvements » d'enfants concerne de nombreux ressortissants internationaux, dont un nombre important de Français qui demeure difficile à chiffrer<sup>489</sup>. Il explique que « *le Japon ne considère pas l'enlèvement d'enfant par l'un des parents comme un crime. En cas de remariage, le nom du parent biologique est même effacé de l'état civil du foyer (...) En Occident, l'intérêt supérieur de l'enfant est de voir les deux parents. Au Japon, il est de vivre dans une maison de manière stable* ». Il ajoute que si le parent délaissé cherche à voir ses enfants, à l'école, ou là où ils habitent, il risque des poursuites car « *la police invoque la législation contre le harcèlement ou le risque de kidnapping* ».

A la fin des années 2000, la mobilisation en Europe et aux Etats-Unis prend de l'ampleur pour convaincre le Japon de changer et le dossier prend une tournure diplomatique. En 2010, la Chambre des représentants américaine vote une résolution qui critique la position de Tokyo. La même année, un événement dramatique émeut l'opinion

---

<sup>489</sup> MESMER Philippe. Au Japon, le drame des parents privés de leurs enfants après une séparation. *Le Monde*. 17 janvier 2020.

publique. Deux jeunes pères français, Arnaud Simon et Christophe Guillermin, se suicident après « l'enlèvement » de leur enfant par leur épouse japonaise. Des mères japonaises se retrouvent fichées à Interpol après les plaintes de leurs époux. Dans ce contexte, le Japon décide le 24 janvier 2014 de signer la Convention de la Haye sur les enlèvements d'enfants (plus précisément sur les aspects civils des déplacements illicites d'enfants), qui offre un cadre international aux déplacements illicites d'enfants. Il devient ainsi le 91<sup>ème</sup> Etat signataire de la convention (et dernier pays du G7). Le MOFA met en place un mécanisme d'accompagnement des démarches pour les parents délaissés, qu'ils soient Japonais ou étrangers<sup>490</sup>.

### **3. La hausse des tensions malgré la signature de la Convention de la Haye (2014-présent)**

Les litiges ne se soldent pas avec la signature de la Convention de la Haye. En portant sur les aspects « civils » et non pas « pénaux » des « enlèvements » d'enfants, le texte de la convention ne s'applique pas à la législation japonaise. Le Japon n'est donc pas dans l'obligation d'adapter sa législation afin de se mettre au diapason des autres Etats démocratiques. Alors que la communauté internationale s'attendait à des avancées juridiques, les tribunaux nippons continuent de laisser les parents négocier pour l'organisation de la vie familiale sans statuer sur la question de la garde conjointe ou le droit de visite. Ainsi, les « enlèvements » se poursuivent sans que les parents japonais ne soient inquiétés, et les parents étrangers continuent de faire l'objet d'arrestations s'ils

---

<sup>490</sup> Voir ZUSHI Shūji. Japan's 5-year experience in implementing the 1980 Hague Abduction Convention. *International Family Journal*. 2019, p.80-88.  
Disponible sur : <https://www.mofa.go.jp/files/100059988.pdf> (consulté en août 2021)

approchent le domicile de leurs enfants. Face à l'immobilisme, voire la perception d'une hostilité de la part du Japon, et en particulier de ses tribunaux, la mobilisation internationale s'intensifie. Un bras de fer diplomatique s'installe avec les Etats-Unis et les pays européens. En 2018, après que six parents délaissés décident d'attaquer en justice l'inconstitutionnalité de la garde unique, 36 Ambassadeurs de l'Union européenne adressent le 6 mars une lettre à la ministre de la Justice KAMIKAWA Yōko afin de réaffirmer le droit des enfants à voir leurs deux parents et appeler au renforcement du dialogue et des échanges sur le dossier<sup>491</sup>.

Lors de sa première visite officielle au Japon en juin 2019, le président Emmanuel Macron exprime ouvertement son soutien aux pères français délaissés et évoque auprès du Premier ministre ABE « les situations inacceptables » vécues par les enfants et leur parent<sup>492</sup>. En 2020, près de 210.000 enfants européens binationaux sont concernés par un divorce, dont 70%, soit 150.000, ne peuvent plus voir leur parent européen délaissé<sup>493</sup>. Cette situation dramatique conduit des associations comme en France « Sauvons nos enfants Japon » à engager des actions de plaidoyer. L'avocate française Jessica FINELLE, représentant deux citoyens européens coupés de leurs enfants, adresse en 2020 une lettre au président de la commission des Affaires juridiques du Parlement européen pour appeler à la suspension de l'Accord de Partenariat Stratégique (APS) entre le Japon et l'Union européenne car cela reviendrait « à *abdiquer sur l'impératif de protection des enfants européens* »<sup>494</sup>. Sa requête trouve une oreille bienveillante à la commission des

---

<sup>491</sup> Cette lettre est disponible sur : [f1347d\\_9041c8a32dd34dc7ac5b4491dc9686da.pdf \(usrfiles.com\)](https://www.usrfiles.com/f1347d_9041c8a32dd34dc7ac5b4491dc9686da.pdf)

<sup>492</sup> *LeFigaro.fr* (avec AFP). Macron juge 'inacceptables' le cas de pères séparés de leurs enfants au Japon ». 27/06/2019 (consulté le 21/11/2022)

<sup>493</sup> Ibid.

<sup>494</sup> ARNAUD Régis. Enlèvements d'enfants binationaux : le Japon épinglé au Parlement européen. *Le Figaro*, 22/10/2020.

Affaires juridiques. Le 5 février 2020, le Sénat français entérine à l'unanimité une proposition de résolution qui invite le Japon à prendre des mesures pour prévenir les « enlèvements » en dénonçant un « *drame humain* »<sup>495</sup>. Puis, le 8 juillet 2020, le Parlement européen adopte une résolution qui indique que le Japon « *ne semble pas se conformer aux règles internationales en cas d'enlèvement d'enfants* »<sup>496</sup>. Il demande instamment à l'archipel « *d'appliquer efficacement les décisions des tribunaux concernant les droits d'accès et de visite accordés aux parents délaissés afin qu'ils maintiennent un contact significatif avec leurs enfants résidant au Japon* » et stipule que « *les enfants ressortissants de l'Union européenne au Japon doivent bénéficier de la protection prévue par les accords internationaux garantissant leurs droits* ». Cette initiative au plus haut niveau met en évidence le profond désaccord des pays européens. Outre le Président Emmanuel Macron, d'autres chefs d'Etat et de gouvernement expriment directement leur désaccord auprès du gouvernement japonais. En mai 2021, le Premier ministre italien, Giuseppe CONTE souève la question avec le Premier ministre ABE Shinzō, et la ministre des Affaires étrangères australienne Marise PAYNE évoque le sujet lors de sa rencontre au sommet 2+2 avec son homologue MOTEGI Toshimitsu et le ministre de la Défense KISHI Nobuo.

#### **4. Des gestes modestes face à des situations dramatiques**

Deux affaires fortement médiatisées viennent souligner la tension existante entre la mobilisation internationale grandissante et la rigidité des autorités japonaises.

---

<sup>495</sup> Disponible sur [publicsenat.fr](https://publicsenat.fr) : [Enlèvement des enfants franco-japonais : le Sénat lance l'alerte - Public Sénat \(publicsenat.fr\)](https://publicsenat.fr)

<sup>496</sup> NISHIMURA Karyn. Au Japon, l'épineuse question des enlèvements parentaux d'enfants. *Le Point*, 12/07/2020.

Tout d'abord, l'affaire Vincent FICHOT, un père français qui souhaite attirer l'attention du public sur son histoire familiale en organisant une grève de la faim au centre de Tokyo, quelques semaines avant la visite au Japon d'Emmanuel MACRON, qui est attendu le 23 juillet 2021 pour la cérémonie d'ouverture des Jeux Olympiques à Tokyo. Cette grève de la faim conduit le président français à aborder une nouvelle fois le sujet avec le Premier ministre japonais et les deux dirigeants conviennent de l'organisation d'un dialogue entre les administrations concernées. Trois ans plus tôt, Vincent FICHOT avait commencé un marathon judiciaire qui l'avait obligé à se battre jusqu'à la Cour suprême japonaise pour démonter les accusations de violences conjugales formulées par sa femme -qui s'est ensuite rétractée- et tenter de revoir ses enfants. Les juges ont rejeté ses demandes et l'ont obligé à verser une pension alimentaire de 560 000 yens (environ 4 500 euros) par mois à sa compagne<sup>497</sup>. Même s'il a conservé l'autorité parentale, il n'a pas eu le droit de s'approcher de ses enfants au risque d'aller en prison. Il a déclaré ne pas savoir où se trouvait sa famille, et sans recours, avoir fini par vendre sa maison et quitter son emploi. En novembre 2020, la France avait émis un mandat d'arrêt à l'encontre de son épouse japonaise, et d'autres actions avaient été engagées à l'ONU, au niveau européen, et auprès du tribunal de grande instance de Paris. Au plus fort de la mobilisation, la famille de Vincent FICHOT a lancé une pétition le 4 juillet 2021 sur le site *change.org* - qui a recueilli 16 211 signatures - appelant la France, entre autres, à rappeler son ambassadeur au Japon et à saisir la Cour internationale de justice<sup>498</sup>. Ces actions ne modifient pas la donne, et même si de nombreux Japonais viennent le saluer, la grève de la faim de Vincent FICHOT ne mobilise pas les médias nippons.

---

<sup>497</sup> MESMER Philippe. Un Français en grève de la fin à Tokyo dans l'espoir de revoir ses enfants « enlevés » par sa femme. *Le Monde*, le 14 juillet 2021.

<sup>498</sup> Ibid.

L'affaire Scott MCINTYRE est également emblématique. Ce journaliste australien écope d'une peine de six mois avec sursis pour être entré dans la résidence où habitent ses beaux-parents nippons avec l'espoir d'apercevoir ses enfants<sup>499</sup>. Interpellé le 28 novembre 2019 à son domicile, il passe quarante-cinq jours en détention<sup>500</sup>. Le 16 janvier 2020, il déclare au Club des correspondants de la presse étrangère (FCCJ) à Tokyo « *je ne sais pas où sont mes enfants, je ne sais même pas s'ils sont vivants ou morts. Dans ces affaires, les vraies victimes sont les enfants* ». Selon son récit, sa femme japonaise aurait engagé une procédure de divorce sans jamais se présenter aux entretiens de conciliation organisés par le tribunal des affaires familiales. Après être partie avec leurs enfants en mai 2019, elle aurait rompu tout contact avec lui, et ses démarches auprès de la police n'auraient rien donné. Quand il a voulu porter plainte, la police lui aurait dit : « *rentrez en Australie, vous ne verrez plus jamais vos enfants* », alors qu'il était toujours marié et avait donc toujours théoriquement l'autorité parentale sur ses enfants. Ces cas emblématiques cachent les situations de détresse de nombreux parents. L'auteur a pu s'entretenir avec un père français qui a vécu douloureusement la séparation avec ses enfants sans pouvoir bénéficier d'informations fiables de la part des autorités japonaises. François-Xavier<sup>501</sup> a progressivement été privé du droit de visite de ses enfants à la suite du départ de son épouse pour le Japon en 2017. Il affirme que cette dernière aurait obtenu des conseils juridiques lui avisant de demander le divorce au Japon car la procédure était plus simple et lui permettrait, malgré son instabilité psychologique et financière, d'être sûre d'obtenir la garde de ses enfants. Suite à une demande de son épouse en vue de faciliter

---

<sup>499</sup> MESMER Philippe. Au Japon, le drame des parents privés de leurs enfants après une séparation. *Le Monde*, 17 janvier 2020.

<sup>500</sup> Entre autres à la prison de Kosuge, célèbre pour avoir abrité pendant près de cent trente jours Carlos GHOSN, l'ancien patron de l'alliance Renault-Nissan-Mitsubishi.

<sup>501</sup> Le nom a été modifié à la demande du répondant. Entretien réalisé à l'Ambassade du Japon en France, Paris, le 14/12/2022.

l'obtention d'aides financières dans l'archipel, il a accepté de signer une demande de divorce étant donné que le document n'avait pas de valeur légale au Japon au vu de sa domiciliation à l'étranger, mais il a été surpris d'apprendre que le document aurait été validé par des autorités locales complaisantes. Les relations avec son épouse ont soudainement cessé, malgré la collecte d'une pension qu'il envoyait au Japon pour l'éducation des enfants. En l'absence de décision de justice, la validation de la demande de divorce par des autorités locales a ainsi donné par défaut tous les droits à la mère japonaise.

Face à la montée de la mobilisation internationale, le Japon peine à atténuer les tensions. Le public perçoit un manque d'intérêt, sinon une indifférence des autorités à l'égard de la situation des parents étrangers. Les gestes de Tokyo demeurent modestes à l'aune de l'importance du contentieux. En 2018, le Premier ministre ABE annonce la mise en place d'un groupe de recherche sur les aspects juridiques de la garde conjointe et l'étude du système judiciaire de 24 autres pays autorisant presque tous ce système<sup>502</sup>. Uniquement consultatif, ce groupe de recherche ne dispose pas du droit de changer le système juridique japonais. Puis, le 10 juin 2019, le parlement japonais adopte une loi qui renforce le rôle des juridictions et des agents de la force publique dans les changements concernant l'autorité parentale et la garde des enfants afin de s'assurer que ces changements restent marginaux face à la prégnance juridique et sociale du principe de « continuité » de la parentalité. Par ailleurs, certains responsables politiques affichent ouvertement leur soutien à des avancées juridiques, tels que la ministre de la Justice KAMIKAWA Yōko qui déclare sous son second mandat (2020-2021) son intention de plaider pour

une « *éducation partagée* »<sup>503</sup> et soutenir une facilitation des droits de visites et l'obligation de pensions alimentaires<sup>504</sup>. A peine élue, elle déclare qu'il est essentiel de « *prendre en considération les intérêts supérieurs de l'enfant car cela correspond à la tendance internationale* » et souhaite poursuivre les discussions sur le sujet<sup>505</sup>. A l'occasion des Jeux Olympiques de Tokyo 2020, le ministre de la Défense KISHI Nobuo déclare que le gouvernement réfléchit à changer la législation car « *c'est un sujet qui est débattu au Japon, y compris à la Diète, et nous allons continuer de discuter de ce qui est possible, incluant la question d'une réforme* »<sup>506</sup>.

La mise en lumière de ce contentieux lors des Jeux Olympiques a permis quelques avancées modestes, telles que la réunion d'un groupe de travail bilatéral sur les « enlèvements » d'enfants le 28 mars 2022, qui était en sommeil depuis plusieurs années. Le ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères indique que des discussions sont désormais tenues régulièrement avec Tokyo<sup>507</sup>. L'évolution des mentalités au sein de la société japonaise, qui se traduit par une volonté des pères de s'impliquer davantage dans les questions familiales, a pu enfin laisser entrevoir des espoirs pour initier des changements. Cette tendance se confirme pendant la pandémie Covid-19, car la mise en place généralisée du télétravail au Japon fait prendre conscience aux pères de leur rôle au sein

---

<sup>503</sup> DENYER Simon, KAWASHIGI Akiko. In Japan, divorce can mean losing access to children. Many parents want that to change. *The Washington Post*, 19 Octobre 2020.

<sup>503</sup> En tant que ex-vice-présidente d'un groupe de 90 parlementaires (sur un total de 713 à la Diète).

<sup>504</sup> MESMER Philippe. Un Français en grève de la fin à Tokyo dans l'espoir de revoir ses enfants « enlevés » par sa femme. *Le Monde*, le 14 juillet 2021.

<sup>505</sup> Ibid.

<sup>506</sup> Entretien de KISHI Nobuo mis en ligne sur le site *The Sydney Morning Herald*, le 13/08/2021 : [Japanese diplomatic stand-off escalates due to global abduction outcry \(smh.com.au\)](https://www.smh.com.au)

<sup>507</sup> Séance publique du Sénat par le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères à la question écrite N°01548-16<sup>ème</sup> législature- de Mme CAZEBONNE Samantha (Français établis hors de France -RDPI) sur « Autorité parentale et garde d'enfants binationaux au Japon » publiée le 13/12/2022. Disponible sur : [Autorité parentale et garde d'enfants binationaux au Japon \(senat.fr\)](https://www.senat.fr)

de la famille. Toutefois, les gestes de Tokyo demeurent quasi-insignifiants au regard de l'importance du contentieux.

## 5. Une approche jugée conservatrice

L'approche de la communication avec le public révèle un conservatisme politique et social fort, dont l'argumentation repose sur trois principes : le respect du droit international par le Japon, le caractère non discriminant du droit japonais, et la protection des ressortissants japonais victimes de maltraitements de la part de leur conjoint. Les autorités japonaises rappellent que le Japon respecte le droit international car la Convention de La Haye porte sur l'aspect civil et non pénal des enlèvements, et ne peut pas interférer dans le fonctionnement du système judiciaire japonais. Interrogé sur le vote d'une résolution par l'Union européenne, le ministre japonais des Affaires étrangères MOTEGI Toshimitsu rappelle ainsi que « *le Japon a toujours coopéré avec les autorités européennes pour les cas qui doivent être traités dans le cadre de la Convention de la Haye* ». Pour les autres cas, il explique que « *les décisions de justice sont prises au Japon de manière juste et équitable, sans considération de nationalité, et en appui sur le droit japonais, comme dans les autres pays* », et conclut que « *les reproches émis dans cette résolution n'ont aucun fondement* »<sup>508</sup>. La protection des victimes de maltraitements de la part de leur conjoint constitue un autre argument qui justifie l'inertie des autorités nippones. Les dirigeants mettent en avant la nécessité d'assurer une protection aux mères japonaises qui auraient fui leur mari étranger en rentrant au Japon avec leurs enfants à la suite de

---

<sup>508</sup> MOFA. Conférence de presse du ministre des Affaires étrangères MOTEGI, Tokyo, 10/07/2020. Disponible sur: [Press Conference by Foreign Minister MOTEGI Toshimitsu | Ministry of Foreign Affairs of Japan \(mofa.go.jp\)](https://www.mofa.go.jp/press/2020/07/10/20200710_01.html)

violences conjugales. Cet argument a été initialement développé par des associations japonaises qui voyaient dans la garde unique un rare rempart contre la violence domestique - alors que la question de la violence conjugale, qui ne représente qu'une faible part des cas (10%)<sup>509</sup>, doit être traitée par la justice, nonobstant la question de la garde conjointe. Avant la ratification par le Japon de la signature de la Convention de la Haye en 2014, le Premier ministre KAN Naoto avait repris cet argument. Il avait fait part de ses réserves en avançant que des femmes japonaises rentraient au Japon avec leurs enfants pour fuir la maltraitance de leur mari étranger.

Ce positionnement s'accompagne ainsi d'une tendance à défendre la cause des ressortissants japonais dans les affaires (principalement des femmes). Ainsi, à partir de 2018, le gouvernement ABE met en place d'une série de séminaires pour expliquer le fonctionnement de la Convention de la Haye aux ressortissants japonais dans plusieurs villes à travers le monde. Le séminaire organisé le 15 mai 2018 à la Maison de la Culture du Japon à Paris (MCJP) par l'Ambassade du Japon en France, conjointement avec la Fédération Japonaise des Associations du Barreau, apparaît selon différentes sources comme une entreprise délibérée de soutenir les ressortissants japonais qui souhaitent rentrer au Japon et ne pas revenir en France avec leurs enfants. Erik BABSHAW, Correspondant en Asie du Nord-Est du journal australien *The Sydney Morning Herald*, a mis en ligne une vidéo dans laquelle il déclare que l'objectif des séminaires à travers le monde est de donner aux ressortissants des arguments juridiques s'ils ne souhaitent pas revenir avec les enfants qu'ils ont enlevés au Japon<sup>510</sup>. Dans cette vidéo, il dévoile un

---

<sup>509</sup> Chiffre avancé par les associations de défense de la garde conjointe au Japon, telle que « Sakura no kai ».

<sup>510</sup> BABSHAW Erik. *Japanese Diplomatic Stand-off Escalates Due to Global Abduction Outcry*. smh.com.au, 13/08/2021. Disponible sur : [Japanese diplomatic stand-off escalates due to global abduction outcry \(smh.com.au\)](https://www.smh.com.au/news/japan-diplomatic-stand-off-escalates-due-to-global-abduction-outcry/2021/08/13)

enregistrement des propos que l’avocat SHIBAIKE Toshiteru a tenu à la MCJP à Paris, dans lequel il conseille aux ressortissants de mettre en avant le bien-être des enfants en arguant la volonté de ces derniers ne pas revenir en France en appui sur un article de la Convention de la Haye qui stipule que « *si l’enfant refuse de revenir, il n’est pas nécessaire de le ramener* »<sup>511</sup>. De même, l’association américaine BACHOME (*Back Home – Bring Abducted Children Home*) a mis en ligne un compte-rendu du séminaire dans lequel il est indiqué que les intervenants « *affichent un soutien au gouvernement japonais* » en fournissant des explications sur « *comment éviter un jugement de la Convention et pouvoir ‘classer l’affaire’* »<sup>512</sup>, et assurent que « *si vous êtes au Japon, vous ne pouvez pas être arrêté par la justice française. Qu’il y ait un mandat d’arrêt en France ou via Interpol, la police japonaise n’interviendra pas* ».

Le poids du conservatisme constitue un frein important à la réussite des initiatives. En effet, nous pouvons identifier les trois aspects conservateurs du modèle japonais que nous avons identifié dans la deuxième partie.

Tout d’abord, les autorités japonaises s’expriment sans accorder de l’importance à la contextualisation. Les dirigeants se cachent derrière le respect des règles par le Japon et le principe de la souveraineté nationale pour « faire l’autruche » et ignorer l’importance des contextes et de la diversité des publics, notamment le rôle de la société civile qui porte les doléances des parents étrangers délaissés. Cette option aurait pu être choisie sans prendre trop de risques plusieurs décennies plus tôt, lorsque les informations n’étaient pas

---

<sup>511</sup> Convention de la Haye, Article 28, Paragraphe 1, Item V (en bas de la page 3).

relayées instantanément sur Internet et les réseaux sociaux. Dans un monde devenu global et pluriel, le public exerce toutefois une influence accrue sur la politique étrangère, et les Etats doivent prendre en compte les préoccupations de l'opinion publique internationale dans leur agenda diplomatique, au risque de voir dégrader leur image et leur réputation.

Puis, les autorités sont réticentes à l'ouverture au dialogue en vue d'une éventuelle modification du système judiciaire nippon, au point de rester inflexibles face à des actes désespérés de parents qui viennent marquer durablement les esprits du public, tels que des suicides ou des grèves de la faim. Ce repli, voire ce blocage, se heurte à une profonde incompréhension de la communauté internationale. Dans un monde où les échanges sont fluides entre les Etats démocratiques, la réticence au dialogue présente l'image d'un Japon conservateur et nationaliste qui se désintéresse du sort des citoyens étrangers vivant sur son territoire. Pire, il peut être perçu comme un Etat peu sensible aux droits humains, où les enfants peuvent être « volés » avec des conséquences dramatiques pour les familles.

Enfin, les autorités nippones ne rendent pas visibles l'expression des citoyens sur le sujet. Bien que la cause de la garde conjointe ne suscite qu'une mobilisation modeste au Japon, le sujet préoccupe davantage certaines franges de la population japonaise. A partir de la fin des années 2010, nous pouvons observer une mobilisation grandissante de pères délaissés dans le contexte d'une évolution des mentalités sur le rôle de la famille qui s'est accrue avec l'introduction du télétravail pendant la crise du Covid-19. Le combat pour la reconnaissance de la garde conjointe est mené également au Japon, malgré l'absence de couverture médiatique, par des associations comme Oyakonet ou Sakura-kai, l'organisatrice de « marches orange » pour défendre la cause des parents d'enfants enlevés avec le soutien de membres de partis d'opposition, tel que le député de KUSHIDA Seiichi du Parti de la renaissance. La présentation de la diversité des opinions sur le sujet

au Japon permettrait de montrer au public international qu'une partie grandissante de la population japonaise est susceptible de s'accorder avec la vision d'une garde partagée ou d'un droit de visite, même si la majorité demeure favorable au statu quo. En orchestrant des rencontres avec des représentants d'associations de soutiens aux pères délaissés et des spécialistes de l'éducation, les dirigeants nippons pourraient en outre transmettre au public une image plus attentive et bienveillante. L'inflexibilité de Tokyo révèle au contraire une vulnérabilité dans les jeux d'interdépendance face aux contraintes induites par la globalisation socio-culturelle. Le Japon considère que l'ajustement de sa politique est trop contraignant, car cela bousculerait les mentalités et les traditions. En maintenant des pratiques jugées injustes par le public international, Tokyo sous-estime à tort le rôle de la participation citoyenne dans la fabrique des politiques. Ce positionnement est d'autant plus surprenant que la diplomatie japonaise développe par ailleurs des actions de sensibilisation de la communauté internationale sur un autre dossier d'enlèvements, celui des rapt de citoyens japonais par la Corée du Nord dans les années 1970-80<sup>513</sup>.

En définitive, le traitement de la question des « enlèvements » d'enfants binationaux révèle l'existence d'un décalage important entre une approche japonaise tournée vers l'intérieur et les exigences modernes de la communication sur la scène internationale. Les appels à la reconnaissance de la diversité dans les relations familiales au Japon continuent de se multiplier. Le 14 juin 2023, à l'initiative de l'Australie, neuf ambassadeurs en poste au Japon, dont l'Ambassadeur de France Philippe SETTON, ont rédigé une lettre à l'attention du ministre de la Justice SAITŌ Ken pour encourager le Japon dans la voie

---

<sup>513</sup> L'affaire de la disparition de la jeune fille YOKOTA Megumi est présentée par la diplomatie japonaise comme une situation tragique car les parents délaissés attendent le retour de leurs enfants.

d'une réforme de la loi sur la famille visant à favoriser la coparentalité<sup>514</sup>. Face à ces appels multiples, le gouvernement japonais a fini par approuver le 8 mars 2024 un projet de loi visant à introduire le système de la garde partagée après le divorce<sup>515</sup>. Dix ans après la signature de la Convention de la Haye, une avancée importante va peut-être enfin voir le jour. Comme d'autres observateurs et membres de la société civile, le Français que nous avons interrogé, François-Xavier, émet des doutes quant aux avancées possibles sur ce dossier. Il estime que seul un événement de grande ampleur permettrait de débloquer la situation, tel « *un séisme qui fasse trembler la société japonaise* »<sup>516</sup>. En effet, il croit que le contexte actuel est défavorable en raison de la forte résistance au changement de l'administration et de la société nippones, de la place mineure de ce sujet de société sur l'agenda diplomatique, et de l'urgence de développer la natalité dans l'archipel.

### **III. Le contentieux sur la chasse japonaise à la baleine et aux cétacés**

Depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle, la chasse japonaise à la baleine et aux cétacés mobilise fortement le public international. Dans un contexte de forte dégradation des écosystèmes marins à travers le monde, l'opinion publique est devenue sensible aux préoccupations environnementales et écologiques. Des associations environnementales, aux pratiques parfois musclées, telles que la WORLD WILDLIFE FUND (WWF), GREENPEACE

---

<sup>514</sup> Document intitulé *Joint Statement from Ambassadors in Tokyo in support of Family Law Reform*.

<sup>515</sup> Le Japon prévoit l'obtention de l'adoption du projet de loi d'ici la fin de la session parlementaire en cours jusqu'en juin 2024. Les règles devraient entrer en vigueur dans les deux ans suivant leur promulgation, mais permettraient aux pères et aux mères qui ont divorcé avant son entrée en vigueur de passer à la garde partagée.

<sup>516</sup> Entretien réalisé à l'Ambassade du Japon en France, Paris, le 14/12/2022.

et SEA SHEPHERD, déploient de nouveaux moyens de lutte contre la pêche abusive et la cruauté des pratiques de chasse. La tradition japonaise de la « pêche dirigée » au dauphin dans la petite baie de Taiji dans la préfecture de Wakayama, consistant à encercler les dauphins après les avoir piégés dans la baie<sup>517</sup>, est dénoncée dans le film documentaire *The Cove*. Filmé secrètement dans la baie de Taiji grâce à des caméras de camouflages haute-définition, le film primé aux Oscars en 2010<sup>518</sup> révèle au grand public la cruauté de la pêche japonaise des dauphins. La mobilisation s'intensifie, et des personnalités influentes expriment ouvertement leur désaccord, telles que l'Ambassadrice des Etats-Unis au Japon Caroline KENNEDY qui déclare dans un tweet sa « *grande désapprobation à l'égard de la pratique inhumaine de la pêche dirigée des dauphins* »<sup>519</sup>. Par ailleurs, le Japon poursuit ses activités de chasse à la baleine aux côtés de la Norvège, des îles Féroé et de l'Islande<sup>520</sup>, en mettant en avant ses traditions culturelles et le caractère scientifique – et non commercial- de ses missions. L'archipel est devenu adhérent en 1951 de la Commission Baleinière Internationale (CBI), qui a été créée pour conserver et gérer la population mondiale de baleine et de cétacés. Il a ensuite signé un moratoire sur la pêche commerciale qui entre en vigueur en 1986 au sein de la CBI. Toutefois, Tokyo fait l'objet de critiques de la communauté internationale car le programme nippon de recherche scientifique est perçu comme un alibi pour pratiquer en réalité une chasse commerciale. Dans

---

<sup>517</sup> La « pêche dirigée » ou « chasse au rabattage » vise à détourner les dauphins à l'aide de longs tuyaux que les pêcheurs frappent afin de générer du bruit et perturber le sonar des cétacés. Une fois entrés dans la baie, ils se retrouvent piégés et ne peuvent plus en sortir.

<sup>518</sup> Le film documentaire est réalisé par un ancien photographe du *National Geographic*, Louie PSILHOYOS.

<sup>519</sup> Tweet personnel sur le compte de l'Ambassadrice des Etats-Unis au Japon, le 17/01/2014.

<sup>520</sup> La Norvège et l'Islande autorisent la chasse commerciale malgré qu'elles aient signé le moratoire sur la pêche commerciale. L'Islande a repris cette activité en 2006 après quatorze ans d'interruption. La Norvège estime à 100 000 le nombre d'individus dans ses eaux territoriales, et qu'à ce titre, ils sont suffisamment abondants pour être pêchés. En réalité, le secteur est fortement subventionné en Norvège (pour près de la moitié du produit fini, la viande), alors même que la viande de baleine n'est pas populaire auprès des consommateurs norvégiens. Une partie des prises norvégiennes s'exportent au Japon.

les années 2010, l'argument de la chasse scientifique à la baleine, longtemps toléré, est progressivement remis en cause afin de préserver les écosystèmes marins et respecter le droit des cétacés, réputés pour leur sensibilité et leur intelligence, dont certaines espèces sont en proie à une forte diminution d'individus. Entre la chasse à la baleine et la pêche des dauphins, l'archipel devient la cible d'une forte mobilisation des défenseurs des animaux et des écosystèmes marins. Le traitement de la question de la chasse à la baleine et aux cétacés illustre la tension grandissante entre les attentes de la communauté internationale en matière de défense de la biodiversité et le conservatisme des pratiques du Japon.

### 1. L'émergence d'un contentieux

La chasse baleinière est une pratique ancestrale au Japon<sup>521</sup>. Selon l'Association Japonaise de la Chasse à la Baleine (*nihon kujira kyōkai* 日本鯨協会), la capture des animaux marins au harpon aurait commencé au XIIe siècle, et elle se serait véritablement organisée en 1606 dans ce qui reste actuellement son lieu culte, la ville de Taiji, devenue tristement célèbre pour la chasse aux dauphins qui se tient dans son port tous les ans de septembre à mars<sup>522</sup>. Selon l'Agence de la Pêche du Japon (*suisanshō* 水産省), l'introduction de la culture bouddhiste au Japon, prohibant la consommation de la viande, aurait conduit à privilégier la consommation du poisson et de la baleine qui est perçue depuis les temps anciens comme une sorte de poisson riche en protéine. A l'époque Edo, la consommation de la chair de baleine devient populaire sur les étals de marché. Les

---

<sup>521</sup> Disponible sur : <http://www.whaling.jp/english/history.html>

<sup>522</sup> Le livre de cuisine *Geimiku Chomigata* propose notamment des recettes à partir de 70 parties du cétacé. Voir le site de l'Agence de la Pêche du Japon : <https://www.maff.go.jp/e/data/publish/attach/pdf/index-70.pdf>

habitants érigent des pierres tombales et des monuments en hommage aux âmes des baleines défuntes. Les arts du spectacle, notamment les chants et les danses folkloriques, développent un répertoire dédié et des livres de cuisine<sup>523</sup>. La chasse à la baleine moderne débute véritablement en 1899 avec l'introduction des méthodes norvégiennes qui utilisent des fusils à harpon placés sur les bateaux à vapeur, et la construction d'une base de chasse à part entière en 1906 à Ayukawa dans la préfecture de Miyagi. Puis, l'industrie baleinière du Japon décline avec l'arrivée de bateaux de chasse occidentaux qui viennent en nombre dans les eaux nippones surexploitées. La chasse côtière résiste toutefois avec l'introduction d'une nouvelle méthode qui permet aux flottes japonaises de repartir dans l'océan Atlantique en 1934. A cette période, les Etats-Unis et les pays européens s'engagent dans des grandes opérations de pêche au pélagique qui conduisent à l'épuisement des ressources baleinières dans la zone. Au lendemain de la Seconde guerre mondiale, dévasté par le conflit, le Japon manque de ressources et la chair de baleine est une source de nourriture salubre pour la population. Dans ce contexte, les années 1950 représentent l'apogée de la chasse baleinière, et le Japon devient l'un des plus grands pays baleiniers au monde. Il adhère en 1951 à la Commission baleinière internationale qui a été créée en 1946. Puis, la plupart des pays occidentaux se retirent de l'industrie baleinière, faute de rentabilité en raison de la réduction de leurs quotas de pêche suite à l'introduction d'un système international de gestion des ressources. Le Japon reste dans le secteur jusqu'à ce que le moratoire sur la pêche commerciale de 1986 le contraigne à cesser son activité commerciale. Aujourd'hui, la Convention internationale pour la réglementation de la chasse à la baleine autorise uniquement la

---

<sup>523</sup> Ibid.

chasse à caractère scientifique, que le Japon prétend poursuivre, ainsi que la chasse côtière des petites communautés autochtones et la pêche traditionnelle des dauphins dans certaines régions du Japon.

Dans les années 2000, le Japon devient la cible privilégiée des associations environnementales et des gouvernements qui plaident pour un arrêt de la chasse à la baleine sur la scène internationale. Plus que les autres Etats baleiniers, tels que la Norvège et l'Islande, le Japon fait l'objet de critiques particulièrement virulentes qui s'expliquent par deux spécificités : la chasse dans la zone de l'Antarctique et le caractère « scientifique » des missions. Depuis le moratoire de 1986, la communauté internationale a pris de conscience la situation critique de certaines espèces sur-pêchées, notamment dans l'océan Austral. Toutefois, les bateaux japonais continuent de capturer des cétacés dans la zone. Peu après avoir signé le moratoire de 1986, le Japon se lance dans la chasse scientifique dans cette partie du globe, tout en menant des activités de pêche plus réduites dans le Pacifique nord. Les pêcheurs nippons deviennent les seuls à poursuivre les rorquals jusque dans leur sanctuaire de l'Antarctique, malgré la délimitation en 1994 d'un sanctuaire dans l'océan Austral autour des terres de l'Antarctique au pôle Sud. Le Japon justifie la poursuite de ses activités dans la zone par le caractère scientifique de ses missions, sans pour autant cacher le fait que les baleines chassées sont ensuite vendues dans l'archipel pour la consommation de leur chair pour des raisons culturelles. La vente de la chair de baleine conduit à stigmatiser la chasse baleinière japonaise. La communauté internationale remet en cause le caractère scientifique des missions du Japon dans l'Antarctique, le JARPA (*Japanese Whale Research Program under Special Permit in the Antarctic*) et le JARPA 2. Les pays proches de la zone, tels que l'Australie et la Nouvelle-Zélande, s'opposent fortement à la poursuite des missions japonaises dans l'océan Austral. Ils

estiment que le Japon cherche à exploiter une faille du texte du moratoire sur la chasse commerciale -qui autorise la chasse à des fins scientifiques- au profit de son industrie baleinière. Ils dénoncent un « double-jeu » du Japon au sein de la Commission Baleinière Internationale qui s'assure du soutien de petits pays qui ne sont pas concernés par la question.

Dans ce contexte, l'Australie plaide pour un arrêt définitif de la chasse sous toutes ses formes, y compris pour des visées scientifiques. Le pays estime que le Japon ne doit pas faire exception. Selon les autorités australiennes, les programmes scientifiques peuvent recourir à des méthodes non létales et la mise à mort des cétacés n'est pas nécessaire. Camberra avance que le prétexte scientifique du Japon est mensonger pour pratiquer une pêche commerciale déguisée, attentatoire aux règles internationales. Les programmes scientifiques nippons seraient plutôt destinés à soutenir l'industrie baleinière, qui ferait vivre de nombreuses personnes dans l'archipel tout en étant financés par la vente de la viande de cétacés, qui se retrouvent sur les étals des marchés, voire dans la filière de nourriture pour chiens. Cette chasse supposée enrichir les connaissances sur les cétacés exige par ailleurs des taux de capture de plus en plus élevés : de 300 à 400 dans un premier temps, ils sont passés, toutes espèces confondues, de 1035 depuis 2007, des chiffres si élevés que les pêcheurs ne parviennent même pas à atteindre les quotas<sup>524</sup>. Face à ces allégations, le Japon affiche son respect des règles internationales. Il considère que la capture des baleines est nécessaire pour les programmes scientifiques et assure son respect scrupuleux des quotas pour permettre la conservation des cétacés. La chasse baleinière serait un moyen d'assurer une exploitation commerciale à long terme et de préserver

---

<sup>524</sup> PONS Philippe, VALO Martine. La justice internationale ordonne au Japon de stopper la chasse à la baleine dans l'Antarctique. *Le Monde*, 1<sup>er</sup> avril 2014.

une pratique culturelle ancestrale. Les autorités nippones assurent qu'elles respectent à la lettre la Convention internationale pour la réglementation de la chasse à la baleine, notamment son article VIII, qui autorise la chasse scientifique et laisse à la discrétion des Etats le pouvoir de délivrer dans ce cadre des permis spéciaux. Les tensions nippo-australiennes ravivent le débat entre les pro et anti-chasse au sein de la Commission Baleinière Internationale. Quant aux associations environnementales, elles engagent des actions fortes à l'encontre des bateaux japonais en Antarctique. Les militants de SEA SHEPHERD, dirigés par le militant écologiste et antispéciste canadien Paul WATSON, développent des efforts pour couper en mer la route du Grand Sud aux baleiniers japonais. Chaque année, l'ONG met en avant les chiffres des nombreuses baleines qu'elle a pu sauver lors de ses campagnes dans l'océan Austral. Selon l'ONG, cette politique de harcèlement aurait permis de sauver environ 6 000 baleines en une dizaine d'années<sup>525</sup>.

## **2. La cristallisation des tensions : la condamnation du Japon par la Cour de Justice Internationale**

En refusant de céder aux pressions, le Japon doit faire face à une forte mobilisation contre la poursuite de la chasse baleinière. La communauté internationale estime que l'archipel viole le moratoire sur la chasse commerciale et jouit d'un régime d'exception. En 2010, l'Australie saisit contre le Japon la Cour internationale de Justice (CIJ), l'instance judiciaire des Nations unies chargée de régler les différends entre Etats. Soutenue par la Nouvelle-Zélande au titre de pays « intervenant », l'Australie est déterminée à faire respecter l'esprit de la convention baleinière, et estime que le Japon ne respecte pas « les

---

<sup>525</sup> TAIX Caroline. Le Japon poursuit sa pêche à la baleine dans l'Antarctique. *Le Monde*, 18/01/2017.

obligations de fonds », à savoir : « 1) observer le moratoire fixant à zéro le nombre de baleines pouvant être mises à mort, toutes espèces confondues, à des fins commerciales; 2) s'abstenir de chasser le rorqual commun à des fins commerciales dans le sanctuaire de l'océan Austral; et 3) respecter le moratoire interdisant aux usines flottantes ou aux navires baleiniers rattachés à des usines flottantes de capturer, tuer ou traiter des baleines, à l'exception des petits rorquals »<sup>526</sup>. Les conclusions finales de Canberra déclarent que Tokyo manque aux obligations procédurales concernant les propositions de permis scientifiques<sup>527</sup>. A l'ouverture des audiences à la Haye, l'un des avocats de l'Australie, Bill CAMPBELL, déclare que « *des centaines et des centaines de baleines sont tuées chaque année par le Japon et l'intention est de continuer la mise à mort (...) Le Japon cherche à dissimuler la chasse commerciale à la baleine sous la blouse blanche de la science* »<sup>528</sup>. Près de 10 000 baleines auraient été chassées dans le cadre des programmes scientifiques JARPA et JARPA II entre 1987 et 2009, principalement des petits rorquals ou des baleines de Minke<sup>529</sup>. De nombreux documents sont présentés aux auditions par l'Australie, dont les déclarations des autorités nippones au cours des trente dernières années, pour démontrer que les programmes japonais n'ont rien de scientifiques, et contester la validité des méthodes de recherche qui s'effectueraient sans protocole précis. Canberra souhaite mettre en évidence les liens étroits existant entre d'une part, la société *Kyodo Senpaku* (共同船舶), chargée de vendre les produits issus des baleines tuées, et d'autre part, l'Institut

---

<sup>526</sup> Cour de Justice Internationale. Arrêt du 31 mars 2014. *Chasse à la baleine dans l'Antarctique (Australie c. Japon, Nouvelle-Zélande (intervenants))*, « Les griefs de l'Australie et la réponse du Japon ». Paragraphe 48. Page 27.

<sup>527</sup> Ibid.

<sup>528</sup> MAUPAS Stéphanie. Chasse à la baleine : l'Australie saisit la justice internationale contre le Japon. *Le Monde*, 28/06/2013.

<sup>529</sup> Ibid.

de recherche sur les cétacés et le système de pantouflage nippon (*amakudari* 天下り), qui permet d'octroyer à des hauts fonctionnaires retraités des postes de prestige au sein d'organismes publics ou privés, un système qui fonctionnerait largement dans l'industrie baleinière<sup>530</sup>. L'Australie souhaite obtenir une décision de la Cour établissant le caractère non scientifique du programme nippon, qui ordonnerait par conséquent son arrêt définitif, et permettrait de soutenir le camp des anti-chasse et de faire pression sur la Commission Baleinière Internationale. A la Cour, le Japon répond qu'il n'est responsable d'aucune des allégations de l'Australie. Sur la question des obligations de fond prévues par le règlement, elle fait valoir que : « aucune de celles invoquées par l'Australie ne s'applique à JARPA II, qui est menée à des fins de recherche scientifique, et partant, relève de la dérogation prévue au paragraphe 1 de l'article VIII de la convention », et affirme par ailleurs « n'avoir violé aucune des obligations de nature procédurale ». Tokyo rappelle que le Japon s'assure du respect du moratoire sur la chasse à la baleine sur la base de quotas, lesquels garantissent la conservation des espèces en Antarctique. Le porte-parole de la délégation japonaise, SHIKATA Noriyuki, déclare que la chasse baleinière est pratiquée dans le respect de "l'établissement de quotas par la CBI, sans aucun risque pour la conservation des populations"<sup>531</sup>. Dans les documents officiels, le Japon explique que « les dauphins, tout comme les baleines, sont des espèces marines à capacité reproductives. Les quotas sont fixés pour chacune des espèces une fois que leur nombre est suffisamment

---

<sup>530</sup> Ibid.

<sup>531</sup> MAUPAS Stéphanie. Chasse à la baleine : l'Australie saisit la justice internationale contre le Japon. *Le Monde*, 28/06/2013.

*grand sur la base de recherches scientifiques, et le gouvernement autorise un nombre viable de prises uniquement pour les espèces qui sont suffisamment nombreuses* »<sup>532</sup>.

Les associations environnementales suivent de très près des débats devant la CIJ. Les militants de l'association SEA SHEPHERD continuent de mener des actions de harcèlement sur les baleiniers japonais en Antarctique afin de les empêcher de chasser, ce qui les amènent à des affrontements musclés et à une forte escalade des tensions. Ils cherchent à s'interposer entre les baleiniers et leurs proies en balançant des bombes puantes et en tentant de bloquer les hélices des bateaux. Chaque partie accuse l'autre d'adopter un comportement dangereux et de chercher à percuter les embarcations de l'adversaire. Les interventions musclées du navire *Ocean Warrior* de SEA SHEPHERD ne font que conforter les autorités japonaises face à ce qu'elles considèrent être des actions de « terrorisme écologique ». La popularité de Paul WATSON, qui est un des fondateurs de GREENPEACE, conduit Tokyo à raidir encore davantage sa position. Le militant écologiste ne milite pas en cercle fermé. Au contraire, il condamne publiquement les actions du Japon dans une émission télévisée très populaire de traque des baleiniers japonais intitulée *Whale War*. La médiatisation de la chasse japonaise provoque la colère des autorités nippones et les conduit considérer qu'il n'y a aucune issue au contentieux. Tokyo soutient activement les condamnations et les demandes d'extradition de Paul WATSON sur la scène internationale<sup>533</sup>, et condamne fermement en avril 2013 le harcèlement permanent des écologistes en

---

<sup>532</sup> Document interne sur les questions fréquentes concernant la pêche aux dauphins au sein du service de Communication de l'Ambassade du Japon en France.

<sup>533</sup> Tokyo a admis avoir fait le 19 juillet 2012 une demande d'extradition auprès des autorités allemandes, alors que Paul WATSON était retenu en Allemagne pour des charges émises à son encontre par les autorités costaricaines dans le cadre de la pêche aux dauphins en 2002.

indiquant que le nombre de baleines chassées dans l'Antarctique lors de la campagne 2012-2013 est au plus bas<sup>534</sup>.

La CIJ donne raison à l'Australie et ordonne au Japon l'arrêt de la chasse à la baleine dans l'Antarctique dans un avis du 31 mars 2014. La Cour pointe du doigt le « *manque de transparence* » des programmes scientifiques nippons et l'établissement de quotas « *non raisonnables* »<sup>535</sup>. Le juge Peter TOMKA explique que « *le Japon doit révoquer tout permis, toute autorisation ou toute licence déjà délivrée dans le cadre de JARPA II, et s'abstenir d'accorder tout nouveau permis (...) au titre de ce programme* » ; et il estime que « *les permis spéciaux ne sont pas délivrés en vue de recherche scientifique* ».<sup>536</sup> La Cour considère que des considérations financières, plutôt que des critères purement scientifiques, interviennent dans la conception du programme. Juridiquement, les seize juges présidés par le magistrat ne fondent pas leurs conclusions sur la défense de la faune marine, ils sanctionnent plutôt ce qu'ils estiment être la mauvaise foi du Japon qui prétend capturer plusieurs centaines de baleines chaque année au nom de la recherche scientifique. Selon la Cour, Tokyo ne peut avancer que deux études scientifiques qui sont soumises à des comités de lecture depuis 2005, et les centaines de cétacés tués par an n'ont pas fait progresser la connaissance des populations, ni de l'Antarctique<sup>537</sup>. Il est reproché au Japon de n'avoir testé aucune autre façon non létale d'étudier les cétacés avec des programmes au « *caractère illimité dans le temps* », une absence de coopération internationale et une

---

<sup>534</sup> *Le Monde.fr* avec AFP. Le Japon sommé d'arrêter la chasse à la baleine dans l'Antarctique », 31/03/2014. Disponible sur : [https://www.lemonde.fr/japon/article/2014/03/31/le-japon-somme-d-arreter-la-chasse-a-la-baleine-dans-l-antarctique\\_4392902\\_1492975.html](https://www.lemonde.fr/japon/article/2014/03/31/le-japon-somme-d-arreter-la-chasse-a-la-baleine-dans-l-antarctique_4392902_1492975.html)

<sup>535</sup> Ibid.

<sup>536</sup> Cour de Justice Internationale. Arrêt du 31 mars 2014. *Chasse à la baleine dans l'Antarctique (Australie c. Japon, Nouvelle-Zélande (intervenants))*. « Remèdes ». Paragraphe 245, page 76.

<sup>537</sup> PONS Philippe, VALO Martine. La justice internationale ordonne au Japon de stopper la chasse à la baleine dans l'Antarctique. *Le Monde*, 1/04 2014.

augmentation des permis spéciaux que l'archipel s'accorde à lui-même. En définitive, la Cour juge que le programme de pêche japonais n'est pas à but scientifique mais commercial, et qu'il est donc illégal. Cette décision de la justice internationale intervient dans un contexte de forte baisse de la consommation de la viande à la baleine dans la population japonaise. En 2014, rares sont les Japonais de moins de 40 ans qui sont amateurs de ce mets servi dans une poignée de restaurants spécialisés<sup>538</sup>. Pourtant, les quotas de pêche ont augmenté, ceux de rorquals de Minke sont passés de 350 par an durant le premier programme de recherches JARPA, entre 1988 et 2006, avant d'atteindre 850 à 935 spécimens la période suivante<sup>539</sup>. Selon l'Institut nippon de recherche sur les cétacés, une structure semi-publique qui supervise les missions de pêche, 908,8 sur les 1211 tonnes de chair issues des missions du pays n'ont pas trouvé preneurs en 2013, soit presque 75 % des stocks<sup>540</sup>. Alors que cette contradiction vient desservir la cause de la chasse japonaise à la baleine, et malgré la condamnation de ses activités par la justice internationale, le Japon reste inflexible sur ses positions.

### **3. Un récit jugé dogmatique**

A l'annonce de l'arrêt de la Cour Internationale de Justice, l'archipel manifeste sa déception et assure qu'il respectera l'interdiction de continuer la chasse scientifique à la baleine en Antarctique. Le porte-parole du MOFA SHIKATA Noriyuki déclare que le

---

<sup>538</sup> Le Japon consomme 250 000 tonnes de viande de baleine en 1962, contre seulement 13 000 tonnes en 1985 – un an avant l'interdiction de la pêche commerciale. En 2014, la consommation annuelle du cétacé ne dépasse guère 40 grammes par personne, contre 2,3 kg avant le moratoire<sup>538</sup>.

<sup>539</sup> Ibid.

<sup>540</sup> *Le Monde.fr* avec AFP. Le Japon sommé d'arrêter la chasse à la baleine dans l'Antarctique », 31/03/2014. Disponible sur : [https://www.lemonde.fr/japon/article/2014/03/31/le-japon-somme-d-arrêter-la-chasse-a-la-baleine-dans-l-antarctique\\_4392902\\_1492975.html](https://www.lemonde.fr/japon/article/2014/03/31/le-japon-somme-d-arrêter-la-chasse-a-la-baleine-dans-l-antarctique_4392902_1492975.html)

Japon « regrette » et qu'il « est profondément déçu » par cette décision, mais qu'il « s'y conformera »<sup>541</sup>. Les gouvernements anti-chasse, à commencer par l'Australie et la Nouvelle-Zélande, de même que les associations environnementales, telles que SEA SHEPHERD, se réjouissent immédiatement de cette victoire pour la préservation des cétacés. Paul WATSON déclare que « si les Japonais ne recommencent pas, alors nous serons en mesure de concentrer nos efforts contre la chasse à la baleine pratiquée par les Norvégiens et les Islandais dans l'Atlantique »<sup>542</sup>. Selon les juristes, la rapidité avec laquelle l'affaire a été bouclée, en à peine quatre ans, est le signe d'une détermination réelle de la CIJ à faire appliquer les traités<sup>543</sup>, car plusieurs tentatives de pression et de conciliation avaient déjà eu lieu en vain au sein de la Commission baleinière, où siègent 88 pays. Pourtant, malgré son engagement à cesser son activité, le Japon reprend la chasse baleinière en 2016 pour des raisons scientifiques, aussi bien dans le Pacifique que dans l'Antarctique, après une brève suspension en 2014-2015. Cette même année, le Japon aurait chassé 486 baleines Minke, une espèce protégée<sup>544</sup>. La décision de Tokyo surprend de la part d'un pays dont le chef de gouvernement, ABE Shinzō, prône activement le respect du droit international. Elle conduit naturellement à une recrudescence des tensions sur la scène internationale, notamment avec les associations écologistes et Paul WATSON, et la hausse des tensions contribue à créer un environnement particulièrement défavorable à la venue des militants environnementaux au Japon. Le défenseur de la cause des dauphins

---

<sup>541</sup> PONS Philippe, VALO Martine. La justice internationale ordonne au Japon de stopper la chasse à la baleine dans l'Antarctique. *Le Monde*, 1/04 2014.

<sup>542</sup> Ibid.

<sup>543</sup> Ibid.

<sup>544</sup> BRETEAU Pierre. Malgré des mesures strictes et une demande faible, la chasse à la baleine perdure. *Le monde*, 22/08/2018.

Ric O'BARRY<sup>545</sup>, star du documentaire oscarisé *The Cove*, et considéré comme un proche de Paul WATSON, subit chaque année des pressions de la part des autorités japonaises lors de ses déplacements dans la ville de Taiji. Il est arrêté soudainement à l'aéroport de Narita en janvier 2016 avec l'ordre de quitter le territoire japonais pour le motif qu'il serait entré avec un visa de touriste pour participer à une campagne contre la pêche aux dauphins. Face à son refus d'obtempérer, cet homme de 76 ans est placé en détention dans un état de santé fragile, ce qui émeut fortement la communauté internationale. Alors que son fils dénonce de fausses allégations pour masquer une tentative de Tokyo de nuire au travail de son père, l'affaire fait la une de nombreux médias internationaux, et conduit à la multiplication des pétitions en faveur de la libération du défenseur des dauphins, qui est finalement libéré au bout de 19 jours. Cet incident marque le durcissement des autorités japonaises à l'encontre des militants écologistes.

Dans ce contexte, les opérations de harcèlement de baleiniers japonais se poursuivent sans relâche. Lors de la visite d'Etat du Premier ministre ABE en Australie, l'association SEA SHEPHERD organise une opération particulièrement musclée le 15 janvier 2017. Depuis leur hélicoptère, les militants prennent une photo de la capture d'une baleine Minke tout juste pêchée dans ce qu'ils estiment être les eaux australiennes de l'Antarctique. L'ONG dispose désormais de moyens renforcés pour traquer les baleiniers japonais. Outre un hélicoptère, elle possède deux bateaux, dont un nouveau grand modèle, *Ocean warrior*, le premier bateau jamais construit par l'ONG, qui dispose d'une flotte totale de huit unités. Avec son pavillon à tête de mort, trident et houlette de berger hissé haut, ce

---

<sup>545</sup> Ric O'BARRY s'est fait connaître dans les années 1960 en tant que dresseur pour la série télévisée *Flipper* afin de consacrer sa vie professionnelle à la préservation des dauphins.

bâtiment en aluminium filiforme, long de 54 mètres, évoque les navires de guerre<sup>546</sup>. *Ocean warrior* permet à l'équipe de SEA SHEPHERD d'aller plus vite que les baleiniers pour les poursuivre et les empêcher de pêcher, alors que l'association était facilement distancée jusqu'en 2016. À la suite de l'opération de harcèlement, le sujet de la chasse baleinière n'est pas abordé officiellement par le chef du gouvernement australien Malcom TURNBULL. Toutefois, il est dénoncé par le ministre de l'environnement, Josh FRYDENBERG, qui publie un communiqué dans lequel il se dit « *profondément déçu* » que le Japon décide de retourner chasser dans l'océan Austral, et rappelle que « *l'Australie s'oppose à la pêche à la baleine commerciale ou prétendue scientifique* »<sup>547</sup>. À la suite de cette nouvelle montée des tensions, à la fois en mer et sur le plan diplomatique, le Japon annonce son intention d'autoriser à nouveau la relance de la chasse commerciale dans ses eaux territoriales en décembre 2018, après 33 ans d'interruption. Tout en rappelant « *le rôle essentiel des baleines pour l'état des océans et des écosystèmes marins* », les associations environnementales considèrent que « *cette initiative est rétrograde et obtuse avec une intention provocatrice et quasi-nationaliste* »<sup>548</sup>. Avec cette annonce du retrait de la Commission Baleinière Internationale, les autorités japonaises font preuve d'un blocage qui révèle une absence de volonté de conciliation et une indifférence surprenante à l'égard du respect des règles internationales.

Le sommet du G20 organisé à Osaka en 2019 met en évidence l'existence d'un blocage. Le Japon place le sommet sous le signe de la lutte contre le rejet des déchets

---

<sup>546</sup> Le navire a été construit sur le modèle des ravitailleurs de plates-formes pétrolières pour 8,3 millions d'euros grâce à un financement de loterie nationale néerlandaise qui reverse une partie de ses recettes à des associations de protection de l'environnement.

<sup>547</sup> TAIX Caroline. Le Japon poursuit sa pêche à la baleine dans l'Antarctique. *Le Monde*, 18/01/2017.

<sup>548</sup> MESMER Philippe. Le Japon reprend la chasse commerciale à la baleine. *Le Monde*, 30/06/2019.

plastiques et des micro plastiques, notamment en milieu marin. Dans la déclaration finale, les participants reconnaissent l'urgence de « *traiter des problèmes et des défis globaux complexes* » concernant l'environnement, notamment la « *perte de la biodiversité* »<sup>549</sup>. Un paragraphe de la déclaration évoque même la pêche illicite qui « *fait toujours peser une menace importante sur la durabilité des océans dans de nombreuses parties du monde* ». Le texte reconnaît par ailleurs l'importance « *de lutter contre ce phénomène pour garantir une utilisation durable des ressources marines et préserver l'environnement marin, notamment la diversité biologique* », et réaffirme « *l'engagement à y mettre fin* »<sup>550</sup>. En dépit de ces engagements, Tokyo officialise son retrait de la CBI deux jours seulement après la clôture du sommet du G20, et annonce immédiatement de nouveaux quotas de pêche à la baleine. Selon les observateurs, le gouvernement japonais choisit d'annoncer ses nouveaux quotas après le G20 pour éviter les critiques pendant la rencontre<sup>551</sup>. Les autorités japonaises ne cherchent pas à établir des relations avec la société civile et les médias afin d'atténuer les différences de point de vue. Face à l'ampleur de la crise et à la dégradation de son image sur la scène internationale, le Japon présente le visage d'un pays inflexible et fermé au dialogue. A l'Ambassade du Japon en France, les mails de contestation et les appels téléphoniques sont simplement comptabilisés et transmis au siège<sup>552</sup>.

Malgré les condamnations judiciaires, et en dépit de la pression de la communauté internationale, pourquoi le Japon décide de reprendre la pêche commerciale à la baleine ?

---

<sup>549</sup> Sommet du G20 d'Osaka. Déclaration des chefs d'Etat et de gouvernements.

Disponible sur : [https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/19-2160final\\_g20\\_osaka\\_leaders\\_declaration\\_fr\\_cle419f81.pdf](https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/19-2160final_g20_osaka_leaders_declaration_fr_cle419f81.pdf)

<sup>550</sup> Ibid.

<sup>551</sup> MESMER Philippe. Le Japon reprend la chasse commerciale à la baleine. *Le Monde*, 30/06/2019.

<sup>552</sup> Ces recommandations sont consignées dans un document interne au service Communication.

L'inflexibilité des autorités japonaises n'est pas exempte de considérations économiques et politiques sur le plan domestique. Les enjeux de politique intérieure viennent fausser les débats sur le sujet dans l'archipel. Les dirigeants nippons contestent les risques pesant sur les populations de cétacés et garde le silence sur le coût de l'activité. En réalité, les profits issus de la chasse à la baleine sont très importants et l'arrêt de cette activité reviendrait à supprimer un pan entier de l'administration japonaise. L'Agence de la Pêche dépend du ministère de l'Agriculture et de subventions importantes qui s'élèveraient chaque année à 5 milliards de yens (près de 36 millions d'euros)<sup>553</sup>. Dans un communiqué, l'association GREENPEACE estime que ces subventions importantes sont la principale raison de la poursuite de l'activité : « *Les seuls bénéficiaires du programme de chasse à la baleine sont une poignée de bureaucrates qui abusent de l'argent public pour poursuivre un programme de recherche inutile, sans compter les stocks de viande de baleine invendue dans des chambres froides* »<sup>554</sup>. Le secteur de l'agriculture, et plus particulièrement le milieu de la pêche, exerce traditionnellement un poids important dans la politique intérieure japonaise. Les lobbies agricoles sont puissants et conservateurs, et les dirigeants sont contraints de prendre en compte leurs griefs dans les orientations. Puis, les intérêts de la politique intérieure pèsent fortement sur les décisions du gouvernement car les fiefs électoraux des responsables politiques les plus influents sont des hauts lieux de la chasse baleinière<sup>555</sup>. Ainsi, le Premier ministre ABE Shinzō, qui soutient la reprise de l'activité à des fins mercantiles, est un élu de la préfecture de Yamaguchi, où se situe le grand port

---

<sup>553</sup> MESMER Philippe. Chasser la baleine, une fierté japonaise. *Le Monde*, le 10/06/2014.

<sup>554</sup> GREENPEACE. Communiqué de presse, 14/12/2007.

Disponible sur : <https://www.GREENPEACE.fr/le-japon-est-il-en-train-de-construire-secretement-un-nouveau-bateau-pour-chasser-les-baleines/> (consulté en février 2022)

<sup>555</sup> *Le Monde* (vidéo). 26/12/2018.

Disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=fa4URVHXF18> (consulté en février 2022)

baleinier de Shimonoseki. De même, le secrétaire général du PLD NIKAI Toshihirō, qui est en poste lors de l'annonce de la reprise de la chasse baleinière, est un élu du département de Wakayama où se déroule chaque année la pêche controversée des dauphins dans le port Taiji. La frange nationaliste des dirigeants politiques considère que l'arrêt de la Cour Internationale de Justice de 2014 représente un diktat de la communauté internationale face à la volonté du Japon de préserver ses pratiques culturelles. Cet argument est largement repris par les dirigeants politiques et le Premier ministre ABE. En juin 2014, le gouvernement lance même une « Semaine de la baleine » visant à promouvoir auprès de la population japonaise la chasse à la baleine et la consommation de la viande de baleine comme faisant partie intégrante de la culture japonaise. A cette occasion, le ministre de l'Agriculture et des Pêches HAYASHI Yoshimasa rappelle que cette activité « *n'enfreint aucune loi nationale ou internationale* »<sup>556</sup>. Ce discours obtient un écho favorable au sein de la population japonaise sur fonds de relents nationalistes. Selon un sondage du quotidien *Asahi* en 2014, les Japonais soutiennent dans leur grande majorité la reprise de la chasse à la baleine, alors que seuls 14 % avouent consommer de la viande de baleine<sup>557</sup>. Pour la population comme pour le gouvernement, il s'agit d'une question qui touche à la préservation d'une pratique culturelle ancestrale qui serait mise à mal par une opinion publique internationale méprisante la tradition japonaise. Même les défenseurs des baleines ne comprennent pas pourquoi le reste du monde conteste ainsi une tradition séculaire de certains ports et une consommation bien ancrée de la chair de baleine qui n'a pas été contestée pendant des décennies, et le sujet prend un tour émotionnel. Ils estiment injuste la remise en cause soudaine de cette pratique culturelle, alors que l'Occident a un

---

<sup>556</sup> MESMER Philippe. Chasser la baleine, une fierté japonaise. *Le Monde*, le 10/06/2014.

<sup>557</sup> Ibid.

temps décimé les mers en ne prenant des baleines que leur huile, et que les Japonais en font un élément de leur nourriture.

#### **4. Le blocage des autorités japonaises**

Nous pouvons observer l'existence d'un fort conservatisme dans l'approche de la communication du Japon sur la question de la chasse à la baleine et aux cétacés. Nous pouvons identifier les trois aspects conservateurs du modèle japonais que nous avons évoqué dans notre deuxième partie.

Tout d'abord, les acteurs n'accordent pas d'importance à la contextualisation. Malgré la hausse de la mobilisation, les dirigeants ne manifestent pas d'intérêt pour la diversité des contextes et des publics dans la diffusion des messages. Ainsi, ils n'expriment pas d'empathie à l'égard de la préservation des écosystèmes marins et du droit des animaux. L'argumentation repose uniquement sur la légalité de la chasse scientifique à la baleine et le respect de la biodiversité grâce à la mise en place d'un système de quotas. L'approche de la communication s'appuie sur des éléments statistiques et factuels, sans soutien explicite à la cause des baleines et des cétacés, ni d'expression de solidarité vis-à-vis de l'activité des associations, ce qui conduit à présenter le Japon comme un Etat insensible à la cause écologiste. Les défenseurs de l'environnement avancent par ailleurs que la protection des cétacés n'est pas placée sous l'autorité du ministère de l'Environnement au Japon, comme c'est le cas en France par exemple, mais sous celle de l'Agence de la Pêche, pour dénoncer la faible prise de conscience des dirigeants nippons de l'urgence de préserver ces espèces animales. L'étude de perception du 07 novembre 2019 réalisée par l'agence de communication de l'Ambassade du Japon en France souligne que

l'absence de considération de Tokyo envers les critiques internationales a pu choquer certains Français qui ont perçu la poursuite de la chasse à la baleine comme totalement gratuite et pas réellement utilitaire<sup>558</sup>. Ainsi, les dirigeants nippons semblent sous-estimer l'intérêt du public pour le sujet et croire que l'argument du « caractère scientifique » les exempte de prendre en compte les considérations éthiques. Un décalage apparaît entre la perception des dirigeants et l'ampleur de la mobilisation à l'étranger. Au lendemain de l'arrêt de la CJI condamnant le Japon, le quotidien *Asahi Shimbun* constate que « la chasse à la baleine a essuyé une défaite totale et inattendue (...) le regard du monde sur la pêche dite scientifique était plus sévère que les Japonais ne le pensaient »<sup>559</sup>.

Puis, les élites dirigeantes sont réticentes à l'ouverture du dialogue avec le public. Malgré la condamnation du Japon par la justice internationale, les acteurs demeurent sur la défensive et adoptent des réflexes nationalistes visant à soutenir une tradition culturelle ancestrale. Le débat d'idée est inexistant avec les associations environnementales car le gouvernement croit que les désaccords ne permettront pas d'apaiser les tensions. Les acteurs privilégient l'évitement du risque à une médiation des différences en appui sur l'écoute et le dialogue. Le refus de la contradiction conduit à une hausse des crispations et une mobilisation renforcée de la société civile internationale. Tel un cercle vicieux, les associations environnementales conduisent des actions de plus en plus agressives en mer pour empêcher les baleiniers japonais de poursuivre leurs activités, ce qui rend encore plus inflexible la position de Tokyo. Si tout Etat est souverain sur son territoire, et que l'on peut comprendre la désapprobation de Tokyo vis-à-vis des méthodes musclées de

---

<sup>558</sup> *Etude de perception, 2019*. Document interne à disposition de l'auteur, 07/11/2019, 138 p. Etude réalisée auprès de 24 représentants des milieux influents sur l'image du Japon en France.

<sup>559</sup> Ibid.

certaines ONG, la manifestation d'une forte opposition à l'encontre des militants écologistes ne véhicule pas l'image d'un Etat sensible à la préservation de l'environnement et à la liberté d'expression des citoyens. De nombreux observateurs, tels que Nancy SNOW, estiment que l'attitude de Tokyo est contreproductive puisque le public en vient à émettre des doutes sur le caractère scientifique de la chasse à la baleine en raison de la tradition de consommation de la viande de baleine au Japon<sup>560</sup>. La hausse des pressions sur les militants environnementaux contribue par ailleurs à susciter la sympathie du public international et à encourager la désapprobation vis-à-vis des méthodes de Tokyo<sup>561</sup>. Nancy SNOW note enfin que le ministère japonais de la Justice émet un mandat d'expulsion à l'encontre de Ric O'BARRY le jour où le magazine *The Economist* publie un classement des démocraties dans le monde dans lequel le rang du Japon chute suite au vote de la Loi sur les secrets de l'Etat qui a conduit les autorités japonaises à écarter les voix qui s'opposent aux positions officielles<sup>562</sup>. Face à la mobilisation internationale, les dirigeants nippons présentent au monde l'image d'un Etat qui privilégie une approche dogmatique, voire autoritaire, de la communication. Quitte à dégrader l'image du pays sur la scène internationale, les dirigeants nippons font fi des considérations éthiques et des condamnations judiciaires, et considèrent que la préservation de cette pratique culturelle est un enjeu de fierté nationale. Leur blocage révèle une incapacité à adapter leur approche de la communication à une situation complexe qui mêle des considérations politiques et économiques sur le plan intérieur, et la réputation du pays sur le plan international.

---

<sup>560</sup> Entretien réalisé au domicile de Nancy SNOW, Tokyo, le 25/08/2018.

<sup>561</sup> SNOW Nancy, *Japan Information War*. CreateSpace Independent Publications. 2016, p.149.

<sup>562</sup> Democracy Index 2015. *Democracy in an Age of Anxiety*, 21/01/ 2015.

Disponible sur : [https://www.eiu.com/public/topical\\_report.aspx?campaignid=DemocracyIndex2015](https://www.eiu.com/public/topical_report.aspx?campaignid=DemocracyIndex2015)

Enfin, les dirigeants nippons n'accordent pas de place à la participation citoyennes, notamment aux associations, aux entreprises et aux citoyens qui se mobilisent pour (ou contre) la défense des écosystèmes marins dans l'archipel. L'absence de représentativité de la société civile nipponne laisse penser à tort qu'il n'existe pas de défenseurs de la cause des baleines au Japon. Le raidissement des autorités contribue à créer un climat de tension entre la société civile internationale et les citoyens nippons, et conduit à percevoir la population japonaise comme fermée au dialogue, alors qu'il aurait été préférable d'engager un dialogue constructif pour réduire les différences de points de vue. Ce climat de tension est palpable lors de la pêche aux dauphins en septembre de chaque année. La ville de Taiji connaît un renforcement de la présence policière car des tensions récurrentes surviennent entre les militants écologistes et les habitants qui s'estiment injustement traités pour leur soutien à une tradition ancestrale japonaise. En définitive, le discours des autorités se confond avec celui de la société civile et le Japon apparaît aux yeux du public comme porteur d'une seule voix sur le contentieux.

En définitive, cette étude de cas montre que ni les grands sommets internationaux, ni l'émergence de doutes sur la viabilité économique de la poursuite de l'activité baleinière, n'ont eu raison de l'inflexibilité du Japon sur un sujet lié à ses traditions culturelles. Tout comme le sujet des enlèvements binationaux d'enfants par un parent japonais, le dossier de la chasse baleinière japonaise met en évidence l'existence d'une farouche résistance des acteurs au changement en refusant d'adapter les traditions japonaises au contexte international.



## CONCLUSION

---

Au terme de cette étude, nous pouvons observer que la diplomatie publique du Japon est beaucoup plus active depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle. L'archipel s'est doté de moyens renforcés pour se façonner l'image d'une nation moderne, dynamique et culturellement attractive sur la scène internationale. Sous l'impulsion du Premier ministre ABE, le gouvernement a déployé de nombreuses actions de communication visant à promouvoir la culture populaire japonaise, le multilatéralisme, et la préservation des valeurs libérales. En outre, la réputation du Japon a évolué favorablement puisque le pays figure désormais dans le classement annuel des nations les plus influentes *Soft Power 30*<sup>563</sup>. Autrefois doté de l'aura d'un pays exotique et lointain, il s'est en quelque sorte « normalisé » et fondu dans le paysage. L'accélération de la globalisation et l'intérêt accru des puissances mondiales pour le dynamisme et les enjeux stratégiques de la région Asie-Pacifique ont contribué à créer un sentiment de proximité avec l'archipel, qui apparaît aujourd'hui conforté dans son statut de partenaire de confiance pour les démocraties occidentales face à une Chine conquérante aux ambitions révisionnistes.

En dépit de cette dynamique, l'élite dirigeante fait face à des difficultés persistantes pour communiquer avec le public. Les acteurs présentent des lacunes en communication dans trois domaines essentiels de la « nouvelle diplomatie publique » : la contextualisation, l'ouverture au dialogue sur les sujets difficiles, et la participation citoyenne. En effet, l'approche de la communication repose sur la diffusion des informations

---

<sup>563</sup> Disponible sur : <https://softpower30.com/country/japan/>

officielles et la promotion de la culture japonaise selon une approche uniformisée et polie. En portant principalement sur les actions du Premier ministre et celles des membres du gouvernement, elle ne représente guère la diversité des opinions au sein de la société japonaise. En outre, elle s'appuie sur une quête quasi-obsessionnelle du consensus et de l'harmonie, voire une fusion avec le public, qui ne laisse pas de place à la contradiction. Lorsque les acteurs doivent aborder les sujets difficiles, ils peinent à défendre efficacement leurs positions. L'attractivité culturelle et le respect des règles internationales sont jugés comme des conditions suffisantes pour convaincre le public. De ce fait, nous pouvons observer une infiltration du Japon par sa culture plutôt qu'une véritable victoire d'influence. Dans cette dernière partie, nous souhaiterions valider notre hypothèse : le conservatisme politique et social freine l'émergence de nouvelles logiques dans la diplomatie publique japonaise.

## **I. L'ambivalence du Japon**

### **1. Les enseignements tirés de nos études de cas**

Nos trois études de cas mettent en évidence le poids du conservatisme dans le traitement des sujets difficiles. Ce conservatisme crée une ambivalence du Japon sur la scène internationale. En effet, Tokyo tient un double-discours auprès du public à l'étranger. D'une part, il soutient activement le dialogue et la préservation des valeurs universelles au sein des enceintes multilatérales. Le Japon se présente comme un Etat moderne et ouvert qui respecte les règles internationales. D'autre part, il est réticent à s'ouvrir au

dialogue sur les sujets difficiles avec les médias, la société civile et le grand public. Le Japon déploie peu d'efforts pour atténuer les tensions sur les sujets difficiles, voire refuse la contradiction. Les dirigeants japonais semblent convaincus que la légitimité acquise par la souscription aux normes internationales leur permet de se soustraire à la mise en place d'un dialogue constructif. Nos études de cas nous enseignent que cette approche ne permet pas de répondre efficacement aux nouvelles exigences de la communication.

L'ambivalence du Japon apparaît clairement sur la question des enlèvements d'enfants binationaux. Nous pouvons observer que Tokyo joue de la valorisation de la signature de la Convention de la Haye pour éviter d'ouvrir la voie à une discussion qui permettrait une modification du système judiciaire nippon. Cette approche peut laisser croire que le Japon souhaite asseoir sa légitimité internationale sans prendre la peine de considérer les griefs des parents étrangers délaissés. De même, sur la question de la chasse à la baleine, Tokyo met en avant la souscription aux traités internationaux et ignore les critiques concernant l'exploitation de failles dans les textes en vigueur pour pratiquer la chasse scientifique. Le Japon va même déployer des efforts pour lutter contre l'activisme du militant écologiste Paul WATSON en demandant à l'ONU de publier un communiqué pour dénoncer des déclarations qu'il a exprimées à l'encontre du Japon lors d'un événement organisé au siège des Nations Unies<sup>564</sup>. Enfin, cette logique est visible dans le traitement de la question des femmes de réconfort, d'autant plus que le Japon développe sur ce sujet une campagne de relations publiques auprès d'un public averti. Tokyo met en

---

<sup>564</sup> Les autorités japonaises vont intervenir auprès des instances onusiennes pour éviter que les propos de Paul WATSON, exprimés lors d'un événement avec la société civile le 24 juillet 2015 au siège de l'ONU à New York, ne viennent brouiller les positions officielles de l'institution. La requête a été acceptée et a donné lieu à une déclaration des Nations-Unies.

Disponible sur : [https://www.mofa.go.jp/ecm/fsh/page22e\\_000737.html](https://www.mofa.go.jp/ecm/fsh/page22e_000737.html)

avant le respect des règles internationales et les efforts réalisés par le Japon jusqu'à présent en appui sur les faits (discours, excuses) pour asseoir sa crédibilité sans pour autant accepter la critique et le débat d'idées. Son approche est jugée dogmatique, voire autoritaire, par les médias et le milieu académique, et peut laisser croire que Tokyo ne respecte pas la liberté d'expression.

L'ambivalence du Japon conduit à penser que l'archipel souhaite valoriser son statut de puissance démocratique sur la scène internationale sans prendre le risque de développer des échanges ouverts avec les populations à l'étranger et s'exposer à la critique du public. La promotion active des valeurs fondamentales et de la démocratie servirait à combler la faiblesse du *hard power* de l'archipel face aux ambitions conquérantes et révisionnistes de la Chine. Tokyo déploierait une diplomatie publique que l'on pourrait qualifier « de substitution » visant à mettre en place une stratégie de différenciation avec le régime autoritaire chinois et alerter sur les actions agressives de Pékin qui menacent sa sécurité et sa prospérité. Dans son ouvrage consacré à l'aide au développement japonaise comme outil de *soft power*, la chercheuse ICHIKAWA Maiko rejoint cette analyse. Elle estime que la promotion active de la démocratie par le Japon constitue avant tout un acte de langage (*performative speech act*)<sup>565</sup> visant à inscrire le pays dans le bloc des démocraties face à la Chine, et non pas une volonté de soutenir plus activement la démocratie à travers l'aide au développement japonaise. Ainsi, les programmes d'assistance continueraient de reposer sur une vision globale du développement économique et social des États sans proposer de mesures spécifiques en soutien à la démocratie, telles que le

---

<sup>565</sup> ICHIKAWA Maiko. *Japan's International Democracy Assistance as Soft power: A Neoclassical Realist Analysis*. New York and London: Routledge, 2017.

développement de médias indépendants, la création de syndicats et la formation de partis d'opposition.

## **2. L'esquisse d'une modélisation**

Sur la base de ces enseignements, nous pensons que nous pouvons esquisser une modélisation. Il apparaît que le poids du conservatisme dans la diplomatie publique japonaise génère une ambivalence du Japon sur d'autres sujets difficiles, tels que le droit des femmes et de la communauté LGBTQ+, le système judiciaire, la politique d'ouverture des frontières du pays aux étrangers, l'accident de Fukushima, et la question mémorielle.

### **2.1. La promotion des droits des femmes et des personnes LGBTQ+**

L'ambivalence du Japon existe sur la question des droits des femmes et de la communauté LGBTQ+. La diplomatie japonaise a déployé de nombreuses initiatives en faveur de la promotion de l'activité des femmes, telles que les *Womenomics*, la conférence internationale WAW !<sup>566</sup>, et la nomination de femmes japonaises à des postes clés. Toutefois, ces initiatives peuvent laisser penser à des effets d'annonce tant le contraste est important avec le mauvais rang du Japon dans les classements internationaux sur l'égalité hommes-femmes, un rang qui chute d'années en années depuis le milieu des années 2000, ainsi que les déclarations rétrogrades et sexistes de hauts dirigeants politiques. OGAWA Tadashi, Professeur à l'université pour filles Atomi<sup>567</sup> estime que « *la politique du*

---

<sup>566</sup> *Etude de perception 2019*. Document interne à disposition de l'auteur, 7/11/2019, 138p.

<sup>567</sup> Université pour filles située à Tokyo.

*gouvernement est insuffisante et la population peine à faire évoluer d'elle-même la situation* »<sup>568</sup>. Il croit que les autorités japonaises devraient encourager « *la formation des femmes à des postes à responsabilité et la présence de professeurs femmes à l'université, ce qui serait profitable à l'image du pays, car l'inégalité hommes-femmes nuit au soft power du Japon* ». En 2023, le classement du Forum Economique Mondial<sup>569</sup> est venu faire une contre-publicité embarrassante lors du sommet du G7 à Hiroshima<sup>570</sup>. Dans ce classement publié à seulement trois jours du Sommet sur l'égalité des sexes de juin 2023, le Japon occupe le 125<sup>ème</sup> rang sur 146 pays, soit 46 rangs plus bas qu'en 2006<sup>571</sup>. Il représente le dernier pays d'Asie au 19<sup>ème</sup> rang, et figure 46 rang plus bas que l'Italie, l'avant-dernier pays du G7<sup>572</sup>. Alors que le Japon déploie des efforts importants pour apparaître comme un bon élève du G7, il présente des performances très médiocres en matière de promotion des droits des femmes. Les dirigeants politique continuent par ailleurs d'empêcher les femmes d'accéder sur le trône de l'Empereur, malgré une pénurie d'héritiers masculins et une opinion largement favorable. Il existe ainsi un contraste important entre le positionnement du Japon au sein des enceintes internationales et les avancées réelles sur le dossier. Il en est de même pour les droits de la communauté LGBTQ+, puisque le Japon est le seul pays du G7 à ne prévoir aucune reconnaissance légale des couples de même sexe, ni aucun arsenal législatif contre les discriminations des minorités sexuelles.

---

<sup>568</sup> Entretien réalisé à l'International House of Japan, Tokyo, le 29/08/2018.

<sup>569</sup> World Policy Forum. *Global Gender Gap* 2006 et 2023.

Disponible sur :

[https://www3.weforum.org/docs/WEF\\_GenderGap\\_Report\\_2006.pdf](https://www3.weforum.org/docs/WEF_GenderGap_Report_2006.pdf) <https://www.weforum.org/reports/global-gender-gap-report-2023/in-full/benchmarking-gender-gaps-2023>

<sup>570</sup> Voir ARNAUD Régis. Egalité hommes-femmes : le Japon classé 125<sup>e</sup> sur 146 pays. *Le Figaro*, 22/06/2023.

<sup>571</sup> Le Japon occupait le 79<sup>ème</sup> rang sur 115 pays en 2006.

<sup>572</sup> Le Japon occupe même la 138<sup>ème</sup> place dans la catégorie « rôle en politique », à 8 places de l'Afghanistan.

## 2.2. Le système judiciaire

L'ambivalence du Japon existe également sur le système judiciaire, notamment la question de la peine de mort<sup>573</sup> et les conditions de détention. Tokyo réagit peu aux critiques émises par la communauté internationale sur le système judiciaire nippon. Malgré un discours en faveur de la promotion des droits humains dans le monde, le Japon fait la sourde oreille sur la question de la peine capitale<sup>574</sup>. Dans l'archipel, les prisonniers peuvent rester enfermés des décennies sans connaître la date de leur exécution, tel HAKAMADA Iwao, un cas devenu tristement célèbre pour être resté 48 années dans les couloirs de la mort, et dont le procès connaît de fréquentes révisions<sup>575</sup>. Tokyo mène également la politique du droit d'asile la plus stricte des pays membres du G7, avec très peu de dossiers acceptés chaque année. Enfin, l'affaire Carlos GHOSN a mis en lumière les tensions existantes sur le fonctionnement du système judiciaire nippon. Face à l'ampleur de la polémique, le ministère de la Justice, peu habitué à s'adresser au public étranger, a publié un communiqué très tardivement, soit 11 jours après la fuite de l'homme d'affaire, ce qui a créé un vide et semé le doute sur les intentions du Japon.

## 2.3. La politique d'ouverture des frontières

---

<sup>573</sup> Le Japon demeure le dernier pays du G7 à appliquer la peine capitale si on prend en compte les États américains qui sont devenus abolitionnistes ces dernières années.

<sup>574</sup> La communauté internationale s'émeut de la longue durée de détention des prisonniers condamnés à la peine capitale, qui sont informés seulement le jour même de leur exécution après parfois des décennies derrière les barreaux. Le cas le plus médiatisé est celui de

<sup>575</sup> MESMER Philippe. Iwao Hakamada, symbole des excès de la justice japonaise. *Le Monde*, 20/07/2023.

De même, l'ambivalence du Japon existe sur la question de l'ouverture des frontières du pays aux ressortissants étrangers. Récemment, la pandémie Covid-19 a mis en exergue le manque de réciprocité de l'archipel avec les pays du G7. Tokyo a tout d'abord appliqué un traitement différencié entre les ressortissants étrangers et les ressortissants japonais pendant la crise. Au début de la pandémie, les mesures appliquées aux ressortissants japonais lors du débarquement du navire *Diamond Princess* ont été jugées laxistes comparées à celles appliquées aux ressortissants des autres pays. Puis, la politique de fermeture des frontières aux ressortissants étrangers a été l'une des plus drastiques au monde. Des restrictions aussi sévères n'étaient pas appliquées aux citoyens japonais résidant dans l'espace Schengen en Europe ou aux Etats-Unis. Dans ce contexte, l'approche de la communication est restée factuelle afin d'éviter de s'exposer aux critiques du public et les autorités japonaises sont restées inflexibles face aux demandes d'assouplissement en provenance de la communauté internationale. En particulier, les dirigeants nippons ont manifesté peu d'intérêt envers de la situation préoccupante des milieux d'affaires et des ressortissants étrangers ayant établis des liens professionnels, personnels ou familiaux étroits au Japon. La fermeture drastique des frontières a ainsi marqué les esprits à l'étranger au point que certains observateurs l'ont qualifiée de « *neo-sakoku* » en référence à la fermeture du Japon au monde extérieur à l'époque Edo<sup>576</sup>.

#### **2.4. L'accident nucléaire de Fukushima**

---

<sup>576</sup> LEBLANC Claude. Avec la nouvelle vague, le Japon jouit du syndrome de fermeture. *L'Opinion*, 7/12/2021.

L'ambivalence du Japon est visible dans la gestion de l'accident nucléaire de Fukushima. En effet, Tokyo a redoublé d'efforts dans les principaux domaines de la diplomatie publique afin de rétablir la réputation d'un pays leader en matière de technologies sûres et fiables qui s'était fortement dégradée à la suite de la catastrophe. L'archipel a renforcé et développé la diffusion des informations auprès des médias internationaux et sur les réseaux sociaux afin de façonner l'image d'un Japon sûr, rassurant et porteur d'espoir pour l'avenir. Le gouvernement a par ailleurs encouragé la revitalisation des régions sinistrées à travers la promotion des produits locaux, l'organisation d'événements culturels et la multiplication des échanges de personnes. En réalité, la catastrophe de Fukushima n'a pas véritablement nui à l'image du pays. Le Japon a su préserver sa réputation de destination touristique attractive car le civisme et la solidarité du peuple japonais à la suite de la catastrophe ont été salués à travers le monde<sup>577</sup> et la diffusion des informations a contribué à créer un contexte favorable. Tous ces éléments ont permis au Japon de remporter la candidature pour les JO de Tokyo 2020 quelques années seulement après la catastrophe. Cela étant dit, la gestion immédiate de la crise a été très maladroite en termes de communication internationale. À la suite de l'accident nucléaire, les déclarations évasives et erronées de l'entreprise TEPCO, et les réponses tardives aux questions du public émanant des responsables de l'entreprise et du gouvernement japonais, ont présenté le visage d'un pays où les informations ne sont pas transparentes, ce qui a fortement ébranlé

---

<sup>577</sup> KANEKO Masafumi, KITANO Mitsuru (en japonais). *Paburikku Diplomashi senryaku* (パブリックデイプロマシー戦略 La stratégie de la diplomatie publique). PHP Interface, Tokyo, 2014, p.285.

Les deux auteurs citent une étude d'opinion réalisée par le MOFA entre février et mars 2012 dans 24 pays sur l'image du Japon après la catastrophe, qui indique que l'image du Japon ne s'est pas détériorée car le public a admiré les qualités de civisme, de solidarité et de courage de la population japonaise face à la catastrophe.

la confiance du public dans les élites dirigeantes, à la fois au Japon et à l'étranger<sup>578</sup>. Par ailleurs, les campagnes de relations publiques mises place pour lutter contre la circulation des fausses informations sur le Japon n'ont pas laissé de place au débat d'idées. L'approche de la communication a reposé sur la même logique que celle qui a été mise en place sur la question mémorielle, et elle a pu être jugée comme étant sur la défensive, voire autoritaire. Les autorités japonaises ont évité d'aborder certains sujets d'importance pour le public étranger, tels que les conséquences des radiations sur la santé et les problèmes rencontrés lors de la relocalisation des personnes déplacées des zones sinistrées, tout en demandant avec insistance la modification des publications jugées erronées dans les médias et le monde académique.

## **2.5. Les contentieux historiques**

Au-delà de la question des femmes de réconfort, l'ambivalence du Japon existe sur l'ensemble des contentieux historiques et des différends territoriaux avec les pays voisins. Tokyo a adopté une approche de la communication similaire, qui est à la fois réactive, défensive et dogmatique. Les contentieux sont nombreux : les manuels scolaires japonais jugés révisionnistes, les visites au sanctuaire Yasukuni, la question du travail forcé de ressortissants Coréens pendant l'occupation japonaise, l'utilisation du drapeau

---

<sup>578</sup> En 2013, les responsables de TEPCO avouent qu'ils ont attendu la fin des élections sénatoriales afin de ménager le parti au pouvoir avant de dévoiler que de l'eau radioactive s'écoulait dans l'océan Pacifique proche de la centrale de Fukushima. En 2016, ils avouent avoir évité pendant des semaines d'employer l'expression « fusion du cœur » de réacteur, alors que l'entreprise disposait des informations qui permettait de déterminer qu'un tel processus était en cours. La justice japonaise condamnera en 2022 plusieurs anciens responsables pour avoir failli à empêcher l'accident de la centrale nucléaire.

traditionnel japonais<sup>579</sup>, les différends territoriaux autour des îles Takeshima (Dokdo en Coréen) et Senkaku (Diaoyu en chinois), et la mer du Japon (mer de l'Est pour la Corée). Dans la bataille des récits avec la Corée, Tokyo souhaite encourager la diffusion unilatérale des messages afin de « rétablir les faits » et clame son respect des règles sans pour autant autoriser le débat d'idées avec le public à l'étranger. Sur-sollicités à la fois par les autorités japonaises et coréennes, les interlocuteurs sur le terrain ont préféré ne pas intervenir dans les différends entre les deux pays et l'approche s'est avérée contreproductive. Les quotidiens français *Le Monde* et *Le Figaro* ont jugé préférable d'adopter les deux appellations promues par le Japon et la Corée (île Takeshima/ Dokdo, mer du Japon/mer de l'Est), alors qu'ils utilisaient auparavant uniquement l'appellation japonaise. Le choix concomitant de thématiques contradictoires dans le récit de Tokyo avec, d'une part, la question des contentieux historiques qui rappelle le passé guerrier du Japon, et d'autre part, la promotion des valeurs universelles et du pacifisme, a conduit à créer une ambivalence sur la scène internationale.

### **3. La comparaison avec le modèle d'autres pays démocratiques**

L'ambivalence de Tokyo sur les sujets difficiles créé un effet pervers, celui de rendre distinct, voire d'isoler le Japon parmi les pays démocratiques. Afin d'illustrer notre propos, nous souhaiterions présenter le modèle d'autres puissances démocratiques qui partagent des défis communs avec le Japon : la France, l'Allemagne et la Corée du Sud.

---

<sup>579</sup> Il s'agit d'une variante du motif du disque solaire avec huit rayons s'éparpillant vers l'extérieur, qui est entre autres utilisé par les Forces maritimes d'autodéfense japonaises (*hachijō-Kyokujitsuki* 八条旭日旗).

Nous pouvons observer que leur approche de la communication est moins conservatrice. Les interactions avec le public à l'étranger sont plus nombreuses et plus variées afin de veiller à une bonne réception des messages. En effet, chacun des modèles revêt une dimension clé de la « nouvelle diplomatie publique » qui manque encore au modèle japonais : la culture du débat et l'ouverture au monde (France), le traitement de la question mémorielle et la participation citoyenne (Allemagne), et la maîtrise de la communication digitale (Corée du Sud).

## **2.1. Le Japon et la France**

### **a. Un défi commun : la conversion de l'attractivité culturelle en adhésion politique**

Le Japon et la France, en apparence profondément différents, possèdent des modèles de diplomatie publique relativement similaires. Grandes puissances économiques mondiales, elles occupent respectivement en 2022 les 3<sup>ème</sup> et 7<sup>ème</sup> rang mondiaux<sup>580</sup> en termes de PIB nominal selon la Banque Mondiale<sup>581</sup>. Leur image positive repose sur les atouts de leur culture, à la fois ancestrale et raffinée, la richesse de leur patrimoine historique et artistique, et leur gastronomie. Les deux pays ont développé un modèle qui repose principalement sur la promotion de la culture. L'émergence d'une nouvelle donne en matière de diplomatie publique leur fait prendre conscience de la nécessité de moderniser leur image sur la scène internationale et d'expliquer davantage leurs décisions au public étranger afin de préserver leur réputation et de développer leur influence sur les questions

---

<sup>580</sup> Le Japon a cédé le 3<sup>ème</sup> rang à l'Allemagne en 2024.

<sup>581</sup> Banque Mondiale. *Données sur les comptes nationaux de la Banque mondiale et fichiers de données sur les comptes nationaux de l'OCDE*, 2022.

Disponible sur : [PIB \(\\$ US courants\) | Data \(banquemoniale.org\)](#).

politiques. Autrement dit, les deux pays font face à l'enjeu de la conversion de leur attractivité culturelle en adhésion politique. Afin de renouveler leur image, Paris et Tokyo souhaitent se façonner l'image de puissances dynamiques qui sont capables de peser durablement sur l'avenir des sociétés.

Tout comme le Japon, la diplomatie publique française accuse un certain retard et peine à moderniser son modèle par rapport à celui d'autres puissances démocratiques libérales, telles que les pays anglo-saxons et l'Allemagne. En effet, les acteurs prennent conscience de la nécessité d'une réforme sans parvenir à définir une vision stratégique globale. Il n'existe toujours pas de division spécifique en charge de la supervision de la diplomatie d'influence (le Japon en possède une toutefois), et la maîtrise des réseaux sociaux n'est pas optimale, faute d'une stratégie de communication bien établie. Puis, le foisonnement des acteurs au sein du large réseau français rend difficile la cohérence d'ensemble des actions et l'optimisation des ressources dans un contexte de fortes économies budgétaires<sup>582</sup>. Enfin, la centralisation du modèle freine l'adoption de nouvelles pratiques en raison du rôle prépondérant du Président de la République qui peut nuire à l'efficacité des actions<sup>583</sup>. Ainsi, le Président Jacques CHIRAC a représenté l'unique voix de la France lors de la conduite des essais nucléaires français dans le Pacifique et l'opposition à la Guerre en Irak. De même, le président Emmanuel MACRON a effectué un certain nombre de déclarations et de gestes en faveur d'un dialogue renouvelé avec l'Algérie sur les questions mémorielles. Il a défini de nouvelles orientations en appui sur le rapport STORA afin de nouer une relation apaisée sur les contentieux. Le manque de consensus au sein de

---

<sup>582</sup> Voir les discours annuels du ministre des Affaires étrangères français qui rappelle chaque année ce défi.

<sup>583</sup> CHARILLON Frédéric. *Public Diplomacy à la française. Routledge Handbook of Public Diplomacy* / Ed. Nancy SNOW, Nicholas J CULL. 2<sup>ème</sup> édition. Londres et New York: Routledge, 2020, p.264-272.

l'élite dirigeante française sur le passé avec l'Algérie, à l'instar du Japon avec la Corée, a néanmoins conduit à la production de déclarations contraires à celles du Président qui ont été relayées par les médias. Après avoir donné des signes positifs, le repli soudain des autorités algériennes en 2023 a montré les limites de la personnalisation de l'exercice. A l'instar de la « présidentialisation » du régime politique japonais avec un rôle renforcé du Cabinet du Premier ministre qui assure une supervision étroite -voire exclusive- sur les questions historiques, la centralisation du modèle français autour des initiatives du Président de la République peut s'avérer contreproductive.

#### **b. La culture du débat et l'ouverture au monde**

Cela étant dit, le modèle français présente des aspects plus modernes que celui du Japon dans deux domaines essentiels : la culture du débat et l'ouverture internationale. Tout d'abord, l'éducation française forme davantage les acteurs à la culture du débat. Les compétences en communication et en relations publiques sont valorisées dans les cursus académiques, ce qui conduit les acteurs à être plus à l'aise pour s'exprimer dans le cadre des discussions à l'international. L'héritage de la philosophie des Lumières conduit à organiser davantage d'événements auprès du public dans le cadre d'échanges intellectuels et de débats pour la promotion du livre français, ainsi que des expositions artistiques, et des rencontres avec des spécialistes en lien avec l'actualité internationale. Depuis 2017, les diplomates suivent une formation sur les réseaux sociaux avant toute nomination pour un poste à l'étranger. La vision de la hiérarchie et de la responsabilité est par ailleurs plus souple. Les diplomates s'expriment davantage en public, notamment sur les réseaux sociaux, même si nous avons évoqués les limites posées par cet exercice. Du fait de la culture du débat, Nancy SNOW estime que « *ce ne sont pas les diplomates japonais que l'on*

va écouter, car d'une certaine manière, la passivité est toujours ancrée en eux, mais plutôt les diplomates français »<sup>584</sup>. ARIMA Yutaka, Directeur des ressources humaines au MOFA, considère également qu'il est difficile pour les diplomates japonais de « maîtriser la langue et la culture du débat propres à chaque pays »<sup>585</sup>. De même, YAMAGAMI Shingo, Directeur général de la division pour les Affaires économiques au MOFA, observe que les messages des Japonais, y compris au niveau des milieux intellectuels, sont peu transmis à l'étranger<sup>586</sup>. En outre, si les think tanks français et japonais en relations internationales figurent dans les classements internationaux, tels que ceux de l'université de Pennsylvanie<sup>587</sup>, l'indépendance des think tank français vis-à-vis du gouvernement est plus forte. L'Institut Français des Relations Internationales (IFRI), la Fondation pour la Recherche Stratégique (FRS) et l'Institut Français des Relations Internationales (IRIS), bénéficient d'un financement sans être placés sous la supervision directe du gouvernement comme leurs homologues nippons, tels que le Japan Institute of International Affairs (JIIA), le National Institute of Defense Studies (NIDS), et le National Graduate Institute for Policy Studies (GRIPS). Comme évoqué précédemment dans notre étude, les think tanks japonais reconnus à l'international dépendent directement du gouvernement<sup>588</sup> pour leur financement et leur statut. AI Kōichi, directeur du JIIA<sup>589</sup>, estime que cela constitue une limite à la liberté d'expression dans les publications et les recommandations. De ce fait, il existe peu de think tanks japonais indépendants qui sont connus à

---

<sup>584</sup> Entretien réalisé au domicile de Nancy SNOW, Tokyo le 25/08/2018.

<sup>585</sup> Entretien réalisé au siège du MOFA, Tokyo, le 24/08/2018.

<sup>586</sup> Entretien réalisé au siège du MOFA, Tokyo, le 29/08/2018.

<sup>587</sup> MCGANN James. Global Go to Think Tank Index 2020. *TTCSP global to Think Tanks Index Report*. 18. Université de Pennsylvanie, 28/01/2021. Disponible sur : [Reporthttps://www.bruegel.org/sites/default/files/wp-content/uploads/2021/03/2020-Global-Go-To-Think-Tank-Index-Report-Bruegel.pdf](https://www.bruegel.org/sites/default/files/wp-content/uploads/2021/03/2020-Global-Go-To-Think-Tank-Index-Report-Bruegel.pdf)

<sup>588</sup> Le JIIA fonctionne selon le modèle du CAPS en France.

<sup>589</sup> Entretien réalisé au siège du JIIA, Tokyo, le 27/08/2018.

l'étranger, et ce sont souvent des petites structures, telles que Asia Pacific Initiative et GENRON NPO.

Puis, les acteurs français possèdent une plus grande ouverture à l'international. En tant que pays occidental, la France est au cœur d'une civilisation qui domine le monde, et elle est moins isolée que le Japon. Intégrée dans l'Union européenne, membre actif de l'OTAN, elle partage une histoire et une langue commune avec ses anciennes colonies sur d'autres continents. Il lui est difficile d'exister en circuit fermé. Si son PIB est important, il représente toutefois la moitié de celui du Japon. Il est aussi plus facile pour un Français de fonctionner à l'international, car les grandes villes du monde ont été en partie façonnées par l'Occident. A l'inverse, comme le soulignent DUJARRIC et TAKENAKA, les Japonais ne sont pas préparés à travailler hors du pays car « *le Japon dispose d'un marché suffisamment important pour que les acteurs économiques acceptent les normes, non seulement techniques, mais aussi sociétales et administratives du pays (ce que les Japonais nomment le Syndrome Galapagos né d'un écosystème spécifique)* »<sup>590</sup>. En France, l'internationalisation et la modernisation de l'enseignement et des entreprises françaises a été rapide grâce à l'intégration européenne. NAITŌ Yasuo souligne que « *le Japon ne possède pas la même proximité avec les pays voisins que la France en termes d'échanges et de débats d'idées* ». Il estime que « *le Japon reste un pays insulaire dans la région asiatique, et que malgré une tendance à la hausse des échanges avec l'Asie, ceux-ci ne sont pas profonds* ». Il déplore que « *l'engagement du gouvernement reste insuffisant en la matière* » et que « *les dirigeants ne savent pas comment s'y prendre car ils n'ont pas personnellement fait l'expérience de ces échanges* », et considère que « *c'est une question*

---

<sup>590</sup> DUJARRIC Robert, TAKENAKA Ayumi. Le paradoxe japonais : puissance économique mondiale, réclusion sociétale. *Le Japon dans le monde* /Ed. par Guibourg DELAMOTTE. Paris : CNRS Editions. Ch.9. 2019, p.69.

*d'éducation qui prendra des décennies pour évoluer* »<sup>591</sup>. Prenant l'exemple de la réforme de Sciences Po opérée par le directeur Richard DESCOINGS, un jeune trentenaire qui est resté seize ans à la tête de cette institution française prestigieuse et qui a su imposer des changements révolutionnaires, DUJARRIC et TAKENAKA estiment que « *bien que la France ait -à tort- la réputation d'être irréformable, ses institutions peuvent se transformer bien plus rapidement que celle du Japon (...) (où) aucun président d'université n'aurait pu réaliser une telle opération* »<sup>592</sup>. La pénurie de professeurs et de chercheurs japonais hors du Japon contraste avec la France qui a su développer dans ce domaine la possibilité de faire des études hors de l'hexagone et d'occuper des postes à l'étranger. De même, le nombre d'étudiants japonais dans les universités américaines est en déclin, alors qu'il augmente pour la France et l'Allemagne<sup>593</sup>.

Enfin, les approches des opérateurs audiovisuels FRANCE 24 et NHK WORLD illustrent la prééminence française pour la culture du débat et l'ouverture à l'international. A la différence de FRANCE 24 qui traite de tous les sujets d'actualité, NHK WORLD évite le traitement des sujets difficiles qui prendraient la forme de débats d'idées entre experts japonais et internationaux. Malgré son indépendance financière, la proximité de NHK avec le pouvoir s'est par ailleurs avérée problématique sur les questions politiquement sensibles. La version internationale de la chaîne est gérée de la même manière que la version nationale avec une direction composée de 12 membres, tous nommés par le Premier ministre et avec l'accord des deux chambres de la Diète. Sans intervenir directement dans les décisions concernant la grille des programmes, la haute-administration peut influencer les membres de la direction, dont le mandat est renouvelable tous les trois ans.

---

<sup>591</sup> Entretien réalisé au siège du journal *Sankei Shimbun*, Tokyo, le 30/08/2018.

<sup>592</sup> Ibid.

<sup>593</sup> Ibid. p. 62.

En janvier 2014, le nouveau président de la NHK, MOMII Katsuto, a créé une controverse dans le contexte de l'intensification des contentieux historiques avec la Chine et la Corée. Lors de sa première conférence de presse, il a déclaré ouvertement que la chaîne devait suivre les positions du gouvernement japonais devant un parterre de journalistes médusés. Au sujet des différends territoriaux avec la Chine, il a affirmé « *nous ne pouvons pas dire 'gauche' quand le gouvernement dit 'droite'* », et ajouté que la prostitution des femmes de réconfort était une « *pratique (qui existe) dans tous les pays du monde* »<sup>594</sup>. Ces déclarations ont conduit à interroger l'indépendance de la chaîne. Elles ont été largement reprises par les médias, à la fois nationaux et internationaux, et de nombreux journalistes de la NHK ont réclamé la démission du président, dont le mandat n'a pas été renouvelé par le comité de direction en 2016. Ces journalistes ont estimé que la chaîne ne devait pas être un outil pour les campagnes de relations publiques du gouvernement. Ils ont fait état de pressions exercées par les autorités sur la NHK afin de censurer des programmes qui étaient critiques de la politique en place<sup>595</sup>. En outre, les programmes de NHK WORLD portent principalement sur des sujets liés au Japon et à l'Asie, alors que ceux de FRANCE 24 portent sur l'actualité internationale. L'opérateur japonais apparaît comme une vitrine de présentation du Japon en tant que nation culturellement attractive et innovante, plutôt que comme un vecteur d'échange et de dialogues sur des sujets d'intérêt du public international. Nancy SNOW observe que « *le public étranger souhaiterait voir davantage d'intellectuels japonais s'exprimer dans des débats de NHK WORLD, ce qui montrerait que le Japon est concerné et impliqué, et représenterait une démarche constructive* »<sup>596</sup>. Etant

---

<sup>594</sup> SNOW Nancy. NHK, Abe and the World: Japan Pressing Needs in the Path to 2020. *Asian Journal of Journalism and Media Studies*. N°2, 2019, p.14.

<sup>595</sup> OGAWA Tadashi. Origin and Development of Japan's Public Diplomacy. *Routledge Handbook of Public Diplomacy*/ Ed. par Philip M. TAYLOR, Nancy SNOW. New York : Routledge, 2009, p.275.

<sup>596</sup> Entretien réalisé au domicile de Nancy SNOW, Tokyo le 25/08/2018.

donné que les programmes de la chaîne japonaise sont diffusés exclusivement en anglais -avec des programmes en japonais qui possèdent un doublage en anglais- les téléspectateurs étrangers qui maîtrisent la langue japonaise se voient privés de la possibilité d'écouter les émissions en langue originale. Ce fonctionnement renvoie à la logique traditionnelle « le Japon et le monde » plutôt que la logique moderne « le Japon dans le monde ».

## 2.2. Le Japon et l'Allemagne

### a. Un défi commun : alléger le poids du passé

Le Japon et l'Allemagne partagent de nombreux défis communs. Pendant les décennies qui ont suivi la Seconde guerre mondiale, les deux pays ont cherché à gommer l'image de nation militariste héritée du passé afin de réhabiliter leur statut sur la scène internationale. Tokyo et Berlin ont souhaité présenter au monde l'image de nations modernes qui œuvrent en faveur du respect du droit et de la paix dans le monde. L'Allemagne a dû composer avec les réminiscences de la dictature nazie (1933-1945), l'histoire de la Seconde guerre mondiale et la Shoah, qui ont durablement marqué les esprits. En 2022, le pays occupe le 4<sup>ème</sup> rang du classement des plus grandes puissances économiques mondiales, juste après le Japon<sup>597</sup>. Dotée d'une réputation solide, l'industrie allemande possède des fleurons dans les secteurs phares de l'automobile, la robotique et la pharmacie. Malgré les contraintes qui pèsent sur sa politique de défense, l'Allemagne œuvre activement en faveur de la sécurité mondiale. Située au cœur de l'Europe, elle séduit grâce à

---

<sup>597</sup> En 2023, elle occupe le 3<sup>ème</sup> rang devant le Japon. Banque Mondiale. *Données sur les comptes nationaux de la Banque mondiale et fichiers de données sur les comptes nationaux de l'OCDE*, 2022. Disponible sur: [PIB \(\\$ US courants\) | Data \(banquemonde.org\)](#)

son rôle moteur au sein de l'Union européenne et son rayonnement dans le domaine de la culture, des sciences et de l'éducation. En 2019, le pays est placé au 3<sup>ème</sup> rang du classement international *Soft Power 30*, après la France et le Royaume-Uni<sup>598</sup>. Le modèle allemand de la diplomatie publique repose principalement sur la promotion de la culture et de l'éducation. L'Allemagne se positionne par ailleurs comme un facilitateur pour le dialogue et la négociation en vue de la résolution des conflits mondiaux. Le modèle allemand se caractérise par des puissantes fondations politiques (*stiftung*) qui, sans être des think tanks sur le modèle anglo-saxon, sont des acteurs à part entière de ce qu'on appelle « l'éducation politique » ou « l'éducation à la citoyenneté » (*politische Bildung*), une véritable politique publique. Les fondations visent à sensibiliser la population à l'importance de la démocratie et la participation citoyenne. Toutefois, le modèle allemand présente certaines limites. Tout comme le Japon, les acteurs sont multiples et n'agissent pas toujours à l'unisson. Le foisonnement des initiatives s'inscrit dans une politique de *nation branding* selon une approche marketing qui n'est pas sans présenter des ambiguïtés. La volonté de créer une marque-pays peut être perçue davantage comme une volonté de préserver un cadre global favorable aux intérêts économiques, industriels et politiques allemands, plutôt qu'une quête d'interactions plus nombreuses avec le public.

## **b. La réconciliation historique et la participation citoyenne**

Malgré ces limites, le modèle allemand revêt des aspects plus modernes que celui du Japon. Tout comme leurs voisins français, les acteurs possèdent une meilleure formation à la culture du débat et une plus grande ouverture internationale que les acteurs

---

<sup>598</sup> USC Center for Public Diplomacy. *Soft Power 30*, Portland, 2019. Disponible sur : <https://soft-power30.com/wp-content/uploads/2019/10/The-Soft-Power-30-Report-2019-1.pdf>

nippons. Le concept de *bildung*, hérité de la philosophie traditionnelle allemande, porte l'accent dès son origine sur l'éducation politique et citoyenne, et repose sur la volonté de communiquer avec la population sur la vie politique. Dans ce contexte, sous l'impulsion de la construction européenne, l'Allemagne a abordé les questions mémorielles de manière plus précoce et plus ouverte que le Japon après la Seconde guerre mondiale. La normalisation des relations avec la France est scellée avec l'accord de Paris en 1954, alors que le Japon normalise ses relations seulement en 1965 avec la Corée du Sud et en 1972 avec la Chine. La réconciliation avec les pays voisins s'est accompagnée de gestes symboliques forts qui ont marqué les esprits à travers le monde, tels que le chancelier Helmut KÖHL et le président François MITTERRAND qui se sont recueillis côte à côte en se tenant la main en 1984, et l'accolade du chancelier KÖHL au Premier ministre polonais en 1989. Plus récemment, en 2014, l'Allemagne a organisé un événement en collaboration avec le British Museum, un organisme tiers à l'étranger, afin de montrer sa volonté de promouvoir une culture globale de la participation citoyenne autour de la question mémorielle. Cet événement a pris la forme d'une exposition intitulée « *Germany : Memories of a Nation* ». Le directeur du British Museum, Neil MACGREGOR, qui était le commissaire de l'exposition et l'auteur d'une série radiodiffusée à succès sur la BBC 4, a été nommé l'année suivante directeur du nouveau Forum Humboldt à Berlin, une institution allemande dédiée à la promotion des nouvelles lectures de l'histoire mondiale. Par la nomination d'un étranger à la tête d'une institution nationale, la diplomatie publique allemande a souhaité mettre l'accent sur la promotion des relations interculturelles<sup>599</sup>. La portée symbolique de ce geste permet de façonner l'image d'une Allemagne ouverte d'esprit et

---

<sup>599</sup> ZÖLLNER Oliver. *Germany's Public Diplomacy, Translating Domestic Discourses of Modernity, Past and Present. Routledge Handbook of Public Diplomacy* / Ed. par Nancy SNOW, Nicholas J CULL. 2<sup>nd</sup> Edition. Londres et New York: Routledge. 2020, p.254-263.

moderne qui accepte d'échanger sur les sujets difficiles hérités de son passé. La question historique est également prise en compte dans les actions du DAAD<sup>600</sup>, l'organisme en charge de la promotion des échanges universitaires et académique, une institution qui posséderait « *un sens important de la responsabilité historique* »<sup>601</sup>. La position allemande sur la question mémorielle est moins ambivalente que celle du Japon où la répétition des excuses peut être considérée en soi comme un problème. A la différence de l'Allemagne, les gestes symboliques ont manqué à la diplomatie publique japonaise. Suite aux excuses du Premier ministre MURAYAMA Tomiichi en 1995, une résolution à la Diète n'a malheureusement pas pu être obtenue. En outre, les responsables politiques et la société civile sont restés divisés sur la question de la repentance, sauf sur la question de Hiroshima et de la bombe atomique, sur laquelle il y a un consensus national. Contrairement à la gauche, les milieux conservateurs demeurent dans une logique d'autodéfense et de victimisation, et considèrent, par exemple, que les femmes de réconfort étaient bien traitées et encadrées, ce qui n'est pas une position acceptable pour l'opinion publique internationale devenue sensible à la question des droits humains. Comme évoqué précédemment, KUNISUE Norito du *Yomiuri Shimbun* estime que ces déclarations peuvent laisser penser que « *le Japon ne s'excuse pas sincèrement, alors que l'Allemagne a su le faire habilement avec Israël*<sup>602</sup> ». Pour de nombreux auteurs, à l'instar de Nancy SNOW, la stratégie de réhabilitation du Japon sur la scène internationale continue de présenter une certaine ambiguïté à l'égard de l'Asie sur la question de la reconnaissance

---

<sup>600</sup> Deutscher Akademischer Austauschdienst.

<sup>601</sup> ZÖLLNER Olivier, Ibid.

<sup>602</sup> Entretien au siège du *Asahi Shimbun*, Tokyo, le 30/08/2018.

historique, à la différence de l'Allemagne où on a pu constater une plus grande acceptation du passé<sup>603</sup>.

Puis, l'Allemagne valorise la participation citoyenne, alors que le modèle japonais repose encore largement sur la diffusion des informations officielles. L'opérateur audiovisuel Deutsche Welle (DW) se présente comme un média de référence pour la fiabilité de ses informations internationales dans les pays qui connaissent la censure. L'opérateur a développé des initiatives en faveur de la liberté d'expression avec des organismes tiers en créant notamment une école de journalisme, la Deutsche Welle Academy. De son côté, NHK WORLD ne cherche pas à encourager la participation citoyenne ou la liberté de la presse dans les pays à l'étranger. L'Allemagne encourage également la constitution de réseaux autour des acteurs qui travaillent dans ses représentations diplomatiques, y compris les adjoints locaux. Par exemple, le service protocole de l'Ambassade d'Allemagne en France envoie chaque année une invitation à déjeuner aux adjoints locaux en poste au sein d'autres ambassades à Paris, dont l'Ambassade du Japon.

## **2.3. Le Japon et la Corée du Sud**

### **a. Un défi commun : la reconnaissance d'un statut sur la scène internationale**

Le Japon et la Corée partagent un défi commun : la reconnaissance de leur statut sur la scène internationale. Longtemps en retrait des affaires mondiales, les deux pays asiatiques déploient une diplomatie active au sein des enceintes multilatérales afin de développer leur influence et œuvrer à la résolution des enjeux globaux. Jusqu'à la fin des

---

<sup>603</sup> SNOW Nancy. *Japan Information War*. CreateSpace Independent Publications, 2016.

années 1980, la Corée du Sud était un pays en développement doté d'un régime autoritaire, et elle a dû faire face aux contraintes géopolitiques liées à l'instabilité sur la péninsule coréenne. Séoul a donc privilégié les canaux traditionnels de la puissance plutôt que le développement de la diplomatie publique. A la suite de la démocratisation du régime engagée en 1987, le pays se développe rapidement sur une courte période, et parmi les "miracles" asiatiques, celui de la Corée du Sud est le plus remarquable. Un sentiment d'urgence entretenu par l'élite dirigeante a conduit la population à conjuguer sens de l'effort et soif d'éducation sur fond d'une histoire tourmentée par la Guerre de Corée (1950-1953) et la longue colonisation du Japon (1910-1945). Devenue une grande puissance économique mondiale au début du XXI<sup>e</sup> siècle, le pays ne possède pas pour autant une visibilité à l'aune de sa puissance économique, et les dirigeants sud-coréens ont pris conscience de la nécessité de développer la diplomatie publique. Séoul a perçu le soutien de la communauté internationale comme un élément indispensable à la sécurité et la prospérité durable du pays. A partir des années 2010, la Corée développe des initiatives de diplomatie publique afin de façonner l'image d'une puissance asiatique prospère, dynamique et responsable. Elle assure la promotion de son *soft power* en appui sur la popularité croissante de sa culture populaire et ses technologies avancées dans le domaine de l'information et de la communication. Le ministère des Affaires étrangères désigne 2010 comme « l'année de la diplomatie publique », qui devient officiellement en 2011 l'un des trois piliers de la diplomatie coréenne aux côtés de la diplomatie traditionnelle et de la diplomatie économique. En janvier 2016, le ministère nomme un Ambassadeur de la Diplomatie publique

et créé une division de la Diplomatie publique. La Loi sur la Diplomatie Publique est votée la même année, et promulguée en 2017<sup>604</sup>.

La division de la diplomatie publique est divisée en trois secteurs : la promotion de la culture (notamment de la K-Pop), le savoir, et la communication stratégique<sup>605</sup>, ce dernier volet porte entre autres sur les contentieux historiques et les différends territoriaux avec le Japon<sup>606</sup>. Le modèle coréen se caractérise par une volonté d'encourager la participation des citoyens dans les projets et les actions du gouvernement. Ainsi, le « Projet de diplomatie publique pour les citoyens » (*Public Diplomacy Project by Citizen*) incite les citoyens coréens à élaborer et à mettre en œuvre des projets par eux-mêmes<sup>607</sup>. Lorsqu'un projet obtient le soutien de 200 000 personnes, le cabinet du Président s'engage à répondre aux doléances sous 30 jours. SOEYA Yoshihide estime que les 'pétitions citoyennes' mises en place sous le gouvernement MOON représentent « *une initiative très intéressante qui avait déjà été testée aux Etats-Unis* »<sup>608</sup>. Le programme « *Youth Public Diplomacy Corps.* »<sup>609</sup> permet également à des jeunes professionnels coréens et étrangers de développer leurs propres projets de diplomatie publique. Tout comme le Japon, la Corée souhaite se façonner l'image d'un pays qui contribue à la résolution des défis mondiaux grâce à sa contribution à l'aide au développement et ses efforts constants en faveur du dialogue sur les questions clés de l'agenda diplomatique, tels que la sécurité, la coopération économique, le nucléaire et la croissance verte. Dans le domaine de l'aide au

---

<sup>604</sup> La loi adoptée par le MOFA (Corée) en février 2016 est suivie d'un décret d'application en décembre 2016.

<sup>605</sup> MOFA (Corée). En anglais « *culture, knowledge and politics* ».

Disponible sur : [https://www.mofa.go.kr/eng/wpge/m\\_22841/contents.do](https://www.mofa.go.kr/eng/wpge/m_22841/contents.do)

<sup>606</sup> Site du MOFA(Corée), Ibid.

<sup>607</sup> Ibid.

<sup>608</sup> Entretien réalisé à l'International House of Japan, Tokyo, le 22/08/2018.

<sup>609</sup> MOFA (Corée).

Disponible sur : [https://www.mofa.go.kr/eng/brd/m\\_22723/view.do?seq=317477](https://www.mofa.go.kr/eng/brd/m_22723/view.do?seq=317477)

développement, elle mène des actions pour apporter son aide, notamment en cas de catastrophes naturelles, et se présente comme le premier Etat à être passé du statut de bénéficiaire à celui de donateur afin de valoriser son expérience unique conjuguant démocratisation et développement économique. Les efforts déployés en faveur du dialogue conduisent à devenir l'hôte de grands événements et sommets internationaux. Premier pays émergent à accueillir le sommet du G20 en 2010, la Corée organise consécutivement plusieurs rencontres politiques et économiques mondiales. En temps de crise, le pays a également su démontrer sa réactivité. Lors de la prise de Kaboul par les Talibans en Afghanistan en 2021, Séoul a évacué rapidement ses ressortissants par avion militaire et 368 ressortissants Afghans qui avaient participé aux actions du gouvernement sud-coréen avec leurs familles<sup>610</sup>. En contraste, le Japon a fait face à d'énormes difficultés. Il n'a pu évacuer qu'une quinzaine de personnes sur 500 Afghans quinze jours après l'événement<sup>611</sup>. L'ascension fulgurante de la Corée, qui est aujourd'hui l'une des économies les plus avancées du monde, est une histoire de résilience, d'adaptabilité et de créativité.

Toutefois, à l'instar du Japon, la Corée possède un modèle aux aspects conservateurs en comparaison avec les démocraties occidentales. Le fonctionnement de sa diplomatie publique est vertical et centralisé au sein du ministère des Affaires étrangères. Les dirigeants sont également peu ouverts à l'évolution des mentalités sur les questions de société et les libertés individuelles. Le modèle coréen présente une approche dogmatique qui s'apparente à de la propagande sur les contentieux historiques, puisque les campagnes de relations publiques visent à expliquer la position de la Corée et à convaincre les

---

<sup>610</sup> Afghanistan : La Corée du Sud n'accueille pas de réfugiés, mais des 'personnes particulièrement méritantes'. *Courrier International*, 29/08/2021.

<sup>611</sup> NISHIMURA Karyn. Evacuations - Rapatriements depuis Kaboul : l'énorme mauvais calcul du Japon. *Libération*, 29/08/2021

interlocuteurs sans ouvrir la voie à un dialogue constructif. OGAWA Tadashi explique que le modèle coréen repose sur « *une approche qui ressemble à de la propagande dans le domaine des échanges intellectuels et des études sur la Corée* »<sup>612</sup>. L'approche des médias et des milieux académiques présente des aspects autoritaires avec des demandes insistantes pour la rectification de textes ou d'appellations jugées non conformes à la position officielle.

### **b. La maîtrise de la communication digitale**

Malgré ses aspects conservateurs, le modèle coréen présente des aspects modernes en comparaison avec le Japon. Tout d'abord, la Corée montre une grande capacité d'adaptation au nouvel environnement stratégique mondial, malgré un développement de la diplomatie publique plus tardif, grâce à un système de fonctionnement centralisé. Ce système présente l'avantage de donner une impulsion forte aux politiques et de conférer une plus grande cohérence aux actions déployées à travers le monde. Dans le cadre de la bataille des récits sur la question mémorielle, la communication stratégique a pu être perçue comme plus efficace car la centralisation a permis d'établir une ligne politique claire et bien encadrée. Dans le domaine de la promotion des arts et de la culture, OGAWA Tadashi observe que la centralisation des moyens fait que « *la Corée est plus douée que le Japon* ». Il note que « *le Centre culturel coréen obtient un financement du ministère de la culture, alors que la Fondation du Japon bénéficie seulement du budget du MOFA, qui est amené à être réduit* »<sup>613</sup>. Le secteur privé lance généralement les initiatives et le ministère prend le relai en apportant un financement à ce qui fonctionne, une méthode que le Japon a repris pour l'initiative « Cool Japan ». La mise en place d'un système juridique et

---

<sup>612</sup> Entretien réalisé à l'International House of Japan, Tokyo, le 29/08/2018.

<sup>613</sup> Ibid.

institutionnel afin de soutenir les actions de la diplomatie publique, notamment la Loi sur la Diplomatie Publique, constituent également des facteurs favorables à la mise en œuvre rapide des initiatives.

Puis, le véritable atout de la Corée réside dans le fait que les acteurs s'adaptent mieux aux nouvelles technologies digitales que leurs homologues japonais. Ils possèdent un esprit plus ouvert vis-à-vis des pratiques novatrices, y compris en provenance de l'étranger. La Corée dispose de nombreuses industries digitales créatives, et les administrations adoptent aisément les innovations, ce qui permet de véhiculer une image moderne auprès du public. Portés par ce dynamisme, les projets sont diffusés sur de multiples plateformes digitales et les réseaux sociaux les plus récents. Cette approche permet de développer la participation des citoyens selon une approche interactive et vivante qui est plus inclusive et plus ouverte à l'international. Ainsi, Nancy SNOW observe que les représentants officiels ont de plus grandes aptitudes à s'exprimer et à s'affirmer dans les échanges que leurs homologues japonais et qu'ils sont plus ouverts à l'international<sup>614</sup>. En outre, le système éducatif valorise davantage les études à l'étranger qu'au Japon. Les étudiants coréens sont plus nombreux que les étudiants japonais dans les campus des grandes universités américaines, ces derniers tendant même à préférer les études dans l'archipel. La Corée bénéficie par ailleurs de liens solides établis avec des populations coréennes à l'étranger. L'existence d'une diaspora constitue un atout indéniable pour l'internationalisation du pays à travers le développement d'échanges commerciaux et culturels. DUJARRIC et TAKENAKA expliquent au contraire que l'émigration japonaise est extrêmement faible depuis plus d'un demi-siècle. Ils notent que « *il y a très peu de personnes vraiment*

---

<sup>614</sup> Entretien réalisé au domicile de Nancy SNOW, Tokyo le 25/08/2018.

*binationales et biculturelles Japon/étranger, alors qu'un grand nombre de Chinois et de Coréens sont vraiment à cheval entre deux pays* »<sup>615</sup>. La population coréenne est composée de près de 30% de protestants, et le protestantisme est une religion importée de l'étranger, ce qui n'est pas le cas au Japon. Grâce à de plus grandes interactions à l'international, les acteurs possèdent un niveau d'anglais qui n'est pas aussi médiocre que celui des Japonais, et leur rapport au reste du monde est différent, car la question du repli insulaire ne se pose pas. A la différence des programmes proposés par NHK WORLD, les programmes audiovisuels conçus pour le public international, tels que le programme KOREAZ, proposent des émissions en langue originale coréenne qui ne sont pas doublées en anglais mais possèdent un sous-titrage.

Sur la base de ces observations, nous souhaiterions interroger l'avenir et la pérennité du modèle japonais dans un contexte où les batailles d'influence s'intensifient à travers le monde, et où il est devenu impératif pour les Etats d'interagir ouvertement avec une multitude d'acteurs non gouvernementaux. Dans les prochaines années, comment les acteurs de la diplomatie publique parviendront-ils à transmettre efficacement leurs messages aux ONG et aux médias sur les sujets politiques, sociaux, et potentiellement difficiles ? Le Japon acceptera-t-il d'interagir plus ouvertement avec le public et les représentants des associations de préservation de l'environnement sur la question de la chasse aux cétacés ? Quelle sera l'approche choisie vis-à-vis des médias progressistes et/ou indépendants, tels que *Libération* ou *Médiapart* en France, qui offrent des analyses critiques des

---

<sup>615</sup> DUJARRIC Robert, TAKENAKA Ayumi. Le paradoxe japonais : puissance économique mondiale, réclusion sociétale. *Le Japon dans le monde* / Ed. par Guibourg DELAMOTTE. Paris : CNRS Editions. Ch.9. 2019, p.72.

gouvernements en place, notamment sur le web ? Quel modèle de société le Japon souhaitera-t-il promouvoir s'il n'adapte pas son arsenal législatif aux nouvelles aspirations individuelles revendiquées par les femmes, les couples internationaux séparés avec enfants à charge, et les personnes LGBTQ+ ? Est-ce qu'il présentera au monde le visage d'un pays plus ouvert au débat sur la question mémorielle ? Ces défis se poseront avec acuité dans le contexte d'un faible renouvellement des élites et un vieillissement accéléré de la population.

## **II. Quelles perspectives pour la diplomatie publique japonaise ?**

Au terme de cette étude, nous souhaiterions présenter des recommandations pour une évolution favorable de la diplomatie publique japonaise. Comment lutter contre le poids du conservatisme afin de transmettre efficacement les positions du Japon, notamment lorsque l'archipel doit assurer du bien-fondé de sa politique face aux allégations des pays voisins ? Comment rendre la diplomatie publique moins ambivalente sur les questions politiques et sociales ? Comment sortir d'une logique réactive face à l'ascension économique et militaire chinoise ?

Nous assistons aujourd'hui au retrait progressif de la génération des hommes politiques, entrepreneurs et ingénieurs qui construisirent le Japon après 1945 et à l'émergence d'aspirations bien différentes des générations montantes, notamment chez les jeunes et les femmes. Dans ce contexte, les dirigeants nippons ont tout intérêt à développer une diplomatie publique qui soit fondée sur des représentations culturelles plus proches de la réalité et de l'évolution de la société. Si le Japon vit une fracture culturelle

majeure entre ses élites et sa population au même titre que les démocraties occidentales, nous avons vu qu'il se distingue par sa difficulté à développer des interactions ouvertes et variées avec le public. Malgré sa forte attractivité culturelle et l'appréciation de sa puissance, l'archipel dispose encore de multiples atouts qui ne sont pas présentés efficacement aux populations à l'étranger. La création d'une dynamique relationnelle avec les acteurs sur le terrain, en appui sur une multiplication et une diversification des réseaux, s'avère indispensable. En effet, le Japon doit développer une approche de la communication qui soit moins institutionnelle et plus « opérationnelle » dans des domaines plus divers et plus variés. Il ne peut faire fi des nombreuses attentes exprimées par le public s'il souhaite réaliser de nouvelles ambitions sur la scène internationale.

Nous estimons que le temps est venu de moderniser l'approche de la diplomatie publique japonaise. Nous souhaiterions proposer trois axes prioritaires : l'approfondissement de la réflexion stratégique, la diversification des réseaux, et l'ouverture de la société japonaise.

## **1. L'approfondissement de la réflexion stratégique**

Le premier axe de modernisation est l'approfondissement de la réflexion stratégique. L'archipel devrait engager une réflexion plus approfondie sur la manière dont il souhaite diffuser ses messages et la place qu'il souhaite occuper dans le monde. Nous sommes convaincus que cette démarche permettrait de surmonter les blocages identifiés. L'absence de vision stratégique globale conduit à plusieurs écueils. Nous avons observé un attachement trop exclusif à la dimension culturelle au dépend de la dimension

stratégique. Tokyo accorde également une importance excessive aux Etats-Unis et à la Grande-Bretagne comme destinataires du discours avec une connaissance insuffisante des autres acteurs stratégiques. Les campagnes de relations publiques portent par ailleurs sur des choix concomitants de thématiques contradictoires (contentieux historiques/pacifisme, femmes de réconfort/promotion de l'activité des femmes). Longtemps cantonné à une logique d'assimilation, le Japon entre dans une nouvelle ère d'initiatives qu'il porte en faveur de la résolution des enjeux globaux. Dans ce contexte, il doit approfondir sa réflexion stratégique. Trois thématiques nous semblent essentielles : la relation à la Chine, le rapport à l'histoire, et la question du leadership.

### **1.1. La relation à la Chine**

La relation la Chine revêt un caractère fondamental pour la diplomatie publique japonaise. Le Japon doit pouvoir définir plus précisément quelle est sa vision et ne plus être dans une logique uniquement réactive face aux ambitions révisionnistes chinoises. Dans cette étude, nous avons observé que la reconfiguration de la puissance régionale a pu conduire parfois à un poids excessif de la Chine dans la diplomatie publique japonaise. ABE Shinzō a toujours considéré que les actions conquérantes et révisionnistes de la Chine étaient un sujet de préoccupation majeur, voire vital, pour le Japon. Lors d'un séminaire en ligne avec un petit comité d'anciens boursiers internationaux du gouvernement japonais en mars 2022<sup>616</sup>, l'auteur a posé la question suivante au Premier ministre : « *vous avez beaucoup œuvré à l'internationalisation du Japon pendant votre mandat de Premier*

---

<sup>616</sup> Question posée à ABE Shinzō lors des échanges organisés avec les représentants nationaux : session avec les représentants de l'Espagne, l'Italie, la Belgique, la Thaïlande et la France.

*ministre. Quel est d'après-vous la priorité actuelle pour poursuivre votre engagement ? ».*

En guise de réponse, le Premier ministre a déclaré : « *il faut résoudre les difficultés liées à la situation en Asie. Pour cela, il faudrait parvenir à une réforme du Conseil de Sécurité de l'ONU. Nous devons être attentif aux prochaines élections en France (avril 2022) et au Japon cette année pour que cette question soit prise en compte* ». La menace de la Chine apparaît en filigrane dans sa réponse. Les efforts en faveur de l'internationalisation du Japon peuvent être pensés comme étant directement corrélés à l'objectif de contrer les ambitions révisionnistes chinoises. Il existe des divergences entre la population, le gouvernement, et au sein des élites politiques, sur les positions à adopter face à une Chine conquérante qui instrumentalise la question mémorielle pour affaiblir les positions du Japon. Faut-il continuer de s'aligner sur les positions américaines ou gagner une certaine autonomie, et de quelle manière ? Il y a beaucoup d'interrogations qui semblent assez fortes, et le Japon doit adopter des modalités de relations avec la Chine, cela s'est vu notamment dans les différends territoriaux en mer de Chine. Dans le même temps, il faut que l'archipel garde un lien très fort avec les Etats-Unis qui assurent sa sécurité.

Il apparaît fondamental que le pays s'engage à accepter les nouveaux rapports de force avec la Chine et à dépasser une stratégie de différenciation qui repose uniquement sur le soutien aux valeurs universelles afin de développer des initiatives plus globales et inclusives. De nombreux experts interrogés s'accordent sur ce point. L'ancien responsable de la Fondation du Japon à Jakarta, OGAWA Tadashi, estime que le Japon doit développer une vision qui soit davantage stratégique dans la sélection des régions ciblées et assurer une meilleure cohérence entre les politiques des différents organismes. KOMURATA Yoshiyuki du *Asahi Shimbun* croit que l'acceptation de nouveaux rapports de force avec la Chine permettrait de dépasser les considérations économiques pour mieux traiter

les questions de sécurité<sup>617</sup>. Il explique que l'ascension économique et militaire chinoise a représenté une menace soudaine et inquiétante qui a bousculé les perceptions de la population japonaise. Les Japonais avaient jusqu'alors tendance à regarder la Chine de haut, ce qui explique pourquoi le récit du Japon s'est construit excessivement en réaction à la Chine et que de nombreux acteurs continuent à penser en termes de compétition. De même, Ai Kōichi du JIA soutient que le Japon ne devrait pas percevoir la Chine uniquement comme un pays menaçant en mer de Chine orientale et accepter qu'elle soit devenue une grande puissance économique, même si c'est une position inconfortable. Il croit que les dirigeants devraient éviter de contrer uniquement la montée de la puissance chinoise et regarder attentivement l'évolution globale de ce pays voisin qui est actif dans de nombreux domaines, notamment les technologies de pointe et la préservation de l'environnement, afin de réfléchir davantage à l'intérêt du peuple japonais. Il avance que la stratégie de différenciation vis-à-vis de la Chine, à travers l'utilisation géopolitique des valeurs, peut être perçue comme une approche antichinoise à l'étranger, notamment en Asie, et que le Japon devrait plutôt rassurer les pays de la région sur la possibilité d'une coexistence pacifique en suivant l'approche dite du '*middle power network*'. De même, le directeur de GENRON NPO, KUDŌ Yasushi, déplore que la politique des valeurs n'ait été uniquement destinée à contrer la Chine et que les débats stratégiques aient portés principalement sur la menace chinoise plutôt que sur le positionnement du Japon en Asie de l'Est. Il observe que le gouvernement n'a pas fait d'efforts pour développer et mettre en avant ses mêmes valeurs fondamentales auprès de la population japonaise, ce qui a desservi la diplomatie publique. NOMURATA Yoshiyuki considère également que le Japon

---

<sup>617</sup> Entretien au siège du *Asahi Shimbun*, Tokyo, le 30/08/2018.

devrait pouvoir expliquer plus précisément son positionnement vis-à-vis de la Chine, au-delà du soutien aux valeurs universelles, et dans quelle mesure sa position est différente de celle des Etats-Unis, étant donné qu'il peine à se forger une identité en restant coincé entre ces deux grandes puissances.

Depuis le début des années 2020, dans le contexte de l'intensification des tensions sino-américaines, puis de la guerre en Ukraine, nous pouvons observer une meilleure acceptation du Japon des nouveaux rapports de force avec la Chine en appui sur une approche de différenciation plus globale et inclusive. En effet, l'évolution de la situation internationale conduit Tokyo à s'appuyer sur une vision plus stratégique et moins réactive. Nous pouvons saluer le développement d'initiatives, notamment dans l'espace indopacifique, telles que le nouveau plan pour « *un Indopacifique libre et ouvert (FOIP)* » et le renforcement de la coopération avec les pays du « Sud Global ».

## **1.2. Le rapport à l'histoire**

Le rapport à l'histoire revêt un caractère tout aussi fondamental pour la diplomatie publique japonaise. A l'exception de la question des bombardements atomiques sur Hiroshima et Nagasaki, il n'existe pas de consensus au sein des élites politiques nippones sur l'histoire du Japon au XXe siècle. Les groupes nationalistes exercent toujours une influence sur la vision que les hauts dirigeants politiques portent sur le passé colonial et la Seconde guerre mondiale. Cette influence s'avère néfaste en matière de diplomatie publique car elle conduit à brouiller les messages sur la scène internationale. Dans notre étude, nous avons vu que les déclarations jugées révisionnistes des haut responsables

politiques créent une ambivalence qui peut faire douter des véritables intentions du Japon. Au début des années 2020, les courants traditionnalistes et nationalistes demeurent influents dans le milieu politique. Depuis l'assassinat du Premier ministre ABE, certains soutiens au PLD craignent ainsi que l'absence de ABE Shinzō ne conduise le grand parti conservateur à pencher dans un sens progressiste. Le 17 octobre 2023, l'écrivain HYAKUTA Naoki et la journaliste ARIMOTO Kaori créent un nouveau parti nationaliste et traditionnaliste, le « Parti Conservateur du Japon » (*nihon hoshutō* 日本保守党) qui s'appuie sur une vision xénophobe, révisionniste, et anti-LGBTQ+. Dans ce contexte, il est fondamental que le Japon développe une réflexion stratégique globale qui prenne en compte les effets négatifs de la question historique sur son image et sa réputation à l'étranger. De nombreux experts font ce constat et plaident en faveur d'une diplomatie publique qui s'éloigne de la logique d'autodéfense et de victimisation qui est plébiscitée par les milieux conservateurs nippons. SOEYA Yoshihide rappelle « *les effets négatifs des polémiques qui ont suivi la publication des manuels scolaires jugés révisionnistes, et des orientations du cabinet du Premier ministre, à la fois au sein du MOFA et dans les ambassades, qui soutenaient une affirmation stricte des positions officielles sur l'histoire auprès des personnes influentes à l'étranger* ». Il précise que « *l'inflexibilité (du Cabinet) ne reflète pas la majorité des acteurs au Japon, notamment ceux du MOFA, qui comprennent bien la situation* »<sup>618</sup>, et déplore qu'il ait été difficile sous le gouvernement ABE d'exprimer des opinions critiques vis-à-vis des positions officielles car cela aurait permis de contrebalancer l'effet négatif de certaines déclarations révisionnistes auprès du public étranger. De même, NAITŌ Yasuo croit que les dirigeants nippons devraient être en

---

<sup>618</sup> Entretien réalisé à l'International House of Japan, Tokyo, le 22/08/2018.

mesure de mieux définir et diffuser les messages en approfondissant leur réflexion sur l'histoire, car le manque de réflexion conduit à se sentir immédiatement blessés par les allégations de la Chine et la Corée et à adopter des positions réactives et défensives<sup>619</sup>.

L'éditorialiste KUNISUE Norito observe en outre que Tokyo a laissé la Chine et la Corée définir le champ de bataille en répondant à chacune des allégations sans exprimer l'intention de définir les termes du débat. « *Savoir choisir judicieusement les images, au-delà du rappel des faits* » serait l'un des défis les plus importants de la diplomatie publique japonaise, et réfléchir à « *la manière dont s'en servent les acteurs* »<sup>620</sup>. Par ailleurs, AI Kōichi du JIIA, estime que le Japon devrait « *mieux réfléchir en amont à comment transmettre efficacement ses messages et exprimer ce qu'il souhaite sur la question mémorielle* ». Dans le monde de la culture, OGAWA Tadashi note que le manque de distance dans la diffusion des messages sur la question de l'histoire a pu sembler suspect aux yeux du public, ce qu'il explique par l'influence renforcée de la droite nationaliste, la perte de confiance de l'archipel face à l'ascension de la Chine et de la Corée, et la baisse du statut international du Japon. Enfin, OKAMURA Yoshifumi et FUNABASHI Yōichi soulignent l'importance de continuer de soutenir activement le principe du pacifisme dans le cadre de la construction de l'architecture régionale afin d'atténuer les tensions historiques. OKAMURA plaide pour « *une mise en valeur systématique du parcours pacifique du Japon depuis la fin de la guerre car les initiatives en faveur de la paix sont appréciées à travers le monde* »<sup>621</sup>. FUNABASHI avance que le soutien actif du Japon à la construction de l'architecture régionale permettrait de mieux surmonter les épisodes de tensions, à l'instar de l'Allemagne avec la construction européenne. Des chercheurs explorent

---

<sup>619</sup> Entretien réalisé au siège du journal *Sankei Shimbun*, Tokyo, le 30/08/2018.

<sup>620</sup> Entretien au siège du *Asahi Shimbun*, Tokyo, le 30/08/2018.

<sup>621</sup> Entretien réalisé au siège du MOFA, Tokyo, le 24/08/2018.

désormais des pistes pour que le Japon parvienne à mieux communiquer sur le bien-fondé de ses positions<sup>622</sup>.

### 1.3. La question du leadership

La question du leadership est fondamentale pour la diplomatie publique japonaise. Le Japon doit savoir ce qu'il souhaite transmettre au monde, au-delà des valeurs universelles qu'il a adopté de l'Occident, et de quelle manière. Depuis fin de la Seconde guerre mondiale, le contexte de l'Occupation américaine et les contraintes géopolitiques de la Guerre froide ont empêché l'élite dirigeante pendant des décennies d'engager une réflexion approfondie sur les valeurs japonaises, celles que l'archipel souhaiterait porter à travers le monde. De ce fait, YAMAGAMI estime que les Japonais peinent à s'affirmer en raison d'une sensibilité excessive à l'opinion internationale sur le Japon, dont ils s'appuieraient pour se faire leur propre opinion<sup>623</sup>. FUNABASHI explique que le Japon ne possède pas de capacité réelle d'engagement, car l'éducation des élites repose sur l'assimilation des valeurs et des normes en provenance de l'étranger et vise à apprendre des expériences des autres pays pour faire germer de nouvelles idées. Au-delà des discours prononcés au sein des enceintes internationales, l'archipel semble rencontrer encore des difficultés pour s'affirmer et déployer des initiatives concrètes, malgré des avancées récentes qui laissent entrevoir un changement. Le temps est venu pour le Japon de réfléchir de façon plus approfondie au récit politique et aux arguments qu'il souhaite développer pour convaincre de son modèle et de sa puissance, et d'engager des initiatives plus nombreuses selon la

---

<sup>622</sup> Voir KUWAHARA Kyoko (en japonais). *naze nihon no « tadashisa » wa sekai ni tsutawaranai ka : nichūkanshiretsunaimējisen* (なぜ日本の「正しさ」は世界に伝わらないのか：日中韓熾烈なイメージ戦) Pourquoi le Japon ne parvient pas à communiquer sur le bien-fondé de son action ; la compétition féroce entre le Japon, la Chine et la Corée). Tokyo : Wedge, 2020.

<sup>623</sup> Entretien réalisé au siège du MOFA, Tokyo, le 29/08/24.

logique « *Le Japon pour le monde* », celle d'un pays-citoyen engagé. Tokyo devrait partager plus activement son expérience car elle est universelle et peut servir de référence à de nombreux pays.

Le statut de puissance non occidentale constitue indéniablement un atout dans un monde où l'Occident tend à perdre de son influence, et une région Asie-Pacifique où la présence des Etats-Unis s'amenuise. L'archipel devrait porter encore plus haut la voix d'un pays non occidental qui a su se moderniser et adopter les valeurs fondamentales que sont la démocratie et la liberté d'expression sans pour autant perdre son identité afin d'accompagner les Etats non démocratiques vers l'adoption des valeurs universelles. La culture japonaise repose sur des valeurs confucéennes qui peuvent séduire les pays en développement selon une approche moins directe et moins manichéenne que celle de l'Occident. Tokyo devrait fonder ses actions sur une capacité de médiation entre des pays en conflits en appui sur le principe du pacifisme, ainsi que la promotion du dialogue entre l'Occident et le reste du monde en portant l'idée de pont entre l'Occident et l'Asie (*kakebashi* かけ橋)<sup>624</sup>. WATANABE Hirotaka estime que la flexibilité de la pensée japonaise pourrait être mise au service d'une « *diplomatie de la médiation* » entre les grandes puissances et leurs sphères d'influence. Il plaide également pour une « *diplomatie perspicace* » au plus haut niveau visant à encourager la création de normes pour la stabilité de la communauté internationale<sup>625</sup>. YAMAGAMI Shingo rappelle que le Japon a su surmonter les Traités inégaux et réaliser avec succès son développement économique. L'expérience

---

<sup>624</sup> Concept présenté dans le discours du ministre des Affaires étrangères MAMORU Shigemitsu devant l'Assemblée Générale des Nations-Unies, le 18/12/1956.

Disponible sur : <https://www.mofa.go.jp/policy/un/address5612.html> (consulté le 20/11/2022)

<sup>625</sup> WATANABE Hirotaka. International Politics and Japanese Diplomacy as Seen from Eurasia: An Approval to 'Geopolitical Economics' and 'Global governance'. *Diplomacy*, No.57, 31/03/2022. Disponible sur *Discuss Japan*, mars 2020.

Disponible sur: [https://www.japanpolicyforum.jp/pdf/2020/no57/DJweb\\_57\\_dip\\_02.pdf](https://www.japanpolicyforum.jp/pdf/2020/no57/DJweb_57_dip_02.pdf) (consulté le 20/11/2023)

japonaise serait appréciée par des pays comme la Turquie et l'Inde car il s'agit d'une puissance non occidentale qui a su résister à travers son histoire aux puissances coloniales<sup>626</sup>. Il estime que le Japon possède sa propre approche de la communication, qui est moins binaire que l'approche occidentale, et dont il ne devrait pas trop dépendre. Le Japon pourrait faire la différence pour encourager les bonnes pratiques en Asie du Sud-Est, car il suit une logique d'équilibre entre les blocs qui lui est propre, à la fois distincte de la Chine et de l'Inde<sup>627</sup>. N'étant pas de culture monothéiste à tendance manichéenne, l'approche japonaise présente effectivement l'atout de privilégier le temps de la réflexion et la mise en œuvre commune des actions plutôt que l'imposition de changements dans la résolution des défis globaux, tels que terrorisme. OKAMURA évoque la capacité des Japonais à résoudre des problèmes sans leadership, à travers des formats de discussions qui réunissent à Tokyo plusieurs personnalités et anciens chefs d'Etat étrangers, tels que le « *Groupe des Sages* » avec les pays africains. De même, MARUYAMA cite les initiatives réussies de la diplomatie japonaise en Asie, telles que la refonte du code civil au Cambodge, selon une approche collaborative qui repose sur l'expérience propre au Japon ayant su bâtir des institutions démocratiques sans aucune intervention étrangère lors de la modernisation de Meiji. Enfin, WATANABE Y. croit en la force des gestes symboliques en faveur de la réconciliation entre les peuples et les civilisations, tel qu'un message de paix à l'occasion d'événements internationaux comme les Jeux Olympiques<sup>628</sup>. Depuis la fin des années 2010, l'évolution du contexte international a conduit Tokyo à déployer un plus grand nombre d'initiatives. FUNABASHI observe que le Japon a perdu ses modèles de référence anglo-saxons avec l'arrivée du président Trump aux Etats-Unis et le Brexit en Grande-

---

<sup>626</sup> Entretien réalisé au siège du MOFA, Tokyo, le 29/08/2018.

<sup>627</sup> Entretien réalisé au siège du MOFA, Tokyo, le 29/08/2018.

<sup>628</sup> Entretien réalisé à l'ANA Intercontinental Hotel, Tokyo, le 23/08/2018.

Bretagne, ce qui l'a encouragé à déployer des initiatives pour préserver la stabilité régionale à l'aide de coopérations multilatérales dans les secteurs de l'économie, du commerce et du respect du droit, telles que le CPTPP<sup>629</sup>. FUNABASHI appelle de ces vœux une dynamique retrouvée<sup>630</sup>. Dans le contexte de la désoccidentalisation du monde, Tokyo a tout intérêt à déployer de nouvelles initiatives en veillant à inclure les pays du « Sud global » dans l'ordre international libéral. Depuis les années 2010, le projet de réforme de la Constitution, qui a été portée avec vigueur par le Premier ministre ABE, a permis d'ouvrir la voie à une réflexion plus approfondie sur l'évolution de la place du pacifisme et ce qui pourrait être utile à valoriser dans la politique étrangère japonaise, que ce soient les expériences héritées de la modernisation de Meiji, l'épreuve de la guerre, la reconstruction, et la réussite du modèle japonais de développement, même s'il est encore difficile de dégager un consensus au sein des élites dirigeantes,.

Tokyo est parvenu à développer un leadership concret en développant des niches de diplomatie publique, telles que la santé, la sécurité économique, et l'application de normes en matière cybernétique. Le Japon montre désormais qu'il est capable de réfléchir à des initiatives (*rule taker*), et de ne plus être seulement attentiste (*free rider*). Ainsi, dans le domaine de la santé, il porte activement le projet de « Couverture de santé universelle » et bénéficie d'une réputation de sérieux et d'excellence scientifique. Il consolide ses partenariats avec les principaux acteurs mondiaux en mettant en œuvre des projets de coopération renforcée, tels que l'ouverture de l'Institut Pasteur à Kyoto en 2024, qui vise à soutenir l'innovation et le transfert de connaissances. Le Japon s'engage également dans le domaine de la sécurité économique. Il développe des concepts porteurs, tels que le

---

<sup>629</sup> Entretien réalisé au siège du think tank Asia Pacific Initiative (API), Tokyo, le 28/08/2018.

<sup>630</sup> Ce qui explique que le terme « *Initiative* » est présent dans le nom actuel de son think tank (*Asia Pacific Initiative*), dont l'appellation originelle est « *Rebuild Japan Initiative Foundation* ».

« *nouveau capitalisme* » qui prône le développement d'un capitalisme à visage humain, et s'engage en faveur de la signature d'accords de coopération régionaux ambitieux, tels que l'Accord de partenariat transpacifique (CPTPP). MARUYAMA considère ainsi que le Japon tient désormais « le flambeau du libre-échange » en Asie-Pacifique<sup>631</sup>. La sécurité économique est également devenue un concept phare. Il constitue l'un des axes transversaux du « Nouveau plan pour un Indopacifique libre et ouvert (FOIP) » annoncé le 20 mars 2023 par le Premier ministre KISHIDA, qui vise à répondre concrètement aux défis globaux dans la région indopacifique, tels que le changement climatique, l'environnement, la sécurité, la santé mondiale et le cyberspace<sup>632</sup>. Il figure également dans « La nouvelle feuille de route franco-japonaise dans le cadre du partenariat d'exception (2023-2027) »<sup>633</sup> que le Japon a signé avec la France en marge de la COP 28 à Dubaï le 02 décembre 2023, quelques mois après l'ouverture d'un nouveau bureau consulaire du Japon à Nouméa le 1<sup>er</sup> janvier 2023. La sécurité économique a été réaffirmée en décembre 2023 lors du sommet spécial célébrant les 50 ans de l'amitié et de la coopération du Japon avec l'ASEAN avec l'idée de « *Co-fondation d'une économie et d'une société du futur* »<sup>634</sup>. En outre, le Japon exprime sa volonté de s'engager dans le domaine de la construction de nouvelles normes cybernétiques. Il travaille à la mise en place de coopérations étroites dans les domaines de la cybersécurité et la gestion des données afin de favoriser la « connectivité » dans le monde. En collaboration avec l'Europe, il encourage la création de

---

<sup>631</sup> Entretien avec MARUYAMA Norio, Directeur de la diplomatie publique au MOFA, Tokyo, le 24/08/2018.

<sup>632</sup> MOFA, *The Future of the Indo-Pacific: Japan's New Plan for a 'Free and Open Indo-Pacific', 'Together with India as an indispensable partner'*, le 20/03/2023. Disponible sur : <https://www.mofa.go.jp/files/100477739.pdf> (consulté le 02/04/2023)

<sup>633</sup> MOFA, *Feuille de route sur la coopération franco-japonaise dans le cadre du partenariat d'exception (2023-2027)*, le 02/12/2023

<sup>634</sup> MOFA, *The Commemorative Summit for the 50<sup>th</sup> year of the ASEAN-Japan friendship and Co-operation*, le 20/12/2023.

Disponible sur : [https://www.mofa.go.jp/a\\_o/rp/pageite\\_000001\\_00029.html](https://www.mofa.go.jp/a_o/rp/pageite_000001_00029.html) (consulté le 23/12/2023)

normes afin de protéger la liberté des individus et la dignité humaine et lutter contre les dérives de la société et l'économie digitales avec l'émergence des technologies et innovations 'disruptives'. En 2019, le Premier ministre ABE a ainsi proposé l'initiative « *Osaka Track* » sur « la libre circulation des données fondée sur la confiance » qui consiste à imposer des règles de transparence en matière de partage de l'information sur les données personnelles, la propriété intellectuelle et la sécurité cybernétique, notamment la mise en œuvre des réseaux 5G qui constituent un enjeu majeur avec la Chine<sup>635</sup>. Dans d'autres domaines, tels que la culture, l'organisation de manifestations, telles que Japonismes 2018, incitent à réfléchir aux legs des époques à travers l'art. Par ailleurs, le développement du leadership du Japon s'accompagne d'un changement radical de la doctrine de défense japonaise en décembre 2022. Tokyo a annoncé de nouvelles initiatives avec un doublement du budget annuel de la défense à 2% du PIB en 2027 et l'unification du commandement militaire, tout en rappelant son engagement en faveur d'un monde sans armes nucléaires, avec notamment le « Plan d'Action Hiroshima » présenté en mai 2023 au G7. Cette stratégie de défense renforcée est justifiée par la menace de la Chine qui intensifie sa pression sur Taïwan et la crainte suscitée par l'invasion russe de l'Ukraine. Elle s'accompagne d'un approfondissement des partenariats de sécurité et de défense avec les Etats-Unis et les puissances clés en Europe et en Asie, telles que la Grande Bretagne, l'Australie, la France, l'Italie et l'Inde, et l'affirmation de nouvelles ambitions dans l'espace indopacifique. La visite d'Etat du Premier ministre KISHIDA aux Etats-Unis en avril 2024 a été l'occasion de renforcer les liens de défense entre les deux pays à un niveau inégalé depuis la création de l'alliance nippo-américaine en 1951. Tokyo et Washington souhaitent œuvrer ensemble

---

<sup>635</sup> NIQUET Valérie. Le Japon : une prise de conscience récente des enjeux informationnels. *Les guerres de l'information à l'ère numérique* /Ed. par Céline MARANGÉ, Maud QUESSARD. Paris : Presses Universitaires de France, 2021, p.306.

à plus « d'interopérabilité », tandis que les Etats-Unis s'engagent à soutenir des projets militaires japonais, tant sur le plan matériel que technologique. Le Premier ministre KISHIDA a mis en garde contre la montée en puissance chinoise en mentionnant notamment la Chine dans ses remarques, ce qui est plutôt inhabituel<sup>636</sup>. Dans son ouvrage *Le Japon, Un leader discret*, Guibourg DELAMOTTE évoque la disparition du « paradoxe japonais » -si tant il ait pu exister- qui désigne le contraste entre la superpuissance économique de l'archipel et sa faiblesse politique. Si le Japon n'est plus une superpuissance économique depuis le début du XXIe siècle, l'archipel s'est façonné un profil de puissance moyenne sur la scène internationale. Certes, il ne dispose toujours pas des atouts d'influence d'autres puissance similaires, tels que la France et la Grande Bretagne, avec leur statut de membre permanent du Conseil de sécurité des Nations-Unies et la dissuasion nucléaire. Toutefois, il a su reprendre toute sa place sur l'échiquier mondial en se faisant l'acteur de nouvelles règles acceptables par le plus grand nombre. DELAMOTTE explique que Tokyo a su développer une capacité à s'exprimer, notamment sur les sujets sécuritaires, et à poser son propre regard sur le monde en appui sur une « vision englobante », faisant aboutir des négociations commerciales (CPTPP), signer des accords autour des normes avec l'UE et proposer une « vision indo-pacifique »<sup>637</sup>.

A travers ces initiatives, le Japon s'attache de plus en plus, en tant que puissance non occidentale, à exercer un rôle de passerelle entre le Nord et les pays du « Sud Global », comme en atteste l'invitation de plusieurs acteurs de poids du nouvel ordre mondial au sommet du G7 à Hiroshima en 2023<sup>638</sup>. Voisin de la Chine et de la Russie, l'archipel

---

<sup>636</sup> Discours du Premier ministre KISHIDA devant le Congrès américain. *For the Future: Our Global Partnership*, le 11/04/2024. Disponible sur: <https://www.mofa.go.jp/files/100652749.pdf>

<sup>637</sup> DELAMOTTE Guibourg. *Le Japon, un leader discret*. Paris : Editions Eyrolles. Avril 2023.

<sup>638</sup> L'Inde, le Brésil, les Comores, l'Indonésie et les îles Cook.

souhaite moduler les positions plus catégoriques des autres membres du G7. Tokyo mène une diplomatie qui demeure plutôt discrète, mais qui est plus active et se veut « d'égal à égal » avec les pays souhaitant échapper à la tutelle des grandes puissances, tels que l'Inde et les pays de l'ASEAN, notamment l'Indonésie. De ce fait, le Japon est en retrait par rapport aux autres pays du G7 sur l'Ukraine et Gaza<sup>639</sup>. Les dirigeants nippons comprennent que les démocraties occidentales ne peuvent plus monopoliser les valeurs et les normes et revendiquer une autorité morale, car leur poids économique est aujourd'hui moins important. Tokyo veut montrer qu'il comprend les nombreux Etats qui contestent la pratique de l'Occident qui consiste à promouvoir ses intérêts au nom de l'universalisme de ses valeurs. Il estime que l'hétérogénéité du « Sud Global » n'empêche pas d'écouter la voix des Etats qui le composent tout en veillant à n'exclure aucun d'entre eux afin de surmonter les différences de régimes et de valeurs et créer des « coalitions ouvertes ». Fort de son expérience de modernisation réussie qui lui confère une crédibilité dans le monde non occidental, il cherche à harmoniser ses intérêts avec ses partenaires du « Sud Global » et montrer que modernisation n'est pas synonyme d'occidentalisation. En matière de promotion des « droits humains », Tokyo préfère par exemple des expressions moins clivantes et plus englobantes<sup>640</sup>.

---

<sup>639</sup> Si le Japon s'est affiché comme un partenaire à part entière de l'OTAN, participant aux sanctions contre la Russie et en tant que quatrième contributeur en aide humanitaire et économique à l'Ukraine, il rechigne toutefois à fournir des armements et n'a pas réagi à la mort de l'opposant russe Alexei NAVALNY. Il affiche également une réserve dans la guerre entre Israël et le Hamas. Tokyo a tardé à reconnaître à Israël le droit à se défendre, mais il a aussi suspendu son financement à l'UNRWA<sup>639</sup>, dont les employés ont été accusés d'avoir participé aux attaques du Hamas.

<sup>640</sup> Lors de son discours devant l'Assemblée générale des Nations-Unies du 19 septembre 2023, le Premier ministre KISHIDA a déclaré vouloir faire progresser une "coopération internationale centrée sur l'homme" en apportant un éclairage nouveau sur la notion de "dignité humaine" afin qu'elle résonne en chacun d'entre nous<sup>640</sup>.

En somme, le développement de la réflexion stratégique renvoie en filigrane à l'identité internationale du Japon, et à la place qu'il souhaite occuper dans le monde.

## **2. La diversification des réseaux**

Le deuxième axe de modernisation est la multiplication et la diversification des réseaux à l'étranger. Pour accompagner ces initiatives, le Japon doit chercher à développer une approche de la communication moderne qui soit moins institutionnelle et plus « opérationnelle » afin de répondre de manière efficace aux attentes des populations à l'étranger. Les acteurs doivent chercher à créer une dynamique relationnelle en favorisant la mise en place d'interactions à la fois plus ouvertes, plus nombreuses et plus diverses avec le public.

### **2.1. Le risque de la banalisation du Japon**

S'il mieux compris et mieux apprécié du public, le Japon perd de sa visibilité, notamment en matière d'innovations, face à l'émergence d'autres pays asiatiques, telles que la Chine, l'Inde, et la Corée du Sud. En effet, le revers de son intégration est la « normalisation » ou la « banalisation » de sa puissance. Dans ce contexte, Tokyo doit pouvoir travailler sur une visibilité positive auprès des populations à l'étranger.

#### **a. L'appréciation de la puissance japonaise**

Le Japon suscite toujours autant de curiosité mais moins de fantasmes. L'intégration du pays s'illustre par une réelle appréciation de sa puissance, portée par des marqueurs beaucoup plus visibles en matière de puissance économique, de performance, et de dynamisme. L'archipel est considéré comme un Etat avec lequel il est possible d'entretenir des relations de confiance, à la fois étroites et pérennes. Les évolutions géopolitiques internationales, notamment en Asie, ont renforcé son statut de partenaire fiable, stable et proche des démocraties occidentales. Par ailleurs, la diplomatie japonaise peut reposer sur un réseau élargi d'ambassades et de consulats à l'étranger, puisque le Japon est désormais classé en 4<sup>ème</sup> position devant la France, et derrière la Chine, les Etats-Unis et la Turquie, dans le classement de la diplomatie mondiale publiée par le Lowy Institute<sup>641</sup>. Pionnier face à des défis majeurs qui touchent de nombreux pays dans le monde, tels que le vieillissement de la population, la raréfaction des ressources, l'expérience de la guerre, la réussite de la reconstruction et la gestion des catastrophes naturelles, sa contribution est jugée précieuse pour la résolution des enjeux mondiaux. L'image du Japon reste encore souvent associée à un certain niveau de raffinement et de qualité, attribué le plus fréquemment au domaine culturel, qui demeure l'un des leviers majeurs de son influence. L'étude de perception de 2019 confirme ces éléments. Le rapport indique que l'archipel apparaît plus proche que lors de la précédente étude réalisée en 2015, car les observateurs interrogés ont gagné une capacité de compréhension et d'analyse de ce qui, hier encore, constituait une zone d'ombre entretenant un 'mystère japonais'<sup>642</sup>. Le document précise que l'opération culturelle *Japonismes 2018* a bénéficié d'une aura

---

<sup>641</sup> Lowy Institute. *Global Diplomacy Index*, 25/02/2024. Disponible sur : [https://globaldiplomacyindex.lowyinstitute.org/country\\_ranking](https://globaldiplomacyindex.lowyinstitute.org/country_ranking) (consulté le 01/03/2024).

<sup>642</sup> *Etude de perception 2019*. Document interne à disposition de l'auteur, 7/11/2019, 138 p. Enquête conduite via des entretiens qualitatifs semi-directifs réalisés en face-à-face ou par téléphone auprès d'un panel de 24 experts des milieux influents sur l'image du Japon en France. Sélection validée par l'Ambassade du Japon.

indiscutable en France car de nombreux répondants l'ont cité comme un événement non seulement exceptionnel culturellement, mais aussi très influent<sup>643</sup>. Il fait état d'une perception largement positive étayée par de nombreux points forts, qui sont soit structurels, soit amplifiés ou nouvellement acquis, soit en cours d'acquisition. Les traits d'image négatifs sont souvent attribués à des évolutions qui sont programmées mais qui tardent à s'accomplir dans les faits, et des évolutions générationnelles assez lentes de la société japonaise, qui prendront davantage de temps pour se transformer. Ils résultent moins de faiblesses que d'une lenteur dans l'évolution du pays ou parfois de positions tactiques dans un jeu stratégique régional complexe<sup>644</sup>. Autrement dit, l'image du Japon est plus familière, les différences sont moins relevées et on s'exprime davantage sur les ressemblances, les sujets qui rapprochent ou qui sont partagés avec la France. Cette image reflète par ailleurs les initiatives dans les domaines économiques et géopolitiques qui, comme nous l'avons évoqué précédemment, se multiplient depuis la fin des années 2010.

#### **b. La perte de visibilité face à la Corée du Sud et la Chine**

La banalisation de la puissance japonaise constitue en quelque sorte le revers de l'intégration. Le Japon ne pose plus de problème et se fond dans le paysage. Il subit toutefois une perte de sa visibilité au profit de puissances asiatiques émergentes et dynamiques dans les deux premières décennies du XXI<sup>e</sup> siècle, telles que la Chine, l'Inde et la Corée. Ce phénomène comporte le risque que s'installe à terme un manque de reconnaissance de son statut économique et politique à l'aune de sa puissance mondiale. Le Japon perd d'ores et déjà de son attractivité dans un certain nombre de secteurs, tels que

---

<sup>643</sup> Ibid.

<sup>644</sup> Ibid.

l'apprentissage du japonais et l'innovation technologique. L'enseignement du japonais, qui avait connu une forte progression jusqu'en 2010, connaît depuis une baisse au niveau international, au profit d'autres langues asiatiques comme le chinois et le coréen. Selon les sondages de la Fondation du Japon en 2015, le nombre des personnes qui apprennent le japonais a baissé de 8,3 pour cent depuis 2012, un chiffre qui continue à décliner<sup>645</sup>.

De même, l'image du Japon possède une composante ambivalente sur la question de l'innovation. Il ressort de l'étude de perception de 2019 que, si l'image de haute technologie perdure, celle de sa capacité d'innovation japonaise semble s'affaiblir au fil des années dans l'électronique et la grande consommation, et serait même absente dans des secteurs clés comme le numérique, au profit notamment de la Corée du Sud<sup>646</sup>. Dans les milieux d'affaires, le rapport indique que les acteurs locaux manifestent un moindre intérêt pour les voyages d'études au Japon que pour la Chine et la Corée, et qu'ils sont surpris d'apprendre que presque la moitié des entreprises les plus innovantes au monde sont japonaises<sup>647</sup>. La question de l'innovation apparaît comme un élément crucial pour la réputation du pays. Le public interrogerait la capacité du Japon à maintenir un niveau de leadership en matière d'innovation technologique face à des voisins qui ont énormément progressé, notamment la Corée du Sud, qui conforte sa puissance et sa performance, avec de grands champions industriels et une attitude jugée plus ouverte<sup>648</sup>. Les universités japonaises, malgré leur excellence, ne bénéficieraient pas de la reconnaissance qu'elles mériteraient dans les classements internationaux, et les entreprises japonaises n'auraient pas évolué assez rapidement face aux changements, notamment le passage au numérique.

---

<sup>645</sup> OGAWA Tadashi. *Origin and Development of Japan's Public Diplomacy. Routledge Handbook of Public Diplomacy/* Ed. par TAYLOR Philip M., SNOW Nancy. New York: Routledge, 2009, p. 282.

<sup>646</sup> Etude de perception 2019, Ibid.

<sup>647</sup> Ibid.

<sup>648</sup> Ibid.

L'innovation au Japon n'anticiperait pas suffisamment ses impacts sur la société, car les Japonais sont de très bons ingénieurs, mais ne seraient pas assez formés aux sciences humaines et sociales. Et si un travail de modernisation s'est opéré en matière de rajeunissement et d'ouverture, des progrès resteraient à faire pour continuer à valoriser les richesses technologiques nippones<sup>649</sup>. Le potentiel d'influence de la Corée du Sud est croissant dans les milieux d'experts. Alors que la perception de la Chine a évolué avec un discours plus critique à l'égard de son agressivité et des lourdeurs de sa diplomatie, la Corée du Sud paraît avoir gagné de l'intérêt chez les observateurs qui saluent sa performance technologique, se montrent intéressés par la découverte de son *soft power* culturel, et s'intéressent aux positions que prendra le pays dans le jeu des alliances régionales. La question de l'innovation est d'autant plus centrale que le Japon est moins présent sur les produits grand public qu'il ne l'a été à l'époque de SONY, puisque la grande marque japonaise est désormais supplantée par SAMSUNG aux yeux des consommateurs. Pour autant, si la période de dynamique du Japon est aujourd'hui moins visible, les entreprises japonaises sont tout aussi présentes dans des domaines essentiels car, tel un géant discret, l'archipel demeure un fournisseur incontournable de sous-systèmes dans l'automobile et l'aéronautique. En définitive, le Japon semble souffrir d'un déficit de visibilité lié à un manque de communication auprès du public plutôt que d'un réel affaiblissement de sa capacité d'innovation. S'il demeure rayonnant et attractif, il doit déployer des efforts pour communiquer plus efficacement sur ses atouts et renforcer sa visibilité positive.

---

<sup>649</sup> Ibid.

## 2.2. La création d'une dynamique des réseaux

Afin d'asseoir une visibilité positive et de développer son influence, le Japon devrait mettre en place une communication qui soit moins institutionnelle et plus « opérationnelle ». Dans notre étude, nous avons observé que l'information gagnerait à être davantage détachée du carcan diplomatique et moins imprégnée du discours officiel. En effet, les contenus devraient être plus directement exploitables et plus dynamiques afin d'être en mesure de répondre aux besoins des acteurs sur le terrain. Par exemple, la diffusion de contenus sur l'image d'un Japon contemporain aiderait à se détacher des clichés et à comprendre comment vit réellement la société japonaise. L'ambassade du Japon pourrait organiser des conférences plus informelles parallèlement aux réunions formelles afin de lutter contre la tentation de l'entre-soi et de créer des cercles plus larges et plus éclectiques. Cette démarche permettrait de lutter contre l'enclavement des milieux japonais, notamment du milieu intellectuel, qui est responsable de la faible représentation des experts nippons dans les conférences internationales. En réalité, le public étranger attend davantage de diversité dans le type d'informations qui lui sont transmises sur le Japon. Il souhaite multiplier les rencontres dans des domaines divers, tels que l'économie de l'innovation, l'investissement, et la recherche, alors que les dirigeants nippons continuent de mettre l'accent sur la diffusion des informations officielles en pensant à tort que le public connaît encore peu le Japon. Ainsi, le diplomate MASUDA observe que le public international connaît mieux le Japon que ce que les acteurs ne semblent le croire eux-mêmes, et que les informations diffusées ne sont pas toujours utiles sur le terrain. WATANABE

Hirota, ancien directeur du Service Culturel et d'Information à l'Ambassade du Japon en France (2008-2010) et professeur à l'Université Teikyo à Tokyo, rejoint cette analyse. Il propose trois axes d'amélioration pour la diplomatie publique : la définition de concepts, la prise en compte des contextes, et le développement des réseaux<sup>650</sup>. Sur ce dernier point, il plaide pour la multiplication des échanges personnels et intellectuels entre les diplomates et les populations sur le terrain. Par exemple, le rallongement des missions à l'étranger permettrait de favoriser un meilleur ancrage au sein des sociétés.

L'étude de perception de 2019 met en évidence une forte attente des acteurs locaux pour une plus grande ouverture du Japon et une multiplication de ses réseaux<sup>651</sup>. Les répondants estiment que la société japonaise est en pleine mutation et devrait être capable de faire face aux défis afin de conduire cette transformation. Solide, développée et cultivée, elle résisterait beaucoup mieux aux crises qu'on ne l'a longtemps laissé craindre car elle possède de nombreux atouts. Les perceptions dominantes sont que le Japon est en train de changer dans sa diplomatie et dans sa société, et il est attendu qu'il poursuive ses efforts pour s'ouvrir et s'internationaliser. Les points négatifs apparaissent moins marqués. Le poids de l'histoire se serait allégé dans les représentations ainsi que les critiques portant sur les contentieux historiques, la remise en cause du modèle démocratique et la responsabilité dans la catastrophe de Fukushima. Sur la base de ces observations, nous pensons que le Japon a intérêt à développer les flux d'information et de présence dans les réseaux français en appui sur une communication active, ouverte et adaptée aux besoins des décideurs et des leaders d'opinion. L'archipel, qui connaît une dynamique retrouvée

---

<sup>650</sup> WATANABE Hirota. The new Japonisme: From International Cultural exchange to cultural diplomacy- Evaluating the influence of cultural activities on diplomacy. *Diplomacy*, Septembre 2018.

<sup>651</sup> Etude de perception 2019, Ibid.

en portant de nouvelles initiatives, doit en quelque sorte « transformer l'essai » en s'ouvrant davantage. Le public lui fait confiance pour transformer cette trajectoire positive, dont il attend des traces tangibles dans les années qui viennent.

### **3. L'ouverture de la société japonaise**

Le troisième axe de modernisation est l'ouverture de la société japonaise. Le décloisonnement de la société japonaise mérite d'être placé au cœur de la fabrique des politiques afin de favoriser une plus grande acceptation des idées nouvelles et innovantes, notamment en provenance de l'étranger. L'ouverture de la société japonaise devrait reposer sur trois axes : le renouvellement des élites dirigeantes, la participation active de la société civile, et l'internationalisation de la société.

#### **3.1. Le renouvellement des élites dirigeantes**

Le renouvellement des élites dirigeantes est essentiel pour déverrouiller le système politico-administratif nippon. Il s'agit d'un enjeu crucial pour l'avenir du Japon et son influence dans le monde. Le système éducatif et le monde professionnel doivent moderniser leurs méthodes en rendant attractif l'étude de l'anglais, les aptitudes orales, et la culture du débat. Au MOFA, et dans les ambassades et consulats à l'étranger, les acteurs demeurent encore enfermés dans un carcan administratif qui étouffe les vellétés des profils compétents qui sont porteurs d'initiatives et de pratiques nouvelles. Comme nous l'avons évoqué dans notre étude, les contraintes administratives sont particulièrement fortes pour les diplomates. Le siège au MOFA limite considérablement

leur liberté d'action et leur marge d'expression dans les interactions avec le public. Nous avons vu que le service communication de l'Ambassade du Japon en France privilégie un fonctionnement « a minima » fondé sur une logique plutôt réactive. Ainsi, OGAWA estime qu'il est fondamental de réfléchir aux profils des responsables si l'on souhaite modifier les pratiques en matière de diplomatie publique. La sélection des profils devrait privilégier l'expertise en communication ou au moins l'existence d'une formation adéquate. Les responsables des programmes culturels devraient être capables d'alléger le contrôle gouvernemental sur les programmes d'échanges et de déléguer dans la mesure du possible au secteur privé afin de laisser plus de liberté aux artistes et à la création. Au terme de quinze ans d'expérience en tant que correspondant de presse à l'étranger, NAITŌ déplore également que les dirigeants placés à des postes stratégiques avec des budgets importants soient si peu ouverts aux idées nouvelles et à l'innovation dans leur approche de la communication. Il appelle de ses vœux une meilleure sélection des profils afin d'encourager les interactions avec les publics étrangers et mieux diffuser les messages. En outre, il souhaite que les autorités japonaises laissent davantage agir les diplomates, journalistes, entrepreneurs et universitaires japonais qui souhaitent présenter au monde la diversité des opinions qui existent au Japon en offrant un soutien actif à l'organisation de rencontres stratégiques<sup>652</sup>. De même, YAMAGAMI reconnaît que le Japon doit veiller à être ouvert au monde, car l'intérêt pour l'international tend aujourd'hui à diminuer dans l'archipel, même si le Japon a toutes les raisons d'être fier de ses réussites et de ses accomplissements<sup>653</sup>. SNOW estime que le décloisonnement des élites permettrait à l'archipel de s'ouvrir au monde. Les responsables à Tokyo seraient peu formés à l'accueil

---

<sup>652</sup> Entretien réalisé au siège du journal *Sankei Shimbun*, Tokyo, le 30/08/2018.

<sup>653</sup> Entretien réalisé au siège du MOFA, Tokyo, le 29/08/24.

des étrangers avec une faible connaissance des pratiques courantes à l'international. La tradition de l'accueil au Japon, le *omotenashi* posséderait également des codes rigides qui peinent à s'adapter aux autres contextes culturels<sup>654</sup>.

Pour contrer les effets pervers liés à l'esprit de consensus, certaines écoles japonaises mettent en place un programme innovant dans lequel un élève virtuel encourage à débattre plus en profondeur des questions de société<sup>655</sup>. Ces initiatives permettent aux élèves d'adopter de nouvelles habitudes qui pourront être adoptées dans leur vie professionnelle. Face à l'évolution des mentalités, et dans un souci de représentativité, le Japon devrait s'ouvrir davantage aux idées nouvelles et à l'innovation afin de former des élites en phase avec les évolutions sociétales. Nous pouvons observer que certains responsables de haut niveau encouragent aujourd'hui cette dynamique en soutenant une approche de la communication qui soit plus moderne et plus stratégique. Ainsi, l'Ambassadeur du Japon en France SHIMOKAWA Makita a prononcé un discours devant le personnel de l'Ambassade lors de son arrivée à Paris en décembre 2022 qui surpris par sa modernité. Il a dégagé trois axes importants pour sa mission : l'engagement, l'ouverture et la souplesse<sup>656</sup>. L'engagement renvoie à la persévérance du personnel pour accomplir ses missions, l'ouverture implique l'acceptation de la critique et du débat d'idées à travers des interactions ouvertes avec le public, et la souplesse consiste à savoir s'adapter à des périodes tour à tour intenses et calmes tout en préservant un équilibre entre sa vie privée et sa vie professionnelle car « *personne n'est indispensable* ». Ce message est novateur car il

---

<sup>654</sup> Entretien réalisé au domicile de Nancy SNOW, Tokyo le 25/08/2018.

<sup>655</sup> ROUSSEAU Yann. Japon : dans les écoles, un élève virtuel contredit des réponses, afin d'apprendre aux autres élèves à être en désaccord. *Franceinfo.fr*, 16/11/2023.

<sup>656</sup> Discours de l'Ambassadeur SHIMOKAWA Makita lors de son arrivée à l'Ambassade du Japon en France, le 15/12/2022.

encourage les diplomates à rompre avec le poids des habitudes et des traditions au sein du système administratif nippon. Il vise à encourager une meilleure adaptation à leur nouvel environnement stratégique. L'Ambassadeur SHIMOKAWA incite à revoir la communication sur les réseaux sociaux afin d'élargir les publications à un plus grand nombre de thématiques au-delà de la culture et des traditions japonaises, et de couvrir les déplacements autres que les siens. Ainsi, depuis le début de l'année 2024, les messages portent davantage sur les questions politiques et l'organisation de conférences sur le Japon dans les centres de recherche. Ils traitent davantage de l'actualité internationale, telle que le sommet du G7, l'aide à l'Ukraine, la coopération en matière de défense et les activités de la JICA. Les retweets sont plus nombreux à partir de comptes officiels (Premier ministre KISHIDA, JICA, MOFA, Ambassade de France au Japon) et ceux de personnalités françaises. Outre l'Ambassadeur, les activités des autres diplomates sont relayées, notamment les déplacements en province du chargé d'affaires, afin d'élargir les réseaux et de créer une plus grande proximité avec le public. Ainsi, l'impulsion générée par les responsables nippons qui possèdent une vision plus stratégique devrait permettre d'accroître l'efficacité des actions de la diplomatie publique japonaise.

### **3.2. La participation active de la société civile**

Le Japon devrait accorder une plus grande place aux initiatives de la société civile. Depuis la fin des années 2010, le gouvernement réfléchit mieux à la diffusion des messages qu'il souhaite porter à l'étranger et intègre davantage cette dimension. Tokyo

soutient le le développement des relations avec des organismes tiers, tels que les collectivités locales et les cercles de réflexion, afin de donner une plus grande crédibilité aux actions. En outre, nous pouvons observer qu'il existe une plus grande acceptation de la contradiction sur la question historique. Les dirigeants nippons ont pris acte des effets pervers d'une approche trop insistante auprès des médias et du milieu académique, et ils réagissent aux critiques de manière plus discrète et plus stratégique. Enfin, les acteurs cherchent à développer des initiatives auprès de nouveaux publics afin de d'élargir et de diversifier les réseaux existants. L'Ambassade du Japon en France organise davantage d'événements en province afin de toucher les populations en dehors de Paris. La « semaine de l'Occitanie », qui est lancée en novembre 2022, est un événement de grande ampleur qui vise à présenter les attraits du Japon en collaboration avec de multiples acteurs régionaux dans les domaines à la fois culturels, économiques et académiques. La Résidence de l'Ambassadeur accueille désormais des rencontres moins formelles, telles que la réception annuelle avec les fonctionnaires du Quai d'Orsay qui possèdent une connaissance de la langue japonaise et des formats de discussions entre l'Ambassadeur et des publics plus jeunes et moins expérimentés. Par ailleurs, le soutien aux programmes sur le Japon dans les cercles de réflexion français prend davantage en compte le besoin de diversifier les profils en encourageant la participation des femmes et des jeunes experts.

Si nous pouvons saluer ces évolutions, nous pouvons constater qu'il existe toujours une sous-représentation pérenne de la société civile japonaise dans les actions de la diplomatie publique japonaise. Le gouvernement devrait engager des efforts supplémentaires pour présenter au monde les actions des citoyens japonais et les débats qui se déroulent dans l'archipel, notamment sur les sujets difficiles. Ainsi, OGAWA estime que nous sommes à la fin d'un cycle qui se clôt avec la baisse de l'apprentissage de la

langue japonaise dans le monde<sup>657</sup> qui devrait conduire la diplomatie publique à embrasser une nouvelle voie qui donne plus de visibilité à la société civile<sup>658</sup>. SNOW soutient que « *il est temps que le Japon raconte son histoire au monde* » et considère que la population japonaise représente « *sa plus grande ressource de soft power* ». Elle plaide pour une dynamique au plus près des citoyens qui vise à encourager les innovations dans les domaines économiques, sociétaux et scientifiques<sup>659</sup>. Le gouvernement japonais devrait veiller à soutenir la pluralité des médias et les initiatives des think tanks dans ses actions. En effet, le système des clubs de presse mériterait d'être réformé afin de cesser de donner l'exclusivité des informations aux seuls grands médias. On assisterait à une meilleure représentation médiatique dans les débats d'opinion si l'accès aux informations était ouvert aux médias indépendants, aux correspondants étrangers, et aux journaux qui émettent des opinions critiques vis-à-vis des positions officielles. Les revues spécialisées sur les questions de politique étrangère qui ne remettent guère en cause la ligne politique officielle, telles que *Gaiko Forum* (外交フォーラム), devraient pouvoir présenter des analyses critiques avec une traduction en anglais afin de diffuser plus largement des opinions diverses à l'étranger. NAITŌ estime crucial que les médias de plus petite taille ou les médias indépendants puissent agir en contrepoids face aux positions exprimées par les autorités japonaises, les grands médias et les médias occidentaux, car ces derniers ne représenteraient pas fidèlement l'opinion de la majorité de la population japonaise. C'est en ayant conscience de ces enjeux de communication qu'il a créé le média anglophone

---

<sup>657</sup> OGAWA cite SHIBASAKI Atsushi, Professeur à l'Université Komazawa, qui identifie deux tendances à l'œuvre dans la diplomatie publique japonaise. La première est la tendance « néolibérale », la recherche de l'efficacité en réponse à la hausse du budget qui a été initiée sous l'impulsion du gouvernement ABE, en mettant en place des actions comme l'ouverture des *Japan House* et les campagnes de communication stratégique. La deuxième est « la socialisation civile », qui désigne le développement des échanges avec la société civile, notamment dans le domaine culturel.

<sup>658</sup> Entretien réalisé à l'International House of Japan, Tokyo, le 29/08/2018.

<sup>659</sup> Entretien réalisé au domicile de Nancy SNOW, Tokyo le 25/08/2018.

*Japan Forward*<sup>660</sup> afin de présenter au public étranger la diversité des débats qui existent dans l'archipel. Il est dans l'attente d'une meilleure reconnaissance de son action et d'un soutien de la part des autorités japonaises. Les initiatives des think tanks devraient également être soutenues afin de multiplier les rencontres stratégiques. Le directeur KUDŌ estime que les initiatives portées par les cercles de réflexion sont bien plus efficaces que celles du gouvernement pour soigner la réputation du Japon. Il rappelle les polémiques qui se sont multipliées au sujet d'initiatives gouvernementales coûteuses et inefficaces qui ont été menées en Asie du Sud-Est dans le cadre de l'initiative *Cool Japan*. Il explique que les projets ne sont pas parvenus à séduire le public car le gouvernement n'affiche pas suffisamment son soutien aux acteurs de la société civile. Les nombreuses expositions dans des centres culturels auraient attiré peu de visiteurs et les initiatives de la Fondation du Japon dans des écoles seraient décalées avec les attentes locales, telle que la chanson intitulée « SAKURA » sur la beauté du Japon et des fleurs de cerisiers qui a été apprise par cœur par les élèves en Indonésie pour présenter les attraits du Japon<sup>661</sup>. KUDŌ souhaite que le gouvernement japonais accorde un rôle aux think tanks et aux associations qui cherchent à développer les échanges à l'international sans attendre leur soutien inconditionnel à la politique officielle. Il estime nécessaire de renforcer la compréhension mutuelle grâce à la multiplication des échanges entre les citoyens à l'international. Le public étranger ne connaîtrait pas bien la politique étrangère japonaise, notamment les sujets politiquement sensibles comme les femmes de réconfort. Plutôt que la promotion des valeurs universelles au sein des enceintes multilatérales, il plaide plutôt pour une « diplomatie des débats » (*genron gaikō* 言論外交), à savoir une diplomatie responsable

---

<sup>660</sup> Entretien réalisé au siège du journal *Sankei Shimbun*, Tokyo, le 30/08/2018.

<sup>661</sup> Le projet visait à faire apprendre par cœur les paroles de la chanson aux élèves indonésiens.

qui vise à promouvoir les débats citoyens pour améliorer la compréhension mutuelle. La présence renforcée de la société civile japonaise dans les actions de la diplomatie publique permettrait de présenter au monde le visage d'un Japon plus ouvert<sup>662</sup>. Nous pouvons constater que les jeunes générations nippophiles en France affichent de plus en plus ouvertement un soutien plus fort aux arguments développés par la Corée du Sud sur la question mémorielle, notamment le dossier des femmes de réconfort. De manière générale, elles sont plus sensibles à la place qui est accordée par les gouvernements à la société civile, à la fois dans leurs récits et dans leur réponse aux revendications citoyennes. En accordant une place plus grande à la société civile dans ses actions, la diplomatie publique japonaise pourrait également valoriser la diversité des opinions au sein de la société japonaise et le rôle des citoyens dans le jeu démocratique.

### **3.3. L'internationalisation de la société**

L'internationalisation de sa société japonaise devrait permettre un développement favorable de la diplomatie publique du Japon. Face à l'urgence démographique, le gouvernement accepte depuis plusieurs années d'accueillir un plus grand nombre de ressortissants d'Asie du Sud-Est pour pallier le manque de main d'œuvre dans certains secteurs d'activité, tels que le BTP et le soin à la personne. En venant étudier dans les universités et travailler dans les entreprises nippones, ces nouveaux arrivants apportent une plus grande diversité au sein de la société et contribuent à son internationalisation. La multiculturalité constitue une excellente opportunité d'ouvrir la population au monde

---

<sup>662</sup> Entretien réalisé au siège de GENRON NPO, Tokyo le 30/08/2018.

en présentant de nouveaux profils et pratiques. Contrairement au mythe de l'homogénéité du Japon, OGAWA rappelle que le peuple japonais est hétérogène car il a absorbé différentes cultures au cours des différentes migrations de son histoire. Il croit que le Japon continuera à accueillir en nombre de nouveaux arrivants dans les années à venir pour pallier le manque de main-d'œuvre. Le peuple Aïnou à Hokkaido, les populations des Ryūkyū, et les Japonais d'origine coréenne sont tous issus de différentes vagues migratoires. OGAWA explique que les nouveaux arrivants finiront par devenir des citoyens d'origine asiatique qui maîtriseront la langue japonaise. La population devrait s'atteler à coexister pacifiquement avec de nouvelles cultures et religions. Il reconnaît qu'il existe un risque que les populations asiatiques ne soient pas bien acceptées. Toutefois, leur intégration devrait être facilitée par le fait que leurs cultures sont relativement proches de celle du Japon. Le syncrétisme religieux existant dans l'archipel entre le bouddhisme, le shintoïsme et l'animisme, permet aux Japonais se montrer plutôt tolérants vis-à-vis des autres religions que sont le christianisme (Philippines) et l'Islam (Malaisie et Indonésie), en comparaison avec d'autres pays dans le monde. Malgré les risques, OGAWA considère que l'ouverture à l'immigration est une aubaine car elle ouvrira la voie à la diversité et une évolution des mentalités. Par exemple, les femmes asiatiques venues étudier et travailler au Japon voudront sans doute évoluer à des postes à responsabilité, ce qui permettrait de promouvoir l'activité des femmes<sup>663</sup>. De même, MASUDA considère que l'arrivée de la main-d'œuvre encouragera l'internationalisation de la société de l'intérieur grâce aux échanges entre les communautés dans les lieux de sociabilité, tels que les écoles, les lieux de cultes et les associations de quartier. Il

---

<sup>663</sup> Entretien réalisé à l'International House of Japan, Tokyo, le 29/08/2018.

considère que l'urgence démographique est telle que ce changement s'effectuera « *dans tous les cas, que cela plaise ou non* »<sup>664</sup>. Alors que le gouvernement ne montre pas de volonté de réforme du système éducatif, l'ouverture à l'immigration en provenance des pays d'Asie du Sud-Est apparaît comme un vecteur clé pour encourager la modernisation des pratiques au sein de la société japonaise. Cette évolution devrait permettre également de contribuer à la préservation de la stabilité de la région asiatique grâce au renforcement des liens avec les démocraties que sont l'Indonésie et les Philippines, et d'œuvrer à la consolidation de leur régime.

Au terme de cette étude sur la diplomatie publique du Japon, nous faisons le constat que les nouvelles dynamiques engagées depuis le début des années 2000 pour adopter un nouveau paradigme sont freinées par le poids du conservatisme politique et social. Dans un article consacré à la « réclusion sociétale » du Japon, DUJARRIC et TAKENAKA considèrent que le système japonais est suffisamment verrouillé pour empêcher les *outsiders* de prendre le pouvoir<sup>665</sup>. Ils citent les thèses des auteurs Crane BRINSON<sup>666</sup> et Alexis de TOCQUEVILLE pour soutenir que l'élite japonaise ne perd pas la foi dans la légitimité des institutions, une évolution qui permettrait d'ouvrir la voie à un changement radical. Nous rejoignons leur analyse. Malgré l'évolution de l'environnement culturel, le maintien des équilibres sociopolitiques du passé apparaît hautement probable et l'écosystème nippon semble toujours difficile à réformer. Certes, les acteurs sont de plus en plus nombreux à souhaiter faire évoluer les pratiques. Une

---

<sup>664</sup> Entretien réalisé à l'Ambassade du Japon, Paris, le 30/01/20.

<sup>665</sup> DUJARRIC Robert, TAKENAKA Ayumi. Le paradoxe japonais : puissance économique mondiale, réclusion sociétale. *Le Japon dans le monde* / Ed. par Guibourg DELAMOTTE. Paris : CNRS Éditions. Ch.9, 2019, p.75.

<sup>666</sup> BRINTON Crane, *The anatomy of the Revolution*, Londres: Cape, 1953.

génération plus jeune et plus ouverte à l'international se montre davantage encline à l'acceptation des idées innovantes et des profils atypiques, y compris venant de l'étranger. Toutefois, ces acteurs se résignent dans leur grande majorité face à un système qu'ils estiment verrouillé et préfèrent continuer de se plier aux contraintes du système, faute d'alternatives crédibles. Malgré le haut niveau d'instruction de la population japonaise et un développement économique remarquable, l'archipel se prive ainsi du potentiel d'adaptation de nombre de ses acteurs, faute de les laisser s'exprimer.

Sur la base de ces observations, nous soutenons que les élites dirigeantes nippones devraient s'interroger sur la fiabilité d'un système qui peine à s'adapter aux exigences globales en matière de diversité et de pluralité, et sur la pérennité du *soft power* nippon dans un contexte de rivalité d'influence renforcée sur la scène internationale. L'approche du Japon ne devrait pas reposer excessivement sur l'attractivité remarquable -et confortable- du *soft power* culturel. Elle devrait développer des stratégies d'influence plus élaborées afin d'obtenir une véritable adhésion des publics aux politiques. Dans cet objectif, les acteurs devraient approfondir leur réflexion stratégique afin de mieux définir et diffuser les messages. Ils devraient également encourager la création d'une dynamique des réseaux à travers le développement d'interactions plus ouvertes, plus nombreuses et plus diverses avec les populations étrangères. Pour accompagner cette évolution, les politiques publiques devraient enfin favoriser un décloisonnement et une ouverture de la société japonaise. A défaut d'une impulsion politique, l'ouverture à l'immigration face à l'urgence démographique apparaît comme une évolution favorable qui devrait permettre d'insuffler une dynamique. En définitive, en laissant progressivement une place aux *outsiders*, venus de l'archipel ou d'ailleurs, le Japon pourrait ouvrir la voie à une plus

grande innovation au sein de sa société et développer une plus grande capacité d'adaptation de ses acteurs aux nouvelles exigences de la communication sur la scène internationale. Les dirigeants nippons devraient essayer de relever ce défi dans la fabrique des politiques, comme tant d'autres défis dont on estimait le Japon incapable de surmonter à travers son histoire, et qu'il a su surmonter avec succès.



## BIBLIOGRAPHIE

---

### I. Ouvrages

ANHOLT Simon. *Competitive Identity: The New Brand Management for Nations, Cities and Regions*. Londres : Palgrave MacMillan, 2010.

BOUISSOU Jean-Marie. *Quand les sumos apprennent à danser, la fin du modèle japonais*. Paris: Broché, 2003.

BUKH Alexander. *These Islands are Ours: The Social Construction of Territorial Disputes in Northeast Asia*. Standford: Standford University Press, 2020.

CARLSON Matthew M., REED Steven R. *Political corruption and scandals in Japan*. Ithaca, New York : Cornell University Press, 2018.

CHARILLON Frédéric. *Guerres d'influence, Les Etats à la conquête des esprits*. Paris: Odile Jacob, 2022.

CHOI Kwan-Jin. *The Republic of Korea Public Diplomacy Strategy: History and Current Status*. Los Angeles : Figueroa Press, 2009.

COHEN Samy. *L'art d'interviewer des dirigeants*. Paris : Presses Universitaires de France, 1999.

COMAN Ramona, CRESPIY Amandine, LOUALT Frédéric, MORIN Jean-Frédéric, PI-LET Jean-Benoît, VAN HAUTE Emilie. Ed. *Méthodes de la science politique : De la question de départ à l'analyse des données*. Paris: De Boeck Supérieur, 2022.

COONEY Kevin. *Japan's Foreign Policy since 1945*. New York: Routledge, 2015.

CULL Nicholas J. *Public Diplomacy: Lessons from the Past*. Los Angeles: Figueroa Press, 2009.

CULL Nicholas. *Public Diplomacy: Foundations for Global Engagement in the Digital Age*. Cambridge: Polity Press, 2019.

CURTIS Gerald L. *The logic of Japanese Politics: Leaders, Institutions, and the Limits of Change*. New York: Columbia University Press, 1999.

GADJEVA Nadejda. *Japanese Public Diplomacy in European Countries: The Japan Foundation in Bulgaria and France*. Londres: Routledge Focus, 2022.

HAGSTRÖM Linus, SÖDEBERG Marie. *North Korea Policy: Japan and the Great Powers*. New York: Routledge, 2006.

HOYE Timothy. *Japanese Politics Fixed and Floating Worlds*. Upper Saddle River, N.J.: Prentice Hall, 1999.

HUGHES Christopher. *Japan's Economic Power and Security: Japan and North Korea*. Londres: Routledge, 1999.

HUGHES Christopher. *Japan Re-emergence as a 'Normal' Military Power*. Oxford: Oxford University Press for the International Institute for Strategic Studies, Collection Adelphi Paper, 2004

HUGHES Christopher. *Japan's Foreign and Security Policy under the Abe Doctrine: New Dynamism or New Dead End?* Londres : Palgrave MacMillan, 2015.

ITO Saori. *La boîte noire*. Paris : Editions Philippe Piquier, 2021.

KANEKO Masafumi, KITANO Mitsuru. *Paburikku Diplomashī senryaku, (パブリックディプロマシー戦略, La stratégie de la diplomatie publique)*. Tokyo : PHP Interface, 2014.

KEOHANE Robert O., NYE Joseph. *Power and Interdependence: World Politics in Transition*. Boston: Little Brown and Company. Première édition, 1977.

KEOHANE Robert O., NYE Joseph. *Power and Interdependence: World Politics in Transition*. Boston: Little Brown and Company, 2001.

KINGSTON Jeff. *Press Freedom in Contemporary Japan*. Londres : Routledge, 2017.

LEQUESNE Christian. *La puissance par l'image : Les Etats et leur diplomatie publique*. Paris: Presses de Sciences Po, 2021.

MEARSHEIMER John. *The Tragedy of Great Power Politics*. New York: W.W. Norton & Company, 2001, p.382.

MELISSEN Jan. *The New Public Diplomacy, Soft Power in International Relations*. Basingstoke, Londres et New York: Palgrave MacMillan, 2005.

MELISSEN Jan. *Wielding Soft Power: The New Public Diplomacy*. La Haye: The Netherlands Institute of International Relations, Clingendael Institute, 2005.

MELISSEN Jan, SOHN Yul. *Understanding Public Diplomacy in East Asia: Middle Powers in a Troubled Region*. New York: Palgrave Macmillan, 2015.

MIDFORD Paul. *Rethinking Japanese Public Opinion and Security*. Standford: Standford University Press, 2011.

- MIYAMOTO Masao. *Japon, société camisolée de force*. Paris : Editions Ph. Picquier, 2001.
- MORRIS Narelle. *Japan-Bashing: Anti-Japanism since the 1980s*. Londres: Routledge, 2013.
- NIQUET Valérie. *Chine-Japon : l'affrontement*. Paris : Perrin Asies, 2006.
- NIQUET Valérie. *Le Japon en 100 questions : Un modèle en déclin ?* Paris : Editions Tallandier, 2020.
- NISHIMURA-POUPÉE Karyn. *Japon, la face cachée de la perfection*. Paris: Tallandier, 2023.
- NYE Joseph. *Bound to lead, the changing nature of American power*. New York: Basic Books, 1990.
- NYE Joseph. *Soft Power: The Means to Success in World Politics*. New York: Public Affairs, 2004.
- OGATA Sadako. *Japan's New World Role*. Londres: Routledge, 1983.
- OGOURA Kazuo. *Japan's cultural diplomacy*. Tokyo : Japan Foundation, 2009.
- QUESSARD Maud. *Stratégies d'influence et guerre de l'information : Propagande et diplomatie publique des Etats-Unis depuis la Guerre Froide*. Paris: Presses Universitaires de France, 2020.
- RAMO Joshua Cooper. *The Beijing Consensus*. Londres: The Foreign Policy Center, 2004.
- SHINODA Tomohito. *Koizumi Diplomacy: Japan's Kantei Approach to Foreign and Defense Affairs*. Washington: University of Washington Press, 2007.
- SNOW Nancy. *Japan Information War*. CreateSpace Independent Publications, 2016.
- SNOW Nancy, CULL Nicholas J. *Routledge Handbook of Public Diplomacy*. New York: Routledge, 2020.
- SCHWARTZ Frank J., PHARR Susan J. *The State of Civil Society in Japan*. Cambridge: Cambridge University Press, 2003.
- SOH Sarah. *The Comfort Women. Sexual Violence and Postcolonial Memory in Korea and Japan*. Chicago: University of Chicago Press, 2009.
- UCHIYAMA Yu. *Koizumi, and Japanese Politics: Reform Strategies and Leadership Style*. Londres: Routledge, 2010.

ZAHARNA R. S. *The Cultural Awakening in Public Diplomacy*. Los Angeles : Figueroa Press, 2012.

## II. Articles et chapitres d'ouvrages collectifs

BJOLA Corneliu, LU Jiang. Social Media and Public Diplomacy: A Comparative Analysis of the Digital Diplomacy Strategies of the EU, the US, and Japan in China. *Digital Diplomacy: Theory and Practice* /Ed. Par Corneliu BJOLA, Marcus HOLMES. New York: Routledge, 2015, p.71-89.

CALDER Kent. Japanese foreign economic policy formation: Explaining the reactive state. *World Politics*. Vol. 40. N°4, Juillet 1988, p.517-541.

CHARILLON Frédéric. Public Diplomacy à la française. *Routledge Handbook of Public Diplomacy*/ Ed. par Nancy SNOW, Nicholas J. CULL. 2<sup>ème</sup> édition. Londres et New York: Routledge, 2020, p.264.

CHIAVACCI David, OBINGER Julia. Towards a New Protest Cycle in Contemporary Japan? The Resurgence of Social Movements and Confrontational Political Activism in Historical Perspective. *Social Movements and Political Activism in Contemporary Japan: Re-emerging from Invisibility*/Ed. par David CHIAVACCI, Julia OBINGER, Londres: Routledge, 2018, p. 1-23.

CLINTON Hillary. America's Pacific Century. *Foreign Policy*, Novembre 2011.

COOPER Andrew F. Soft Power and the Recalibration of Middle Powers: South Korea as an East Asia Leader and Canada as the Traditional Model. *Understanding Public Diplomacy in East Asia: Middle Powers in A Troubled Region*/ Ed. par Jan MELISSEN, Yul SOHN. New York: Palgrave MacMillan, 2005, p.31-50.

CULL Nicholas J. Public Diplomacy before Gullion, The Evolution of a Phrase. *The Routledge Handbook of Public Diplomacy*/Ed. par Nancy SNOW, Philip M. TAYLOR. 1<sup>ère</sup> édition. Londres/New York: Routledge, 2008, p.19-23.

CULL Nicholas. Public Diplomacy: Taxinomies and Histories. *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*. Public Diplomacy in a Changing World. Vol. 616. Mars 2008, p. 31-54.

DOURILLE-FEER Evelyne. Drôle de crise et esquisse de reprise : 1990-2007. *L'économie du Japon*. Paris : La Découverte. Collection Repères, 2014, p.50-60.

DUDDEN Alexis. Letter Campaigns, the Japanese Media, and the Effort to censor history; *Press Freedom in Contemporary Japan*/ Ed. par Jeff KINGSTON. Londres : Routledge, 2017, p.152-160.

DUJARRIC Robert, TAKENAKA Ayumi. Le paradoxe japonais : puissance économique mondiale, réclusion sociétale. *Le Japon dans le monde* /Ed. par Guibourg DELAMOTTE. Paris : CNRS Editions. Ch.9, 2019, p.57-78.

EKMAN Alice. Le récit centralisé et offensif de la diplomatie publique chinoise. *La puissance par l'image*/ Ed. par Christian LEQUESNE. Paris : Presses de Sciences Po, 2021, p. 63-83.

FUKUSHIMA Akiko. Modern Japan and the Quest for Attractive Power. *Public Diplomacy and Soft Power in East Asia*/ Ed. Jan MELISSEN, S. LEE. Palgrave Macmillan Series in Global Public Diplomacy book series (GPD). New York: Palgrave Macmillan, 2011, p.65-89.

FUNABASHI Yōichi. Japan and the New World Order. *Foreign Affairs*. Vol.70. N°5, 1991, p.58-74.

GERVAIS Marylène. Soft Power et diplomatie publique du Japon. *Le Japon dans le monde*/Ed. par Guibourg DELAMOTTE. Paris: CNRS Editions, 2019, p.223-240.

GOLAN Guy J., YANG Sung-Un, KINSEY Dennis F. Introduction. *The Integrated Public Diplomacy*. New York: Peter Lang Publishing Corporation, 2015, p.1-15.

GREGORY Bruce. Public Diplomacy: Sunrise of an Academic Field. *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science*. Vol. 616. N°1, 2008, p.274-290.

HAGSTRÖM Linus. Power Shift in East Asia? A Critical Reappraisal of Narratives on the Diaoyu/Senkaku Islands Incident in 2010. *The Chinese Journal of International Politics*. Volume 5, N°3. Automne 2012, p 267–297.

HAIZE Daniel. La diplomatie culturelle française : une puissance douce ? *CERISCOPE Puissance*. Paris : Presses de Sciences Po, 2013.

HALL Peter. TAYLOR Rosemary C.R. La science politique et les trois néo-institutionnalismes. *Revue française de science politique*. Vol.47. N°3-4. Juin-août 1997, p.469-496.

HASEGAWA Kōichi. The Fukushima Nuclear Accident and Japan's Civil Society: Context, Reactions and Policy Impacts. *International Sociology*. Juin 2014, p.283-301.

HAYDEN Craig. Japan, culture, pop culture and the national brand. *The rhetoric of soft power; Public Diplomacy in Global Context*. Ch. 3. Lanham, Md.: Lexington Books, 2012.

HOWE Brendan. Between Normality and Uniqueness: Unwrapping the Enigma of Japanese Security Policy Decision-Making. *Modern Asian Studies*. 44, 6, 2010, p.1313-1336.

HUGHES Christopher. 'Super-Sizing' the DPRK Threat: Japan's Evolving Military Posture and North Korea *Asian Survey*. University of California Press. Vol. 49. N°2. Mars-Avril 2009, p.291-311.

HUNDT David, BLEIKER Roland. Reconciling Colonial Memories in Korea and Japan. *Asian Perspective*. John Hopkins University Press. Volume 31. N°1. 2007, p.61-91.

KELLY Robert E. The 'Pivot' and its Problems: American Foreign Policy in Northeast Asia. *The Pacific Review*. Vol. 27. N°3, 2014, p.479-504.

KINGSTON Jeff. Testy Team Abe Pressures Media in Japan, *The Asia Pacific Journal*. Vol. 13. Issue 15, n°1, 13, avril 2015.

KINGSTON Jeff. Japanese revisionist meddling backfires. *Critical Asian Studies*. Vol. 51 (3). Juillet 2019, p.437-450.

LAM Peng Er. Japan's Quest for 'Soft Power': Attraction and Limitation. *East Asia* 24, 2007, p.349-363

MCGRAY Donald. Japan's Gross National Cool. *Foreign Policy*. Mai-Juin 2002, p.44-54.

MELLET Xavier, GRIVAUD Arnaud. Insularité et universalisme politique japonais. *Le Japon dans le monde* /Ed. par Guibourg DELAMOTTE. Paris : CNRS Editions, 2019, p.21-26.

MIDFORD Paul. Reversing Course: An Iraq Syndrome in Japan. *Rethinking Japanese Public Opinion and Security: From Pacifism to Realism*. Standford: Standford University Press, 2011, p. 146-171.

MULGAN Aurelia George. Kantei Diplomacy under the Abe Administration. *Japan Foreign Policy in the Twenty First Century: Continuity and Change*/Ed. Peng Er. LAM, Jain PUJENDRA, Londres: Lexington Books, 2020, p.75-94.

NINOMIYA Shūhei. *Kazoku no hō –Kojinka to tayōka no nakade* (家族の法、個人化と多様化の中で La famille et le droit à l'époque de l'individualisation et de la diversité). Tokyo : Iwanami Shinsho, 2007.

NIQUET Valérie. Le Japon : une prise de conscience récente des enjeux informationnels. *Les guerres de l'information à l'ère numérique*/Ed. par Céline MARANGÉ, Maud QUESSARD, Paris : Presses Universitaires de France, 2021.

NIQUET Valérie. Les défis de la gestion de la Covid-19 : quel modèle japonais ? *Notes de la FRS*. N°11/21, 24/03/21.

NYE Joseph. Get Smart: Combining Hard and Soft Power. *Foreign Affairs*. New York: Council on Foreign Relations. Vol. 88. N°4. Juillet/Août 2009. p.160-164.

OGAWA Akihiro. Civil Society: Past, Present and Future. *Critical Issues in Contemporary Japan*. Londres: Routledge, 2019, p.47-58.

OGAWA Tadashi. Origin and Development of Japan's Public Diplomacy. *Routledge Handbook of Public Diplomacy*/Ed. par Philip M. TAYLOR, Nancy SNOW. New York : Routledge, 2009, p. 272-281.

OSMONT Mathieu. De nouvelles relations ? L'ouverture de l'ambassade de France à Bonn en 1955. *Relations Internationales*. 2007/1, n°129, p.67-83.

PARK Enna. Korea's Public Diplomacy. *Routledge Handbook of Public Diplomacy*/Ed. par Nancy SNOW, Nicholas J. CULL, 2<sup>nd</sup> Edition. Londres et New York: Routledge, 2020, p.323.

PUGLIESE Giulio. Kantei Diplomacy? Japan's Hybrid Leadership in Foreign and Security Policy. *The Pacific Review*. Vol. 30. N°2, 2017, p.152-168.

PURRINGTON Courtney. Tokyo's Policy Responses During the Gulf War and the Impact of the "Iraqi Shock" on Japan. *Pacific Affairs*. Vol. 65. N°2 (Summer), 1992, p.161-181.

SALA Adrienne. Puissance et défis économiques du Japon. *Le Japon dans le monde*/ Ed. Guibourg DELAMOTTE. Paris : CNRS Editions, 2019, p.37-55.

SHIKATA Noriyuki. *higashinohonshinnsaigo no kanteikarano kokusaikōhō to paburikku dipuromashī* (東日本大震災後の官邸からの国際広報活動とパブリックディプロマシー La communication internationale et la diplomatie publique du Cabinet du Premier ministre après le Grand Séisme de l'Est du Japon) /Ed. Masafumi KANEKO, Mitsuru KITANO. *paburikku dipuromashī senryaku* (パブリックディプロマシー戦略 La stratégie de la diplomatie publique). Tokyo : PHP Interface, 2014, p.227-246.

SHINODA Tomohito. A traumatic experience: From the Gulf Crisis to the International Cooperation. *Japan's Kantei Approach to Foreign and Defense Affairs*. University of Washington Press, 2007, p. 32-50.

SCHNEIDER Michael D. U.S. Public Diplomacy Since 9-11: The Challenges of Integration. *International Public Relations and Public Diplomacy* /Ed. par Guy J. GOLAN, Sung-Un YANG, Dennis F. KINSEY. New York: Peter Lang Publishing Corporation, 2015, p.15-37.

SNOW Nancy. Deconstructing Japan's public relations: where is the public? *The Routledge Handbook of Critical Public Relations*/Ed. Jackie L'ETANG, David MCKIE, Nancy SNOW and Jordi XIFRA. Londres et New York: Routledge, 2015.

SNOW Nancy. Japan's Challenges in Public Diplomacy: An American Vision. *Asie. Visions 81*. IFRI Center for Asian Studies. Novembre 2016.

SNOW Nancy. Japan information war: propaganda, free speech and opinion control since 3/11. *Press Freedom in Contemporary Japan* /Ed. Jeff KINGSTON. Londres: Routledge. Ch. 20, 2017, p. 274-285.

SNOW Nancy. NHK, Abe and the World: Japan Pressing Needs in the Path to 2020. *Asian Journal of Journalism and Media Studies*. N°2, 2019, p.15-27.

SOEYA Yoshihide. The Evolution of Japan's Public Diplomacy: Haunted by Its Past History, *Understanding Public Diplomacy in East Asia: Middle Powers in A Troubled Region* / Ed. par Jan MELISSEN, Yul SOHN. New York : Palgrave MacMillan, 2005, p.79-105.

SOUYRI Pierre-Yves. *Moderne sans être occidental. Aux origines du Japon d'aujourd'hui*. Coll. « Bibliothèque des Histoires ». Paris: Gallimard, 2016.

TOGO Kazuhiko. Development of Japan Historical Memory: The San Francisco Peace Treaty and The Murayama Statement in Future Perspective. *Asian Perspective*. John Hopkins University Press. Vol.35 (3), 2011, p.337-360.

WARD Thomas J., LAY William D. The Comfort Women Controversy: Not Over Yet. *East Asia*. 33, 2016, p.255-269.

WATANABE Yasushi. *Public Diplomacy and the Evolution of US-Japan Relations*. Wilson Center Asia Program, mars 2018.

WATANABE Hirotaka. International Politics and Japanese Diplomacy as Seen from Eurasia: An Approval to 'Geopolitical Economics' and 'Global governance'. *Diplomacy*. No.57, 31/03/2022.

WIGAND Krista E., CHOI Ajin. Nationalism, Public Opinion and Dispute Resolution: The Dokdo/Takeshima Dispute. *Journal of Asian Pacific Communication*. Vol. 27. N° 2. Janvier 2017, p.232-245.

ZAHARNA R.S., Culture. Cultural diversity and Humanity-centered Diplomacies. *The Hague Journal of Diplomacy*. 14(1-2), 2019, p.117-133.

ZAHARNA R.S. Western assumptions in non-western public diplomacies: Individualism and estrangement. *The Hague Journal of Diplomacy*, 14(3). 2019, p. 216-223.

ZAKARIA Fareed. The Rise of Illiberal Democracy. *Foreign Affairs*. Council on Foreign Relations. Vol.76. N°6. Nov-Dec 1997, p.22-43.

ZÖLLNER Oliver. Germany's Public Diplomacy, Translating Domestic Discourses of Modernity, Past and Present. *Routledge Handbook of Public Diplomacy*/Ed. par Nancy SNOW, Nicholas J. CULL. 2ème Edition. Londres et New York: Routledge, 2020, p.254-263.

ZUSHI Shuji. Japan's 5-year experience in implementing the 1980 Hague Abduction Convention. *International Family Journal*. 2019, p.80-88.

### **III. Articles de presse et autres documents**

#### **1. Articles de presse**

ARNAUD Régis. Enlèvements d'enfants binationaux : le Japon épinglé au Parlement européen. *Le Figaro*, 22/10/2020.

ARNAUD Régis. Egalité hommes-femmes : le Japon classé 125e sur 146 pays. *Le Figaro*, 22/06/2023.

ARNAUD Régis. Rina Gonoï, combattante indésirable de l'armée japonaise. *Le Figaro*, 05/08/2023.

ARNAUD Régis. Au Japon, la presse ne veut pas d'affaire #MeToo. *Le Figaro*, 20/10/2023.

BRETEAU Pierre. Malgré des mesures strictes et une demande faible, la chasse à la baleine perdure. *Le monde*, 22/08/2018.

DENYER Simon, KAWASHIGI Akiko. In Japan, divorce can mean losing access to children. Many parents want that to change. *The Washington Post*, 19/10/2020.

FUFIELD Anna. Japanese historians contest textbook's description of 'comfort women'. *The Washington Post*, 17/03/ 2015.

LEBLANC Claude. Avec la nouvelle vague, le Japon jouit du syndrome de fermeture ». *L'Opinion*, 7/12/21.

LIPTON Eric, WILLIAMS Brooke et CONFESSORE Nicholas. Foreign Powers Buy Influence at Think Tanks. *The New York Times*, 6/09/2014

MAUPAS Stéphanie. Chasse à la baleine : l’Australie saisit la justice internationale contre le Japon. *Le Monde*, 28/06/2013.

MESMER Philippe. Chasser la baleine, une fierté japonaise. *Le Monde*, 10/06/2014

MESMER Philippe. Le Japon reprend la chasse commerciale à la baleine. *Le Monde*, 30/06/2019.

MESMER Philippe. Au Japon, le drame des parents privés de leurs enfants après une séparation. *Le Monde*, 17/01/2020.

MESMER Philippe. Un Français en grève de la Faim à Tokyo dans l’espoir de revoir ses enfants « enlevés » par sa femme. *Le Monde*. 14/07/2021.

MESMER Philippe. Covid-19 : le Japon rouvre frileusement ses frontières aux visiteurs étrangers. *Le Monde*, 13/06/2022

MESMER Philippe. Le Japon adopte un texte minimaliste prônant la « compréhension » des minorités LGBT. *Le Monde*, 16/06/2023

MESMER Philippe. Iwao Hakamada, symbole des excès de la justice japonaise. *Le Monde*, 20/07/2023

MESMER Philippe. Japon, une loi sur les secrets d'Etat fait polémique. *Le Monde*, 13/12/23

MOLLIET-SABET Louis. Enlèvements des enfants franco-japonais : le Sénat lance l’alerte », *publicsenat.fr*, 06/02/2020.

Disponible en ligne : <https://www.publicsenat.fr/actualites/politique/enlevement-des-enfants-franco-japonais-le-senat-lance-l-alerte-180517> (consulté le 23/11/2022)

NINOMIYA Shūhei, Le Japon, le pays où le temps s’est arrêté en matière de droit familial. *Nippon.com*, 10/01/2023.

NISHIMURA Karyn. Au Japon, l’épineuse question des enlèvements parentaux d’enfants. *Le Point*, 12/07/2020.

PONS Philippe, VALO Martine. La justice internationale ordonne au Japon de stopper la chasse à la baleine dans l’Antarctique. *Le Monde*, 01/04/2014.

PONS Philippe. Le Japon, intermédiaire revendiqué entre le Nord et le « Sud global ». *Le Monde*, 29/03/2024.

RICH Motoko, HIDA Hikari. In Rare Move, Japanese Pop Star Comes Out Publicly as Gay. *The New York Times*, 26/07/2023

TAIX Caroline. Le Japon poursuit sa pêche à la baleine dans l'Antarctique. *Le Monde*, 18/01/2017.

TABUCHI Hiroko. Women Forced Into WWII: Brothels Served a Necessary role, Osaka Mayor Says. *The New York Times*, 13/05/2013.

VICTOR Daniel. Minister in Charge of Japan's Cybersecurity Says He Has Never Used a Computer. *The New York Times*, 15/11/2018.

YAGISHITA Yuta. Ce que révèle l'assassinat de d'ABE Shinzō : Le Japon dans les rets de la secte Moon. *Le Monde Diplomatique*, 01/06/2023.

### **Autres**

Lemonde.fr (archives). La visite du chancelier Kohl en Pologne Retrouvailles à l'ombre de la croix, 14/11/1989

Agence France Presse. Visites au sanctuaire Yasukuni : Pékin et Séoul tacent Tokyo, cité par RTBF, 22/04/2013.

Lemonde.fr avec AFP. Le Japon sommé d'arrêter la chasse à la baleine dans l'Antarctique », 31/03/2014.

Lemonde.fr (vidéo) sur la chasse japonaise à la baleine.

Disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=fa4URVHXF18>, 26/12/2018 (consulté en février 2022).

REUTERS. Mitsubishi condamné à verser des indemnités par la justice sud-coréenne, 29/11/2018

Le Figaro (avec AFP). Macron juge ‘inacceptables’ le cas de pères séparés de leurs enfants au Japon, 27/06/2019.

Agence France Presse, « Seoul demande au CIO de bannir un drapeau japonais controversé », 11/09/2019.

The South Morning Herald (video sur la version en ligne). *Japanese Diplomatic Stand-off Escalates Due to Global Abduction Outcry* », 13/08/2021.

Nihon Keizai Shimbun. Sondage sur le projet de réforme constitutionnelle du 11/01/2021.  
Disponible sur :  
<https://vdata.nikkei.com/newsgraphics/postal-mail-research-2020/#/?current=section-6>  
(consulté le 09/12/21)

Agence France Presse, « Le Japon adopte une loi controversée facilitant l'expulsion des demandeurs d'asile », 09/06/23.

Asahi Shimbun. Editorial, « Back to square: the best option for Sapporo Olympics’ plan », 12/10/2023.

Asahi Shimbun. Editorial, “Koike obliged to confront 1923 massacre of ethnic Koreans”, 02/11/2023.

## **2. Rapports et thèses**

## Rapports

Association BACHOME. Séminaire sur la Convention de la Haye, Paris (MCJP), 15/05/2018.

Disponible sur : [http://www.bachome.org/uploads/4/0/7/6/40768947/15052018-hague-paris-mofa\\_francais2.pdf](http://www.bachome.org/uploads/4/0/7/6/40768947/15052018-hague-paris-mofa_francais2.pdf) (consulté le 20/06/2022)

Association SOS Parents Japan. Enfant binationaux enlevés par leur parent japonais : lettre du sénateur Richard Yung au secrétaire d'Etat chargé des Affaires européennes, 20/01/2021.

Disponible sur : <https://www.anae-japan.com/sosparentsjapan/2021/02/01/enfants-binationaux-enleves-par-leur-parent-japonais-lettre-du-senateur-richard-yung-au-secretaire-detat-charge-des-Affaires-europeennes/> (consulté le 23/11/2022)

-Banque Mondiale. Données sur les comptes nationaux de la Banque mondiale et fichiers de données sur les comptes nationaux de l'OCDE, 2022 : PIB (\$ US courants) | Data Disponible sur : <https://donnees.banquemondiale.org/> (consulté le 03/04/2023)

Cour Internationale de Justice. Arrêt du 31 mars 2014, *Chasse à la baleine dans l'Antarctique* (Australie c. Japon, Nouvelle-Zélande (intervenants)). Les griefs de l'Australie et la réponse du Japon. Paragraphe 48, page 27.

Disponible sur : <https://www.icj-cij.org/fr/affaire/148> (consulté le 05/06/2022)

Cour permanente d'arbitrage de La Haye. Arbitrage relatif à la mer de Chine méridionale (La République des Philippines C. La République Populaire de Chine), 12/07/2016.

Disponible sur : <https://docs.pca-cpa.org/2016/07/PH-CN-20160712-Press-Release-No-11-French.pdf> (consulté le 11/08/2021)

Economist Intelligence. *Democracy Index 2015, Democracy in an Age of Anxiety*, 21/01/2015.

Disponible sur : [https://www.eiu.com/public/topical\\_report.aspx?campaignid=DemocracyIndex2015](https://www.eiu.com/public/topical_report.aspx?campaignid=DemocracyIndex2015) (consulté le 08/03/2021).

Etude de perception 2015, 02/2016, 147 p.

Etude de perception, 2019, 07/11/2019, 138 p.

Fondation Heinrich Böll Stiftung. C'est quoi Stiftung? Les fondations politiques allemandes : un modèle unique au monde, 16/11/2023.

Disponible sur : <https://fr.boell.org/fr/2020/11/16/cest-quoi-stiftung-les-fondations-politiques-allemandes-un-modele-unique-au-monde> (consulté le 13/04/2021)

The Global Gender Gap Report 2006. Fiche pays « Japon », p.81.

Disponible sur : [https://www3.weforum.org/docs/WEF\\_GenderGap\\_Report\\_2006.pdf](https://www3.weforum.org/docs/WEF_GenderGap_Report_2006.pdf) (consulté le 09/12/21)

Gouvernement du Japon. Présentation sur du magazine *Kizuna*.

Disponible sur : [https://www.japan.go.jp/kizuna/about\\_kizuna.html](https://www.japan.go.jp/kizuna/about_kizuna.html) (consulté le 05/11/2021).

Gouvernement du Japon, Numéro spécial de la revue *We are Tomodachi* sur le bilan de la reconstruction et de la revitalisation des régions sinistrées après le Grand Séisme de 2011, automne 2017.

Disponible sur : [https://www.japan.go.jp/tomodachi/2017/autumn2017/fukushima\\_food.html](https://www.japan.go.jp/tomodachi/2017/autumn2017/fukushima_food.html) (consulté le 05/01/22)

Gouvernement du Japon. Loi de Promotion de mesures visant à réaliser une société respectant la fierté des Aïnous (*ainunohitonohokori ga sonchōsarerushakai wo jitsugensurutameno suishinnikansuruhōritsuan* アイヌの人々の誇りが尊重される社会を実現するため施策の推進に関する法律案).

Disponible sur : <https://elaws.e-gov.go.jp/document?lawid=431AC0000000016> (consulté en février 2021)

Japan External Trade Organization (JETRO). Economic Research Department, “Cool” *Japan Economy Warms Up*. Mars 2005.

Japan International Cooperation Agency (JICA). *Japan’s Official Development Assistance (ODA) to China and Recent Activities*.

Disponible sur : [https://www.jica.go.jp/china/english/office/others/c8h0vm00005s0xu9-att/brochure\\_03\\_en.pdf](https://www.jica.go.jp/china/english/office/others/c8h0vm00005s0xu9-att/brochure_03_en.pdf) (consulté le 09/12/21)

Lettre des 36 Ambassadeurs de l’Union européenne adressée à la ministre de la Justice KAMIKAWA Yoko afin de réaffirmer le droit des enfants à voir leurs deux parents, le 06/03/2018.

Disponible sur : [f1347d\\_9041c8a32dd34dc7ac5b4491dc9686da.pdf](f1347d_9041c8a32dd34dc7ac5b4491dc9686da.pdf) (en japonais et anglais, consulté le 03/04/2022)

Ministère de l’Europe et des Affaires étrangères. *Feuille de route de l’influence*, 12/12/2021.

Disponible sur : [https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/feuille-de-route-influence\\_print\\_dcp\\_v6\\_cle8f2fa5.pdf](https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/feuille-de-route-influence_print_dcp_v6_cle8f2fa5.pdf) (consulté le 11/02/2022)

MOFA. Chronologie des initiatives du Japon en faveur de la sécurité humaine.

Disponible sur : [https://www.mofa.go.jp/policy/human\\_secu/chronology.html](https://www.mofa.go.jp/policy/human_secu/chronology.html) (consulté le 09/12/21)

MOFA. *Development Cooperation of Japan*.

Disponible sur : <https://www.mofa.go.jp/mofaj/gAiko/oda/files/100161805.pdf> (consulté le 09/12/21).

MOFA. *Diplomatic Bluebook 2000*.

Disponible sur : <https://www.mofa.go.jp/policy/other/bluebook/2000/II-3-a.html> (consulté le 11/03/2021).

MOFA. *Diplomatic Bluebook 2005*.

Disponible sur : <https://www.mofa.go.jp/policy/other/bluebook/2005/ch3-e.pdf> (consulté le 11/03/2021).

MOFA. *Diplomatic Bluebook 2006*.

Disponible sur : <https://www.mofa.go.jp/policy/other/bluebook/2006/index.html> (consulté le 11/03/2021).

MOFA *Diplomatic Bluebook 2007* (Résumé).

Disponible sur : <https://www.mofa.go.jp/policy/other/bluebook/2007/html/index.html>, (consulté le 11/03/2021).

MOFA. *Diplomatic Bluebook 2014* (Résumé).

Disponible sur : <https://www.mofa.go.jp/policy/other/bluebook/2014/html/index.html> (consulté le 11/03/2021).

MOFA. *Diplomatic Bluebook 2015*. Efforts to Promote Understanding of and Trust in Japan: Strategic Communications with Other Countries. Chapitre 3. Section 4.

Disponible sur : <https://www.mofa.go.jp/policy/other/bluebook/2015/html/chapter3/c030401.html> (consulté le 11/03/2021).

MOFA. *Diplomacy Bluebook 2016*. Japan's Foreign Policy that Takes a Panoramic Perspective of the World Map. Ch.2, p.22-140.

Disponible sur : <https://www.mofa.go.jp/files/000177707.pdf> (consulté le 09/12/21).

MOFA. *Diplomatic Bluebook 2019*, Efforts to Promote Understanding and Trust in Japan. Ch.3.

Disponible sur : <https://www.mofa.go.jp/policy/other/bluebook/2019/html/chapter3/c030401.html> (consulté le 21/11/2021).

MOFA. *Record of Japan's International Peace Cooperation Activities based on the International Peace Cooperation Law*, Mars 2005.

Disponible sur : <https://www.mofa.go.jp/policy/un/pko/pamph2005-2.pdf> (consulté le 09/12/21).

MOFA. Issues regarding History: Measures by the Government of Japan on the Issue of “comfort women”, 14/01/2021.

Disponible sur : <https://www.mofa.go.jp/policy/women/fund/policy.html> (consulté le 03/04/2021)

MOFA. Communiqué de presse conjoint Japon-Corée du Sud, 28/12/2015.

Disponible :  
[https://www.mofa.go.jp/a\\_o/na/kr/page4e\\_000364.html?msclkid=4d1220edc08e11ec9024222f370a82f0](https://www.mofa.go.jp/a_o/na/kr/page4e_000364.html?msclkid=4d1220edc08e11ec9024222f370a82f0) (consulté le 05/02/22)

MOFA. *The Guidelines for Japan-US Defense Cooperation*, 27 avril 2015.

Disponible sur : <https://www.mofa.go.jp/files/000078188.pdf> (consulté le 06/12/22)

MOFA. Communiqué de presse. Discours du Premier ministre KISHIDA à la 78<sup>ème</sup> session de l'Assemblée générale des Nations-Unies, 19/09/2023. Disponible sur (en français): [https://www.fr.emb-japan.go.jp/itpr\\_ja/11\\_000001\\_02196.html](https://www.fr.emb-japan.go.jp/itpr_ja/11_000001_02196.html)

MOFA. *Feuille de route sur la coopération franco-japonaise dans le cadre du partenariat d'exception (2023-2027)*, 02/12/2023.

MOFA. *The Commemorative Summit for the 50th year of the ASEAN-Japan friendship and Cooperation*, 20/12/2023.

Disponible sur : [https://www.mofa.go.jp/a\\_o/rp/pageite\\_000001\\_00029.html](https://www.mofa.go.jp/a_o/rp/pageite_000001_00029.html) (consulté le 23/12/2023)

MOFA (Corée du Sud). *Public Diplomacy Project*.

Disponible sur : [https://www.mofa.go.kr/eng/wpge/m\\_22841/contents.do](https://www.mofa.go.kr/eng/wpge/m_22841/contents.do) (consulté le 21/11/2021)

MOFA (Corée du Sud). *Youth Public Diplomacy Corps*.

Disponible sur : [https://www.mofa.go.kr/eng/brd/m\\_22723/view.do?seq=317477](https://www.mofa.go.kr/eng/brd/m_22723/view.do?seq=317477) (consulté le 21/11/2021)

The National Endowment for Democracy. *Annual Report*, 2017.

Disponible sur : <https://www.ned.org/wp-content/uploads/2019/04/annual-report-2017.pdf> (consulté le 09/12/21)

National Institute of Population and Social Security Research. Population Census of Japan, Population Estimates. Statistics Bureau. *Population Projections for Japan : 2011-2060 (Medium Variant)*.

Disponible sur : [https://www.ipss.go.jp/pp-zenkoku/e/zenkoku\\_e2017/pp29\\_summary.pdf](https://www.ipss.go.jp/pp-zenkoku/e/zenkoku_e2017/pp29_summary.pdf) (consulté le 08/12/2021)

Sénat. Réponse du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères apportée en séance publique du Sénat à la question écrite N° 01548 -16ème législature- de Mme CAZEBONNE Samantha (Français établis hors de France - RDPI) sur « Autorité parentale et garde d'enfants binationaux au Japon », le 13/12/2022.

Disponible sur : <https://www.senat.fr/questions/base/2022/qSEQ220701548.html> (consulté le 23/11/2022)

Statistics of Bureau of Japan. Estimation annuelle de la population japonaise, 2001.

Disponible sur : <https://www.stat.go.jp/english/data/jinsui/2001np/index.html> (consulté le 09/12/21)

United States Information Agency (USIA). Office of Public Liaison. *USIA: An Overview*, Août 1998.

Disponible sur : <https://silو.tips/download/united-states-information-agency> (consulté le 07/01/2021).

USC Center for Public Diplomacy. *Soft Power 30*. Portland, 2019.

Disponible sur : <https://softpower30.com/wp-content/uploads/2019/10/The-Soft-Power-30-Report-2019-1.pdf> (consulté le 20/10/2021)

World Policy Forum. The Global Gender Gap Report 2006.

Disponible sur : [https://www3.weforum.org/docs/WEF\\_GenderGap\\_Report\\_2006.pdf](https://www3.weforum.org/docs/WEF_GenderGap_Report_2006.pdf) (consulté le 8/03/2021).

World Policy Forum. The Global Gender Gap Report 2023.

Disponible sur : <https://www.weforum.org/reports/global-gender-gap-report-2023/in-full/benchmarking-gender-gaps-2023> (consulté le 8/03/2021).

World Economic Forum. *Gender inequality: Why closing Japan's gender gap will be achieved with equality from the top*, 31/03/2021.

Disponible sur : <https://www.weforum.org/agenda/2021/03/japan-gender-gap-political-leadership/> (consulté le 21/11/2021)

## **Thèses**

GRIVAUD Arnaud. *La réorganisation du pouvoir politique au Japon : la haute fonction publique dans le système politique japonais des années 1990 à nos jours*. Thèse : Langues et littérature étrangères, Sciences humaines : Sorbonne Paris Cité, 2016.

Disponible sur :

[http://theses.md.univ-paris-diderot.fr/GRIVAUD\\_Arnaud\\_2\\_va\\_20161017.pdf](http://theses.md.univ-paris-diderot.fr/GRIVAUD_Arnaud_2_va_20161017.pdf) (consulté le 02/04/2022).

TANKE Sarah. *Japan and the United Nations: cooperative diplomacy as a means for influence and recognition*. Thèse : Sciences politique, spécialité relations internationales : Institut d'Etudes Politiques de Paris, 2021.

## **3. Conférences, discours et communiqués de presse**

## **Conférences**

KITERA Masato, Ambassadeur du Japon en France. Conférence sur le thème « L'Abenomics pourra-t-il être un modèle pour l'économie européenne ? ». Sciences Po. Paris, 7/11/2014.

Table-ronde franco-japonaise sur le thème « France-Japon : quelles perspectives pour les femmes ? Vers une société où les femmes brillent : évolution, enjeux et perspectives », Paris, 10/07/2015.

Séminaire sur le thème « New Propaganda Networks in the Age of Great Power Competition ». IRSEM. Paris, 20/05/2021.

## **Discours, déclarations et communiqués de presse**

### **MOFA**

MOFA. Déclaration KONO sur les questions historiques.

Disponible sur : [https://www.mofa.go.jp/a\\_o/rp/page25e\\_000343.html](https://www.mofa.go.jp/a_o/rp/page25e_000343.html) (consulté le 05/01/2022).

MOFA. Déclaration MURAYAMA sur les questions historiques.

Disponible sur : <https://www.mofa.go.jp/announce/press/pm/murayama/state9408.html> (consulté le 05/01/2022).

MOFA. Discours du Premier ministre ABE Shinzō. CSIS. Washington, 22/02/2013.

Disponible sur : [https://www.mofa.go.jp/announce/pm/Abe/us\\_20130222en.html](https://www.mofa.go.jp/announce/pm/Abe/us_20130222en.html) (consulté le 05/01/2022)

-MOFA. Déclaration du Premier ministre MURAYAMA Tomiichi à l'occasion de la création du Fonds pour les Femmes Asiatiques.

Disponible sur :

[https://www.mofa.go.jp/a\\_o/rp/page25e\\_000354.html?msclkid=3d7b06bfc08f11ecbbfc45b273095596](https://www.mofa.go.jp/a_o/rp/page25e_000354.html?msclkid=3d7b06bfc08f11ecbbfc45b273095596) (consulté le 20/02/22).

MOFA. Discours du Premier ministre ASŌ Tarō. Arc of Freedom and Prosperity : Japan's Expanding Diplomatic Horizons » (*jiyū to hanei no ko, hirogaru nihonngaikō no chihei* 自由と繁栄の弧、広がる日本外交の地平). Colloque du Japan Institute of International Affairs (JIIA), 30/11/2006.

Disponible sur : <https://www.mofa.go.jp/announce/fm/aso/speech0611.html> (consulté le 09/12/21).

MOFA. Discours du Premier ministre ABE Shinzō. Confluence of the Two Seas » (*futatsu no umi no majiwari* 二つの海の交わり), Parlement indien, New Delhi, 22/08/2007. Disponible sur : <https://www.mofa.go.jp/region/asia-paci/pmv0708/speech-2.html> (consulté le 09/12/21).

MOFA. Déclaration publiée à l'issue du Sommet de Pyongyang.

Disponible sur : [https://www.mofa.go.jp/region/asia-paci/n\\_korea/pmv0209/pyongyang.html](https://www.mofa.go.jp/region/asia-paci/n_korea/pmv0209/pyongyang.html) (consulté le 09/12/21).

MOFA. Communiqué de presse du ministre des Affaires étrangères sur la création du NSS, 17/12/2013.

Disponible sur : [https://www.mofa.go.jp/press/release/press4e\\_000141.html](https://www.mofa.go.jp/press/release/press4e_000141.html) (consulté le 09/12/21).

MOFA. Discours du Premier ministre KISHIDA Fumio, The Future of the Indo-Pacific: Japan's New Plan for a 'Free and Open Indo-Pacific', 'Together with India as an indispensable partner', 20/03/2023.

Disponible sur : <https://www.mofa.go.jp/files/100477739.pdf> (consulté le 02/04/2023).

MOFA. Discours du ministre des Affaires étrangères KŌNO Tarō sur la signature de l'accord TPP, 11/11/2017.

Disponible sur : [https://www.mofa.go.jp/press/release/press4e\\_001788.html](https://www.mofa.go.jp/press/release/press4e_001788.html) (consulté le 05/01/22).

MOFA. Conférence de presse du ministre des Affaires étrangères MOTEGI comprenant une question sur les enlèvements d'enfants binationaux au Japon. Tokyo, 10/07/2020.

Disponible sur: [Press Conference by Foreign Minister MOTEGI Toshimitsu | Ministry of Foreign Affairs of Japan](#) (mofa.go.jp).

MOFA. Communiqué de Presse. *Cabinet Decision on Development of Seamless Security Legislation to Ensure Japan's Survival and Protect its People*, 01/07/2014. Disponible sur: [https://www.mofa.go.jp/fp/nsp/page23e\\_000273.html](https://www.mofa.go.jp/fp/nsp/page23e_000273.html) (consulté le 06/12/2021).

### **Cabinet du Premier ministre**

Cabinet du Premier ministre. Conférence de presse de ABE Shinzō, 26/12/2012.

Disponible sur : [https://japan.kantei.go.jp/96\\_abe/statement/201212/26kAIken\\_e.html](https://japan.kantei.go.jp/96_abe/statement/201212/26kAIken_e.html) (consulté le 09/12/21).

Cabinet du Premier ministre. Introduction du discours du Premier ministre HASHIMOTO Ryūtarō devant la 141<sup>ème</sup> session de la Diète.

Disponible sur : <https://japan.kantei.go.jp/971006-141diet.html> (consulté le 13 décembre 2021).

Cabinet du Premier ministre. Conclusion du discours du Premier ministre HASHIMOTO Ryūtarō devant la 141<sup>ème</sup> session de la Diète.

Disponible sur : <https://japan.kantei.go.jp/971006-141diet.html> (consulté le 13 décembre 2021).

### **Autres**

GREENPEACE. *Le Japon est-il en train de construire secrètement un bateau pour chasser les baleines ?* 14/12/2007.

Disponible sur : <https://www.GREENPEACE.fr/le-japon-est-il-en-train-de-construire-secretement-un-nouveau-bateau-pour-chasser-les-baleines/> (consulté le 02/05/2022).

Ministère de la Justice. Communiqué de la ministre de la Justice MORI Masako à la suite de l'évasion de Carlos GHOSN, 09/01/2020.

Disponible sur : <https://www.moj.go.jp/content/001312219.pdf> (consulté le 02/05/2022).

Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Déclaration du ministre M. Jean-Yves Le Drian sur le réseau de coopération et d'action culturelle. Paris, 16/07/2018.

Disponible sur : [Prononcé le 16 juillet 2018 - Jean-Yves Le Drian 16072018 réseau de coopération et d'action culturelle | vie-publique.fr](https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/actualites/2018/07/16/le-drian-16-juillet-2018-reseau-cooperation-et-daction-culturelle) (consulté le 02/05/2022).

Organisation des Nations-Unies (ONU). Communiqué à la suite des déclarations de Paul WATSON. *High-level Event on Climate Change*. 08/07/2015.

Disponible sur : [https://www.un.org/pga/69/080715\\_press-statement-high-level-event-on-climate-change/](https://www.un.org/pga/69/080715_press-statement-high-level-event-on-climate-change/) et MOFA : [https://www.mofa.go.jp/ecm/fsh/page22e\\_000737.html](https://www.mofa.go.jp/ecm/fsh/page22e_000737.html) (consulté le 02/05/2022)

Déclaration du représentant permanent de la Corée du Sud. Débat sur le thème "War, its Lessons, and the Search for a Permanent Peace". Conseil de Sécurité des Nations Unies. New York, 29/01/2014. Disponible sur : [https://www.mofa.go.kr/viewer/skin/doc.html?fn=file\\_20140227095057880\\_0&rs=/viewer/result/202308](https://www.mofa.go.kr/viewer/skin/doc.html?fn=file_20140227095057880_0&rs=/viewer/result/202308) (consulté le 02/05/2022)

Sommet du G20 d'Osaka 2019. Déclaration des chefs d'Etat et de gouvernements.

Disponible sur : [https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/19-2160final\\_g20\\_osaka\\_leaders\\_declaration\\_fr\\_cle419f81.pdf](https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/19-2160final_g20_osaka_leaders_declaration_fr_cle419f81.pdf) (consulté le 02/05/2022)

#### 4. Sites Internet

Agence de la Pêche du Japon : <https://www.maff.go.jp/e/data/publish/attach/pdf/index-70.pdf>

American Muslims Share Their Thoughts: [American Muslims Share Their Thoughts \(archive.org\)](#)

Banque Mondiale (base de données) : <https://data.worldbank.org/indicator/SP.DYN.TFRT.IN?locations=JP>

Cabinet du Premier ministre du Japon : [Basic Policies for Urban Renaissance \(kan-tei.go.jp\)](#)

Changwon K-pop World Festival: <http://k-popworldfestival.kbs.co.kr/>

Deutsche Welle Academy : [Accueil | DW](#)

Diète du Japon. Constitution du Japon promulguée le 03 novembre 1946 (en anglais) : <https://www.sangiin.go.jp/eng/law/tcoj/index.htm>

Haut-Commissariat aux réfugiés de l'ONU : <https://www.unhcr.org/41d2c17dc.pdf>

JAPAN EXPO : [https://www.japan-expo-paris.com/fr/menu\\_info/historique\\_475.htm](https://www.japan-expo-paris.com/fr/menu_info/historique_475.htm)

JAPAN HOUSE (Los Angeles): <https://www.japanhousela.com/>

JAPONISMES 2018 : <https://japonismes.org/fr/>

JETRO (Japan External Trade Organization): [https://www.jetro.go.jp/en/invest/attractive\\_sectors/tourism/overview.html](https://www.jetro.go.jp/en/invest/attractive_sectors/tourism/overview.html)

JICA (Japan International Coopération Agency) : [https://www.jica.go.jp/french/publications/annual/2016/c8h0vm0000beb6qc-att/2016\\_07.pdf](https://www.jica.go.jp/french/publications/annual/2016/c8h0vm0000beb6qc-att/2016_07.pdf) (consulté le 09/12/21)

Japan Library: [https://www.japan.go.jp/\\_userdata/japanlibrary/pdf/jl\\_170623.pdf](https://www.japan.go.jp/_userdata/japanlibrary/pdf/jl_170623.pdf)

Japan Whaling Association: <http://www.whaling.jp/english/history.html>

World Assembly for Women (WAW!) :  
[https://www.mofa.go.jp/fp/hr\\_ha/page23e\\_000493.html](https://www.mofa.go.jp/fp/hr_ha/page23e_000493.html)

KIZUNA (magazine): <https://www.japan.go.jp/kizuna/index.html>

Facts about Germany : [Home | Facts about Germany \(tatsachen-ueber-deutschland.de\)](#)  
/Rumours about Germany– Facts for Migrants : [www.rumoursaboutgermany.info](http://www.rumoursaboutgermany.info)

MOFA (Corée) : [https://www.mofa.go.kr/eng/wpge/m\\_22830/contents.do](https://www.mofa.go.kr/eng/wpge/m_22830/contents.do) (Cultural diplomacy) /[https://www.mofa.go.kr/eng/wpge/m\\_22828/contents.do](https://www.mofa.go.kr/eng/wpge/m_22828/contents.do) (Sports public diplomacy)

OCDE, 4<sup>ème</sup> Forum sur l'efficacité de l'Aide : <https://www.oecd.org/fr/developpement/efficacite/quatriemeforumdehautniveausurlefficacitedelaide.htm>

## **ENTRETIENS**

### **Cabinet du Premier ministre**

ISHIGAKI Tomoaki

Directeur adjoint en charge des Relations Publiques. Directeur de la Communication Internationale. Cabinet du Premier ministre, Tokyo, le 29/08/2018.

## **MOFA**

ARIMA Yutaka

Directeur de la division ressources humaines. MOFA, Tokyo, le 24/08/2018.

MARUYAMA Norio

Directeur général en charge de la presse et de la diplomatie publique MOFA, Tokyo, le 24/08/2018.

MASUDA Korehito

Directeur Général, Bureau Japonismes 2018. Fondation du Japon. Ambassade du Japon en France, Paris, le 30/01/20.

OKAMURA Yoshifumi

Ambassadeur spécial du gouvernement pour la Paix et la Stabilité. Ancien Ambassadeur spécial pour la TICAD (Conférence Internationale de Tokyo sur le Développement de l'Afrique). MOFA, Tokyo, le 24/08/2018.

YAMAGAMI Shingo

Directeur général de la division pour les Affaires économiques, ancien directeur du Japan Institute for International Affairs (JIIA). MOFA, Tokyo, le 29/08/2018.

## **Autres organismes officiels**

KOBAYASHI-TERADA Maki

Directrice exécutive de la Communication, Comité pour l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de Tokyo 2020. Siège, Tokyo, le 27/08/2018.

KOBORI Mamoru

Vice-Président exécutif, *Japan National Tourism Organization* (JNTO)

YAMASAKI Michinori

Vice-Président exécutif des projets Rugby World Cup 2019.

Siège du JNTO, Tokyo, le 31/08/2018.

NAKAYAMA Yoshitaka

Maire de la ville d'Ishigaki, Okinawa. Mairie d'Ishigaki, le 06/09/2018.

### **Université, recherche, think tanks**

AI Kōichi

Directeur exécutif, The Japan Institute of International Affairs. Bureau du JIIA, Tokyo, le 27/08/2018.

KANEKO Masafumi

Directeur et Chercheur dans la Division Politique, PHP Institute. Bureau de la maison d'édition, Tokyo, le 28/08/2018.

FUNABASHI Yōichi

Président et Fondateur, *Asia Pacific Initiative* (API). Bureau de l'ONG, Tokyo, le 28/08/2018.

KUDŌ Yasushi

Président et Fondateur, The GENRON NPO. Bureau de l'ONG, Tokyo, le 30/08/2018.

OGAWA Tadashi

Professeur à l'*Université Atomi* et ancien cadre de la Fondation du Japon. International House of Japan, Tokyo, le 29/08/2018.

SNOW Nancy

Professeur à l'Université des Etudes Internationales de Kyoto. Domicile, Tokyo, le 25/08/2018.

SOEYA Yoshihide

Professeur à l'Université de Keio. International House of Japan, Tokyo, le 22/08/2018.

WATANABE Yasushi

Professeur à l'Université de Keio. ANA Intercontinental Hotel, Tokyo, le 23/08/2018.

### **Médias**

KOMURATA Yoshiyuki

Éditorialiste au quotidien *Asahi Shimbun*. Siège du journal, Tokyo, le 30/08/2018.

KUNISUE Norito

Rédacteur en chef du journal *Asahi shimbun Globe*. Siège du journal, Tokyo, le 30/08/2018.

NAITŌ Yasuo

Directeur adjoint du *Sankei Shimbun* et Rédacteur en chef et Cofondateur du site *Japan Forward*. Siège du journal, Tokyo, le 30/08/2018.

### **Autres**

François-Xavier (nom modifié)

Père français séparé de ses enfants partis au Japon. Ambassade du Japon en France, Paris, le 14/12/2022.

Nota : cette page, dernière de couverture, sera retournée avant reliure.